

NOTICES ET DOCUMENTS BIOGRAPHIQUES
SUR L'HISTOIRE DE LA
RÉPUBLIQUE
ITALIENNE

1802-1805

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ALBERT PINGAUD

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

AGRÉGÉ D'HISTOIRE

CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE



PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION

5, QUAI MALAQUAIS, 5

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

NOTICES ET DOCUMENTS BIOGRAPHIQUES

SUR L'HISTOIRE DE LA

RÉPUBLIQUE ITALIENNE

1802-1805

NOTICES ET DOCUMENTS BIOGRAPHIQUES

SUR L'HISTOIRE DE LA

RÉPUBLIQUE ITALIENNE

1802 - 1805

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris



PAR

ALBERT PINGAUD

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

AGRÉGÉ D'HISTOIRE

CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE



PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION

5, QUAI MALAQUAIS, 5

1914

PRÉFACE

Lorsque Bonaparte, après avoir fondé en 1797 la République Cisalpine, entreprit en 1802 de la constituer sur le modèle de la France consulaire, il eut non seulement à lui donner des institutions nouvelles, mais encore à trouver des hommes capables de les appliquer. La tâche était particulièrement malaisée dans un état naissant et composite, tout récemment unifié, tout pénétré encore des survivances de l'ancien ordre de choses, sur le territoire duquel il n'existait avant la Révolution ni organisation centralisée, ni administration nationale, ni système de défense, ni indépendance extérieure, ni en un mot aucun des attributs essentiels du régime moderne. — Pour réaliser ses desseins de régénération politique en Italie, le Premier Consul se vit donc forcé de créer de toutes pièces un haut personnel gouvernemental, militaire et diplomatique, recruté en majeure partie parmi les membres de la Consulte de Lyon (janvier 1802). Les chefs de service ainsi improvisés devaient pour la plupart rester en charge pendant toute la durée de la domination napoléonienne, dont ils devinrent à la fois les soutiens, les instruments et les représentants. — Quelques-uns se révélèrent comme des hommes d'état dignes de figurer sur un plus grand théâtre, d'autres ne témoignèrent que de leur bonne volonté ou ne manifestèrent que leur insuffisance. Tous exercèrent sur la marche des affaires publiques une influence d'autant plus prépondérante qu'elle n'était limitée par aucune tradition administrative, et que dans un organisme nouveau la valeur des institutions se mesure à celle du personnel appelé à les appliquer.

Ces hommes ne semblent pourtant pas avoir laissé dans l'histoire une trace en rapport avec l'importance de leur rôle. Alors qu'en France la plupart des serviteurs du régime napoléonien ont fait l'objet de monographies spéciales, en Italie ils ne sont encore connus, à quelques exceptions près, que par les mentions, parfois inexactes, toujours sèches et impersonnelles, des dictionnaires biographiques. On y trouve, en général, avec les principales dates de leur existence, les étapes de leur carrière administrative, et tous les faits qui constituent leur *curriculum vitæ* : on y chercherait en vain des détails propres à caractériser leur personnalité, à faire revivre leur caractère propre, à permettre de connaître les supériorités ou les lacunes de leur nature. Il m'a semblé que l'histoire du régime qu'ils ont servi, ébauchée dans un autre ouvrage¹, avait pour complément nécessaire une série de notices individuelles et originales sur les plus considérables d'entre eux.

Ils sont en effet moins difficiles à connaître que ne pourrait le faire croire la rareté des renseignements publiés sur leur compte. Ils n'ont pas exercé pendant toute la durée d'un régime les fonctions les plus élevées de l'état sans donner à leurs chefs, à leurs amis, à leurs administrés, l'occasion de se prononcer, à titre officiel ou privé, sur leur caractère, leurs mérites ou leurs insuffisances.— Retrouver pour chacun d'eux ces appréciations personnelles dans les documents inédits du temps, les dégager des faits à propos desquels elles ont été formulées, les introduire et les grouper dans les cadres chronologiques dont il ne restait qu'à vérifier les données, les compléter enfin, en vue de recherches plus approfondies, par l'indication des sources, imprimées ou encore inexplorées, telle m'a paru la meilleure manière de justifier le premier titre de ce travail (*Notices biographiques*) de rassembler les principaux traits des physionomies qu'il évoque, et de fournir les éléments de portraits ou même de monographies des personnages auxquels il est consacré.

¹ Y. Albert PINGAUD, *Bonaparte Président de la République Italienne*, 2 vol. Perrin, 1914.

En même temps qu'un intérêt biographique, il peut présenter un intérêt documentaire. Les hommes d'état de l'Italie napoléonienne ont été des témoins aussi bien que des acteurs dans les grands événements dont elle a été le théâtre à partir de 1796. Quelques-uns ont consigné les souvenirs qu'ils en ont gardés dans des relations, officielles ou privées, restées pour la plupart inédites. — C'est ainsi que le Vice-Président Melzi a raconté, dans un fragment de journal intime, la première entrée des Français à Milan en 1796, et les conversations que lui-même eut à cette occasion avec Bonaparte : c'est là un document historique de première main, qui méritait d'être reproduit. — C'est ainsi que Marescalchi, représentant de la Cisalpine auprès du Premier Consul à partir de 1800, a retracé dans des rapports envoyés régulièrement à Milan les spectacles et les projets auxquels sa mission officielle le mettait à même d'assister à Paris : les passages les plus caractéristiques de sa correspondance diplomatique peuvent à la fois nous éclairer sur ses qualités d'informateur et nous apporter une version des événements dont il était le témoin. — Quand l'occasion s'en est présentée, je n'ai donc pas craint de rattacher à ces notices biographiques la publication de textes intéressants qui s'y rapportent. J'y ai joint notamment celles de trois Français, Jacob, Murat et Méjan, parce que, sans faire partie du gouvernement italien, ils suivirent son œuvre de près et nous ont laissé de curieux témoignages sur les résultats de son action. Ainsi complété, ce recueil de « *Notices et documents* » pourra représenter, je l'espère, une utile contribution à l'histoire de la domination napoléonienne en Italie.

Il m'est agréable, en le terminant d'adresser l'expression de ma gratitude à M. Aulard, qui a bien voulu m'encourager à le poursuivre, et me seconder de ses conseils pour le mener à bien.

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne comprend que les sources générales communes à l'ensemble des notices qui composent ce travail. Chaque notice est accompagnée, s'il y a lieu, d'une bibliographie particulière.

A. — SOURCES IMPRIMÉES.

Il faut citer en première ligne, comme des guides indispensables à consulter, trois répertoires biographiques précieux, quoique de valeur inégale.

1^o La *Storia dell' Amministrazione del Regno d'Italia durante il Dominio francese* de CORACCINI (Lugano 1824) est le premier ouvrage consacré, après 1824, à l'histoire de la domination napoléonienne ; œuvre du Français Lafolie, secrétaire de Méjan, lui-même Secrétaire des commandements du prince Eugène, elle contient, à la suite de l'introduction, et en 76 pages (pp. LXII-CXXXVIII) un Index alphabétique des personnages qui « dans le royaume d'Italie se sont fait remarquer par leurs actions, leurs talents, leurs ouvrages ou les places qu'ils ont occupées » ; chacun d'eux est brièvement caractérisé par les faits saillants de son existence, les traits distinctifs de son caractère, parfois par quelque anecdote révélatrice. Bien que ces notices soient très courtes et que l'on n'y trouve pas une date, elles contiennent des indications curieuses et conservent la valeur d'un témoignage de première main, l'auteur ayant été à même de connaître les personnages dont il parle.

2° C'est un tout autre caractère que présentent les biographies réunies par M. CASINI dans un article publié dans la *Revue Napoléonienne* de Rome (Vol. II, 1902, pp. 257-315), sous ce titre : *Ministri, Prefetti, e Diplomatici italiani di Napoleone*. L'auteur s'est attaché à retracer ici avec le plus de précision et d'exactitude possible, à grand renfort de dates savamment contrôlées, le *curriculum vitae* officiel des principaux fonctionnaires du régime français. Ces notices, accompagnées le plus souvent de références bibliographiques, représentent pour des recherches plus approfondies des cadres sûrs et commodes. Elles sont complétées par quelques autres, composées d'après la même méthode, et qui figurent dans un travail antérieur du même auteur (*I Diputati al Congresso cispadano 1796-1797* dans la *Rivista Storica del Risorgimento Italiano* vol. II, 1897, pp. 138-210).

3° Un érudit italien, contemporain de Bonaparte et ancien fonctionnaire napoléonien, Pietro Custodi (1771-1841) avait consacré les loisirs de sa retraite à amasser une énorme quantité de notes, d'autographes et de plaquettes destinées à la composition de « Biographies d'illustres Italiens » qui ne devaient jamais voir le jour. Légués en 1867 à la Bibliothèque Nationale par la famille Costa de Beauregard, ces documents y ont été reliés en 22 volumes (Mss. ital. 1545-1566). M. AUVRAY en a dressé l'inventaire et reproduit les passages essentiels dans une série d'articles parus dans le *Bulletin Italien* de Bordeaux (Années 1903, 1904 et 1905) et tirés ensuite en brochure à part (*La collection Custodi à la Bibliothèque Nationale*, Paris 1907). On y trouve notamment des fragments tout rédigés et fort curieux des notices qui devaient être consacrées au Vice-Président Melzi et au Ministre des Finances Prina.

En dehors de ces trois ouvrages biographiques¹, on peut chercher encore sur les hommes d'état de la République Italienne des mentions éparses : dans la *Correspondance officielle*²

1. Ils seront désignés dans les notes par les abréviations CORACCINI, CASINI et AUVRAY.

2. Sera désignée dans les notes par l'abréviation *Corr.*

de Napoléon qui les a découverts ou vus à l'œuvre ; dans les *Memorie-Documenti* de MELZI (2 vol. in-8, Milan 1865), qui a eu à maintes reprises l'occasion de formuler son opinion sur eux ; dans les lettres du prince Eugène qui figurent dans le recueil improprement appelé *Mémoires du prince Eugène* (8 vol. publiés par DU CASSE en 1860) ; dans les *Lettres et Documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat* (éditées et en cours de publication par LE BRETHON ¹) ; enfin dans les *Lettere inedite e sparse* du poète MONTI (publiées par Bertoldi et Mazzatinti, Turin, 1896). — Parmi les ouvrages de seconde main on peut citer comme renfermant des indications et des notices utiles : les tomes V et VI de la *Storia di Milano* de CUSANI (Milan 1867), si riche en renseignements variés ; la *Cronistoria dell' Indipendenza Italiana* (tome I) de Cesare CANTÙ (Turin 1872) et le recueil de textes publiés par le même auteur sous le titre de *Corrispondenze di Diplomatici della Repubblica e del Regno d'Italia* (Milan 1885). Le *Bollettino delle Leggi*, moniteur officiel de la République Italienne, contient les nominations ou les mutations des hauts fonctionnaires. On trouvera enfin la reproduction de leurs portraits et la date de leur mort dans la grande compilation chronologique de COMANDINI, *L'Italia nei cento Anni (1800-1900) giorno per giorno descritta* (en cours de publication à Milan).

B. — SOURCES INÉDITES.

Elles sont très abondantes, mais aucune, à part le fonds Custodi ne présente un caractère proprement biographique ; il faut donc chercher les renseignements personnels qu'on peut y puiser dans la masse des papiers d'état ou des documents privés de l'époque, c'est-à-dire dans les dépôts suivants :

A Paris, à la Bibliothèque Nationale, le fonds Custodi est

1. Cette publication sera désigné par l'abréviation MURAT ; de même les *Mémoires* de Melzi par l'abréviation MELZI.

à consulter pour compléter l'analyse et les extraits qu'en a donnés M. Auvray.

Aux Archives Nationales, les cartons AFiv 1707 et 1708 (papiers de l'ancienne Secrétairerie d'Etat) contient les rapports et les propositions personnelles envoyées de Milan à Bonaparte par Melzi.

Aux Archives des Affaires Etrangères, on trouve dans les volumes 55 à 63 de la *Correspondance politique Lombardie* (rapports des agents français à Milan et affaires diverses) quelques appréciations éparses sur les hommes qui jouèrent un rôle dans le mouvement révolutionnaire, et plus tard dans la vie administrative italienne.

Aux Archives du Ministère de la Guerre, la *Correspondance de l'Armée d'Italie* (1802-1805) présente des ressources analogues (lettres de Murat et rapports qui lui étaient adressés par ses officiers).

A Vienne le *Haus-Hof-und-Staats-Archiv* a recueilli et classé dans un fonds spécial, le *Napoleonisches Archiv*, toute la masse des papiers laissés par Melzi et par Marescalchi ¹. On peut consulter avec fruit au même dépôt la correspondance diplomatique du Baron de Moll, représentant autrichien à Milan de 1802 à 1805. Enfin les Archives du Ministère de l'Intérieur contiennent de curieux rapports de Police (datant de 1814 et 1815) sur les hommes du régime auquel succédait l'Autriche à Milan.

A l'*Archivio di Stato* de Milan a été formé un *Fonds Melzi*, composé des papiers administratifs saisis chez lui après sa mort. J'ai trouvé enfin quelques indications de détail : à l'*Archivio di Stato* de Gênes, dans la Correspondance diplomatique de Cataneo, Ministre de la République Ligurienne à Milan (*Corr.* Milan, 27-30) ; aux *Archives fédérales* de Berne dans celle de Taglioretti, qui remplissait les mêmes fonctions au nom de la République helvétique (*Corr.* Milan, 3391) ; à la Bibliothèque municipale de Bologne dans le recueil de correspondances privées classées sous le nom de *Fonds Rangoni*.

1. Voir plus loin (pp. 5 et 38-39), l'histoire de ces papiers en tête des notices consacrées à Marescalchi et à Melzi.

*Abréviations employées pour les renvois
aux sources manuscrites.*

- PARIS. — *Archives Nationales* : La cote du carton sans autre indication.
— *Archives du Ministère des Affaires Etrangères* : Aff. Etr.
— *Archives historiques du Ministère de la Guerre* : Arch. Guerre.
VIENNE. — *Archives de Cour et d'Etat* (Napoleonisches Archiv) : Arch. Vienne.
— *Archives de Cour et d'Etat* (Correspondance de Moll) : Arch. Vienne. Corr. Milan.
— *Archives du Ministère de l'Intérieur* : Arch. Vienne Int.
MILAN. — *Archivio di Stato* : Arch. Milan ¹.
GÈNES. — *Archivio di Stato* : Arch. Gênes.
BERNE. — *Archives fédérales* : Arch. Berne.

1. Les numéros qui suivent cette abréviation, sans autre indication, sont ceux des cartons du *Fonds Melzi*. La cote est indiquée quand il s'agit d'une autre section de l'*Archivio di Stato*.

LIVRE I

LES ITALIENS

Le gouvernement de la République Italienne était confié, aux termes mêmes de la Constitution, à un Président, assisté d'un Vice-Président et d'un Secrétaire d'Etat, à une Consulte d'Etat de huit membres et à des Ministres en nombre variable. Au personnel du gouvernement proprement dit on peut ajouter, pour passer en revue les principaux organes du pouvoir exécutif, les fonctionnaires les plus élevés de la hiérarchie civile et militaire, tels que les membres du corps diplomatique et les chefs de l'armée.

Les principales nominations eurent lieu en même temps que la promulgation de la Constitution (26 janvier), sauf celles des ministres. Melzi fut désigné comme Vice-Président, Marescalchi comme Ministre des Relations Extérieures, Guicciardi comme Secrétaire d'Etat.

CHAPITRE PREMIER

LE VICE-PRÉSIDENT

Aucun homme d'état italien n'a joué pendant la période révolutionnaire et impériale un rôle comparable en importance à celui du comte Francesco Melzi d'Eril, parce qu'aucun n'a pénétré aussi avant dans la confiance de Napoléon. Il lui a été donné en effet de devenir le premier confident de ses pensées en 1796, le collaborateur de son œuvre de réorganisation en 1801, enfin le représentant de son autorité à Milan de 1802 à 1805. Pendant ces trois dernières années, les destinées de Melzi se sont confondues si étroitement avec celles de son pays qu'une étude détaillée sur sa vie représenterait en réalité une histoire complète de la République Italienne.

Cette entreprise biographique semble à première vue inutile, car elle a déjà été réalisée, ou au moins tentée, par un des descendants de Melzi. En 1865, son petit-neveu, le duc Giovanni, lui consacrait sous ce titre : *Francesco Melzi d'Eril, Memorie-Documenti e lettere inedite di Napoleone I^o e Beaubarnais* » (Milan, Brigola) une étude dont les deux gros volumes apportaient au jour de nombreux documents inédits, et sont restés la source principale où ont puisé les historiens du régime napoléonien en Italie. — Malgré son intérêt, ce livre est pourtant loin de rendre tous les services qu'on aurait pu en attendre. Il ne répond, ni par sa méthode aux exigences de la critique moderne, ni par son contenu à l'étendue du sujet qu'il traite. Il suffit de le lire avec suite pour en relever les imperfections, il suffit de le comparer avec les sources originales pour en constater les lacunes.

Il ne justifie d'abord qu'à moitié son titre, puisque Melzi n'a pas laissé de « Mémoires » et qu'on ne saurait donner ce

nom à l'étude biographique placée par l'auteur en tête du tome premier (pp. 3-341). C'est en réalité un recueil de documents reproduits sans indication d'origine, et juxtaposés suivant un ordre qui n'a malheureusement rien de rigoureux. Ceux du premier volume (pp. 341-632) sont de toute nature et de toutes dates. Ceux du second sont un peu plus logiquement classés. On y trouve notamment la correspondance échangée par Melzi avec Napoléon, de 1802 à 1814 (pp. 3-289), avec son représentant à Paris le ministre Marescalchi de 1802 à 1805 (pp. 531-630), avec le Vice-Roi Eugène de 1805 à 1814 (pp. 293-447). Quelques « lettres variées » de divers hauts personnages et quelques rapports officiels complètent le recueil.

On y relève à première vue des erreurs de détail et des traces de désordre peu propres à inspirer confiance en l'éditeur. — Dans le premier volume, les pièces qui figurent aux pages 527, 536 et 571 sont datées par erreur de 1800 au lieu de 1801, comme le prouvent suffisamment leur contenu et leur date d'après le calendrier révolutionnaire. La dernière, relative aux préparatifs de la Consulte de Lyon, roule sur le même sujet qu'une autre pièce qui la complète et qui se trouve sans raison apparente reléguée sur le tome II (p. 507). De même six lettres de Marescalchi à Melzi sont détachées arbitrairement de la série chronologique du tome II pour être placées dans le tome I (pp. 582-592). — Les mêmes bévues se remarquent dans le second volume. Une lettre de Melzi à Bonaparte (p. 203) devient inintelligible parce qu'elle y figure à la date de 1803 au lieu de 1802. On peut relever une erreur plus grave à la page 30 et aux suivantes : l'éditeur y a fondu et juxtaposé en un seul document deux pièces fort différentes : d'une part, une courte lettre de Melzi à Bonaparte du 18 mai 1802 et d'autre part un rapport général sur l'état de la République, postérieur de cinq mois et dont le premier annonçait l'envoi au second dans une lettre du 15 octobre (p. 104)¹.

1. Après avoir constaté ces multiples traces de précipitation ou de négligence, visibles à une première lecture, l'on éprouve une certaine surprise de voir dans un ouvrage français (TROLARD, *De Montenotte au Pont d'Arcole*, p. XII) la qualification de « livre magistral » appliquée à la publication de Giovanni Melzi.

Imparfaite par sa méthode, ou plutôt par son absence de méthode, la publication du duc Melzi apparaît comme fort insuffisante par son contenu. Si la correspondance du Vice-Président avec le Premier Consul y figure à peu près au complet, les lettres confidentielles qu'il échangeait avec Marescalchi, et qui en forment le complément et le commentaire, n'y sont représentées que par 43 pièces, alors que la série complète en comprend plusieurs centaines. Melzi et Marescalchi se sont écrit presque tous les jours pendant trois ans. L'intérêt des lettres publiées inspire le regret de ne pouvoir prendre connaissance de toutes.

Ces lacunes s'expliquent en réalité par les conditions dans lesquelles l'auteur a composé son recueil. Il en a puisé les éléments à trois sources principales, dont aucune peut-être n'était la plus importante : à ses archives de famille, où il a trouvé surtout des papiers personnels; aux Archives Nationales (AFIV 1707 et 1708) qui lui ont fourni surtout les lettres de Melzi à Bonaparte (dont beaucoup existent en double aux Archives de la Guerre); enfin à l'*Archivio di Stato* de Milan, où a été réunie en un *Fonds Melzi* une grande partie des documents trouvés, lors de son décès, chez l'ancien Vice-Président de la République Italienne.

Mais si la masse la plus considérable est restée ainsi à Milan, les plus importants ont été envoyés à Vienne, où l'on retrouve ceux qui figurent sur le procès-verbal du fonctionnaire chargé après la mort de Melzi de faire l'inventaire de ses papiers¹ : tel est le cas notamment de ce Journal de l'invasion de 1796 auquel fait allusion cet inventaire et qu'on chercherait en vain à Milan. Ces documents ont été déposés aux Archives de Cour et d'Etat (*Haus-Hof-und-Staats Archiv*) et forment avec ceux qu'a laissés Marescalchi le fonds appelé *Napoleonisches Archiv*, qui comprenait 238 cartons. Ils sont extrêmement variés comme contenu et se réfèrent à toutes les grandes questions agitées entre Paris et Milan de 1802 à 1805. Ils comprennent notamment,

1. Ce fonctionnaire était Sambrunico, secrétaire du Directeur Général des Archives. Son rapport se trouve reproduit par CANTU, *Corrispondenze di Diplomatici*, dans une note de la page 53.

au point de vue plus spécialement biographique, deux cartons de papiers personnels (1 et 2) et toutes les lettres intimes de Melzi à Mareschalchi en minutes (cartons 5 à 8) ou en copies (cartons 17-26). C'est une source d'informations des plus précieuses.

Le même dépôt en contient une autre qui peut compléter utilement la première. C'est la série des rapports envoyés à son gouvernement par le baron de Moll, fonctionnaire autrichien qui, séjournant à Milan de 1802 à 1805 avec le titre de « Commissaire auprès du Gouvernement de la République Italienne », y joua en réalité le rôle d'un agent diplomatique, et réussit à capter peu à peu la confiance du Vice-Président. Celui-ci se laissa aller à lui faire des confidences ou à évoquer devant lui des souvenirs intimes qu'il n'aurait pas confiés au papier, mais qui trouvaient place dans une conversation familière. Moll envoyait aussitôt après à Vienne une relation très complète de ces entretiens ¹.

C'est au moyen de ces sources d'informations, c'est au moyen aussi de quelques indications recueillies dans les Archives des Affaires Etrangères, qu'on peut essayer de suppléer aux lacunes de la publication de Giovanni Melzi, de marquer en traits plus précis la physionomie de son ancêtre, d'analyser enfin certains documents ou certains témoignages importants échappés à ses recherches.

Sur la famille de son aïeul, sur ses années de jeunesse sa vie intime et ses voyages avant la révolution, l'auteur de la publication s'est étendu assez longuement pour laisser peu de choses à glaner après lui. Par contre, il s'est montré, faute de documents sans doute, très sobre de détails sur le rôle politique de Melzi comme membre du conseil des Décurions (corps municipal) de Milan. Le témoignage que celui-ci se rendit à lui-même au cours d'une conversation postérieure avec le baron de Moll ² peut aider à combler cette lacune :

1. Les dépêches de Moll sont écrites en allemand, mais les conversations avec Melzi, qui avaient lieu en français, sont toujours reproduites dans cette langue.

2. Conversation de Melzi avec Moll en date du 27 juin 1804. (Dépêche de Moll du 9 juillet. Arch. Vienne. *Corr.* Milan, 1804.)

« L'Empereur Léopold, lui dit-il, étant arrivé à Milan, avait dans son portefeuille une liste des personnes qu'on lui avait suggérées comme les plus propres à être consultées ou même employées dans les changements qu'il méditait pour la Lombardie. Litta le père et moi avions l'honneur d'être nommés les premiers sur cette liste. Je savais cela, mais n'ayant ni titre ni emploi et *fidèle à ma maxime de n'en point chercher*, je ne fis aucune démarche pour me présenter à l'Empereur. Landriani fut celui qui rendit à Pompeo Litta et à moi le service de nous faire rayer tous les deux de la liste en disant sur mon compte à l'Empereur que j'étais un homme *sombre et frondeur*, d'autant moins fait pour être consulté que je n'avais pas assez d'ascendant sur aucun des deux partis opposés pour pouvoir être utile à sa Majesté ¹. »

L'homme apparaît donc ici au seuil de la vie publique, tel que le révélera plus tard l'exercice des hautes fonctions de l'état : estimé pour ses talents, mais desservi par sa raideur de conviction, dépourvu par lui-même de toute ambition personnelle, mais incommode parfois au gouvernement par une attitude de désapprobation muette.

L'occasion lui fut bientôt offerte d'éprouver ses capacités sur un plus vaste théâtre. A l'approche de l'armée française à Lodi, il allait devenir le représentant et le négociateur de sa ville natale auprès du général vainqueur. Il a retracé ses souvenirs et son rôle pendant cette période décisive de son existence dans un document d'une précieuse valeur historique. C'est cette « Chronique de 1796 » trouvée à son domicile après sa mort. Déposée maintenant dans le carton 1 du *Napoleonisches Archiv* de Vienne, elle forme un cahier in-16°, destiné probablement à être porté en poche, écrit tout entier de la main de Melzi, et dans lequel il a noté ses impressions au jour le jour. La traduction, aussi littérale que possible, des extraits suivants en montrera l'intérêt.

C'est au début de mai que l'invasion française apparaît comme inévitable et imminente. Cette perspective inspire à Melzi à la date du 6, de premières réflexions, caractéristiques de son état d'esprit ¹.

1. Les lignes de points de la traduction sont celles qui figurent dans le texte.

« La trêve de Sardaigne décide de l'invasion. Quelles en seront les conséquences ? Extrêmes et difficiles à prévoir. Descendons donc en nous-même pour tirer au clair nos propres pensées. Avant toute chose, il faut régler nos affaires privées afin de ne pas être troublé par cette préoccupation dans le tumulte des événements. Testament déposé chez Giambattista Ruva.

« D'après l'aspect des choses, la menace de grands bouleversements apparaît comme imminente. Il peut y avoir très grand péril à demeurer ici pour celui auquel l'honneur commande de rester associé aux affaires publiques, et qui ne veut pas renoncer à ses principes : mais c'est l'honneur qui doit être ma règle. Je resterai donc. Je dois craindre les félicitations reçues ces jours-ci plus que m'en réjouir. Tenons-nous sur nos gardes, car elles pourraient me séduire, alors que je ne dois avoir pour règle que le devoir moral, maintenant que le devoir légal a disparu. »

Bientôt les événements se précipitent, le général vainqueur approche de Milan, et Melzi se voit désigner par la confiance de ses concitoyens comme membre de la délégation chargée d'aller lui porter les hommages de la ville. Il n'accepte pas cette mission, qui devait inaugurer sa fortune politique, sans de longues tergiversations, par lesquelles se traduisent les incertitudes de son caractère et le souci constant de sa réputation.

(9 mai) « Dois-je accepter la mission proposée ? Elle est honorable, mais aventurée. Pourtant comment se dérober à la confiance publique ? et cette confiance même, sur quoi repose-t-elle ? sur une prévention favorable en ma faveur et à laquelle je ne puis répondre que par ma bonne volonté... Peu importe, il faut céder... Il me suffit d'agir d'une façon satisfaisante à mes propres yeux... En temps de trouble, les réputations dépendent du hasard et en partagent les caprices, elles ne se mesurent pas au mérite. Il faut perdre de vue pour un instant la préoccupation de mon nom, celle du devoir me suffira. »

Suivent ensuite, à la date du 10, quelques détails curieux sur la composition de la délégation, où l'on a fait entrer des représentants des diverses classes sociales, afin qu'elle devienne le témoignage vivant de leur union. Elle devait d'abord, pour se concilier le général français, le haranguer dans son propre idiome, en parlant la langue et en affichant les idées démocra-

tiques. A la réflexion, on renonce à ce projet comme trop compromettant vis-à-vis du gouvernement autrichien, dont on appréhende encore le retour.

Le 11 mai au matin, les députés se mettent en route vers Lodi, et au sortir de Milan, rencontrent les avant-postes républicains, dont l'aspect produit sur Melzi une impression profonde.

« Un premier coup d'œil sur l'armée française inspire la surprise et l'admiration. Dénuelement, privations, patience, dormir sur la dure et chanter, oublier tous les besoins, se passer de tentes et de bagages, se contenter de pain et de fer... de cette manière on peut faire la guerre pendant cent années. Et pourquoi cette vérité échappe-t-elle à qui dirige les opérations militaires du fond d'un cabinet ou d'une chancellerie ? Autrement ses prévisions seraient plus justes. Mais ce système spartiate est-il adopté par principe ou par nécessité ? dans le premier cas, nous pouvons avoir bon espoir pour l'ordre et la propriété, car la justice accompagne toujours la tempérance. Dans le second cas, gare au moment où ces privations forcées cesseront de paraître nécessaires ! »

A midi, la députation arrive à Melegnano, où elle est reçue par le général Kilmaine ¹.

« Que de choses dignes de remarque dans les heures passées en compagnie du général ! Il veut que la municipalité se charge des logements, et il va à la maison commune pour en faire la demande. Est-ce une formalité réglementaire ou seulement une mesure d'apparat ? Veut-on maintenir l'ordre, ou seulement en avoir l'air ? Est-ce le général ou l'homme qui agit ? Les manières de Kilmaine sont polies et réservées : peu de paroles et de réflexions. Il nous examina longuement avec une physionomie exprimant l'intérêt et la compassion pour notre situation actuelle, qu'il peut facilement deviner. Il ne m'a pas semblé ignorant de nos affaires. Il a réprimé sans indignation, mais avec fermeté, des soldats qui voulaient payer du drap avec des assignats... Il me dit « Que le ciel vous préserve d'une révolution : celle de France fera peut-être le bonheur de la génération suivante, mais certainement le malheur de la génération actuelle ². » Croirait-il savoir que l'on

1. Kilmaine commandait alors la première division de cavalerie de l'armée d'Italie. On trouvera ses états de service dans BOUVIER, *Bonaparte en Italie*. (Paris, 1899), p. 661.

2. Ce langage, assez surprenant dans la bouche d'un général de la République, semble par ailleurs répondre à ce que nous savons des sentiments intimes de

songe à révolutionner le pays ?... Il faut noter comme digne de réflexion, parce qu'elle ne ressemble à rien de ce que l'on connaît, la tranquillité de la troupe attendant pendant plusieurs heures la cuisson du pain commandé. Elle est de bon augure pour les mœurs du soldat en général. Quels chevaux misérables, ayant peine à se soutenir ! et comment ont-ils pu renverser les armées piémontaises et autrichiennes ? »

Après cet arrêt à Melegnano, les députés milanais poursuivent leur route vers Lodi, où ils doivent trouver Bonaparte, avec une escorte de 24 chasseurs fournie par Kilmaine.

« Ceux-ci étaient venus le jour même de Sant' Angiolo, ils n'avaient pas encore reçu leurs rations, avaient à suivre le trot de la poste de Melegnano à Lodi, et ne laissaient pourtant échapper aucune plainte. A Lodi comme à Melegnano, des prairies, que ne couvrait aucune tente, formaient les quartiers de la cavalerie, hommes et bêtes. Les fantassins avaient pour casernes les rues et les portiques de Lodi, et couchaient sur la dure, avec le sac pour oreiller. Le chef de la Municipalité, Visconti-Menati, était exténué par la fatigue et épouvanté par les menaces. Lodi, ville de 10.000 habitants, a dû fournir pendant trois jours une contribution quotidienne de 80.000 rations... et l'armée ne paraît pas compter plus de 30.000 hommes¹. Que signifie ceci ? une ruse pour en imposer sur les effectifs ? un moyen d'améliorer l'ordinaire du soldat ? un bénéfice pour les commissaires ? l'effet d'idées fausses sur la richesse du pays ? ou le prélude de la marche sur Mantoue ? Hier on a fusillé cinq pillards, ce qui semble indiquer qu'il y en a bien davantage. »

Kilmaine. « Ayant épousé une Irlandaise très royaliste..., il avait eu un avancement rapide et fait une grande fortune en France (né à Dublin en 1751, il s'était engagé au Royal-Dragons en 1774). Ces avantages le maintenaient au service de la République sans le rendre républicain. Il était royaliste dans l'âme, tout en disant de Louis XVIII : « Ce n'est pas là l'homme qu'il nous faut. » Son seul désir était de conserver, à la faveur d'une paix prochaine, ce qu'il avait acquis... » (L. PINGAUD, *Le Comte d'Antraigues*, 2^e éd. p. 180). Il devait se montrer par la suite aussi sceptique sur le mouvement révolutionnaire italien, si l'on s'en rapporte à la déclaration que lui prête LANDRIEUX (*Mémoires*, I, p. 109) que la France avait fait en Italie « trois conquêtes, celle du pays, celle des capitaux immenses dont elle l'avait dépouillé, celle de la corruption et du *coquinisme* italien. »

1. Sur le séjour des Français à Lodi, on trouvera des détails circonstanciés, empruntés pour la plupart aux chroniques locales, dans le chapitre IV (LODI) du livre de TROLARD, *De Montenotte au pont d'Arcole*, Paris, 1893. Voir également, sur les charges imposées à la ville, BOUVIER, *Bonaparte en Italie*, pp. 537-538.

Au milieu de ces réflexions, les députés, arrivés à Lodi, sont introduits d'abord au Palais Sommariva, où est descendu Bonaparte. Celui-ci se trouvant chez l'évêque, ils sont reçus par Masséna, dont Melzi note au passage la sobriété affectée de parole, le regard méprisant et l'air d'importance. Bientôt

« ... le général Bonaparte entra ¹ ; à notre vue, son visage prit une expression voulue de sévérité. Voici le dialogue qui s'engagea, moitié en français, et moitié en italien, entre lui et moi, que mes collègues avaient chargé de prendre la parole.

« MOI. — La ville de Milan nous envoie à vous pour vous présenter ses vœux de paix et d'amitié. Elle désire vous manifester hautement l'admiration que lui inspirent vos lumineuses qualités, ainsi que votre zèle pour le service de l'armée française. La sincérité de ses sentiments et sa conduite passée, exempte de toute espèce de torts envers la France, lui donnent l'espoir que vous vous voudrez bien être le protecteur de sa tranquillité, de ses lois, de la propriété et de la religion.

« BONAPARTE. — Vos pouvoirs ?

« MOI. — Les voici.

« BONAPARTE (après avoir fixé les yeux sur le papier plus longtemps qu'il n'était nécessaire pour le lire). — Je reçois avec intérêt l'expression des sentiments de la ville de Milan mais (et son ton se fit sec et sévère), je ne puis vous dissimuler ma surprise de la voir s'armer à mon approche.

« MOI. — Milan ne s'est pas armée et n'y songe pas.

« BONAPARTE. — Comment ? n'ai-je pas en main l'édit de l'archiduc qui vous a ordonné à son départ de lever une milice ² !

« MOI. — L'édit auquel vous faites allusion vous indique, général, que cette milice n'a pour objet que d'assurer l'ordre intérieur, et que l'ancien gouvernement en a accordé la levée aux instances de la ville ; il en a d'ailleurs toujours été de même dans l'interrègne de deux dominations. Si le nouveau régime juge opportun de maintenir la milice, elle continuera ses fonctions ; dans le cas contraire, elle sera dissoute.

1. Il ressort de ce texte que c'est bien à Lodi qu'eut lieu l'entrevue, et non à Melegnano, comme l'avance sans preuves Giovanni Melzi (MELZI, I, 143). La date doit en être fixée au 11 mai et non à celle du 13, indiquée comme probable par BOUVIER (note 2 de la page 576).

2. L'archiduc Ferdinand, gouverneur autrichien de la Lombardie, était parti le 29 avril et la milice avait commencé à se former la veille.

« BONAPARTE. — Eh bien ! Qu'on la supprime aussitôt. Combien avez-vous de fusils ?

« MOI. — 4.000 environ.

« BONAPARTE. — 4.000 hommes pour assurer le bon ordre ! Ce chiffre semble trahir une arrière-pensée.

« MOI. — J'ai dit 4.000 fusils, mais non 4.000 hommes. Hier il n'y avait que 300 hommes. Je ne sais s'ils sont plus nombreux aujourd'hui, car il n'y a jusqu'ici, ni obligation de service, ni organisation. A la première pluie, nous aurons probablement de la peine à faire occuper les postes les plus importants. En somme, notre milice ne court d'autre péril que celui d'exciter vos railleries par son attitude peu militaire.

« BONAPARTE (souriant). — Qu'on la conserve donc jusqu'à nouvel ordre. Il est juste que les citoyens maintiennent la tranquillité. Transmettez-moi en tout cas les états de la milice.

« MOI. — Vous serez obéi. Mais combien de troupes françaises nous faut-il nous apprêter à recevoir ? La ville de Milan n'est pas habituée à cela, les gens de guerre ayant été logés jusqu'ici au château. Nous ferons tout notre possible, mais sans bien savoir comment nous comporter.

« BONAPARTE. — Vous aurez en temps utile des instructions à ce sujet. Pour l'instant d'ailleurs, Masséna n'emmènera pas de troupes avec lui.

« MOI. — La ville est exposée aux sorties du château, où est restée une garnison autrichienne. La loyauté nous fait un devoir de vous en prévenir ¹.

« BONAPARTE (souriant). — Cela ne fait rien ; au besoin Masséna saura vous défendre... Je sais que l'Archiduc pleurerait au moment de son départ. Et pourquoi lui avez-vous permis d'emporter de l'argent ? Il fallait l'en empêcher.

« MOI. — On n'a eu ni à le lui permettre, ni à l'en empêcher, car chez nous on ignorait et on ignore encore le fait. Il n'a d'ailleurs pas emporté d'argent des caisses publiques, nous ignorons le total de celui qui était en sa possession ².

1. Le château ne devait capituler que le 29 mai, après le départ de Bonaparte de Milan, et à la suite d'une vive canonnade.

2. En réalité l'archiduc, qui avait d'ailleurs gagné une grosse fortune en spéculant sur les grains, n'emporta que ses effets personnels. Bonaparte, par contre, semble n'avoir pas eu les mêmes scrupules, puisqu'il fit saisir par Cervoni à Bergame des objets de valeur que l'Archiduc dans sa fuite avait laissés à la garde d'un particulier, entre autres un nécessaire de voyage donné autrefois par Marie-Antoinette à sa belle-sœur Béatrice, et destiné ensuite à Joséphine. CUSANI *Storia di Milano*. IV, 330.

« BONAPARTE. — En quel état a-t-il laissé son palais ? meublé ?

« MOI. — Je n'en suis pas sûr, mais je le crois (mes collègues assurent que oui).

« BONAPARTE. — C'est donc là que j'irai loger. Masséna se tiendra plus près du château, car il aime le bruit du canon. »

Après s'être traînée sur ces questions de détail, la conversation va prendre un tour politique et provoquer d'intéressantes déclarations de Bonaparte sur ses projets et des députés sur la situation de leur pays. Deux de ceux-ci s'étant annoncés comme membres de la « Congrégation d'Etat » (assemblée politique consultative formée de représentants des principales villes lombardes), Bonaparte en profite pour demander des précisions sur la composition et le rôle de ce corps ; puis, entrant dans le vif du sujet, il demande brusquement :

« Quel est le vœu de votre peuple ?

« MOI. — La tranquillité.

« BONAPARTE. — Et rien d'autre ?

« MOI. — Et qu'avez-vous cherché de plus dans votre révolution et dans vos victoires ?

« BONAPARTE. — Ecoutez : les armées françaises ont chassé vos tyrans, mais elles ne viennent pas pour les remplacer. Les limites de la France ne doivent pas dépasser les Alpes. On vous laissera donc fixer vous-même votre destinée. Soyez ce que vous voulez : pourvu que vous n'apparteniez plus à l'Autriche, cela suffit à la France. Une république, même aristocratique, mais plutôt démocratique, voilà ce qui vous convient le mieux. Si vous ne savez ou si vous ne voulez pas profiter de l'occasion, alors la diplomatie disposera de vous, et votre sort sera décidé par les intérêts de la politique. Mais si vous vous montrez dignes de la liberté et si vous vous prononcez pour elle, la France vous soutiendra. Avez-vous des sociétés populaires ¹ ?

« MOI. — Toute institution de ce genre a toujours été jalousement interdite chez nous, comme d'ailleurs toute association politique.

« BONAPARTE. — Savez-vous combien il y a de monde à Mantoue ?

« MOI. — Je l'ignore.

1. Ces déclarations, évidemment intéressées, mais confirmées quelques instants plus tard par celles de Saliceti, tendraient à montrer que Bonaparte n'avait pas encore de projets bien arrêtés sur le sort de la Lombardie lorsqu'il en occupa la capitale. Cf. sur cette question R. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, p. 170 seq.

« BONAPARTE. — Je le saurai sous peu. En attendant, dites à Milan qu'au nom de la France, je protégerai les droits du peuple, la propriété et l'ordre.

« MOI. — Nous aurons plaisir à rapporter à Milan ces paroles de consolation, rassurantes pour nous. En Lombardie, la distinction des classes est seulement nominale. La loi, la jurisprudence sont les mêmes pour tous. Il n'existe pas de féodalité, ni de privilèges pécuniaires. La noblesse et le clergé ne forment pas de caste, et n'ont pas de privilèges exclusifs. Les corps politiques sont ouverts à toutes les classes sociales. Vous en avez d'ailleurs un exemple dans la composition de cette députation... Il n'y a donc chez nous aucun de ces principes de division qui peuvent ailleurs engendrer la discorde. Les titres nobiliaires ne sont que des dénominations. Le peuple ne tient pas à l'ancien gouvernement, qui lui était indifférent. Il demande seulement qu'on respecte les propriétés.

« BONAPARTE. — Vous pouvez être tranquille à ce sujet. J'enverrai chez vous Masséna tout préparer et vous donner mes instructions.

« MOI. — Nous vous demandons donc la permission de repartir dès ce soir, avec une escorte.

« BONAPARTE. — C'est juste (et en se retournant il donna les ordres nécessaires).

« Après quelques bavardages inutiles, notamment sur les armistices conclus avec Parme et Modène, il nous congédia d'un air superbe. »

Il laissait à ses interlocuteurs une impression que Melzi, observateur assez fin de ses attitudes, résumait dans le portrait suivant :

« La physionomie de Bonaparte me semble exprimer l'irritabilité, la pénétration et la réflexion. Sa conversation est hachée et sautillante, comme celle de quelqu'un qui veut découvrir en se couvrant lui-même ; mais parfois il se trahit par des sorties inopportunes. Il a dans le sourire quelque chose de fin ; en compagnie, il montre de la fierté, de l'orgueil, et l'on voit parfois ses traits se colorer d'une teinte bilieuse. Il s'abstrait facilement en lui-même, mais toutes les fois qu'il rencontre des idées intéressantes, on le voit prendre rapidement un air de gravité, ou s'exalter jusqu'à un état d'irritation dont il revient peu à peu. Chez ses interlocuteurs, l'humilité de ton ne semble lui inspirer que du mépris ; un ton ferme le rend au contraire attentif

et favorable. C'est peut-être par l'effet des circonstances, mais il est certain qu'il laisse percer dans ses moindres paroles une grande défiance. »

Après avoir pris congé de Bonaparte, les députés se rendent encore chez Saliceti, que Melzi nous dépeint comme

« grand, élancé, très mobile, révélant par son attitude extérieure son caractère versatile. Il a les yeux vifs et très pénétrants. Il parle beaucoup, avec feu, et sur un ton tour à tour plaisant et sarcastique. Il est rare qu'il se prête à une conversation suivie et il ne le fait que pour peu de temps. Il semble avoir plus d'esprit naturel que d'instruction. »

Saliceti, qui semble d'ailleurs ne pas attacher grande importance à l'envoi de la députation, se borne à paraphraser devant elle le langage des conseils de Bonaparte :

« Si vous êtes les plus forts, l'Autriche ne doit pas remettre le pied chez vous. Au reste, peu nous importe à qui vous appartiendrez ; la France en tous cas ne veut pas vous conserver. Donnez-vous à Venise, aux Suisses ou à la Sardaigne, mettez-vous en République ou encore faites-vous un Roi, pourvu qu'il n'y ait plus d'Autriche. Que les moines et les prêtres se tiennent à leur place, qu'ils restent tranquilles, et ils seront certainement respectés : mais gare à eux s'ils s'écartent de leurs devoirs... On ne touchera pas aux propriétés privées, mais il est certain que les ressources devront servir à faire la guerre à l'Empereur : nous réglerons d'ailleurs tout cela à Milan. »

Sur ces dernières paroles, dont ils n'allaient pas tarder à comprendre toute la portée, les députés remontèrent en voiture et, après une journée laborieusement remplie, arrivèrent dans la soirée à Milan. Ils y trouvèrent quelques symptômes d'effervescence. Un agitateur d'origine romaine, Salvador ¹, y avait commencé une active propagande révolutionnaire, distribuant des cocardes tricolores, plantant un arbre de la liberté, et prononçant des harangues enflammées.

1. Sur l'activité et le passé de Salvador voir CUSANI, *Storia di Milano*, IV, 327 et V, 317.

« Le peuple ne comprenait pas ce langage, et goûtait si agréablement l'absence de tout gouvernement, que Milan respirait la joie sans excès et sans le moindre désordre. On n'oubliera pas de si tôt, ces jours-ci, l'obéissance témoignée aux ordres de la municipalité, qui n'avaient que la valeur de conseils dépourvus de sanction. »

Le lendemain (12 mai), la situation ne se dessine pas encore bien nettement : seul, un commissaire des guerres français vient faire en ville les logements, sous la menace du canon du château. Melzi constatant qu'en l'absence des autorités légitimes, l'opinion se tourne vers lui, profite de cette accalmie pour faire son examen de conscience, qui le conduit à cette profession de foi :

« On parle beaucoup de moi. Quelles que soient les vues populaires sur mon compte, elles pourront difficilement s'accorder avec mes principes. Je dois donc me tenir sur mes gardes, pour qu'on n'abuse pas de mon nom.

« Je suis désireux de me rendre utile, mais je n'ambitionne ni influence, ni pouvoir et je ne cherche pas l'argent ; par dessus tout, je n'ai aucune tolérance pour le crime, et je ne puis dissimuler mon mépris pour qui est capable de le commettre. Dans toutes les circonstances et dans tous les temps, voilà quel a toujours été et quel doit être mon caractère. Ce caractère me fait des ennemis... oui, mais de pareilles inimitiés sont flatteuses. Mais ces ennemis peuvent être dangereux : oui, mais quand j'ai pris la résolution de me comporter en galant homme je savais qu'il m'en coûterait quelque chose, quoi qu'il arrive, je ne démentirai pas mon caractère. »

La journée du 13 mai n'est marquée que par l'envoi de provisions à la ville de Lodi, affamée par les réquisitions, et n'apporte pas encore aux Milanais la fin du provisoire.

« En somme, conclut Melzi, l'état de choses actuel ne peut pas durer ; il est difficile et presque impossible de revenir à l'ancien état de choses, en l'améliorant : donc tout nous conduit à la naissance d'un nouveau système tout opposé. Peu importe, je mourrai avec l'ancien, avec lequel j'avais pourtant peu d'attaches, mais je ne laisserai pas tomber ma réputation. »

Le 14 se termine enfin cette période de transition. Convoqué

dès le matin au *Broletto* (Hôtel de Ville), Melzi y reçoit la mission d'aller à la rencontre des troupes françaises de Masséna, qui arrivent par la *Porta Romana*. A un quart de mille des murs il trouve la colonne française, pieds nus et les habits déchirés. A la seconde maison à droite mangent les officiers de l'avant-garde, commandée par Joubert. En continuant sa route, Melzi rencontre un peu plus loin Masséna lui-même, en train de recevoir les compliments de la députation municipale. A sa vue, le général lui tend amicalement la main, le prenant pour un partisan des Français. Puis il reçoit les clefs de la ville, en s'étonnant du retard apporté à les lui présenter, les élève en l'air d'une main, les fait tournoyer trois fois autour de sa tête d'un geste théâtral, puis crie en articulant chaque mot : « Peuple milanais je reçois ces clefs en bon républicain, je jure de ne les rendre qu'à des Milanais libres. Elles sont en bonnes mains, ces clefs, et vous seront restituées quand vous serez dans les mêmes principes que nous. » Puis il invite les assistants à crier « Vive la République ! » Mais il y a là à peine 200 personnes : villageois, flâneurs ou domestiques des députés. — Melzi regagne son carrosse pour retourner au *Broletto*, recueille en revenant les premières plaintes des boutiquiers payés en assignats, et apprend bientôt que Masséna, logé au Palais Mellerio, a ordonné pour débiter une réquisition de 80.000 rations et fait porter chez lui un certain nombre de caisses publiques.

Bonaparte arrive enfin le 15 mai, salué par une députation municipale à la *Porta Romana*. Il passe d'abord au galop, croyant que Masséna avait épuisé toutes les formalités d'entrée, puis il revient sur ses pas pour parler aux députés, promet sa protection aux prêtres s'ils s'abstiennent d'intrigues politiques, et aux juges s'ils restent en fonctions. Il s'avance ensuite vers son logement à travers une foule dont Melzi cherche à démêler les impressions :

« Grande affluence de peuple, joyeux et en attitude de fête, mais paraissant assister à une journée de divertissement plutôt qu'à l'inauguration d'un ordre de choses dont on n'a pas encore l'idée ; on entend des cris de liberté variés et presque furtifs, que poussent des gens payés

par ceux que leur intérêt privé porte à faire croire à la popularité de Bonaparte. »

Le soir, après dîner, celui-ci reçoit une nouvelle députation municipale, à laquelle il répète les propos tenus autrefois à Lodi. Il demande si la population veut la liberté, et s'entend répondre qu'elle n'en a même pas la notion, puis il va conférer avec Saliceti, sur les moyens de remplir la caisse de l'armée.

Les évènements du lendemain 16 vont permettre de préciser l'attitude et les intentions du vainqueur. On apprend à la fois la saisie de toutes les caisses publiques et la formation d'un club démocratique. En rapportant cette dernière nouvelle, Melzi écrit dans son journal :

« La conduite que tiendront les Français à cet égard nous dévoilera la nature de leur politique et de leurs projets. Autre chose est de désorganiser pour tout laisser à l'abandon, autre chose de désorganiser pour réorganiser ensuite. Dans le premier cas, les hommes de cœur (*galantuomini*) doivent s'abstenir et dans le second ils doivent concourir à cette œuvre *totis viribus*. »

Telle va être la règle de conduite de Melzi.

La journée du 17 fournit à Bonaparte l'occasion de faire de nouvelles déclarations politiques. Une députation de 6 municipaux étant allée le trouver pour se plaindre du club démocratique et offrir leur démission,

« ... il revint sur les dispositions du peuple à la liberté ; on lui répondit, comme précédemment, qu'il n'en avait même pas l'idée. Bonaparte sourit alors, avec l'air de nous plaindre de n'être pas au courant des choses ; on lui fit alors observer que ceux qui lui tenaient un autre langage y étaient intéressés, mais que, ni par leur nombre, ni par leur valeur ils ne méritaient créance. Il entra alors dans de longs développements pour nous prouver qu'un petit nombre d'hommes, même discrédités, suffisaient à tout révolutionner. Je lui fis remarquer que si telle était l'intention du gouvernement, il en fallait moins encore et qu'un simple décret suffisait ; mais que, sans cet appui, les membres du nouveau club ne réussiraient pas à gagner l'opinion populaire, qui ne pouvait être conquise que par d'autres moyens. Bonaparte répéta encore

que pour notre avenir le gouvernement français nous abandonnait complètement à nous-mêmes¹. »

Une « fête civique » organisée par le club ayant eu lieu dans l'après-midi, au milieu de l'« ironie tranquille » de la masse populaire, le général en chef revint encore sur le même sujet, dans la soirée, au cours d'une nouvelle entrevue avec les municipaux.

« Eh bien ! leur dit-il, êtes-vous encore du même avis ? La fête d'aujourd'hui ne vous a-t-elle pas convaincus du contraire ? — La fête, répondis-je, aura prouvé à vous-même, qui avez le regard exercé, que je ne m'étais pas trompé. » — Bonaparte revint alors à sa thèse favorite qu'un petit nombre d'hommes obscurs et peu considérés, mais doués de quelque audace, suffisaient à tout bouleverser. On lui représenta de nouveau que tout dépendait de sa propre volonté. Il répliqua qu'à coup sur il ne souffrirait pas de désordres, mais que si le peuple voulait être libre, il ne pouvait s'y opposer, ni lui refuser son appui. Il nous conseilla en terminant, comme s'il voulait nous opposer les uns aux autres, de créer à notre tour des clubs pour soutenir nos idées. »

Avec le récit de cette entrevue se termine la partie politique et personnelle du journal de Melzi². Il est rempli encore pendant trois jours par la nomenclature des réquisitions en nature ou en espèces qui pleuvent de toutes parts sur les Milanais, et dont la dureté contraste avec l'amabilité personnelle des soldats et officiers français. Puis Melzi cesse (20 mai) de noter

1. D'après l'assertion de Giovanni MELZI (*Mem.*, I, pp. 144-145) reproduite par BOUVIER (p. 584) Bonaparte aurait au contraire adressé dès son arrivée aux Milanais un discours grandiloquent et qui commençait ainsi : « Vous serez donc libres et vous serez plus sûrs de l'être que les Français. L'état dont vous ferez partie comptera quatre à cinq millions d'habitants. Tous les Cispadans, Bergame, Crème et Brescia vous sont destinés... » Il y a là un anachronisme évident, puisque à ce moment la Cispadane n'existait pas encore et que ce terme même ne devait que six mois plus tard (déc.) apparaître dans la langue politique. Le discours que G. Melzi place ici dans la bouche de Bonaparte, sans indiquer ses sources selon son habitude, fut tenu près d'un an plus tard lors de la fondation de la Cisalpine. P. VERRI y fait allusion dans sa lettre du 6 mai 1797. (*Lettere e scritti inediti*, IV, 247).

2. Ce journal peut être complété et continué par les lettres intimes de son parent et coreligionnaire politique, l'économiste Pietro Verri. Quoique publiées dans le IV^e volume, (pp. 187-247), des *Lettere e scritti inediti di Pietro e di Alessandro Verri*, (Ed. Casati, Milan, 1881), ces lettres ne semblent pas avoir été suffisamment utilisées par les historiens : M. Bouvier notamment n'en fait pas mention. L'impression de

ses impressions, découragé probablement par les tristes spectacles qui se succèdent sous ses yeux. — Arrêté prématurément, ce journal intime, dont on vient de reproduire tous les passages essentiels, n'en présente pas moins l'avantage d'apporter un témoignage nouveau et autorisé, quoique un peu partial, à l'histoire de l'entrée des Français à Milan, de préciser les dispositions avec lesquelles la population les accueillit et surtout de nous renseigner sur la tournure d'esprit de l'auteur : indifférent aux honneurs qui peuvent l'attendre, mais secrètement sensible à la confiance qu'il inspire, très dévoué au bien de son pays, mais très soucieux de ne pas compromettre sa réputation, accessible aux nouvelles idées, mais incapable par raideur de conviction de les séparer des hommes qui les professent et les représentent, de faire le départ entre la cause et les serviteurs de la révolution, tel s'est révélé Melzi dans cette période de crise, telle va être l'explication de sa conduite pendant toute la période révolutionnaire.

Les principes dont il ne faisait pas mystère l'exposèrent presque aussitôt à un commencement de persécution. Après le départ de l'armée française pour Brescia, l'influence modératrice que Bonaparte avait exercée sur la révolution milanaise disparut avec lui, et le représentant de son autorité, Saliceti, confia les pouvoirs municipaux aux membres les plus exaltés du parti démocratique ; ils devaient poursuivre le passé dans ses représentants comme dans ses institutions. Coupable à leurs yeux d'appartenir à la vieille noblesse lombarde et de posséder une influence qui pouvait devenir gênante, dénoncé même à Paris comme « le meilleur procureur de l'Autriche ¹ », Melzi se vit enveloppé dans la disgrâce qui atteignit les « décurions » ou

Verri sur l'armée d'occupation est résumée dans sa lettre du 2 juillet 1796 (p. 222) : « Si les commissaires sous lesquels gémissent officiers et soldats étaient de la même trempe qu'eux, il ne resterait aux peuples conquis qu'à remercier le conquérant... Il n'y a aucune analogie entre le militaire et l'agent politique. Le militaire est patient, discret, nullement tyrannique, courtois et respectueux de la propriété, sa férocité cesse avec le péril. Ce sont de braves gens et tout le monde le dit, parce que c'est une vérité lumineuse. »

1. Extraits de lettres de Milan du 5 thermidor, an IV-23 juillet 1796. Aff. Etr. Corr., Lomb., 55, fo 100.

membres de l'ancien corps municipal. Il fut banni de Milan (juin) et interné avec eux à Tortone (juin) ; les instances de son ami Paolo Greppi amenèrent sa libération (août) et réussirent même à dissiper les préventions qu'on avait su inspirer contre lui à Bonaparte¹. Il se retira d'abord à Gênes², puis à Florence, où il passa l'hiver, suivant avec attention les événements de la politique générale, et attendant avec impatience qu'ils lui permissent de rentrer dans sa patrie.

Ce moment parut venu quand Bonaparte, revenu de Leoben, vint se fixer à Mombello et s'occupa de donner une forme définitive aux états démocratiques qu'il avait fondés dans la Haute-Italie. Melzi, qu'il parut aussitôt « distinguer particulièrement » comme « l'un des citoyens les plus éclairés et les plus respectables de la Lombardie³ », réussit à gagner toute sa confiance et fut étroitement associé à ce travail de réorganisation. Ce fut en sa présence (1^{er} juin) que le jeune général se laissa aller à ces singulières confidences, popularisées par le récit de Miot de Melito, sur l'impossibilité de fonder une République durable en Italie comme en France, et sur l'opportunité d'en établir pourtant une provisoire, afin de chasser définitivement de la Lombardie la maison d'Autriche, destinée à recevoir en compensation la Vénétie⁴. — En même temps, Melzi était nommé membre (mai) de l'un des comités formés pour organiser la nouvelle République Cisalpine ; lorsque celle-ci reçut une constitution définitive, il consentit à écrire une brochure de propagande pour expliquer à l'ignorance des populations le caractère et les mérites du nouveau statut⁵ ; lorsqu'enfin, devenue majeure, elle eut à régler ses comptes avec l'armée d'occupation française, dont le budget

1. *La rivoluzione francese nel carteggio di un osservatore italiano* (Paolo Greppi) par le sénateur Giuseppe GREPPI, III, 89. Cet ouvrage, bien postérieur à celui de Giovanni Melzi (il a paru à Milan en 1904) le complète utilement pour les années 1796 et 1797 et contient même (pp. 172, 355 et 381) trois lettres inédites de Francesco Melzi.

2. VERRI, *Lettere e scritti inediti*, IV, 235.

3. MIOT DE MELITO, *Mémoires*, I, 152.

4. *Ibid.*, I, 164.

5. *Al popolo cisalpino, Discorso sulla Costituzione* reproduit dans les *Memorie Documenti*, II, pp. 420-448.

s'était longtemps confondu avec le sien, ce fut encore Melzi qui opéra avec Haller ce travail de liquidation ¹. Bien qu'il eût refusé un poste de Directeur pour se contenter d'un simple siège de député au Conseil des Juniori ², il semblait donc se départir peu à peu de son système d'abstention.

Il fit aussitôt après un pas de plus vers la vie active en acceptant (9 novembre 1797) ³ d'être désigné comme ministre plénipotentiaire de la Cisalpine au Congrès de Rastadt. Ce rôle devait être assez ingrat, et l'on peut s'étonner à première vue de voir Melzi déroger à ses principes pour aller représenter la nouvelle République dans une assemblée de diplomates où elle avait peu d'intérêts, exercerait peu d'influence et apparaîtrait à l'Europe comme la vassale et la satellite de la France. En réalité il obéissait, ainsi qu'il l'a déclaré lui-même, au désir de revoir Bonaparte, et de l'intéresser au sort de son pays.

Sa présence au Congrès lui parut sans objet quand l'expédition d'Egypte l'eût forcé à renoncer à cette espérance et que d'autre part il eût trouvé ses collègues français ou étrangers fort indifférents aux destinées de la Cisalpine. Arrivé parmi eux en décembre 1797, il devait les quitter au bout de six mois.

L'impression qu'il produisit dans leur réunion semble avoir été assez favorable, quoique un peu mélangée ⁴. — Aux plénipotentiaires français, il avait été dénoncé de Paris comme ayant tenu lors de son passage à Bâle, des propos « assez inciviques ⁵ ». Treilhard répondit à cet avertissement : « L'on m'avait assez mal parlé de lui. Ce qu'on m'avait dit n'a cependant pas été prouvé. La confiance dont le général Bonaparte l'a honoré est un puissant précédent en sa faveur ⁶. » — Un témoin moins

1. GREPPI, III, 229.

2. Conseil qui, dans la constitution cisalpine, calquée sur celle de l'an III, correspondait au Conseil des Cinq-Cents français.

3. Le décret de nomination (18 brumaire an VI) se trouve Arch. Vienne, I.

4. « Partout, écrit le principal historien du Congrès, il sait se faire des amis : Français, Prussiens, Metternich. Cobenzl le représentent comme un homme perspicace et bien intentionné, mais à qui on ne pouvait accorder pleine confiance. » HÜFFER, *Der Rastatter Congress*, I, 52.

5. Note de Lagarde, Secrétaire général du Directoire, jointe à la lettre de Talleyrand du 27 nivôse an VII-16 janvier 1798. Aff. Etr., *Corr.*, Allemagne, 674, f° 227.

6. Réponse de Treilhard du 4 pluviôse-23 janvier 1798, Aff. Etr., *Corr.*, Allemagne, 674, f° 287.

prévenu, la femme du diplomate Reinhard, écrivait au contraire dans ses lettres intimes : « Rastadt fourmille de personnalités illustres. Le comte Dehm, l'envoyé de l'Empire allemand, et Melzi, le délégué de la République Italienne, nous ont fait une excellente impression ¹. »

Sur le rôle joué par Melzi au Congrès la publication de son petit-neveu n'apporte que peu de lumières ; elle ne reproduit (t. I, pp. 483-491) que quatre de ses dépêches, assez insignifiantes. Toute sa correspondance politique se trouve en effet à Vienne (cartons 2) où le principal historien du Congrès l'a le premier consultée, et en a le premier signalé l'existence et l'intérêt ².

En attendant qu'elle fasse l'objet d'un travail spécial, l'on peut en résumer le contenu et les tendances par une déclaration postérieure de Melzi au baron de Moll. « Je suis Italien, lui disait-il en 1802, et comme tel, j'ai dit et écrit déjà à Rastadt ce que je croyais utile à l'Italie. La cour de Vienne a vu mon plan d'alors et il ne lui a pas déplu. François de Neufchateau ne l'a pas accueilli parce qu'il n'avait pas d'ordres de négocier et de traiter, mais seulement de gagner du temps. Voyant ne pouvoir faire le bien de l'Italie, et que la France ne négociait pas de bonne foi, je suis parti de Rastadt ³. » D'après les dépêches de Cobenzl, analysées par Hüffer, ce « plan » aurait consisté à mettre fin à l'existence de la Cisalpine, dont l'existence indépendante était impossible, et à transférer le grand-duc de Toscane à Milan, comme chef d'un Etat destiné à séparer la France et l'Autriche ⁴. C'était là l'idée favorite de Melzi, et dont il devait toujours poursuivre la réalisation à travers les vicissitudes et les chances favorables de la politique européenne. Cette idée devait être plus agréable au cabinet

1. *Lettres de Madame Reinhard à sa mère*, (traduction Wimpffen, dans les publications de la *Société d'Histoire contemporaine*, 1901), p. 3.

2. « A Rastadt, Melzi n'a pas obtenu grands résultats pour le but qu'il poursuivait, mais sa pénétrante correspondance présente beaucoup d'importance et d'intérêt pour l'histoire de sa patrie. Elle mériterait qu'un Italien entreprit de tirer ce trésor des Archives d'Etat viennoises. » HÜFFER, I, 42.

3. Dépêche de Moll du 21 mai 1802 (Arch. Vienne. *Corr.*, Milan, 1802).

4. HÜFFER, I, 291.

de Vienne qu'à celui de Paris, et elle lui valut à Rastadt l'amitié de Cobenzl plutôt que la faveur des plénipotentiaires français.

Quand il eut estimé sa présence désormais inutile au Congrès, il se fit envoyer à Paris avec une simple mission d'études, et sous le prétexte d'y examiner le système de l'Instruction Publique ¹. A peine arrivé dans la capitale française, il se vit offrir et refusa, selon son habitude, le poste d'ambassadeur de la Cisalpine à la place de Visconti ² (juillet); il devait également refuser, six mois après, un siège de Directeur.

L'accueil qu'il avait trouvé à Paris ne semblait pas d'ailleurs de nature à l'y retenir longtemps. Il y arrivait précédé par le souvenir de son attitude à Rastadt et devait y rencontrer des préventions difficiles à dissiper. A peine installé, il y fut dénoncé à cause de ses « liaisons intimes » et de sa fréquentation assidue des ambassadeurs de Toscane, de Naples et d'Espagne ³. Il fit d'autre part assez mauvaise impression sur Reubell qui, dans le Directoire d'alors, s'occupait plus spécialement de la politique extérieure, et qui lui consacra cette note assez peu flatteuse : « Est encore porté pour l'Espagne. Fin, lié à Paris avec la clique diplomatique; ne dit jamais sa façon de penser, hypocrite, doucereux : impossible de compter sur lui ⁴. » Se sentant isolé dans un milieu hostile, et hors d'état de travailler efficacement au bien de son pays, Melzi ne chercha plus qu'une occasion de s'évader de la vie publique, où il n'était entrée qu'à regret. Il la trouva dans une attaque de

1. Lettre de Birago, Ministre des Relations Extérieures cisalpin à Melzi, à Rastadt, 7 prairial, an VI-26 mai 1798. — Décret de nomination du 15 messidor, an VI-5 juillet 1798. Arch. Vienne. I.

2. Lettre de Melzi au Directoire cisalpin pour refuser « la suprême magistrature qui lui est confiée », 7 nivôse an VII-27 décembre 1798. Arch. Vienne I. — Sur l'impression produite dans le public par cette nomination, cf. MONTI, *Lettere*, I, 323.

3. « Dès que Melzi est arrivé à Paris, son premier soin a été d'aller voir les ambassadeurs de Toscane, de Naples et d'Espagne : ses liaisons intimes avec eux sont connues depuis longtemps et serviraient à montrer quels sont ses principes politiques, si on ne les connaissait depuis longtemps. » Extrait d'une lettre d'un Ministre de la Cisalpine (probablement Birago) du 27 mai 1798. Aff. Etr., *Corr.*, Lombardie, 56, fo 273.

4. Lettre de Reubell à Rivaud du 25 décembre 1798 (citée par GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, p. 801.)

goutte qui le força d'aller dans les Pyrénées prendre les eaux de Barèges¹. Sa cure terminée, il profita du voisinage de la frontière pour aller retrouver une de ses sœurs, entrée par son mariage dans la famille du fameux Palafox. Il s'établit auprès d'elle à Saragosse, suivit de loin les calamités nouvelles qui désolaient son pays, et vécut dans une retraite profonde, dont il ne sortit que pour adresser à Bonaparte, à peine revenu d'Égypte, une éloquente abjuration sur les maux de l'Italie et la nécessité d'y remédier².

Après Marengo, il eut encore à subir et il continua à repousser les sollicitations de ses concitoyens, désireux de l'associer à l'œuvre de réorganisation à laquelle Bonaparte les conviait. Il refusa successivement : et de siéger à la Commission du gouvernement nommée par Bonaparte après son retour à Milan (17 juin 1800) ; et d'accepter le poste de représentant de la Cisalpine à Paris, que Marescalchi devait occuper à sa place³ ; et enfin d'être envoyé aux négociations de Lunéville pour y défendre les intérêts de son pays⁴. — Toutefois, malgré son parti-pris d'abstention, il ne crut pas, quand le moment lui parut enfin favorable de faire triompher ses idées, devoir résister toujours aux instances du Premier Consul, qui avait besoin de ses conseils pour réorganiser la la Cisalpine et de l'autorité de son nom pour la gouverner. Le 2 février 1801, il recevait dans sa retraite de Saragosse une invitation impérieuse de venir à Paris : « Cette lettre, « dit-il à ce sujet, n'exprimait pas le but précis de l'invitation ; « mais elle était accompagnée d'autres lettres confidentielles « qui me faisaient assez comprendre que le Premier Consul, « songeant abandonner le mauvais plan suivit alors en « Italie pour suivre des principes plus analogues aux miens, « s'était proposé de me consulter et de suivre mes con-

1. La lettre où il annonce son départ est du 12 germinal, an VII-1^{er} avril 1798. — Il a laissé (Arch. Vienne, I) une courte relation de son voyage à Barèges, d'un caractère exclusivement personnel et anecdotique.

2. Cette lettre, dont l'original se trouve Arch. Milan 24, a été reproduite, dans les *Memorie*, I, 216, mais sans sa date (15 nov. 1799).

3. Sa lettre de refus est reproduite dans CANTU, *Diplomatici*, p. 29, s. d.

4. Sa lettre de refus (du 8 novembre 1800) se trouve Arch. Vienne, 11.

« seils ¹. » Quelle était au juste cette opposition de principes à laquelle Melzi fait ici allusion ? Elle portait sur les affaires européennes comme sur les affaires italiennes, et lui-même s'est expliqué sur ce point dans une conversation inédite qui peut servir à éclairer les mobiles de toute la politique napoléonienne :

« J'ai dit tant de fois au Premier Consul, déclarait-il au baron de Moll ² : « Vous avez fait en deux ans des choses étonnantes, mais vous n'avez encore rien fait. C'est un édifice sans fondement qui s'écroulera avec vous et retombera dans le chaos. » Il me répondait : « Que voulez-vous faire ? Si l'on me laisse encore douze ans de vie, cela se fera, sinon, ce ne sera pas de ma faute, et les choses iront comme elles le pourront. » Je n'ai jamais cessé de lui répéter que dans le système de paix, il ne faut pas conserver de positions de guerre, que ses positions en Italie étaient des attitudes qu'il fallait abandonner pour cesser de donner de l'inquiétude à toutes les puissances de l'Europe ; et il me répliquait qu'en abandonnant ces positions, les cabinets ne l'en aimeraient pas mieux ; qu'il fallait se mettre en avantage et prendre les positions les plus imposantes que possible, qu'il serait toujours temps de se concentrer et de se retirer. — Quant à la Cisalpine, poursuivait Melzi, je n'ai jamais dissimulé à Bonaparte que je ne pouvais considérer son existence comme un système établi, mais seulement comme une position ; c'est un autre édifice sans fondement, prêt à s'écrouler au premier choc des événements. »

Telles étaient les idées qui inspiraient Melzi lorsqu'il se rendit à Paris. Il avait d'autant moins de chances de les y faire agréer qu'il y arriva (26 mars 1801) au moment où la mort de Paul I^{er}, en renversant tous les projets de Bonaparte, venait de mettre un terme à ses velléités de modération et de déterminer chez lui un réveil marqué de l'esprit d'offensive. Le sort de la Cisalpine était lié à ce changement de système ; elle devait dans la pensée du Premier Consul, recevoir une administration nationale et régulière, mais être rattachée plus étroitement que jamais à la France. Bien qu'il

1. MELZI, I, 240.

2. Dépêche de Moll du 29 juillet 1803, Arch. Vienne. *Corr.* Milan, 1803.

désapprouvât cette politique, Melzi s'y laissa pourtant associer, soit par persuasion, soit par espérance d'un meilleur avenir, soit surtout dans le désir d'être utile à son pays. Il prit une part prépondérante aux négociations préliminaires à la Consulte de Lyon, et dans cette assemblée même il accepta le poste de Vice-Président de la Cisalpine transformée en République Italienne. Il fut ainsi appelé à gouverner un Etat qui ne lui paraissait pas viable dans ses conditions actuelles d'existence. Quels inconvénients résultèrent pour lui de cette fausse situation, quelles déceptions l'attendirent et quelles épreuves le lassèrent dans l'exercice de la suprême magistrature, comment il offrit à maintes reprises sa démission, c'est là ce qui a fait l'objet d'un autre travail ¹.

En 1805, la transformation de la République en royaume et la nomination du prince Eugène de Beauharnais comme Vice-Roi le forcèrent de déposer ces fonctions de Vice-Président qu'il remplissait d'ailleurs à contre-cœur pendant les derniers mois. S'il avait été libre de suivre ses penchants, il serait volontiers rentré dans la vie privée. Napoléon toutefois tint à ménager son amour-propre et à conserver son concours en lui accordant la première place dans l'état, après celle qu'il venait de perdre. Il lui réserva d'abord (9 mai 1805) celle de Chancelier Garde des Sceaux de la Couronne, le plus important des postes de Grands Officiers du Royaume qu'avait institués le second Statut constitutionnel (29 mars). Il fit ensuite de lui un Grand-Aigle de la Légion d'honneur: distinction d'autant plus enviée qu'elle ne fut accordée qu'à deux autres Italiens (Litta et Prina). Enfin lorsqu'en quittant l'Italie, il adressa au prince Eugène ses dernières instructions (12 juin 1805) ² elles contenaient cette recommandation expresse : « Je vous recommande de montrer
« des égards à M. de Melzi, d'en bien parler, et de le bien
« accueillir et de laisser entrevoir que sa protection est une
« protection efficace... Parlez de lui comme d'un homme qui
« n'a rien perdu dans mon esprit, et dont j'ai toujours été satis-

1. PINGAUD, *Bo naparte, président de la République Italienne* (livres, II, III et IV).

2. *Corr.*, IX, n° 8880.

« fait. » Et plus tard il s'enquit d'un domaine à lui attribuer à titre de récompense nationale¹.

Malgré les égards dont il était l'objet, la situation de l'ancien Vice-Président était forcément délicate dans un état où il n'occupait que le second rang, après être longtemps resté au premier². Dès 1805, un petit incident vint trahir de sa part un peu d'humeur et atténuer en même temps la bienveillance impériale à son endroit. Ayant éprouvé le besoin d'aller aux eaux, il avisa de son départ les journaux, sans avoir au préalable, et conformément à la hiérarchie, sollicité l'autorisation du Vice-Roi. Il s'attira aussitôt une lettre sévère de l'Empereur : « Je n'ai pu, lui écrit celui-ci (18 juin 1805), qu'être peiné de votre conduite depuis mon départ de Milan... Je suis à concevoir comment un homme de votre prudence peut en mettre si peu dans ses relations les plus importantes. Mon intention est que vous répariez cette inconvenance³... » Au lieu d'avouer son inadvertance et de s'en excuser, Melzi eut le tort d'ergoter sur son cas, d'invoquer de mauvaises raisons et de nier la communication qu'il avait envoyée aux journaux : « C'est un homme plus plat que je ne croyais, conclut Napoléon pour clore l'incident⁴. »

Mais s'il apprécia sévèrement la conduite de l'ancien Vice-Président en cette circonstance, il lui conserva sa faveur officielle, car il ne pouvait oublier leurs anciennes relations, et tenait à ce que le nom de l'homme le plus considéré de la Lombardie pût contribuer à la splendeur du trône. Ces sentiments

1. *Corr.*, IX, n° 8928. Cf. ce passage du discours du trône de Napoléon au Corps Législatif Italien : « Des orateurs de mon conseil vous présenteront un projet de loi pour accorder à mon Chancelier, Garde des Sceaux, Melzi, pendant quatre ans dépositaire de mon autorité comme Vice-Président, un domaine qui, restant dans sa famille, atteste à ses descendants la satisfaction que j'ai eue de ses services. » *Corr.*, IX, n° 8849.

2. « Lorsque la République disparut pour faire place au royaume d'Italie, M. de Melzi n'était plus en harmonie avec l'Empereur. Sa conduite fut alors prudente et convenable. À vrai dire, et dans la conversation intime, il se montrait mécontent et frondeur. Il avait des titres et non des dignités ; on lui témoignait constamment beaucoup d'égards, mais il était en disgrâce et ne demandait pas mieux. » BARANTE, *Souvenirs*, I, 137-138.

3. *Corr.*, X, n° 8960.

4. Napoléon à Eugène, 5 juillet 1805, *Corr.*, X, n° 8972.

de reconnaissance et d'intérêt se manifestèrent avec éclat, lors du second voyage impérial en Italie (1807) par l'octroi de la dignité ducal au Chancelier du Royaume (20 décembre) : « Voulant récompenser, disait le texte du décret, les services que M. Melzi... nous a rendus dans l'administration publique, où il a déployé pour le bien de nos peuples et de notre couronne les talents les plus distingués et la plus rigide intégrité, Nous rappelant d'autre part qu'il fut le premier Italien, qui nous portât sur le champ de bataille de Lodi les clefs et les vœux de notre bonne ville de Milan, Nous avons résolu de lui conférer la dignité de duc de Lodi ¹. » Ces considérants, tout en expliquant l'origine du titre dévolu à Melzi, montraient par un exemple frappant quel empire exerçaient sur l'âme de Napoléon les souvenirs et les collaborateurs de ses premiers succès.

Les fonctions occupées par Melzi correspondaient à celles de l'Archichancelier français ; plus honorifiques qu'absorbantes, consistant surtout à donner des signatures ou à servir d'officier de l'état-civil à la famille royale, elles lui laissaient de larges loisirs dont il profita souvent, soit pour fuir la chaleur dans sa magnifique propriété de Bellaggio sur le lac de Côme, soit pour aller soigner une goutte tenace aux eaux d'Aix ou de Barèges. Elles ne lui réservaient de rôle actif que lors des absences du Vice-Roi, à la place duquel il devait présider le Conseil des Ministres et assumer la direction générale de l'état. Ce cas se présenta lors des campagnes de 1809, 1812 et 1813-1814. Pendant les deux premières, qui étaient lointaines, son rôle se borna à tenir le prince Eugène informé de la tranquillité du royaume. Pendant la troisième, au contraire, terminée en territoire italien et sur les bords de l'Adige, ses fonctions l'appelèrent à présider, après la chute de Napoléon, aux délibérations et aux événements qui fixèrent le sort définitif de la Lombardie. Lorsque le prince Eugène, alors à Mantoue, eut signé une armistice avec l'armée autrichienne (16 avril) il chargea le Chancelier de convoquer et de présider le Sénat pour que les membres de cette assemblée proposassent aux

1. *Bollettino delle Leggi*, 1807, p. 1225.

puissances alliées, au nom de la nation, sa candidature au trône d'Italie conservé, mais devenu vacant par l'abdication du souverain. Melzi semble s'être sincèrement employé à faire triompher ses vues; malheureusement une attaque de goutte, en le retenant au lit, l'empêcha de diriger en personne les débats du Sénat (17 avril) et d'obtenir par son ascendant l'adoption complète de la motion proposée; il ne put obtenir que le vote d'un texte contenant une manifestation vague et platonique en faveur d'Eugène¹, et dont l'effet même fut anéanti par l'émeute qui éclata trois jours après (20 avril), coûta la vie au Ministre des Finances Prina, amena l'occupation de Milan par les troupes autrichiennes et ruina les dernières espérances d'Eugène. La Lombardie retomba bientôt sous la domination du cabinet de Vienne.

Melzi était trop las de la politique et trop compromis avec l'ancien régime, qu'il avait personnifié à son corps défendant pendant douze ans, pour solliciter ou se faire offrir un poste par le nouveau. Il rentra dans une retraite pleine de dignité, et dont il ne lui fut même pas donné de savourer le repos. La maladie qui le tourmentait depuis un quart de siècle l'emporta dès le 16 janvier 1816.

Pour porter un jugement sur son caractère, après avoir retracé les événements de sa vie, le meilleur moyen serait de s'adresser à lui-même et de chercher les éléments d'un portrait complet dans son journal intime ou dans sa correspondance. Nul chef d'état n'y a revendiqué avec plus de force les vertus qui le recommandaient comme homme, ni confessé avec plus de modestie apparente les insuffisances qui l'ont desservi comme politique. Toutefois ces appréciations personnelles, si sincères et si pénétrantes qu'elles paraissent, sont forcément intéressées. Il peut être utile de les contrôler et d'en établir la contre-partie, en cherchant quelle impression Melzi avait laissée de son caractère à ses contemporains.

1. Sur son rôle en cette affaire, voir ses lettres à Eugène des 17, 18, 19 et 20 avril 1814, *Memorie*, II, 433-442 et LEZAT DE PONS, *Etude sur l'histoire de la Lombardie dans les trente dernières années*, Paris, 1846, pp. 42-85.

Parmi les témoignages à citer à cet effet, le plus intéressant est celui de Bonaparte. Celui-ci, comme on l'a vu précédemment, s'était parfois laissé aller à quelques mouvements d'humeur envers un homme dont le caractère diffèrait si profondément du sien ¹. Avec le recul du temps il lui rendit pleinement justice et le représenta dans son récit des *Campagnes d'Italie* comme

« le plus accrédité par ses lumières, son patriotisme et sa probité..... plein d'amour de son pays, et tout dévoué à l'idée de l'indépendance de l'Italie. »

C'est là un jugement formulé en termes presque identiques à ceux qu'emploiera dans ses *Mémoires* Miot de Mélito.

« L'un des citoyens les plus éclairés et les plus respectables de la Lombardie ². »

Les diplomates étrangers qui avaient l'occasion de rencontrer Melzi ou d'entendre parler de lui, ne se sont pas prononcés sur son compte en termes moins favorables. C'est Lucchesini, Italien passé au service prussien, qui écrit en novembre 1801, au moment des préparatifs de la Consulte de Lyon :

« J'ai peine à supposer qu'on donne la présidence au comte Melzi, sujet plein d'honneur et d'ambition, qui a plus d'instruction que d'habitude des affaires, mais qui pourrait bien obtenir et remplir à merveille une seconde place ³. »

C'est Eggers, ministre de Danemark qui, ayant connu autrefois Melzi à Milan avant de le retrouver à Rastadt, trace de lui ce panégyrique en style fleuri.

1. On a vu plus haut (p. 28) un exemple. Dans un rapport de police envoyé au gouvernement autrichien en 1814, on prétend également qu'à la Consulte de Lyon, Bonaparte, ne pouvant fléchir la résistance de Melzi sur certaines questions, se serait écrié devant témoins : « Qu'il s'en aille donc, ce petit-là, avec son grand orgueil ! » (Rapport de l'agent Chetuzzi du 26 novembre 1814, Arch. Vienne, Int., 1764). L'anecdote paraît vraisemblable mais sans présenter de garanties suffisantes d'authenticité.

2. MIOT DE MELITO, *Mémoires*, I, 162.

3. Rapport de Lucchesini au roi de Prusse du 26 novembre 1801, reproduit dans BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents sur les négociations du Concordat*, IV, 415.

« Sa physionomie aimable et noble révèle une grande finesse d'esprit et un grand caractère. Le don de l'éloquence réside sur ses lèvres comme sur les traits de sa physionomie, qui respire la douceur unie à la dignité. Il expose son avis avec une extrême modestie, mais il sait en même temps le soutenir avec force. Personne peut-être ne possède à un pareil degré l'art de laisser aux autres l'occasion de se distinguer et de montrer leurs talents¹. »

C'est plus tard Guillaume de Humboldt, le célèbre savant et diplomate prussien, qui passant à Milan pour rejoindre son poste de Rome (oct. 1802), parle de Melzi comme d'un homme

« modéré et mesuré dans tout ce qu'il entreprend, sans passions, ou du moins ne trahissant jamais qu'il en cache sous un air froid et réfléchi². »

La même note est donnée l'année suivante par Chateaubriand, qui, traversant Milan dans les mêmes conditions que Humboldt, résume en ces termes son impression :

« Le Vice-Président a des manières fort distinguées. Sa maison est celle d'un grand seigneur, et qui l'aurait toujours été. Il m'a traité poliment et froidement, et m'a trouvé tout juste dans des dispositions pareilles aux siennes³. »

Parmi les hauts fonctionnaires français, deux surtout ont eu l'occasion de connaître et d'apprécier Melzi. Jacob, chef de

1. Cette appréciation sur Melzi avait paru dans le journal *Nordstern* d'Hambourg, le 12 mars 1802 et avait été aussitôt reproduite et traduite en Italie. Le texte ci-dessus est extrait du *Diario Rovatti*, précieuse collection de documents du temps existant à la Bibliothèque communale de Modène. L'éditeur des mémoires de Melzi donne (I, 204) un texte légèrement différent.

2. Dépêche de Humboldt (en français), du 20 octobre 1802, dans WILHELM VON HUMBOLDT'S *Politische Schriften* (Ed. Gerhardt, I, 3). Nommé le 25 mai 1802 ministre de Prusse auprès du Vatican, Humboldt passa à Milan le 17 octobre pour rejoindre son poste et adressa à Berlin un rapport sur le pays qu'il traversait.

3. Lettre à Joubert du 23 juin 1803, insérée dans le *Voyage en Italie* (p. 164), qui forme le tome VII des *Œuvres complètes* de Chateaubriand (Ed. de 1828). On pourrait ajouter à ces témoignages celui du baron de BARANTE, qui dans ses *Souvenirs*, I, 137, représente Melzi comme un « homme distingué et d'un noble caractère » avec « des manières de grand seigneur. » Il semble toutefois n'avoir connu Melzi que par oui-dire.

division au Ministère des Relations Extérieures, chargé spécialement des affaires d'Italie, et Méjan, secrétaire des commandements du prince Eugène. Dans un rapport, reproduit plus loin, le premier loue

« les talents du Vice-Président, ses lumières, son désintéressement, son dévouement entier à la chose publique, toutes ces belles qualités qui le font également chérir et respecter. »

Le second parle de lui comme d'

« un homme d'un très grand talent, adoré en Lombardie¹. »

En 1805 enfin, Madame de Staël eut l'occasion de connaître Melzi à Milan, où elle se trouvait lors du couronnement.

Elle devait rendre plus tard à ses vertus un hommage où l'admiration avait peut-être moins de part que l'animosité contre Napoléon² :

« Le duc de Melzi, écrit-elle, était un des hommes les plus distingués que cette Italie, si féconde en tout genre, ait produits. Né d'une mère espagnole et d'un père italien, il réunissait la dignité d'une nation à la vivacité de l'autre ; et je ne sais si l'on pourrait citer, même en France, un homme plus remarquable par sa conversation et par le talent plus important et plus nécessaire de connaître et de juger tous ceux qui jouaient un rôle politique en Europe. Le Premier Consul fut obligé de l'employer, parce qu'il jouissait du plus grand crédit parmi ses concitoyens, et que son attachement à la patrie n'était mis en doute par personne. Bonaparte n'aimait point à se servir d'hommes qui fussent désintéressés et qui eussent des principes quelconque inébranlables ; aussi tournait-il sans cesse autour de Melzi pour le corrompre.

« Après s'être fait couronner roi d'Italie en 1805, Bonaparte se rendit au Corps Législatif de Lombardie, et dit à l'assemblée qu'il voulait donner une terre considérable au duc de Melzi, pour acquitter la reconnaissance publique envers lui ; il espérait ainsi le dépopulariser. Me trouvant le soir à Milan, je vis le soir M. de Melzi, qui était au

1. Le mémoire de Méjan est reproduit intégralement (pp. 210-224) ainsi que celui de Jacob (pp. 172-179) à la fin du volume.

2. Dans les *Considérations sur la Révolution française*. Quatrième partie, chap. XVIII (De la doctrine politique de Bonaparte).

désespoir du tour perfide que Napoléon lui avait joué, sans l'en prévenir en aucune manière ; et comme Bonaparte se serait irrité d'un refus, je conseillai à M. de Melzi de consacrer tout de suite à un établissement public les revenus dont on aurait voulu l'accabler. Il adopta mon avis, et dès le jour suivant, en se promenant avec l'Empereur, il lui dit que telle était son intention, Bonaparte lui saisit le bras et s'écria : C'est une idée de M^{me} de Staël que vous me dites là, je le parie. Mais ne donnez pas, croyez-moi, dans cette philanthropie romanesque du XVIII^e siècle ; il n'y a qu'une chose à faire dans ce monde, c'est d'acquérir toujours plus d'argent et de pouvoir, le reste est chimère. »

De la réunion de témoignages d'origine si diverse, il semblerait résulter à première vue que Melzi s'est imposé à l'admiration unanime de ses contemporains ; et que si quelques-uns d'entre eux ont été tentés parfois de trouver sa finesse un peu inquiétante et sa dignité un peu exagérée, tous ont éprouvé pour lui un sentiment de profonde estime. C'est auprès de ses compatriotes, mieux placés peut-être pour apercevoir ses faiblesses, qu'il faut chercher la contre-partie de ce concert de louanges.

Lorsque Melzi mourut, le fonctionnaire chargé de procéder au dépouillement de ses papiers résuma en ces termes assez peu favorables le jugement que lui inspirait leur examen :

« Des observations que j'ai faites jusqu'ici, je conclus que M. Melzi joignait à un vaste talent un art particulier pour gagner la bienveillance de toutes sortes de personnes. Bien qu'il ne manquât pas d'ennemis et qu'il connût leurs manœuvres secrètes pour mettre obstacle à son élévation, il savait, non seulement dissimuler à leur égard, mais encore leur prodiguer des attentions et entrer en confidence avec eux pour les ruiner et les abattre au moment opportun, au moyen d'incidents indirectement suscités ¹. »

Ce n'est là encore que l'appréciation d'un subalterne, et qui ne trouve à reprocher à l'ancien Vice-Président que sa duplicité. Ces réserves d'ailleurs paraissent pâles auprès des sombres

1. Rapport de Sambrunico, secrétaire du Directeur général des Archives de Milan (16 août 1816) reproduit par CANTÙ, *Diplomatici*, p. 54.

couleurs du portrait en pied qu'un autre Italien, le baron Custodi a tracé de Melzi, dans les seuls fragments qui nous restent de mémoires aussitôt interrompus que commencés. Ancien journaliste pendant la période révolutionnaire, puis Secrétaire général de la Direction du domaine en 1802, et chef de Division au Ministère des Finances (1806), Custodi a eu l'occasion de connaître la personne ou les proches du chef de l'état. Il rend un bref hommage à ses vertus publiques, mais relève d'une plume impitoyable les faiblesses intimes de son caractère ; bien qu'empreints d'un esprit de malveillance trop visible, ces fragments méritent d'être traduits dans leurs passages essentiels ¹, car ils contiennent une quantité de détails pris sur le vif, et éclairent d'une lumière nouvelle l'envers d'une physionomie dont on ne connaissait guère que les aspects extérieurs.

« I. A peine le comte Melzi fut-il élu Vice-Président de la République qu'il céda aux sollicitations de son patron comme à ses propres penchants ² ; dans la vie privée, et tant qu'il dépensait ses revenus, il avait mené une existence mesquine, se logeant mal et mangeant souvent en ville par économie ; non seulement (après son élévation) il prit de grands airs et rétablit l'étiquette monarchique, mais encore son âme petite et vaine fut possédée de l'idée de ressusciter et d'imiter en tout l'ancienne cour de l'archiduc Ferdinand d'Autriche. Aussi fit-il rechercher et prendre à son service tous ceux des employés archiducaux qui existaient encore... et auxquels il adressait toujours avec une ennuyeuse fréquence cette demande « Comment faisait-on du temps de l'archiduc ? » : les réponses reçues déterminaient inmanquablement les ordres qu'il donnait ensuite.

1. Ces fragments se trouvent aux pp. 110 à 112 de la brochure de M. AUVRAY. Je n'en ai supprimé dans la traduction que les passages qui constituaient des répétitions.

2. Le premier membre de cette dernière phrase semble seul répondre à la réalité. Ce fut sur les ordres formels de Bonaparte, désireux d'entourer d'un prestige souverain le représentant du pouvoir exécutif, que Melzi vint, après plus d'un an de vice-présidence (mai 1803), occuper le Palais National et se monter une maison. Auparavant au contraire, et avant d'avoir reçu les instructions consulaires, il conservait son ancienne simplicité : « Il n'épale aucun faste, déclare Humboldt dans la lettre précédemment citée, vivant avec la simplicité d'un particulier dans sa propre maison, et n'allant au Palais que pour y traiter les affaires de l'Etat. »

« II. Le comte Melzi dissimulait sous la gravité espagnole la médiocrité de son esprit et de ses connaissances. Bonaparte, qui dans les hommes de la Révolution, préférait par système les membres de l'ancienne noblesse, se mit à distinguer Melzi comme homme d'état, de la même façon qu'il distingua Oriani comme le type des savants. Mais aussitôt que Melzi fut arrivé à la vice-présidence, il se montra dans sa nullité naturelle, obstiné et plein de préventions dans ses amitiés et protections, craintif au point de croire à toutes les fables de complots qu'on lui murmurait à l'oreille pour tirer de lui de l'argent, incapable d'une idée haute et généreuse, minutieux et bavard en affaires. Il aurait été méprisable en tout sans une seule vertu, d'ailleurs dissimulée sous son inertie naturelle : un amour sincère pour le bien de son pays.

« III. Francesco Melzi d'Eril était *citoyen* en Lombardie et *Grand* en Espagne où il possédait des domaines étendus, mais improductifs ; ce fut pour avoir réuni ces deux qualités qu'il se vit distingué par Bonaparte et envoyé par lui au congrès de Rastadt pour y représenter la Cisalpine naissante.

« Il avait peu de fortune jusqu'au moment où l'alliance de l'Espagne et la France eut engagé la première dans de grands armements maritimes ; il trouva le moyen de faire choisir et employer à cet usage les arbres de ses vastes forêts et en tira beaucoup de bénéfices.

« Un aspect de majesté lapidaire, une grande gravité, une façon de parler étudiée et caustique lui avaient valu la réputation d'un esprit politique aiguisé : cette idée préconçue le fit prendre en considération par les nouveaux maîtres du pays. Avant ce temps, il limitait ses relations à quelques personnes de connaissance. D'une parcimonie entêtée, il s'était fait un système de dîner souvent en ville ; ne voulant pas prendre la charge et la dépense d'une épouse, il rencontra dans des amours de passage des disgrâces..... qui devaient abrégier sa vie et en rendre très douloureuse la dernière période.

« Dès le début de sa vice-présidence, cédant à son caractère timide et soupçonneux, il fit exposer à chaque bureau de Police un tronc pour recevoir les dénonciations secrètes ; il permit ainsi à des espions astucieux... de troubler ses nuits par le spectre de conjurations imaginaires, et de lui extorquer d'abondantes rémunérations. Il est vrai pourtant que, durant sa charge, il employa l'argent de l'état en dépenses d'utilité ou d'ornement public..... Lors de la création du royaume d'Italie en 1805, son congé fut accompagné du don magnifique d'une rente perpétuelle de 200.000 francs, constituée en majorat transmissible par

adoption, avec le titre de Lodi. Dans le règlement pécuniaire de cette dotation il montra une insistance et une minutie extrême, car les traits de désintéressement que M^{me} de Staël cite de lui dans le dessein constant de rabaisser Napoléon, ne sont que des imaginations et des chimères. La Direction générale des Domaines (dont j'étais alors le Secrétaire général), le Ministre des Finances, le Vice-Roi, tous furent fatigués des continuelles combinaisons qu'il ne cessait d'imaginer et de proposer... à l'unique fin de rendre toujours plus productif le don généreux qu'il avait reçu... »

Malgré leur parti-pris de sévérité, ces appréciations peuvent servir, en terminant, à fournir au moins quelques éléments du portrait moral de Melzi, et à corriger ce que d'autres jugements présentaient de trop dithyrambique.

On aimerait également à connaître son extérieur autrement que par les allusions précédemment reproduites à la distinction de ses manières et à la majesté de son attitude. On ne peut malheureusement se faire une idée de sa personne physique d'après les données trop vagues du passe-port qui lui fut délivré en 1796¹. Le beau buste de lui qu'on admire encore dans sa villa de Bellaggio présente surtout un caractère académique et semble un peu idéalisé. Les nombreux portraits qui furent gravés au moment de sa vice-présidence sont presque tous d'une exécution assez imparfaite. Dans celui qui figure en tête de ses œuvres et où il est représenté de profil, il apparaît avec un front fuyant, un nez allongé et proéminent, une physionomie fine, et des traits dont l'ensemble rappelle ce « type émigré » qu'on retrouve si fréquemment dans les miniatures de l'époque².

1. « Age 43 ans, taille 5 pouces, cheveux et sourcils bruns, front échancré, yeux châtons, nez un peu long, bouche moyenne, menton rond. » Passe-port délivré à Milan, le 30 fructidor an V (16 septembre 1797). Arch. Milan, 19.

2. Un autre portrait gravé de Melzi par Longhi se trouve à la Bibliothèque nationale au Cabinet des Estampes (Acquisition n° 5.510).

CHAPITRE II

LE MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Après le Vice-Président, c'est son représentant à Paris, le Ministre des Relations extérieures, qui semble avoir joué dans l'histoire de la République Italienne le rôle officiel le plus important, ou au moins le plus en vue. Bien que les fonctions de Marescalchi, exercées sans interruption pendant toute la durée de la domination française, l'aient fait vivre quatorze ans (1800-1814) dans l'entourage immédiat de Napoléon, sa vie est aussi peu connue que sa personnalité paraît avoir été effacée. En raison des événements importants auxquels elle a été mêlée, elle mériterait pourtant une étude biographique détaillée, que nous a promise M. Casini ¹, et dont il peut être intéressant de rechercher dès maintenant les sources principales.

1° On trouverait probablement les plus importantes, si la réalité pouvait en être établie, dans les écrits dont l'auteur de la notice insérée dans la *Biographie Didot* (vol. xxxiii, p. 529) attribue assez gratuitement la composition à Marescalchi. Ce seraient, outre quelques essais littéraires une « Histoire de la Consulte de Lyon » (à la réunion de laquelle il prit une part prépondérante) et des « Considérations sur les rapports de la France avec les autres états de l'Europe », dont les titres indiquent suffisamment le caractère semi-autobiographique. Ces ouvrages n'ont malheureusement jamais pu être retrouvés, ni dans

1. CASINI, p. 275. « Marescalchi sera l'objet d'une monographie spéciale, que je suis en train d'écrire à l'aide d'un grand nombre de ses lettres diplomatiques et familières. »

les archives de famille dont M. Casini a obtenu l'accès¹, ni dans les dépôts publics de Paris, Vienne et Milan, où je les ai vainement cherchés.

2° Les papiers personnels de Marescalchi, restés entre les mains de son arrière-petit neveu et très abondants, d'après M. Casini, permettront sans doute de mieux connaître les détails de son existence privée.

3° Les papiers d'état qu'il a laissés représentent enfin une source des plus précieuses pour l'étude de son caractère et de son rôle politique. La masse principale se trouve à l'*Haus-Hof-und Staats-Archiv* de Vienne où elle remplit plus de 200 cartons du fonds appelé « *Napoleonisches Archiv*² ». Elle a dû y être transportée, soit de Modène où Marescalchi est mort en 1816 comme ministre d'Autriche, soit plutôt de Paris en 1814, comme l'affirme, d'ailleurs sans preuve, le biographe d'Aldini, en même temps que tous les papiers italiens saisis par le comte de Bombelles, au nom du cabinet de Vienne³. Ce fonds contient d'abord les dossiers complets de toutes les grandes affaires que Marescalchi soumettait à l'examen du Premier Consul, en des notes résumées qui étaient ensuite déposées à la Secrétairerie d'Etat. On y trouve surtout des documents plus intéressants encore au point de vue personnel : la série complète de toutes ses lettres intimes à Melzi. Les minutes figurent au complet dans les cartons 30 à 32⁴, et la majeure partie des expéditions dans les cartons 3 à 8 (provenant de leur destinataire).

En dehors des archives viennoises, restées jusqu'ici inex-

1. CASINI, *Fonti per la storia della Consulta di Lione*, p. 5.

2. Ce fonds, qui comprend 238 cartons, est formé de la réunion des papiers de Melzi et de ceux de Marescalchi ; mais le catalogue n'indique pas la provenance de chacun d'eux. Autant qu'on peut en juger par les titres et le contenu, les 13 premiers cartons seulement auraient la première origine ; quelques autres pourtant sont dissimulés, sans raison apparente, dans la série des numéros suivants, qui proviennent de Marescalchi.

3. ZANOLINI. *Aldini ed i suoi tempi*, I, 4.

4. C'est dans une lettre du 29 juin 1802 seulement (Arch. Vienne, 30) et après six mois de correspondance, que Marescalchi annonce l'intention de numérotter ses lettres à Melzi ; à partir du 1^{er} juillet et jusqu'au 15 novembre 1804, date où le Vice-Président part pour Paris, ce numérotage comprend 803 lettres.

plorées, l'*Archivio di Stato* de Milan contient également des lettres de Marescalchi. Ce sont : 1° celles qu'il écrivait sous le Gouvernement provisoire (1800-1801) au Ministre des relations extérieures Pancaldi. Elles se trouvent dans la série *Affari Esteri*, cartons 322 à 325 (Correspondance de Paris). 2° à partir de 1802 certains doubles de celles qu'il écrivait à Melzi et qui sont déposées à Vienne. La série n'en est d'ailleurs pas complète, au moins pour les lettres d'affaires. Par contre les lettres relatives à l'état de la France ne paraissent pas présenter de lacunes, et comprennent même certaines pièces qui manquent à l'*Haus-Hof-und Staats-Archiv*.

En attendant que l'utilisation de ces documents personnels ou officiels permette d'écrire la biographie détaillée de Marescalchi, l'histoire de sa carrière politique peut être résumée en quelques lignes ; l'intérêt s'en concentre presque tout entier autour de la période consulaire.

Né à Bologne en 1764, d'une famille noble du pays, le comte Ferdinando Marescalchi dut à son origine d'entrer dès 1780 en Sénat héréditaire qui gouvernait la ville. Il dut sa fortune politique à l'attitude qu'il prit lors de l'arrivée des Français à Bologne (juin 1796). Comme son collègue et ami Caprara, il se joignit au mouvement qui entraînait vers eux beaucoup de ses compatriotes, mécontents du joug pontifical. Il fit la connaissance personnelle de Bonaparte, auprès duquel il fut même envoyé en mission (août 1796), devint peu après Vice-Président de l'Administration centrale du département du Reno¹, et prit part ensuite comme député de sa ville natale au Congrès de Modène (octobre), où les quatre gouvernements provisoires de l'Emilie (Bologne Ferrare Modène Reggio) s'unirent par un pacte fédératif, prélude de la fusion que devait réaliser le congrès de Reggio (décembre). Il ne semble pas ensuite avoir joué de rôle important jusqu'au jour où la République cispadane, à peine formée, fut réunie à la Lombardie pour former la Cisalpine (mai 1797).

1. Sur le rôle de Marescalchi dans la Révolution bolonaise, cf. le livre récent de UNGARELLI, *Il generale Bonaparte in Bologna* (Bologne, 1911), pp. 59 et 117.

Lorsque cet état, reconnu par la paix de Campo-Formio, voulut consacrer son existence internationale par l'établissement d'une représentation diplomatique, il fut désigné par son passé, sa naissance et sa fortune pour le poste le plus important : celui d'ambassadeur à Vienne. Il vint l'occuper en décembre 1797 mais se trouva presque aussitôt dans une situation particulièrement délicate, quand l'affaire de Bernadotte eut amené la suspension des rapports diplomatiques entre la France et l'Autriche. D'autre part le gouvernement autrichien refusa de reconnaître le représentant d'une République qui devait son existence au traité de Campo-Formio, devenu caduc pour avoir été violé maintes fois par la politique envahissante du Directoire en Italie. Marescalchi dut donc quitter Vienne dès le début de juin 1797¹, alla ensuite remplacer Melzi au congrès de Rastadt où il rencontra les mêmes prétentions et les mêmes objections des plénipotentiaires impériaux, et revint ensuite à Milan. Ce fut pour s'y voir mêler à la politique active, et élire membre du Directoire (décembre 1798), à la suite du dernier des coups d'état auxquels les représentants de la France avaient soumis la Cisalpine. Mais il ne prit possession de son siège que le 20 mars, un mois avant l'entrée des Autrichiens à Milan².

Il partagea alors le sort de ses collègues qui se réfugièrent à Chambéry, tentèrent d'y faire figure de gouvernement et durent borner leurs efforts à secourir leurs compatriotes malheureux. Le retour des Français en Italie mit fin à l'existence de ce fantôme de Directoire, remplacé (22 juin) par une Commission de Gouvernement et par une Consulte Législative dont fit partie Marescalchi. Mais dès le mois de juillet, il se vit envoyé en mission à Paris, ainsi que Paolo Greppi, avec le titre de « député du Gouvernement provisoire cisalpin », en

1. Les *Memorie* de MELZI contiennent une lettre du Ministre des Relations Extérieures de Milan, qui lui est adressée à Vienne et qui est datée du 23 floréal an VI (pour an V)-12 mai 1798. Dans la réponse où il accuse réception de cette lettre, Marescalchi annonce qu'il est sur le point de partir.

2. Le texte du discours de bienvenue qui lui fut adressé à cette occasion par le Président du Directoire Soprani est reproduit dans la *Raccolta delle Leggi, Proclami... pubblicati in Milano nell'anno VII repubblicano* (Milan 1801), p. 263.

réalité pour y exercer les mêmes fonctions que l'ancien ambassadeur Serbelloni ¹. Son collègue étant mort (13 septembre) presque aussitôt après l'audience que leur avait accordée le Premier Consul (15 août) ², il demeura et devait rester l'unique représentant officiel de la Cisalpine à Paris. Pendant un an, sa tâche, assez ingrate, se réduisit à se faire l'interprète des plaintes qu'il recevait de Milan et à implorer pour son pays un adoucissement au régime militaire ainsi que l'établissement d'un gouvernement régulier.

Il semble avoir eu peu de part à la rédaction de la constitution et aux pourparlers préparatoires à la Consulte de Lyon ³. Il joua par contre dans cette assemblée un rôle actif, sinon prépondérant, dont il fut récompensé (27 janvier 1802) par le titre de Ministre des Relations Extérieures, en résidence à Paris auprès de Bonaparte. — Alors commença pour lui la période la plus brillante de sa carrière. Pendant trois années, il allait traiter avec le Premier Consul toutes les grandes affaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la République Italienne, le voir presque quotidiennement, recevoir parfois ses confidences, l'accompagner même dans ses déplacements (notamment au cours de son voyage en Belgique, pendant l'été de 1803). Quelles qualités et quelles insuffisances apportait-il dans ce rôle délicat d'intermédiaire entre les propositions du Vice-Président de Milan et les décisions du Président de Paris ? C'est ce que précise Melzi dans la curieuse conversation suivante :

« Marescalchi, déclarait-il au baron de Moll ⁴, est un homme qui m'a de très grandes obligations. Il est riche et très économe. Son existence

1. Lettre de Serbelloni pour annoncer son départ, 27 juin 1800 ; lettre du Comité des Relations Extérieures de Milan à Talleyrand, pour accréditer Marescalchi et Greppi, 16 juillet ; réponse de Talleyrand, 6 août 1800. (Aff. Etr., *Corr. Lombard.*, 57.)

2. On trouvera le récit de cette audience dans une lettre de Marescalchi et Greppi reproduite par CANTÙ, *Diplomatici*, p. 32.

3. Une lettre de Marescalchi du 17 avril 1801, reproduite par ZANOLINI, I, 353, contient cet aveu significatif. « Melzi est ici. On le consulte, au moins jusqu'ici. Moi, je suis zéro, comme toujours. »

4. Dépêche de Moll, du 12 septembre 1802. Arch. Vienne, *Corr. Milan*, 1802. Toutes les conversations de Melzi sont reproduites en français dans les dépêches de Moll, dont le texte est en allemand.

à Paris et les avantages très considérables qui y sont attachés dépendent entièrement de moi. Marescalchi sait cela, et par conséquent il a pour moi tous les ménagements et toutes les déférences que je peux désirer. Il connaît à fond les patriotes et ne les aime pas... N'étant pas travailleur, il dépend de la plume de ses subalternes, auxquels il ne peut cacher certaines choses qu'il voudrait bien soustraire à leur connaissance ; il leur montrera par exemple quelques lignes d'un papier en leur cachant le reste ; ils lui demanderont des explications ; pour trancher court, il leur donnera le papier tout entier, en leur disant : Tenez, voilà ce que c'est. Il a en outre le défaut d'être trop timide et de trembler devant le Premier Consul, ce qui est cause qu'il n'a pas le courage d'entrer en discussion avec lui, moins encore l'art de le presser et de lui arracher des explications, des décisions, de manière que je reste parfois trois ou quatre mois sans réponse, même sur les sujets les plus pressants et les plus importants. Le Premier Consul n'aime pas les discussions préliminaires, les pourparlers, les rapports préparatoires ; il ne voudrait voir les choses que lorsqu'elles sont déjà mûries pour ses décisions : c'est sa manière. Si d'un côté, elle porte des inconvénients, il faut avouer de l'autre qu'il ne peut guère faire autrement, accablé d'affaires et tué de travail comme il l'est. Du reste la retenue et la timidité même de Marescalchi portent le bon effet que Bonaparte le souffre et le voit plus volontiers que les autres. Marescalchi a, à la différence de tous les autres ministres français, les entrées ouvertes à toute heure. Le Premier Consul trouve commode de pouvoir le brusquer quand il veut, et de le voir toujours endurant, flexible, et sans prétentions. »

L'impression que Marescalchi produisait sur ses compatriotes, était moins favorable, mais à bien des égards, analogues, si l'on en croit le récit pittoresque et un peu réaliste que l'un d'eux, de passage à Paris crut devoir lui faire (19 mars 1801). Introduits auprès de lui, écrit le véronais Zamboni dans son journal intime,

« ... nous aperçumes en entrant les larges épaules de S. E. le Ministre, assis à un grand bureau, un livre énorme entre les mains. Il était en robe de chambre et coiffé d'un mouchoir qui, d'après son aspect, devait avoir servi les jours précédents à essuyer le nez barbouillé de tabac de l'indolent plénipotentiaire. Il ne fit pas un mouvement, ne nous salua pas, et me demanda seulement si j'étais italien, et qui était

mon compagnon. Il ne souffla pas mot de ma lettre de recommandation remise précédemment ; elle avait eu probablement le même sort que celle de Pinali, qu'il avoua avec une rare ingénuité avoir rendue sans la lire, parce qu'en l'ouvrant, elle lui avait paru trop longue pour lui... Après avoir entendu l'objet de notre visite, tout en feuilletant les pages d'un atlas maritime qui semblait fort l'intéresser, il nous adressa à ses secrétaires ¹..... »

A la suite des changements opérés en 1805, Marescalchi ayant donné à la fois la mesure de sa souplesse comme courtisan et de son insuffisance comme homme d'état, vit ses titres s'élever et ses fonctions diminuer d'importance. — D'une part, il resta pendant onze années Ministre des Relations Extérieures du Royaume d'Italie, et devint Grand-Croix de la Couronne de Fer (20 février 1806), Commandeur de la Légion d'honneur et comte du Royaume (1808). — Mais, d'autre part, il se vit enlever toutes ses attributions administratives, confiées (8 juin 1805) à un Secrétaire d'Etat (Aldini) résidant à Paris. Le royaume d'Italie ne pouvant avoir de politique étrangère distincte de celle de l'Empire, la besogne de son Ministre des Relations Extérieures se réduisait forcément à signer des passe-ports, à régler d'infimes questions de confins ou de douanes, et surtout à faire à Paris figure de personnage diplomatique. — Ce rôle de représentation suffisait et convenait aux aptitudes de Marescalchi : il s'attacha à le remplir avec une ardeur qui sembla lui faire oublier ses anciennes habitudes d'économie. Les fêtes qu'il donna dans l'Hôtel de la Légation lui ouvrirent l'accès de la société parisienne, défrayèrent la chronique mondaine ², et finirent par compromettre sa situation de fortune. Lors de son arrivée à Paris, il touchait un traitement de 160.000 francs ³, grossi, sur ses continuelles

1. *Parigi nel 1804, Ricordi di un veronese*, publiés par G. BIADEGO, Vérone, 1808.

2. On y trouve de fréquentes allusions dans les mémoires et documents du temps. Cf. notamment M^{me} DE CHASTENAY, *Mémoires*, II, 166 ; et STENDHAL, *Rome, Naples et Florence* (3^e éd.), p. 355 : « Cet aimable comte de Marescalchi, que nous avons vu nous donner de si jolies fêtes dans sa maison des Champs-Élysées. »

3. 30.000 francs comme membre de la Consulte, 30.000 francs comme Ministre des Relations Extérieures et 100.000 francs représentant le traitement du Vice-Président, que lui abandonnait Melzi.

réclamations, par des gratifications extraordinaires. La disproportion de ses appointements et de ses dépenses attira bientôt l'attention de Napoléon, qui écrivit à Eugène (12 janvier 1808) ¹ :

« Mon fils, le ministre Marescalchi fait à Paris des folies et est la dupe des intrigants. Il a fait construire vis-à-vis de sa maison une mauvaise salle en bois qui obstrue son salon et qui lui a coûté 100.000 francs. Cela est trop bête, et je n'ai jamais entendu que Marescalchi dépensât plus que son traitement. S'il veut dépenser son patrimoine, il en est le maître. Ce n'est pas à lui à faire les honneurs de Paris... Que Marescalchi dépense des 100.000 francs sans objet, à lui permis. Si je ne m'en suis pas mêlé, c'est que j'ai cru qu'il faisait une dépense sur son patrimoine. Avec ce qu'il me coûte depuis qu'il est à Paris, j'aurais pu bâtir un palais superbe pour la Légation d'Italie. »

Marescalchi réussit-il à désarmer la colère impériale et à sortir de ses embarras financiers ? Il y parvint sans doute, car il conserva sa place jusqu'en 1814, en jouissant de la situation que lui assuraient l'éclat de ses fêtes et l'affabilité de son accueil.

Il était d'un caractère trop inconsistant et il aimait trop les honneurs et les profits de la vie officielle pour se retirer des affaires avec la chute du régime qu'il avait servi. Il profita d'abord de ses relations avec Marie-Louise pour obtenir le poste de gouverneur des Etats de Parme et Plaisance, qu'elle était appelée à régir ; il l'échangea bientôt contre des fonctions plus en rapport avec son passé diplomatique et fut nommé ministre plénipotentiaire d'Autriche près la cour de Modène. C'est là que le surprit presque aussitôt une fin prématurée (22 juin 1816) ² survenue, six mois après celle de son ancien chef Melzi.

Après avoir été pendant quatorze ans français par la résidence, il devait le redevenir dans la personne de l'un de ses descendants. Son fils Charles-Alphonse-Marcel avait eu de son

1. Cette lettre, qui ne figure pas dans la *Correspondance officielle* se trouve dans les *Mémoires du Prince Eugène*, IV, 30.

2. Son portrait se trouve reproduit à cette date dans le recueil chronologique de COMANDINI.

mariage avec une Brignole-Sale un enfant, Napoléon-Charles-Alexandre, né à Paris le 27 mai 1812, et qui, après avoir épousé une Française, obtint en 1837 ses lettres de grande naturalisation, fut nommé la même année attaché à l'Ambassade de Vienne et parcourut une brillante carrière diplomatique, terminée en 1854 dans le poste de ministre à Carlsruhe.

S'il a joué un rôle de comparse plutôt que d'acteur sur la scène de la grande politique, Marescalchi y a tenu sa place comme témoin. Ainsi que la plupart de ses collègues accrédités auprès du gouvernement consulaire, il notait soigneusement, pour les envoyer au sien, les nouvelles du jour et la chronique de la cour de Bonaparte. Ses lettres sont l'œuvre d'un observateur trop dénué de personnalité pour ne pas refléter toujours l'opinion officielle, mais assez facile à impressionner pour traduire parfois l'opinion populaire. Elles servent ainsi à contrôler ou à confirmer les autres témoignages contemporains, présentent un caractère analogue à celles qui ont fait l'objet des recueils de Bailleu ou de Tratchevski¹ et mériteraient d'être, sinon publiées, au moins consultées au même titre. La traduction des extraits suivants en montrera le genre d'intérêt².

La série s'en ouvre par une lettre de Crespi, secrétaire de la Légation Cisalpine, qui assura la gérance entre le départ de Serbelloni et l'arrivée de Marescalchi. À la date du 28 thermidor, an VIII-16 août 1800, Crespi résume dans un curieux tableau d'ensemble les observations qu'il a faites sur l'état de la France.

« J'ai le plaisir de vous annoncer, écrit-il au Comité des Relations Extérieures de Milan, que cette capitale présente le spectacle d'une famille unie. Les ressources industrielles augmentent chaque jour en

1. BAILLEU, *Preussen und Frankreich von 1795 bis 1807. Politische Correspondenzen*, Leipzig, 1881-1887 ; TRATCHEVSKI, *Documents diplomatiques concernant les rapports de la France et de la Russie à l'époque de Napoléon Ier* (Tomes LXX et LXXVII des *Publications de la Société impériale d'histoire de Russie*).

2. L'*Archivio di Stato* de Milan contient une autre série de lettres du même genre, mais plus rares et moins détaillées, adressées par Marescalchi à son ami Scarabelli-Pedocca résident cisalpin à Parme et relatives aux événements du jour. CANTU en a reproduit quelques-unes dans ses *Corrispondenze di Diplomatici*.

raison de l'élévation du crédit public ; du reste, si quelques-uns condamnent cette tranquillité parfaite dont on jouit comme un signe d'indifférence à la politique, je puis vous dire que c'est le résultat de la pleine confiance qu'inspire au peuple la conduite de son gouvernement. Les administrations publiques gagnent chaque jour en régularité, et la Trésorerie Nationale se trouve dans une situation relativement satisfaisante. »

Les seules ombres à ce tableau d'après Crespi, c'étaient les craintes de guerre.

« Je vois partout, ajoutait-il, des chevaux destinés aux usages militaires, je vois des engins de tout calibre, je vois des projectiles de toute espèce embarqués sur la Seine pour être envoyés aux armées dans les régions les plus lointaines ¹. »

Ce fut sur ces entrefaites que Marescalchi vint prendre possession de ses fonctions. Préoccupé d'abord d'intéresser le Premier Consul aux misères de ses compatriotes et de rendre les derniers devoirs à son collègue Greppi, il semble au début de sa correspondance, étranger, sinon indifférent à la politique générale. A la fin de septembre seulement, il se familiarise avec le milieu diplomatique dans lequel il est appelé à vivre, et il rapporte dans ses lettres les nouvelles qu'il y apprend. Il note successivement :

le bruit d'un rapprochement avec l'Angleterre et l'Autriche, l'arrestation d'un grand nombre d'émigrés, et la suppression du *Journal des Hommes libres* (1^{er} vendémiaire, an IX-23 septembre 1800) ;

l'arrivée de Cobenzl à Paris, la joie universelle qu'elle provoque, et le surcroît de popularité qui en résulte pour le Premier Consul, estimé assez habile pour amener l'Empereur à demander composition (6 brumaire-28 octobre) ;

la rentrée d'une foule d'émigrés, avec l'approbation tacite du gouvernement (3 frimaire-24 novembre) ;

l'air de satisfaction empreint sur le visage de Bonaparte,

1. Arch. Milan, *Affari Esteri*, Corr. Paris, 322.

dans l'audience diplomatique du 23 novembre, à la suite des nouvelles reçues de Lunéville, et dans le dîner du 8 décembre, au lendemain de Hohenlinden (18 frumaire-9 décembre) ;

l'indifférence du public en apprenant la capitulation du Caire, prévue depuis longtemps (10 frimaire-1^{er} décembre) et compensée par l'espoir de voir Alexandrie se défendre victorieusement (22 frimaire-13 décembre).

Un événement sensationnel vient alors rompre la monotonie de cette chronique : c'est l'affaire de la machine infernale. Après avoir recueilli et reproduit les premiers bruits qui circulent au sujet de cet événement, Marescalchi dans une lettre postérieure (6 nivôse-27 décembre), complète son premier récit par les détails suivants :

« Tous les corps constitués se sont présentés au Premier Consul, qui conserve toute sa gaieté. Lui-même nous a raconté qu'au moment de l'explosion, il était tellement absorbé par ses préoccupations qu'elle ne produisit sur lui qu'une très faible impression, et que le général Lannes dut crier pour l'arracher à ses réflexions. Les carreaux de la voiture volèrent en éclats, mais la raréfaction de l'air extérieur les fit tomber au dehors. Le Premier Consul donna au cocher l'ordre de s'arrêter et envoya un piquet s'informer de ce qui était arrivé. Un des gardes était démonté, son cheval ayant eu la croupe écrasée par une grosse pierre. Quant à Madame Bonaparte, qui était en arrière, ses chevaux, pris de peur, tournèrent bride vers les Tuileries. Les vitres de sa voiture furent également brisées. Néanmoins elle prit son courage à deux mains et voulut suivre son mari au théâtre pour savoir ce qui était arrivé... J'ai été moi-même sur les lieux. Il faut vraiment que l'explosion ait été très violente, car une maison à droite s'est écroulée tout à fait, et une autre à gauche menace de tomber, malgré son excellente construction. Aux environs, toutes les vitres sont brisées et il en a été de même sur la façade des Tuileries. Comme vous le devinez, cet événement fait aujourd'hui, dans tous les milieux sociaux, l'unique objet de la conversation ¹. »

Quand l'émotion produite par cet attentat et par les rigueurs

1. Arch. Milan, *Affari Esteri, Corr.* Paris, 323. Marescalchi a laissé encore un autre récit de l'événement, dans une lettre adressée à Scarabelli-Pedocca et publiée par CANTU, *Diplomatici*, p. 35.

qui le suivirent s'est un peu dissipée, l'attention du monde diplomatique se partage entre la négociation de la paix avec l'Autriche et celle du rapprochement avec la Russie. Marescalchi note avec la fidélité d'un chroniqueur exact tous les indices qui annoncent l'approche de l'une et font conclure aux progrès de l'autre : et tout d'abord les sautes d'humeur du Premier Consul qui, le même jour, paraît souriant dans son audience et préoccupé au diner (18 nivôse-8 janvier 1801); puis l'irritation du monde officiel, à la nouvelle que Brune a conclu une armistice sans y comprendre Mantoue (8 pluviôse-28 janvier); l'habileté de Talleyrand à réparer cet oubli en profitant de l'ignorance où était Cobenzl de la convention passée entre Bellegarde et Brune (10 pluviôse-30 janvier); dans la matinée du dimanche 4 février, l'affluence de la population parisienne à la parade hebdomadaire des Tuileries, qui a lieu avec un concours de troupes extraordinaire, et où l'on s'attend à entendre proclamer la paix (16 pluviôse-5 février); et enfin, lorsqu'elle est conclue, la grande fête donnée par Talleyrand pour célébrer cet événement :

« L'autre soir, écrit Marescalchi (30 pluviôse-19 février), la fête fut magnifique et eut lieu au milieu d'un immense concours de public. On commença par une espèce d'académie musicale, dans laquelle chantèrent Garat et la Grassini. Après l'arrivée des consuls, on passa dans la galerie pour y assister à un spectacle allégorique.. Le tout fut terminé par un bal général qui dura jusqu'au jour. On avait annoncé la présence probable de Cobenzl et de Joseph Bonaparte ¹. »

En même temps le public remarque et Marescalchi recueille tous les symptômes que semblent présager l'établissement de rapports intimes avec le tsar Paul I^{er}. C'est d'abord Sprengporten arrivant à Paris, sans mission officielle, mais avec des honneurs réservés ordinairement aux souverains (lettres des 8 et 12 nivôse-29 décembre 1800 et 2 janvier 1801), comblé de distinctions flatteuses, donnant un bal de 200 personnes où se presse la haute société (24 nivôse-14 janvier); c'est

1. Arch. Milan, *Affari Esteri*, *Corr.* Paris, 323.

le projet, qu'on suppose propre à séduire Paul I^{er}, d'attaque des Indes anglaises au moyen d'une expédition par terre (8 pluviôse-28 janvier); c'est le bruit répandu dans Paris qu'un fils du tsar ou même que le tsar lui-même se trouve caché à l'Ambassade russe (22 pluviôse-11 février); c'est enfin l'arrivée de Kolytcheff (24 février) au milieu de la curiosité générale et de l'attente universelle (18 ventôse-9 mars). La nouvelle d'une catastrophe inattendue vient bientôt anéantir les espérances fondées sur sa venue.

« Avant hier à trois heures de l'après-midi, écrit Marescalchi à la date du 24 germinal-14 avril 1801, Talleyrand a annoncé au Premier Consul la nouvelle de la mort du Tsar, apportée à Kolytcheff par un courrier extraordinaire. Bien qu'on ne fût pas très sûr de pouvoir faire fond sur cet homme, l'impression produite fut pourtant très vive, car on ne peut se défendre du soupçon d'attribuer à cet accident une autre cause que celle que donne Kolytcheff, c'est-à-dire une cessation du flux hémorroïdal. Comme d'ordinaire en pareil cas, on parle beaucoup, et un peu au hasard, de son successeur. On s'accorde pourtant à le représenter comme pacifique, aimant l'ordre, ayant une médiocrité de talents à laquelle supplée en partie son épouse, et doué d'une extraordinaire vivacité. Il n'est pas douteux que cet événement ne doive avoir une grande influence sur la marche des choses ¹. »

Il semble en effet, dès que les détails en sont connus (8 floréal-28 avril) déranger tous les projets de Bonaparte. Après avoir décidé de laisser définitivement à la charge des pays vassaux 60.000 hommes en Italie, 30.000 en Suisse et en Hollande, celui-ci devient un instant invisible, et se retire à la Malmaison, où il reste absorbé par son travail, et laisse Cambacérès présider à sa place le Conseil d'Etat (9 et 11 floréal-29 avril et 1^{er} mai). Marescalchi signale en même temps l'« universelle stagnation des affaires » et remplit sa correspondance avec de menues nouvelles mondaines : duel de Lannes, que Paris croit un instant mort de ses blessures (30 floréal-20 mai), ou fête « de la dernière magnificence » donnée par Talleyrand, avec « illumination de tous les jardins, perspective

1. Arch. Milan, *Affari Esteri*, Corr. Paris, 324.

« de palais, Académie, ballet champêtre, chansons à allusions, « vaudeville, banquet, feux d'artifice. » (20 prairial-9 juin) ¹.

Au cours de l'été de 1801, l'intérêt public est réveillé, d'abord par l'arrivée de Consalvi, reçu en audience immédiate avec les honneurs réservés aux ambassadeurs (4 messidor-23 juin) puis par les efforts tentés ou simulés de tous côtés pour amener enfin l'Angleterre à signer la paix. On dépense des sommes énormes pour une expédition au Brésil ou un débarquement en Grande-Bretagne (4 messidor-23 juin), on envoie à cet effet à Brest tout l'argent liquide des caisses publiques (10 thermidor-29 juillet), on annonce l'intention de profiter de la paix conclue par Lucien avec le Portugal pour occuper Cadix, de manière à maintenir toujours libre le passage vers l'Afrique et les Indes Orientales (20 messidor-9 juillet). — Bientôt ces bruits de guerre, propagés peut-être à dessein dans une pensée d'intimidation, font place à des nouvelles plus rassurantes.

« La nouvelle de la paix avec l'Angleterre, écrit Marescalchi « le 6 vendémiaire-28 septembre, était si généralement répandue que hier, à la Bourse, les fonds publics se sont tous relevés d'un seul coup. » Aussitôt après en effet la signature des préliminaires provoquera une joie générale ² (12 vendémiaire-4 octobre), qui se maintiendra encore, un mois après, lorsqu'on attendra Cornwallis, retardé dans son voyage par les vents qui soufflent sur la Manche (12 brumaire-3 novembre).

A partir de cette date, la correspondance de Marescalchi, autant du moins qu'elle se rapporte à la politique générale, est interrompue pendant trois mois par les préparatifs de la Consulte de Lyon, puis par le voyage et le séjour de l'auteur dans cette ville. Elle ne reprendra qu'en mars, mais dans des conditions qui en changeront à la fois le destinataire et le caractère; elle sera à la fois moins continue et moins fragmentaire. Elle sera adressée, non plus à Pancaldi, Ministre de l'Intérieur chargé du service des Relations extérieures, mais au Vice-Président

1. On trouvera un récit détaillé de cette fête dans un article du *Journal des Débats*, reproduit dans AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 349.

2. Cf. AULARD, *op. cit.*, II, 555-556.

Melzi. Au lieu d'avoir pour unique objet de tenir le gouvernement provisoire au courant des nouvelles du jour, elle traitera en même temps toutes les grandes questions administratives à débattre entre Paris et Milan. Marescalchi sera trop absorbé désormais par les affaires italiennes proprement dites pour noter au jour le jour, comme il le faisait précédemment, tous les menus incidents de la vie politique courante, mais il s'intéressera assez aux grands événements dont il est le témoin pour leur consacrer, à l'occasion, des rapports complets qui se prêtent mieux à de longues citations qu'à une analyse suivie. On en trouvera ci-dessous les passages les plus intéressants :

Sur la paix avec l'Angleterre :

26 mars 1802.

« Déjà l'on entend résonner le canon. Toute la ville manifeste une joie bien plus grande que lors de la signature des préliminaires¹. Tous attendaient la paix avec une anxiété à laquelle a contribué le bruit répandu par quelques-uns de nouveaux troubles intérieurs². »

Sur les premières audiences consulaires après la paix :

6 avril 1802.

« ... Le nombre des Anglais qui y ont pris part était prodigieux. M. Markov y a présenté ses lettres de créance. Il portait le nœud d'épaules en brillants dont le gouvernement lui a fait cadeau, et dont la valeur est estimée à 250.000 livres.

« Après l'audience, le Premier Consul a fait voir les armes de la fabrique de Saint-Etienne qu'il envoie à Sa Majesté Catholique, en un étui dont l'un monte à la valeur de 300.000 francs. Le second, de valeur un peu inférieure, contient 6 fusils de chasse. Un troisième est pour le Ministre Cevallos. Il renferme une ferme de pistolets telle qu'il n'en existe pas de plus magnifique. On dit qu'un des Préfets du Palais sera chargé de porter ces cadeaux en Espagne et de les présenter à Sa Majesté³. »

Sur la conclusion du Concordat :

1. Cf. AULARD, II, 798-800.

2. Arch. Milan, 36.

3. Arch. Milan, 36.

9 avril 1802.

« Le Concordat, approuvé par le Tribunal avec une opposition qui ne se chiffre que par un dixième des votants, a rencontré encore moins d'obstacles au Corps Législatif. Ce matin, le Cardinal Légat s'est présenté au Premier Consul dans les formes les plus solennelles. Quatre voitures consulaires, escortées par trois escadrons de cavalerie, les gendarmes d'élite en tête, sont allées, avec un Préfet du Palais, chercher le Légat à son domicile, où il a été ensuite reconduit. Il est arrivé aux Tuileries avec la croix dressée, suivi par Mgr Erskine et par beaucoup de prêtres de sa suite, répartis en huit voitures, 4 à lui et 4 au Premier Consul. Après avoir présenté sa bulle et prononcé un discours, auquel le Premier Consul a répondu avec une grande affabilité, il est passé chez Madame Bonaparte ; c'est là seulement que j'ai pu le rejoindre, la cérémonie ayant été avancée d'une demi-heure. Malgré les criailleries des soi-disant philosophes, ce retour de la religion cause en général de la satisfaction, plus pourtant en province qu'à Paris, et le peuple s'en montre très content ¹. »

Sur les négociations d'Amiens, et sur la situation générale :

17 avril 1802.

« A Amiens, lord Cornwallis aurait tout terminé en une semaine. C'est le parti de l'opposition anglaise qui a fait traîner les choses en longueur. Mais à la fin, la détresse financière a rendu une décision urgente ; on a fait aussi ce calcul que pour obtenir quelque chose du Premier Consul, il n'était pas de meilleur moyen que de s'en remettre à sa générosité. C'est d'après ce principe qu'on s'est résigné à Londres à garder le silence sur le sort du roi de Sardaigne, mal vu ici pour avoir cru en imposer par les démarches de ses puissants protecteurs, mais auquel on serait disposé pourtant à accorder quelque modeste compensation. Ayant eu parfois l'occasion de mettre la conversation sur ces questions, je sais qu'on a fait entrevoir aux Anglais que s'ils mettent leur confiance dans le Consul, on arrangera dans leur sens, moyennant de faibles concessions, tout ce qui peut rester encore en suspens. On n'a pas manqué de donner également à entendre que pour ce qui nous concerne, on ne soulèverait pas de difficultés. Il ne faudra

1. Arch. Milan, 36. Sur la cérémonie du 18 avril suivant à Notre-Dame, voir une longue lettre (avril) de Marescalchi à Scarabelli, reproduite par CANTÙ, *Diplomatici*, p. 36.

donc pas s'étonner si l'on assiste encore à quelque innovation en Italie : c'est toutefois peu probable tant que Jackson sera ici. Ce dernier s'est distingué par une animosité contre les Français et leur gouvernement qui s'est traduite d'une manière vraiment insultante : on cite de lui des phrases qui ont irrité l'amour-propre national.

« Pour avoir compté sur une protection étrangère, les Liguriens se sont trahis eux-mêmes, car il n'est rien qui irrite le Premier Consul comme de chercher un appui en dehors de lui-même.... C'est une question difficile à résoudre que de savoir si c'est la paix d'Amiens ou le Concordat qui a le plus contribué au lustre dont il est entouré maintenant.

« Ces deux événements me paraissent propres à émerveiller : la paix par l'aveugle déférence aux requêtes françaises montrée par les Anglais, qu'on croyait communément devoir faire la loi ; et le Concordat, parce qu'il a servi au Consul à purger les assemblées législatives de la lie qui les gâtait, et à transformer en organes de sa volonté ceux mêmes qui d'abord estimaient son initiative particulièrement dangereuse.

« Pendant les deux derniers mois, le gouvernement a acquis tant de consistance qu'il se sent assez fort pour résister à toute espèce de secousse, ou plutôt pour n'avoir plus à en redouter aucune.

« Chose surprenante, ce sont les royalistes qui se sont montrés, et qui ont été en réalité les plus mécontents du rétablissement de la religion. Leur attitude s'explique d'ailleurs aisément : c'est que la situation du gouvernement s'en est affermie au point de les faire désespérer de pouvoir revenir à l'ancien ordre de choses. Les autres opposants sont les savants, qui voient de mauvais œil le relèvement du sacerdoce ¹. »

Sur la diplomatie secrète du Premier Consul :

19 avril 1802.

« Outre les diplomates qui le représentent maintenant auprès de toutes les cours, le Premier Consul y entretient des personnes qui lui écrivent plus facilement et plus exactement, et au moyen desquelles il peut, s'il le veut, tracer en un instant un tableau caractéristique de tous les fonctionnaires du monde ². »

1. Arch. Milan, 36.

2. *Ibid.*

Sur la situation intérieure et les premières difficultés avec l'Angleterre :

30 avril 1802.

« Bien que les affaires de Saint-Domingue ne marchent peut-être pas aussi bien qu'au début, il est certain que le Premier Consul prend chaque jour l'avantage en toutes choses, et que sa réputation se consolide à vue d'œil.

« L'amnistie générale accordée aux émigrés est, comme autrefois le Concordat, appréciée diversement par les partis, mais c'est aussi une initiative qui en impose, en faisant voir que le gouvernement n'a plus rien à redouter ; et à ce point de vue, c'est une heureuse détermination.

« De fait, malgré la paix, il est impossible que l'Angleterre et la France déposent leurs sentiments de rivalité. Déjà les Anglais commencent à s'apercevoir de leur erreur et de l'impossibilité où ils se trouvent de tyranniser, comme par le passé, le commerce des autres nations. En se dégageant, grâce à Azara, des liens des anciens traités, l'Espagne les a privés d'avantages immenses. En déclarant Marseille port franc, la France a porté un grand coup à leur commerce du Levant et de la Méditerranée. Au lieu de se voir tranquillisés par la paix ils doivent s'ingénier à réparer les maux qu'elle leur apporte ¹. »

Sur la paix avec la Porte :

19 juin 1802.

« Le nouveau traité avec la Porte devait être publié hier, mais on ne le connaîtra que la semaine prochaine, Talleyrand étant depuis quatre jours malade, avec la fièvre. On prétend qu'il stipulera la cession de la Morée à la France, mais il court tant de bruits divers que le texte seul pourra montrer qui aura deviné juste ². »

Sur la situation intérieure :

17 juillet 1802.

« L'intérieur de la France est tranquille. On attend avec impatience le résultat du vote populaire. On prépare dans cette attente Saint-Cloud où le Premier Consul voudrait s'installer dès le 20 juillet prochain. La magnificence avec laquelle on meuble le palais surpasse l'imagination ³... »

1. Arch. Milan, 37.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

Sur les affaires de Suisse :

8 octobre 1802.

« Rapp (envoyé en mission en Suisse) écrit qu'il se flatte de pouvoir pacifier la Suisse en évitant une nouvelle invasion... Stapfer me disait hier qu'il est facile de mettre d'accord tous les partis, parce que leurs vœux se réduisent à avoir un gouvernement central qui ne leur coûte rien. Dans ces conditions, je ne vois pas comment ce gouvernement ne deviendra pas immédiatement et entièrement monarchique. Mais Stapfer dit que non, parce qu'en même temps les Suisses veulent abolir les distinctions et tous les restes de la féodalité. Il reconnaît d'ailleurs que les petits cantons devront retourner à leur forme primitive, de sorte que le gouvernement finira toujours, qu'on le veuille ou non, par n'être que fédératif¹. »

Sur l'étiquette de la cour consulaire :

11 octobre 1802.

« Joseph a fait hier sa première apparition à l'audience consulaire de Saint-Cloud, mais en habit de sénateur. On parle de changer l'uniforme des Sénateurs. On désire généralement qu'il soit de velours rouge brodé d'or, avec un manteau de pourpre. Tous les personnages officiels vont prendre l'épée et la bourse. Le Grand-juge sera vêtu comme l'était autrefois le chancelier. »

20 octobre 1802.

« Ici, on dépense chaque jour davantage, et l'on se met sur le même pied que sous l'ancien régime. Les Ministres ne porteront l'uniforme que dans les grandes cérémonies. D'ordinaire, ils seront en habit « habillé ». Lundi, j'ai commencé moi-même à prendre les manchettes de dentelle, la bourse et l'épée. Talleyrand s'est fait faire des habits brodés en vigogne. »

3 décembre 1802.

« Vous savez sans doute que pour les audiences diplomatiques les ministres étrangers se réunissent dans une salle à part, où on leur offre des rafraîchissements. Après que les Sénateurs, les conseillers d'Etat, les ministres, les généraux de la Garde, les aides-de-camp, se

1. Arch. Milan 37. C'est à ce carton qu'appartiennent également toutes les lettres datées de 1802, citées ci-après.

sont assemblés dans la chambre des Consuls, un Préfet du Palais va les chercher, le ministre des Relations Extérieures et celui de l'Intérieur les reçoivent et les accompagnent à la porte. Le Premier Consul dit quelque chose à tous, fait connaissance avec les étrangers qu'ils lui présentent, après l'en avoir prévenu par écrit, puis leur donne congé. Jusqu'à présent il les gardait à dîner. On croit qu'à partir de maintenant les dîners seront donnés par le ministre des Relations Extérieures.

« Chaque fois que le Premier Consul se présente quelque part, il est escorté par un huissier. Il a toujours le chapeau et l'épée, ainsi que doivent le faire tous ceux qui se présentent à Saint-Cloud, même pour une audience particulière.

« On a rétabli toutes les pratiques et toutes les formalités d'autrefois... Chaque jour on voit apparaître de magnifiques habits de velours brodés d'argent ou de drap brodés de soie, suivant le grade. L'intention du Premier Consul est de donner tout le prestige et toute la splendeur possibles à la suprême magistrature : d'abord en raison de l'effet produit, soit à l'étranger, sur l'esprit du peuple, puis pour relever les manufactures. »

4 décembre 1802.

« Mesdames Luçay, Rémusat, Talhouet, Lauriston, ont été nommées dames de compagnie de Madame Bonaparte. Les quatre préfets du Palais (le cinquième, Didelot, ayant été nommé à Stuttgart), auront chacun la direction d'un théâtre, dont l'administration est ainsi enlevée au ministre de l'Intérieur Fourcroy.

« Madame Bonaparte reçoit les dimanche, mercredi et vendredi en présence du Consul. Toutes les autorités nationales sont admises à ces réceptions. Pour les étrangers, ils sont reçus le 18 de chaque mois. »

Sur les difficultés extérieures :

29 octobre 1802.

« Les amateurs de politique prédisent de nouvelles difficultés, en fondant leur horoscope sur le changement de ministère à Pétersbourg et sur le mécontentement causé aux Américains par la cession de la Guyane.

« Mais ce n'est pas tout cela qui fera reculer le Premier Consul d'une semelle, et qui le détournera d'exécuter ses projets. La mise en circulation de ces nouvelles produit au contraire sur lui un effet tout opposé

à celui qu'en attendaient leurs auteurs, c'est-à-dire de le faire reculer par la crainte d'une nouvelle guerre... En ce moment il est tellement susceptible qu'il faut toujours se tenir en garde et prêter attention à ne pas éveiller en lui la moindre sensation désagréable. »

Sur la situation du Premier Consul à la fin de l'année 1802 :

8 décembre 1802.

« Il n'est pas douteux qu'en ce moment, Bonaparte ne soit comme le soleil autour duquel gravitent toutes les planètes comprises dans son système ; mais elles sont tantôt attirées, tantôt repoussées au gré de sa fantaisie plutôt que par les lois de la pesanteur.

« L'Espagne est la première à lui obéir, quoique peut-être de mauvais gré. L'Autriche voudrait être en état de lui résister, mais elle ne le peut pas. La Russie a adopté une politique définitivement pacifique. Les autres puissances comptent pour zéro. Voilà comment le Premier Consul avance à coup sûr, en se moquant du reste.

« Les Etats-Unis d'Amérique, seule puissance qui eût éprouvé un peu de jalousie et d'appréhension à voir les Français dans son voisinage, pourraient tendre quelques filets ; mais ils s'attendent tellement au relèvement de la marine française qu'eux aussi baissent la tête.

« Les événements de Saint-Domingue sont un accident autour duquel les malveillants s'efforcent de faire beaucoup de bruit ; mais le Premier Consul ne se tient pas pour battu ; et qui sait s'il ne voit pas là un moyen d'employer des gens qui peut-être en France seraient loin de lui rendre les mêmes services.

« Au début, tous les regards étaient tournés vers la Consulte suisse appelée à Paris. Maintenant que les députés suisses sont tous arrivés, ils restent enveloppés et enterrés dans tous ces grands événements, de sorte que personne ne fait même mention d'eux.

« Les affaires d'Allemagne représentent une autre question importante ; mais il est d'ores et déjà mathématiquement prouvé que, pour obtenir quelque chose, il n'y a pas d'autre moyen que de recourir au Consul : de sorte que les deux cours impériales sont pour ainsi dire à ses pieds pour obtenir, ou sa faveur, ou au moins une décision plus favorable à leurs intérêts, ainsi qu'à ceux de leurs alliés.

« Le prince Ruspoli ayant refusé la Grande Maîtrise de Malte, le Pape lui a ordonné de l'accepter. Bon gré mal gré, il faut donc se résigner à faire ce que la France veut. Ainsi, dans l'espace de trois années cette

masse, menacée de succomber à son propre poids, s'est relevée au point de comprimer toutes les autres, qui, réduites soudainement à un état de médiocrité imprévu, craignent de disparaître de la surface du globe, et d'être écrasées sans savoir comment s'est formé cet orage et quand l'atmosphère se rassérènera.

« Ne croyez pas que j'exagère, c'est là le véritable état des choses, et à Paris on est à portée de s'en rendre compte bien mieux que partout ailleurs. Le Consul profite toujours davantage de cet ascendant ; car plus il augmente la force de la France, plus les autres puissances sont intéressées à ce qu'elle ne tombe pas en d'autres mains, qui pourraient en abuser à leur détriment.

« Désormais donc, quand on a prononcé le mot de France, on a tout dit. Le reste disparaît et s'il surgit quelque question, elle se trouve aussitôt tranchée par cette formule : qu'il en sera comme il plaît à Bonaparte. C'est ce qu'on constate par exemple pour les luttes intestines de la Hollande, pour le sort de la Suisse, encore en suspens, pour celui du roi de Sardaigne. C'est ainsi que les suppositions politiques qui eussent paru autrefois tout à fait plausibles deviennent maintenant ridicules et insoutenables si elles s'écartent du principe que la France est toute-puissante.

« Quant à la France elle-même, l'homme qui est à sa tête ne cesse de la conduire par tous les moyens à un degré de splendeur qu'elle n'a jamais connu.

« Aussi arts et manufactures, routes et ponts, monuments publics, aqueducs, canaux intérieurs, marine, rien n'est oublié, et si quelque chose reste en souffrance, c'est faute de moyens pour suffire à la multiplicité et à la grandeur de ces intérêts.

« Il semble toutefois que ce soit la marine qui intéresse le plus fortement le Premier Consul. Après avoir surpassé toutes les nations sous tous les rapports, il semble qu'il lui manque beaucoup s'il ne parvient pas à égaler la marine anglaise.

« C'est pour cela qu'il a attaché tant de prix à l'acquisition de la Louisiane, et qu'il ne se lassera pas de travailler à y ajouter la Floride, où d'immenses forêts peuvent lui procurer le bois que les désordres de la Révolution et la cupidité des particuliers ont rendu si rare et si coûteux en France. C'est là un dessein d'autant plus arrêté dans son esprit qu'autour de lui il ne voit que l'Angleterre capable de lui faire obstacle : de là l'irritation que lui cause le langage des journaux anglais à son égard, de là sa colère contre ceux qui manifestent le désir de voir renaître la guerre. »

20 décembre 1802.

« La volonté de cet homme est devenue le code diplomatique de l'Europe. Le fait est que tout essai de résistance ne peut que conduire aux pires conséquences... Il a pris à tous égards un si grand ascendant, même sur ceux qui sont de sentiment opposé au sien, que d'après ce que me disait hier Fleuriau, il arrive souvent au Conseil d'état que tous attaquent certaines propositions comme insoutenables : que survienne le Consul, la discussion reprend, et il finit par obtenir raison, non par déférence envers son sentiment, mais parce qu'il a une manière de voir les choses qui entraîne la persuasion et qui rend les autres sans objection et sans voix. Si vous aviez entendu hier le discours adressé aux députés suisses, vous auriez éprouvé ce sentiment, comme tous les assistants. »

C'est sur ce panégyrique de Bonaparte, si instructif pour l'état d'âme de l'auteur, que se termine en 1802 la correspondance politique de Marescalchi. Pendant l'année 1803 elle va se ralentir, s'interrompre parfois et surtout se concentrer presque exclusivement sur les affaires italiennes. Diverses causes détournent Marescalchi de tenir Melzi aussi copieusement informé que par le passé des grands événements de la politique générale : d'abord la maladie et la mort de son ami Azara, le ministre d'Espagne, qui semble beaucoup l'affecter (fév. 1803); puis la crise d'administration intérieure connue sous le nom d'affaire Ceroni, et dans laquelle son rôle d'intermédiaire entre Paris et Milan devient plus ingrat et plus absorbant que jamais (avril); enfin, au cours de l'été, la longue absence du Premier Consul, qu'il accompagne dans une partie de ses déplacements.

C'est au début de 1804 que l'importance des événements dont il est le témoin détermine Marescalchi à reprendre sa plume de chroniqueur. Voici d'abord les détails qu'il envoie à Melzi sur l'arrestation de Pichegru, de Polignac et de Georges Cadoudal¹.

1. Les dépêches qui suivent sont extraites du *Napoleonisches Archiv* de Vienne (carton 8).

28 février 1804.

« Après l'arrestation du général Moreau, les esprits demeuraient partagés et en suspens. L'extravagance de sa conduite augmentait le nombre des incrédules, et les ennemis du gouvernement ne manquaient pas d'en profiter pour répandre mille fausses suppositions, tendant toutes à faire regarder cette capture comme l'effet d'une jalousie personnelle, et Moreau comme un homme persécuté. L'argument principal était que Pichegru n'avait pas encore été découvert par la Police, ce qui faisait mettre en doute même sa présence à Paris. Finalement, cette nuit à deux heures, le général Murat a réussi à le faire surprendre dans une maison particulière de la rue Vivienne, au troisième étage. Quatre gendarmes sont montés avec un commissaire de police. Il était au lit. Le bruit l'a fait lever ; il a voulu saisir ses pistolets et un poignard déposés sur une petite table, mais il n'en a pas eu le temps. Par un coup de sabre, un gendarme l'a empêché de s'armer. Il s'est défendu alors par tous les moyens et pour le maîtriser il a fallu faire monter quatre autres soldats restés en bas. On l'emmena mains et pieds liés. Dans le premier interrogatoire, il a déclaré s'appeler Charles, ne pas connaître Georges Cadoudal, et enfin désirer terminer sa vie le plus promptement possible. Tout Paris est en fête. Cette arrestation met fin à toutes les incertitudes, et le Premier Consul, comme bien vous pouvez vous l'imaginer, en tire un nouveau motif de triompher. »

6 mars 1804.

« La manière dont on a découvert Polignac est singulière. On ne savait même pas qu'il fut au nombre des conjurés. Un soir, un « mouchard » se trouva par hasard en face de la porte d'une maison d'où l'on chargeait des meubles sur un fiacre. Il entendit commander au cocher de se rendre rue Saint-Jacques à tel numéro. Il suivit par curiosité et constata qu'au contraire le fiacre se dirigeait vers le faubourg Saint-Denis. Arrivé en face d'un corps de garde, il le fit arrêter, et entre deux matelas trouva Polignac, muni de deux pistolets et d'un poignard de même fabrication que ceux de Pichegru. »

10 mars 1804.

« L'arrestation de Georges (Cadoudal) a produit une impression de soulagement. A chaque instant on s'attendait à voir le feu mis dans quelque lieu public ou dans une salle de spectacle. Les mesures mêmes

de rigueur que le gouvernement s'est vu forcé de prendre produisaient de l'agitation. Enfin, on respire. »

Sur les événements qui suivent, et qui conduisent à l'établissement du pouvoir héréditaire, Marescalchi ne fait que reproduire les informations courantes, et lui-même en donne la raison (lettre du 5 mai 1805) : « Toujours jusqu'ici, le Gouvernement a procédé selon deux principes : secret et célérité. C'est pourquoi il arrive souvent que nous n'apprenons les choses que par le journal officiel¹. » Si elles n'apportent pas de faits nouveaux, ses lettres de cette période reflètent du moins l'impression générale, ou plutôt la version officielle des événements.

5 mai 1804.

« Tout ceci a été provoqué par les dernières tentatives des Anglais pour ruiner la France sous prétexte d'y rétablir les Bourbons. On a voulu leur enlever la moindre espérance de réussir dans ce destin... Les hauts fonctionnaires, les acquéreurs de biens nationaux, les membres de l'armée ont touché du doigt le péril auquel ces tentatives les exposeraient, ils ont fait cause commune avec le Consul, et ils ont été les premiers à concevoir qu'ils n'obtiendraient une tranquillité durable que par l'établissement d'une nouvelle dynastie, entourée du maximum de splendeur et d'autorité.

« Ne croyez pas pourtant qu'ici on ait craint quelque chose. J'ose dire que jamais on n'y a joui d'une pareille tranquillité. La fermeté du Consul a rassuré tout le monde, et l'imbécillité avec laquelle ont été conduites les attaques dirigées contre lui a fait que ses adversaires se sont mis en posture ridicule, et ont été regardés avec mépris. »

1. Il est curieux de retrouver la même impression, traduite presque dans les mêmes termes, dans la lettre d'un autre membre du corps diplomatique étranger à Paris. A la date du 18 mars 1805, Maillardoz, ministre de Suisse, écrivait au Landamman : « La manière de faire ici est telle que, le samedi soir, on ne se doute pas des événements les plus considérables qui arrivent le dimanche. Moi-même, passant avant-hier la soirée chez le Ministre de Bavière, en jouant au whist jusqu'à deux heures du matin avec MM. de Marescalchi et Lambertenghi, je n'eus pas connaissance, il ne fut point question de la démarche solennelle et publique qui devait avoir lieu le lendemain (réception par Napoléon de la délégation chargée de lui offrir la couronne d'Italie). Les grands fonctionnaires publics appelés par leurs charges à entourer le trône en furent prévenus pendant la nuit seulement. » Arch. Berne, *Corr.* Paris, 536.

9 mai 1804.

« Si vous me demandez comment s'est déroulée l'affaire, je vous dirai qu'elle a été provoquée par les fonctionnaires publics autant que par le Consul lui-même. Les derniers événements leur ont fait peur, en leur montrant le risque qu'ils couraient dans le cas où les Bourbons auraient réussi à rentrer. Vous connaissez les Français. A peine ont-ils subi une petite impulsion que chez eux tout va aussitôt au galop. De fait l'armée, dans les rangs de laquelle on craignait d'abord de rencontrer les principaux obstacles, envoie de partout au Consul des adresses où il est presque divinisé. Il y a un parti opposé, et c'est celui qui espère encore le retour des Bourbons, mais il ne compte pas. En résumé, tous disent : enfin l'affaire est réglée. Qu'il soit Empereur s'il veut, au moins nous saurons à quoi nous en tenir. Nous ne risquerons plus de nous faire tuer encore une fois pour savoir à qui nous devons obéir.

« Pour ce qui regarde l'étranger, déjà les puissances sont toutes d'accord et consentantes, parce qu'à l'avenir, elles n'auront plus, elles non plus, rien à craindre des Jacobins. »

17 mai 1804.

« Voici le projet de Sénatus-Consulte qui a été présenté hier et qui sera discuté et approuvé probablement demain. Je dis qu'il sera accepté, parce que tous sont déjà d'accord à ce sujet. Il est pourtant à observer que ceux qui ont fait le plus de « grimaces »¹ ont été les deux consuls et peut-être plus le troisième que le premier. Hier matin, leurs dispositions paraissaient douteuses, mais on les a avertis que tout ne serait qu'une comédie, et ils ont marché.

« Vous verrez comment, dans le Sénatus-Consulte, on a cherché à satisfaire tout le monde et à accorder la liberté civile avec la forme d'un état qui, cela n'est pas douteux, devient monarchique. Néanmoins on a jugé que le titre d'Empereur serait moins en contradiction que celui de Roi avec les principes révolutionnaires. Pour l'instant, le Corps Législatif et le Tribunat continueront comme par le passé, mais l'idée dominante est celle de deux chambres, la Chambre haute qui sera le Sénat, et la Chambre basse qui sera formée de la réunion du Corps Législatif et du Tribunat.

« Hier soir le Consul a montré un grand contentement. Néanmoins

1. En français dans le texte.

ces jours derniers étaient arrivés de Pétersbourg divers courriers qui, d'après ce qu'on dit, n'apportent pas de nouvelles bien satisfaisantes. L'affaire d'Anguien a porté ombrage au parti qui y est au pouvoir, ainsi qu'à l'Angleterre. Mais avec tout cela, qu'ils se gardent d'une guerre continentale ! Tout est déjà prêt ici et nous irons de l'avant, plus vite qu'ils ne le pensent, avant même qu'ils se trouvent prêts. Gare à la maison d'Autriche ! Ce sera à elle de payer les frais de la fête. »

31 mai 1804.

« Si jamais la Russie réussissait à entraîner l'Autriche, de manière à rallumer la guerre continentale, le plan est déjà fait. Elle n'aura plus en Italie un pouce de terrain, cela est certain. Tous les généraux se flattent déjà de l'espoir de se battre bientôt, et il n'y a aucune perspective qui leur fasse plus de plaisir, en raison du butin qu'ils comptent faire. Bien plus, si Pitt s'avisait de mettre à exécution son projet d'occupation de l'Amérique espagnole et portugaise, l'intention de Bonaparte est de trouver en Europe des compensations aux conquêtes anglaises dans les Indes. »

La correspondance politique de Marescalchi se termine enfin par quelques détails sur le procès de Moreau, qui forme l'épilogue du drame dont il vient de retracer les péripéties.

5 juin 1804.

« Depuis quelques jours le procès de Moreau ne semblait pas aller au gré de l'Empereur. Les ennemis du gouvernement avaient manœuvré de manière à faire croire à tout le monde que, dans une aussi importante affaire, il n'avait visé qu'à perdre un homme signalé par tant de services rendus à la France. Imaginez combien on était embarrassé : si on laissait libre cours à la justice, cet homme était si compromis qu'on ne pouvait s'attendre qu'à un verdict sévère ; d'autre part, interrompre la procédure, c'était faire croire à l'innocence du prévenu et à une erreur dans les poursuites.

« Hier justement, pendant que je me trouvais dans le cabinet de l'Empereur, Madame Moreau est venue se jeter dans les bras de Madame Bonaparte. Elle a confessé avoir été jusqu'alors circonvenue et trompée par ceux qui avaient intérêt à ce que son mari restât sacrifié. Madame Bonaparte vint à entretenir Sa Majesté, qui fit répondre à Madame Moreau ces paroles précises : « Dites à Madame Moreau que je

partage sa juste affliction, que personne n'a éprouvé plus de peine que moi de la position du général, et que si elle veut me voir ou a besoin de moi, elle n'a qu'à me le faire savoir, je la verrai et je ferai tout ce que je pourrai pour la tranquilliser. »

« Sa Majesté vint à moi après avoir fait cette réponse. Elle était émue, et il m'a semblé apercevoir des larmes dans ses yeux. »

9 juin 1804.

« Le procès de Moreau tracasse l'Empereur. Il a été en effet conduit de manière à indisposer le public contre le gouvernement. On voit Moreau tantôt implorer la pitié, tantôt prendre une attitude de héros. Mais les juges de leur côté ont montré trop de parti pris à vouloir le charger. C'est aujourd'hui que sera rendue la sentence. Je n'en suis pas en peine car je connais les bonnes intentions de Sa Majesté et je sais combien on les a méconnues et défigurées. En somme, elle a été mal servie. »

11 juin 1904.

« Les feuilles publiques devraient faire ressortir à quel point le gouvernement sort justifié devant l'opinion publique de toutes les calomnies répandues contre lui ces jours derniers. Tous voulaient faire croire que Bonaparte n'avait pas d'autre but que de faire condamner Moreau à mort. La sentence rendue a été regardée unanimement comme très juste, et les amis mêmes de Moreau n'ont rien trouvé à y objecter. »

Aussitôt après le procès de Moreau, le nouvel Empereur des Français songea à changer contre la dignité royale son titre de Président de la République Italienne. Les pourparlers relatifs à cette transformation absorbèrent dès lors les préoccupations de Marescalchi, et remplirent une correspondance qu'interrompit tout à fait la retraite de Melzi. Pour les trois années où elles traitèrent des sujets de politique générale, ses lettres n'en représentent pas moins une utile contribution à l'histoire intérieure du Consulat.

FELICI

Pendant son séjour à Paris comme ministre des Relations Extérieures, Marescalchi s'était vu adjoindre par le Premier

Consul deux membres du Conseil Législatif chargés de le seconder dans sa tâche : Felici et Lambertenghi, tous deux appelés à une rapide fortune administrative sous le régime français.

Daniele Felici était un des rares hauts fonctionnaires qui fussent originaires de la Romagne, pays reculé, arriéré, et comme perdu à l'extrémité de la République. Né à Rimini en 1769, d'une famille aisée, partisan de la première heure de la Révolution, il fut d'abord nommé par Bonaparte membre de l'« Administration centrale » de l'Emilie, devint ensuite sous la Cisalpine commissaire du Pouvoir exécutif dans son département d'origine (le Rubicon), et, après avoir exercé passagèrement les fonctions de Ministre des Finances (juillet 1798), rentra dans la vie privée. Il n'en sortit qu'en 1800, après le retour des Français, d'abord pour remplir des fonctions départementales analogues à celles qu'il avait déjà occupées, puis pour être envoyé comme notable à la Consulte de Lyon, où Bonaparte le distingua, et d'où il sortit avec le titre de membre du Collège des Propriétaires et du Conseil Législatif. — Quelques jours après son retour à Milan, il se mettait en route pour Paris (3 mars) où il était désigné comme assistant de Marescalchi. Une année après, il revenait à Milan pour y être chargé du portefeuille de l'Intérieur (26 juillet 1803) avant d'être titularisé dans ce poste (6 avril 1804) à la mort de Villa.

Felici était donc parvenu d'emblée, sans transition ni préparation, aux plus hauts sommets de la hiérarchie administrative. Il y montra une insuffisance qui le fit apparaître comme peu digne de cette subite élévation et qu'accusèrent chaque jour davantage les témoignages défavorables de ceux qui le voyaient à l'œuvre.

Le Vice-Président se montra d'abord le plus indulgent à son égard. En l'envoyant à Paris, il le présentait à Marescalchi comme « honnête, prudent et ennemi de l'intrigue »¹. Vis-à-vis de Bonaparte il ne se plaignait que de sa « faible santé »².

1. Melzi à Marescalchi 2 avril 1802. Arch. Vienne, 5.

2. MELZI, II, 140.

Avec Moll, le ministre autrichien, il le définissait enfin, au cours d'un entretien intime « un bon homme et rien de plus¹. » Quant à Marescalchi, tout en reconnaissant l'honnêteté de son collaborateur, il lui reprochait d'être « furieux pour la Franc-maçonnerie » et d'avoir fait inscrire tous les employés du Ministère dans une Loge, afin de se faire bien voir des sphères officielles françaises, auxquelles il attribuait les mêmes dispositions².

Felici avait à peine eut le temps de faire ses preuves à Paris que le Premier Consul l'envoyait à Milan pour gérer le Ministère de l'Intérieur ; il obéissait sans doute au désir de confier ce poste à un homme que ses fonctions avaient mis à même de connaître l'esprit et les ressorts du gouvernement consulaire³. Le Vice-Président accueillit avec quelque défiance le nouveau venu, dont il redoutait l'indépendance de caractère et surtout les attaches maçonniques⁴. Quant à l'impression produite sur le public, elle est résumée en quelques mots dans une lettre de Melzi :

« Felici a généralement la réputation d'être honnête et sage ; mais on lui refuse unanimement l'activité et la décision exigées par ce Ministère, ainsi que les connaissances nécessaires pour autoriser des espérances à ce point de vue... Espérons que dans cette circonstance comme dans d'autres le public se trompe⁵. »

Ce souhait ne devait pas se réaliser, et le public avait vu juste. Arrivé de Paris le 19 août 1803, Felici après avoir fait sa visite au Vice-Président, alors à Monza, commençait par aller passer un mois de congé auprès des siens, à Rimini et prenait ensuite possession de ses fonctions⁶. Il ne fit pas longtemps illusion sur la manière dont il s'en acquittait. Après avoir dès le mois de décembre (22) signalé le désordre de ses bureaux,

1. Dépêche de Moll du 2 octobre 1803. Arch. Vienne. *Corr.* Milan, 1803.

2. Marescalchi à Melzi, 29 juin 1803. Arch. Vienne, 8.

3. Marescalchi à Melzi 9 juin 1803. Arch. Vienne, 8.

4. MELZI, II, 574.

5. MELZI, II, 587.

6. Dépêche de Moll du 23 août 1803. Arch. Vienne, *Corr.*, Milan, 1803.

attribué d'abord à la mauvaise composition du personnel ¹, Melzi le représente l'année suivante (31 juillet 1804) comme ayant manifestement fait faillite à sa mission : toujours plein de bonnes intentions, mais débordé par ses occupations, impuissant à obtenir la confiance des préfets, incapable d'en imposer à ses subalternes dont il subit les cabales, et pour lesquels il devient un objet de railleries ². — Et ce n'est pas là malheureusement une impression personnelle, inspirée par des préventions politiques. Presque à la même date Felici avoue au consultant Costabili, venu pour l'entretenir d'une affaire locale, qu'il ne peut se faire obéir des préfets et que ceux-ci n'en font qu'à leur tête ³. Paradisi reçoit d'autre part une lettre de Paris qui contient ces mots : « Tous ceux qui dépendent du Ministre de l'Intérieur en sont mécontents ⁴. »

La difficulté de lui trouver un remplaçant fit maintenir pourtant Felici à son poste lors de la transformation de la République Italienne en Royaume. Mais le Vice-Roi Eugène fut promptement fixé sur ses capacités. Dès les premières semaines après son arrivée, il écrivait à Napoléon (23 juillet 1805) :

« Ce qui va bien doucement, c'est le Ministre de l'Intérieur, V. M. aura peine à croire que je n'ai pas encore pu obtenir un rapport du moindre évènement arrivé dans un département... Je suis convaincu que nous ne parviendrons jamais à organiser nos nouvelles administrations avec un tel homme... Si V. M. voulait encore attendre, je la prierais de sortir au moins la police des mains directes de M. Felici. Il a trop d'occupations pour sa petite tête ⁵. »

Ces appréciations ironiques font place bientôt à des reproches plus directs. Dans une autre lettre à l'Empereur, Eugène refuse

1. Melzi à Marescalchi 29 décembre 1803. Arch. Vienne, 25.

2. Melzi à Marescalchi 31 juillet 1804. Arch. Vienne, 26.

3. Lettre de Costabili à Massari du 8 septembre 1804 dans le fonds CAMPORI à la Biblioteca Estense de Modène.

4. Lettre (non signée) du 29 octobre 1804, se trouvant dans les archives privées de la famille Paradisi.

5. *Mémoires du prince Eugène*, I, 209.

à son Ministre toute force de caractère et toutes lumières et va même jusqu'à suspecter son dévouement ¹.

Felici n'avait plus dès lors qu'à attendre une disgrâce (16 janvier 1806) que dissimula en partie son entrée au Conseil d'État. Il dut céder la place à de Brême, et laissa son administration dans un état d'anarchie dont devait se plaindre son successeur ². Son nom ne fut plus prononcé que lors de la formation du Sénat (19 février 1809), où il fut admis. Il était accompagné sur une liste de candidats demandée à Melzi de cette mention « Médiocrité à tous égards ³. » Ce devait être son oraison funèbre comme haut fonctionnaire. En 1813, il subit une grave maladie qui faillit l'emporter, et lui enleva une partie de ses facultés physiques et intellectuelles ⁴.

Après la chute du régime napoléonien, il se retira dans sa ville natale, où il devait végéter dans l'exercice d'obscurcs fonctions municipales, et se survivre à lui-même jusqu'en 1836. Malgré sa brièveté, l'histoire de sa carrière active avait servi à montrer par un exemple éclatant les difficultés que rencontrait le nouveau régime pour trouver des ministres capables et le danger que présentait la nomination d'agents improvisés.

LAMBERTENGHI

Le second collaborateur du ministre des Relations Extérieures à Paris, Luigi Lambertenghi, devait donner lieu aux mêmes désillusions que son collègue Felici, et parcourir une carrière à bien des égards analogue.

Né à Milan en 1739, il alla d'abord exercer à Bologne la profession d'avocat, mais fut bientôt après appelé par Marie-Thérèse à Vienne, pour y remplir les fonctions de secrétaire

1. Lettre d'Eugène à Napoléon 27 décembre 1805, A F IV, 1684, (ne se trouve pas dans les *Mémoires du prince Eugène*).

2. Lettre de de Brême à Napoléon du 19 janvier 1806 (Arch. Guerre, *Corr.*, Armée d'Italie, 1806).

3. MELZI, I, 570.

4. MELZI, II, 364 et 368.

de ce « Département des Affaires d'Italie » qui servait d'intermédiaire entre l'autorité souveraine et les autorités locales de la Lombardie. En cette qualité, il acquit une expérience administrative assez rare parmi ses compatriotes, apprit à connaître leurs besoins et concourut activement à la réorganisation de l'Université de Pavie, comme à la fondation de la « Società patriottica » (Société d'Agriculture).

Il n'a pas laissé de trace et ne semble pas avoir joué de rôle pendant la période révolutionnaire. Son nom ne réapparaît dans l'histoire qu'à la Consulte de Lyon, dont il ne fut pas membre, mais où plusieurs députés, l'ayant porté sur leurs listes de présentation (pour le Ministère des Finances)¹, le signalèrent à l'attention du Premier Consul. — Nommé par celui-ci membre du Collège des Propriétaires et du Conseil Législatif (26 janvier), il fut bientôt appelé à Paris avec Felici comme collaborateur de Marescalchi ; il devait en effet y remplir des fonctions analogues à celles dont il était autrefois revêtu à Vienne et auxquelles il semblait particulièrement préparé. S'il dut sa désignation à ce calcul, il prit aussitôt à tâche de démentir les espérances fondées sur son passé. Pendant son séjour à Paris, il ne cessera de provoquer les plaintes de ses chefs : d'abord à cause de son âge avancé (il avait 63 ans) qui lui enlève la souplesse d'esprit nécessaire pour s'adapter à une situation nouvelle², mais qui ne l'empêche pas de se montrer aussi « étourdi qu'un enfant » ; puis en raison de ses ambitions académiques, pour lesquelles il néglige sa besogne officielle³. — De son côté Melzi, passant en revue, en mars 1803, les candidats possibles au ministère de l'Intérieur, écarte Lambertenghi en alléguant

« son humeur inégale, sa susceptibilité extrême, son caractère ombrageux, et la facilité avec laquelle il s'appesantit sur les subalternes, comme ceux qui ont toujours obéi, non moins que la facilité d'être influencé et entraîné⁴ ».

1. Cf. sur ce point le journal de Mgr Codronchi à la Consulte de Lyon, publié par M. CASINI dans la *Rivista del Risorgimento*, I, 735.

2. Marescalchi à Melzi 2 avril 1802. Arch. Vienne, 5.

3. Marescalchi à Melzi 24 février 1803. Arch. Vienne, 8.

4. MELZI, II, 140.

Malgré sa sévérité, ce jugement semble modéré auprès du réquisitoire que trois mois plus tard Marescalchi croit devoir prononcer contre son subordonné :

« Peut être, écrit-il à Melzi, le moment n'est-il pas venu de rappeler (à Milan) Lambertenghi, mais il est certain que Felici en est encore plus mécontent que moi. Le ton qu'il prend dans nos réunions est véritablement difficile à supporter et, si dans la discussion je me range du côté de la raison, il m'arrive de m'entendre dire des choses qui mériteraient une sévère réplique. Mais ce n'est pas tout. Il est encore bavard à l'excès. Il dit tout ce qu'il sait et tout ce qu'il ne sait pas. Il court partout, il se pose en ami de tout le monde, et si je n'y tenais la main, il deviendrait compromettant pour moi-même ¹. »

Plus tard enfin Marescalchi, revenant sur ce sujet, se plaindra encore de voir son collaborateur porter ses commérages dans les légations étrangères, afin de se donner de l'importance ².

N'entrait-il pas un peu de jalousie et de prévention personnelle dans la rigueur de ces appréciations ? On serait tenté de le croire à considérer la carrière ultérieure de Lambertenghi, et les témoignages plus favorables dont il devait être l'objet. — S'il ne put obtenir, en 1803, ce siège à l'Institut italien qui était l'objet de son ambition, s'il fut rappelé en 1805 de Paris, quand Marescalchi vit réduire son personnel en même temps, que ses attributions, il obtint aussitôt après sa nomination au Conseil d'Etat, et sut inspirer au Vice-Roi Eugène assez de confiance pour que celui-ci crût devoir parler de lui à l'Empereur en ces termes :

« Je recommande particulièrement à V. M. Lambertenghi. Je puis certifier qu'il est en état de remplir le Ministère de l'Intérieur. Son séjour de trois années consécutives en France lui a été on ne peut plus profitable. Il s'entend en administration, manufactures, industrie nationale de toute espèce ³. »

1. Marescalchi à Melzi 19 juin 1803, Arch. Milan, 17.

2. Marescalchi à Melzi 9 juin 1804. Arch. Vienne, 8.

3. Eugène à Napoléon, 10 août 1805. *Mémoires du Prince Eugène*, I, 242.

A défaut du Ministère de l'Intérieur, pour lequel on lui préféra le marquis de Brême, Lambertenghi obtint du moins l'importante Direction Générale des Douanes, relevant du Département des Finances. L'âge seul lui fit enlever ce poste actif, qu'il échangea en 1809 contre la charge plus honorifique, mais moins rétribuée, de Sénateur. Plus sensible aux gros traitements qu'aux dignités, il se résigna malaisément à cette mutation : « On m'a enlevé le rôti, répétait-il familièrement à ce propos, pour ne me laisser que le fumet ¹. » Il n'eut d'ailleurs pas le loisir de gémir longtemps sur ce qu'il considérait comme une disgrâce, car il mourut le 9 avril 1813. Lors de ses obsèques solennelles à l'église San Fedele, un de ses collègues au Sénat, Polcastro, prononça sur son cercueil un éloge funèbre qui fut ensuite imprimé et qui représente le principal et presque le seul document qui nous reste sur l'histoire de sa vie ².

TESTI

Bien que revêtu du titre de Ministre des Relations Extérieures, Marescalchi jouait en réalité à Paris le rôle d'un Ambassadeur, ou plutôt d'un Secrétaire d'Etat. La partie administrative de ses fonctions était assurée par un chef de division resté à Milan, chargé de diriger la comptabilité du ministère, de centraliser les rapports des envoyés cisalpins à l'étranger, et de régler les rapports de voisinage avec les pays voisins. Le même homme eut le privilège de remplir, sous des titres divers et avec de rares interruptions, les mêmes attributions de 1797 à 1814. Ce fut Carlo Testi, qui peut être ainsi considéré comme le diplomate-type du nouveau régime.

Il était originaire de ces provinces modénaises qui devaient devenir sous la domination napoléonienne une inépuisable pépinière d'hommes d'état. Né à Modène même, en 1763, il passa une partie de sa jeunesse à voyager : il acquit de ce fait

1. CORACCINI, p. xcvi.

2. *Elogio del conte senatore Luigi Lambertenghi*, par Girolamo Polcastro. Milan, De Stefanis, 1813.

une expérience de l'étranger qui manquait à la plupart de ses compatriotes et semblait le désigner pour la carrière diplomatique, quand le recrutement en serait élargi. — Entré dans la vie politique comme membre du gouvernement provisoire chargé de régir Modène après le départ du duc (8 octobre 1796), il devint, quelques mois après, le premier Ministre des Relations Extérieures de la République Cisalpine. Dans l'exercice de ces fonctions, nouvelles pour lui, il semble avoir porté à l'excès les qualités de réserve et de prudence qu'il tenait de son origine, et qui convenaient d'ailleurs à sa charge. Le 2 avril 1798, le Secrétaire de Légation François David, envoyé à Milan pour y inaugurer une représentation diplomatique régulière, s'exprimait en ces termes sur son compte, après leur première entrevue :

« Je commencerai par dessiner quelques traits du citoyen Testi. Ce ne sera qu'une faible esquisse, mais une main plus habile achèvera quelque jour le tableau. Ce Ministre, jeune encore, m'a paru bien froid pour un Italien. Sa conversation est inanimée et peu féconde, il ne fait qu'ébaucher ses idées. Est-ce difficulté de conception ou réserve diplomatique ? Voilà ce que je n'ai pu savoir dans une première entrevue, et ce que nous apprendrons par la suite. Il est vrai que ce Ministre m'observait, et qu'il cherchait plutôt à me faire parler qu'à parler lui-même. Mais il pouvait y mettre, il me semble, un peu plus de cet abandon qui marque la franchise ou laisser moins apercevoir qu'il m'étudiait. En un mot (passez-moi l'expression) je trouve qu'il a trop fait le diplomate ¹. »

Toute la vie officielle de Testi allait justifier cette appréciation. Quelques jours après l'entrevue avec David, il est nommé membre du Directoire (16 avril 1798), mais pour quelque mois seulement, car bientôt l'ambassadeur français Trouvé, frappé des abus de la Cisalpine, annonce l'intention d'apporter de profonds changements, et dans la forme de la Constitution, et dans le personnel gouvernemental. A peine divulgués, ces projets sont passionnément discutés et combattus par le parti au pou-

1. David à Talleyrand, 13 germinal, an V-12 avril 1798. *Aff. Etr., Corr. Lomb.*, 56, fo 100.

voir, qui se prépare à la résistance. A la première menace de complications, Testi, quoique Directeur, s'empresse de s'y dérober : « Testi, écrit ironiquement Monti le 11 août, continue à rester à la campagne, loin des tempêtes..... Il attend dans les montagnes de Gremnago la fin de l'orage. Ses collègues et ses amis l'ont prié et continuent à le prier de revenir. Mais il se refuse à quitter l'air balsamique de sa délicieuse villégiature ¹ ». Il revient à Milan trop tard pour effacer le mauvais effet produit par cette désertion, assez à temps pour apprendre son expulsion du Directoire (1^{er} septembre). — Rendu à la vie privée, il s'y confine entièrement, évite ainsi d'être inquiété en 1799 par la réaction austro-russe, et ne juge opportun de quitter sa retraite qu'au moment de la réunion de la Consulte de Lyon, où il figure comme notable du Panaro. Le rôle qu'il joua dans cette assemblée, notamment comme membre de la Commission des Trente, ainsi que le nombre de suffrages qu'il obtint de ses collègues le mirent de nouveau en lumière, et le firent nommer membre du Collège des propriétaires, puis du Conseil législatif (26 janvier 1802).

Lors de l'organisation du Ministère des Relations extérieures, il se vit confier la direction de la seconde division, qui était restée à Milan, et la conserva avec le titre de « chargé du portefeuille », de 1802 à 1814. Sa promotion à la croix de commandeur de la Couronne de Fer (1^{er} mai 1806), et son entrée au Sénat (février 1809) furent dès lors les seuls événements de son existence officielle. Sa vie intime fut attristée par la perte d'un fils unique, jeune officier disparu pendant la retraite de Russie.

Sa physionomie pendant cette période semble avoir été aussi effacée que sa carrière était uniforme : « Sage et clairvoyant, mais peu actif ². » — « Du talent, du tact et du caractère ³. » — « Distingué à tous égards, mais plus fait pour le travail que pour la représentation ⁴ » telles sont les qualités, plus solides

1. MONTI, *Lettere inedite*, I, 293 et 295 ; cf. p. 299.

2. Melzi à Marescalchi 10 octobre 1802, Arch. Vienne, 19.

3. Notes de Melzi juin 1805, A F IV, 1709.

4. MELZI, I, 569.

que brillantes, que Melzi lui reconnaît dans les notes qu'il lui consacre. Bien que son poste ne comporte que peu de responsabilités, il n'arrive pourtant pas à les éviter entièrement, notamment dans une circonstance où il se découvre par excès même de prudence. Lors de la querelle d'étiquette qui met aux prises les ministres de France et de Russie à la cour de Naples et qui se termine par le scandale du 1^{er} janvier 1812, Testi a recommandé au ministre italien Tassoni de garder entre les deux adversaires la plus stricte neutralité. Tandis que Napoléon, interprétant cette attitude comme une trahison, rappelle brusquement Tassoni, le ministre napolitain de la police Maghella rejette sa faute sur celui dont il a exécuté les instructions :

« En vérité, écrit-il dans un rapport à Murat, ne serait-on pas tenté de croire que, fidèle aux principes de l'ancienne école italienne, signalée depuis longtemps à Votre Majesté, qui en connaissait aussi bien les chefs que l'esprit et les détours, M. Testi est encore aujourd'hui d'opinion que l'Italie doit résister autant que possible à l'influence de la France ¹. »

Dans l'ignorance des informations et des raisons qui avaient pu dicter à Maghella cette accusation, il est plus naturel de supposer que l'attitude de Testi dans l'affaire Tassoni s'inspirait de cette crainte des responsabilités dont il donnera une dernière preuve au moment de sortir de la vie politique. Lors de la chute de la domination napoléonienne, le Vice-Roi Eugène, à la veille de conclure une trêve avec l'armée autrichienne, témoigne à Melzi (15 avril) son désir d'envoyer Fontanelli, Prina et Testi, regardés comme ses plus fidèles défenseurs, plaider sa cause au quartier général des alliés. Melzi, chargé de former la députation, ne peut que lui répondre, d'abord (17 avril) que « Testi fait des difficultés pour partir », puis (19) qu'il a été impossible de vaincre sa résistance ². C'est la même attitude qu'en 1797. Testi termine sa carrière comme il l'a commencée, par une dérobade.

1. Rapport de Maghella, Ministre de la Police générale, à Murat 19 février 1812. *Aff. Etr. Corr. Lomb.* 63, f° 15.

2. MELZI, II, 434 et 437.

On comprend qu'avec ces dispositions il ait été peu désireux de sortir de la retraite où le reléguait la chute du régime. Retiré dans sa ville natale, il y vécut encore plus de trente années et ne mourut que le 14 mai 1849. Par sa longévité, il est devenu l'un des derniers survivants, avec le général Th. Lechi, des serviteurs du régime français ; par son caractère il a représenté le type de toute une classe d'hommes auxquels une extrême prudence personnelle servit d'unique règle de conduite pendant les agitations de la période révolutionnaire et impériale.

CHAPITRE III

LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT

D'après l'organisation qu'avait arrêtée Bonaparte à Lyon, trois hauts fonctionnaires devaient servir d'intermédiaires entre le Président de la République Italienne et les autorités locales : le Ministre des Relations Extérieures, résidant auprès de lui pour recevoir ses ordres, le Vice-Président, resté à Milan pour les exécuter, et enfin le Secrétaire d'Etat, qui jouait auprès du Vice-Président le rôle de chancelier et contresignait tous ses actes. Pendant la première année du gouvernement constitutionnel, ce dernier poste, à peine créé, ne devait pas avoir moins de trois titulaires : Guicciardi, Nobili et Vaccari.

GUICCIARDI

Dans l'histoire administrative de la période napoléonienne, peu de carrières ont été aussi longues et aussi diversement remplies que celle de Guicciardi ; aucune physionomie peut-être n'apparaît comme aussi complexe et à certains égards aussi insaisissable. En attendant que la publication des mémoires inédits dont son dernier biographe lui attribue la composition ¹ ait dissipé les obscurités de son rôle politique, le simple récit de sa vie publique suffit à donner une idée de son caractère.

Diego Guicciardi se distinguait d'abord par son origine des collègues qu'il rencontrait dans les conseils du gouvernement. Bien que le hasard l'eût fait naître à Lugano en 1756, il appar-

1. CASINI, p. 279.

tenait à une vieille famille de la Valteline; il fit ses débuts comme homme d'Etat en remplissant dans son pays quelques fonctions administratives et judiciaires, jusqu'à la plus élevée de toutes, celle de « Chancelier de la Vallée ».

Au moment de la Révolution, l'invasion française et les déplacements de territoires qui en résultèrent lui fournirent l'occasion de s'essayer au rôle dans lequel il devait exceller par la suite. La Valteline, placée alors sous le protectorat des Grisons, en supportait assez impatiemment la suzeraineté. Après être allé à Vienne (1786) invoquer pour elle l'appui de la cour d'Autriche contre ses maîtres, Guicciardi fit partie de la délégation envoyée à Bonaparte (juillet 1797) pour lui demander, avec plus de succès, l'annexion à la Cisalpine récemment créée. Signalé aussitôt par son rôle en cette affaire, il en fut récompensé par un siège au Corps Législatif (9 nov. 1797) et bientôt par les fonctions, beaucoup plus importantes, de Ministre de la Police (13 avril-11 juillet 1798) et de Ministre de l'Intérieur (11 juillet 1798-1^{er} février 1799).

Lors de l'invasion de 1799, il se retira dans son pays, où son éloignement, peut-être aussi le souvenir de ses anciennes relations avec la cour de Vienne le préservèrent des représailles exercées contre la plupart des hommes d'Etat de la Cisalpine. Il ne reparut sur la scène politique qu'à la Consulte de Lyon où il fut envoyé comme notable du Lario. Par son adresse et son activité, il devait y jouer un rôle important; nommé d'abord Vice-Président (pour les ex-Piémontais et les ex-Valtellins) de l'une des cinq sections géographiques entre lesquelles on avait au début distribué les députés, il fut ensuite (19 janvier) élu l'un des premiers membre du Comité des Trente¹, sorte de commission électorale qui devait dresser des listes de candidatures pour les hautes charges de l'Etat, y compris la magistrature suprême; proposé par elle pour le Ministère de l'Intérieur et pour une place au « Grand Conseil² », il obtint

1. Il obtint (20 janvier) 133 suffrages et venait ainsi immédiatement après Melzi et Aldini qui en avaient recueilli l'un 256 et l'autre 153. Procès-verbal de la réunion du Comité des Trente, 30 nivose, an X-20 janvier 1802. Arch. Vienne, 12.

2. CODRONCHI, *op. cit.*, p. 734. Le Grand Conseil était le nom primitivement donné à la Consulte d'Etat.

de Bonaparte, dont il avait activement soutenu les prétentions à la Présidence, la Secrétairerie d'Etat (26 janvier).

Dans l'exercice de ces fonctions, qu'il ne devait remplir que cinq mois, il montra, au témoignage d'un contemporain, des connaissances administratives et des qualités de décision, mais prêta au reproche de trop favoriser ses compatriotes de la Valteline, dans la distribution des emplois publics¹. Lors de leur première réunion, les Collèges électoraux, chargés d'après la Constitution de pourvoir au recrutement des assemblées politiques, le désignèrent (31 mai 1802) pour remplacer à la Consulte d'Etat le duc Serbelloni décédé. Le Premier Consul lui-même lui notifia cette nomination par une lettre flatteuse, mais dont la conclusion dissimulait un avertissement sous la forme du conseil : « N'ayez jamais en vue que l'intérêt de la politique de la République *entière* ². »

A la Consulte d'Etat, où il devait faire un plus long séjour, Guicciardi, auparavant chef de service, ne représentait plus qu'une unité dans un corps investi surtout d'une mission conservatrice. Faute de pouvoir agir, il ne cessa de s'agiter, de manière à provoquer les plus sévères appréciations de Melzi et de Marescalchi :

« Guicciardi, écrit le premier, se montre plus qu'indiscret dans son langage, et toujours guidé par des petites intrigues et des vues personnelles. Il soigne de son mieux le parti des prêtres et des nobles, et je ne suis pas éloigné de croire qu'il veuille exploiter la mauvaise humeur avec laquelle ils portent leurs chaînes pour me remplacer à l'occasion ³. »

Le Vice-Président, dénoncera également chez Guicciardi, ses liaisons avec la « cabale de Rubicon », ses intrigues pour être nommé Ministre des Relations Extérieures à Paris, la rapidité avec laquelle il a su amasser 30.000 livres de rente sans

1. Dépêches de Taglioretti des 18 mai et 29 juin 1802 (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391).

2. *Corr.*, VII, n° 6.104.

3. Melzi à Marescalchi 3 sept. 1802. Arch. Vienne, 18.

avoir au début de fortune personnelle ¹. Marescalchi ne se montre pas plus favorable :

« Je ne puis comprendre Guicciardi, répond-il à Melzi, ni expliquer sa tendance à tout critiquer autrement que par son caractère tâtilon, ainsi que par les convoitises que lui inspirait à Lyon le Ministère de l'Intérieur ². »

Et plus tard (mai 1805), dans les notes qu'il fournira à Napoléon sur les hauts fonctionnaires du régime, il représentera encore Guicciardi comme dominé par la crainte de se compromettre aux yeux de l'Autriche, dans l'éventualité d'une réaction ³.

Une pareille recommandation ne semblait guère un titre à l'avancement. Le désir de paraître favoriser en sa personne ses compatriotes de la Valteline valut pourtant à Guicciardi, outre son entrée au Conseil d'Etat (mai 1805), un poste de confiance, la Direction générale de la Police (août), occupée déjà par lui sous la première Cisalpine. L'épreuve ne pouvait lui être favorable, car c'était la place où ses défauts de caractère risquaient de se manifester avec le plus d'éclat. Au bout d'un an, il semble en avoir conscience, car il annonce l'intention de se retirer pour soigner sa vue affaiblie et se consacrer à l'éducation de ses enfants ⁴; peu après, le Vice-Roi Eugène déclare à l'Empereur (14 octobre 1806) qu'il conviendrait de hâter la réalisation de ce dessein, car Guicciardi ne fait rien, néglige son office de surveillance, apprend ou feint d'apprendre le dernier ce dont il devrait être le premier informé, et rédige ses rapports avec tant de prudence qu'ils « pourraient être montrés Autrichiens ⁵. » Malgré la sévérité de ces constatations, l'embar-

1. Melzi à Marescalchi 17 sept. 1802. Arch. Vienne, 18.

2. Marescalchi à Melzi 4 octobre 1802. Arch. Milan, 37.

3. Marescalchi à Napoléon, avril 1805. A F IV, 1709. Cf. plus loin (p. 222), les passages du *Mémoire Méjan* relatifs à Guicciardi.

4. Eugène à Napoléon 26 avril 1806, A Fiv, 1684.

5. Eugène à Napoléon 14 octobre 1806, A Fiv, 1684. Cette lettre, qui ne figure pas dans les *Mémoires du Prince Eugène*, donne de la défaveur de Guicciardi une explication plus plausible que celle de CORACCINI; d'après ce dernier (p. xciii), Guicciardi se serait volontairement retiré de la Direction de la Police pour ne pas se plier aux caprices d'arbitraire de Napoléon. Ce qu'on sait de son caractère ne permet guère de lui attribuer de pareils scrupules d'indépendance.

ras de lui trouver un successeur le fit maintenir en place jusqu'au 19 février 1809, date à laquelle il entra au Sénat lors de la constitution de ce corps. Bien que ses services parussent depuis longtemps suspects, il avait entre temps trouvé le moyen d'obtenir, non seulement la commanderie de la Couronne de Fer, mais encore celle de la Légion d'honneur.

Relégué désormais dans un poste de tout repos, il semblait avoir terminé sa carrière active. Il allait jouer au contraire un rôle prépondérant, quoique discret, dans les événements qui amenèrent, cinq ans plus tard, la chute de la domination napoléonienne, la perte de l'indépendance italienne et le retour des Autrichiens à Milan. Ce fut en effet sur son initiative que le Sénat (17 avril 1814), sollicité par Melzi de demander aux puissances Eugène comme Roi, refusa de voter d'emblée cette motion, à laquelle il substitua une formule beaucoup plus vague, découragea ainsi les partisans du régime, et rendit possible l'émeute du 20 avril, qui détermina le Vice-Roi à abandonner la partie et les Autrichiens à occuper la ville pour rétablir l'ordre. Sans se déclarer ouvertement pour l'Autriche, Guicciardi avait donc travaillé pour elle ¹.

Il en fut récompensé un peu plus tard par les fonctions de Vice-Président du Royaume lombard-vénitien (1818), puis par le titre de conseiller d'état autrichien (1825). S'il retrouva chez les nouveaux maîtres de la Lombardie la faveur dont il avait joui auprès des anciens, il semble qu'il ait eu d'abord à triompher de préventions trop justifiées par son passé. En 1815, au moment où il venait d'être nommé membre d'une commission chargée d'étudier la réorganisation du pays, un rapport

1. Le rôle joué par Guicciardi dans toute cette affaire a été mis en relief dans une brochure attribuée à la princesse de Belgiojoso, mais signé par LEZAT DE PONS, *Etudes sur l'histoire de la Lombardie dans les trente dernières années*, Paris, 1847, pp. 43-61. L'auteur y signale la « sagacité merveilleuse et la finesse extrême » de Guicciardi qu'il aurait été à même d'apprécier. Sous ce titre : *Sulla rivoluzione di Milano seguita nel giorno 20 aprile 1814, Memoria storica* parut à Paris, en 1814 une plaquette dont la paternité est communément attribuée à Guicciardi, (notamment par CANTÙ, *Milano e il suo territorio*, I, 375), parce qu'elle représente un essai de justification de son rôle. Toutefois ZANOLI, témoin oculaire des événements qu'elle relate, croit pouvoir affirmer dans son livre (*Sulla Milizia cisalpino-italiana*, II, 441) qu'elle est l'œuvre d'un ami de Guicciardi, le sénateur Leopoldo ARMAROLI.

de police envoyé à Vienne s'exprimait en ces termes sur son compte :

« Celui qui prétend en savoir davantage est le conseiller Guicciardi, que le bonheur de l'Allemagne avait fait chasser de la Chancellerie de Bohême et que le malheur de l'Italie a fait prendre dans la Commission. Homme immoral, suffisant, ignorant, à prétentions, ayant un esprit de cabale et point d'esprit des affaires, envieux, soupçonneux, égoïste, tête chaude, intrigant, et qui ne connaît aucunement l'Italie ¹. »

Guicciardi termina le 14 avril 1837 une vie écoulée sous trois dominations successives, et mêlée à toutes les vicissitudes de son temps. Il appartient à la famille de ces hommes publics, si nombreux à cette époque en Italie comme en France, qui, poursuivant leur intérêt particulier à travers les variations de l'intérêt public, ont servi tous les régimes sans se donner à aucun, su prévoir leur chute pour les trahir au moment opportun, et joué un rôle dans les grandes transitions politiques où ils pouvaient pousser leur fortune : à cet égard, il se rapproche de Talleyrand, et surtout de Fouché, auquel l'a comparé Stendhal. Il s'en distingue par l'absence des dons supérieurs qui les caractérisaient. Il n'a jamais pu faire illusion ni sur ses capacités, ni sur sa fidélité, aux maîtres qui l'employaient; mais il a eu l'art suprême d'utiliser ses insuffisances comme titres à l'avancement et l'habileté de surmonter toujours à force de finesse et de patience les préventions dont il était l'objet.

VACCARI

En quittant la Secrétairerie d'Etat, Guicciardi avait eu d'abord pour successeur (16 juin) Pellegrino Nobili (1754-1841), ancien magistrat modénais qui ne justifia pas au pouvoir sa réputation de capacité; sa crainte exagérée des responsabilités dégénéra bientôt en maladie nerveuse et le contraignit à la

1. Rapport de police du 11 mars 1815. Arch. Vienne, Int. 53.

retraite¹. — Après avoir songé pour le remplacer à Prina, à Spannocchi et à Strigelli, le Vice-Président finit, sur l'indication du Premier Consul, par choisir (25 décembre 1802) un homme jeune encore, mais qui allait se révéler comme un des meilleurs administrateurs de la période napoléonienne et l'un des représentants les plus distingués de cette école de Modène, dont la prédominance dans les milieux officiels excitait les jalousies milanaïses. C'était Vaccari, dont la vie ne nous est malheureusement connue par une courte notice de Bosellini².

Né à Modène le 31 mai 1766, docteur en droit en 1786, puis avocat, attaché au cadastre (1792), procureur fiscal, chancelier de la Commission des Finances (1786), Luigi Vaccari commençait sous l'ancien régime une rapide carrière administrative quand la Révolution vint fournir un nouvel emploi à ses qualités. Sous les deux Cisalpines, il n'exerça pourtant que les fonctions locales de Commissaire du pouvoir exécutif dans le Panaro (sept. 1798-mars 1799 et juil.-nov. 1800). C'est en réalité de la Consulte de Lyon, à laquelle il prit part comme notable de son département, que date son rôle politique. Elle lui valut en effet d'être distingué par Bonaparte et d'obtenir un siège au Corps Législatif. — A partir de ce moment, sa réputation grandissante le pousse rapidement aux premières places de l'Etat. En mai 1802, il est question de le nommer à la préfecture du Panaro comme « versé dans le droit, plein de lumières, connaissant bien l'administration³. » En octobre, Melzi, songeant à faire de lui le successeur de Prina, dont la santé inspire des inquiétudes, le représente comme un « homme très sûr, grand travailleur, d'une capacité décidée, et pas du tout étranger à la partie (financière) »⁴. Dès que la retraite de Nobili a paru s'imposer, c'est également à Vaccari qu'a songé le Vice-Président car « il a les meilleures qualités : il est très laborieux, expéditif, exact, clair et ordonné dans ses idées,

1. Melzi à Marescalchi 18 juin et 19 août 1802. Arch. Vienne, 5. Par décret du 17 octobre 1802, Nobili fut nommé Procureur National à la Cour d'Appel du Panaro.

2. Dans son *Elogio del conte cavaliere Luigi Valdrighi* (Modène, 1863), p. 39.

3. Notes (s. d.) sur la nomination des préfets. Arch. Milan, 34.

4. MELZI, II, 104.

mais il est tellement attaché au sol natal qu'il a abandonné pour y revenir sa charge de membre de la Commission centrale de Liquidation de la Dette publique (siégeant à Milan) ¹ ». L'intervention personnelle du Premier Consul finit par surmonter ce dernier obstacle et, le 19 janvier 1803, le *Bulletin des Lois* publiait un décret, daté du 25 décembre précédent, appelant Vaccari à la succession de Nobili. Cette nomination rencontra l'approbation du public, qui appréciait déjà les connaissances administratives et surtout le caractère conciliant du nouveau Secrétaire d'Etat ².

Six ans plus tard, celui-ci devait échanger ses fonctions contre le poste, moins honorifique peut-être, mais plus actif et plus important de Ministre de l'Intérieur (10 octobre 1809) et ajouter à cette distinction le titre de comte et la Grand Croix de la Couronne de Fer (21 avril 1813). Aucune dignité ne manqua donc à son ambition. Il s'efforça de justifier sa fortune par sa conscience professionnelle. Dans le jugement un peu sommaire qu'il a porté sur lui, Coraccini semble ne pas lui avoir rendu suffisamment justice en le dépeignant comme un « homme sans vues, tranchant et brusque, ne connaissant que les lignes droites, mais probe et méthodique ³. » Il faut retenir de ces réserves que Vaccari, comme beaucoup de ses compatriotes de Modène, se distinguait par des qualités plus solides que brillantes. Son biographe Bosellini loua au contraire en lui, non seulement sa promptitude de décision, mais encore sa souplesse à adapter à l'usage italien les lois françaises, la liberté qu'il laissait aux autorités municipales et la considération qu'il témoignait à leurs chefs. Il eut d'autre part le mérite d'avoir de son rôle officiel une conception plus large que ses prédécesseurs, et d'avoir cherché à encourager par des faveurs et des invitations les littérateurs et les artistes ⁴. Avec son ami Para-

1. Melzi à Marescalchi 19 août 1802. Arch. Vienne, 18.

2. Dépêche de Taglioretti, du 15 janvier 1803 (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391).

3. CORACCINI, p. 185.

4. Foscolo (cité par TIVARONI, *Storia critica del Risorgimento*, II, 227) parle de Vaccari comme d'un homme « d'une âme noble, ferme et droite, mais qui, nommé ministre pour son malheur, ne put éviter de recevoir à sa table des littérateurs courtisans auxquels il fit beaucoup de bien et qui le récompensèrent par l'oubli et l'ingra-

disi il était devenu le centre d'un cénacle littéraire dont le caractère un peu exclusif lui valut quelques inimitiés ¹.

Quand le régime napoléonien parut toucher à son terme, Vaccari fut un des rares fonctionnaires dont le caractère parut à la hauteur de l'esprit et au niveau des circonstances. « Le Ministre de l'Intérieur, écrivait Melzi le 9 novembre 1813, est plus décidé (que celui de la Justice) et conserve tout son aplomb au milieu des événements présents ². » Malgré les préventions auxquelles l'exposait son origine modénaise, il lutta jusqu'au bout pour sauver l'indépendance italienne sous le sceptre du Vice-Roi Eugène, puis après la catastrophe se retira dans sa ville natale où il vécut dans la retraite. Il devait y mourir de bonne heure (26 janvier 1819), terminant une carrière officielle assez courte, mais bien remplie, plus administrative que politique, plus utile qu'éclatante, et dans laquelle il s'était montré l'un des serviteurs les plus capables du régime napoléonien.

titude. » La correspondance de MONTI (*Lettere inedite*, II, 4, 19, 54, 61, 93) contient d'autre part de nombreuses traces de ses relations avec le monde littéraire.

1. LEZAT DE PONS, *Etudes sur l'histoire de la Lombardie dans les trente dernières années*, p. 17.

2. MELZI, II, 401.

CHAPITRE IV

LES MINISTRES

VILLA

Le premier titulaire du Ministère de l'Intérieur, Villa, n'avait pas de passé politique lorsqu'il y fut appelé, et ne devait pas l'occuper plus d'une année. Bien qu'il n'ait fait qu'une brève apparition dans les conseils du gouvernement, il a occupé un poste assez important et y a déployé les dons d'une personnalité assez marquée pour provoquer des appréciations et des critiques qui permettent de reconstituer les principaux traits de sa physionomie.

Ses origines nous sont assez imparfaitement connues. Né à Milan (ou à Côme), à une date qu'il n'a pas été possible de préciser, il se distingua d'abord comme avocat, se prononça en 1796 pour les idées nouvelles et dut à ses opinions comme à ses mérites l'accès des hautes fonctions judiciaires. Membre du Tribunal de Cassation de 1797 à 1799, révoqué, sans être pourtant inquiété, lors de la réaction austro-russe, il fut remplacé en 1800 au Tribunal de Révision, et s'attira en cette qualité l'animosité du « Comité de Gouvernement » dont son honnêteté n'approuvait pas les pratiques : aussi ne fut-il pas envoyé à la Consulte de Lyon, où sa place semblait pourtant marquée¹. Cet oubli devait être bientôt réparé par Bonaparte, qui l'avait distingué dès 1797, et fait alors entrer dans les

1. Notes de Melzi sur les nouveaux ministres 26 avril 1802. Arch. Vienne, 17. Quoique absent de la Consulte, Villa figura pourtant sur les listes de candidats que la Commission des Trente présenta à Bonaparte pour les nominations aux hautes charges de l'Etat. (CODRONCHI, *Rivista del Risorgimento*, I, 734).

Comités chargés d'organiser à sa naissance la première Cisalpine. Nommé à l'issue de la Consulte membre du Conseil Législatif (26 janvier 1802), Villa était appelé le 24 février suivant au Ministère de l'Intérieur. Il devait peu après (6 novembre) entrer à l'Institut National, lors de sa formation.

Sa nomination comme ministre parut, d'après des témoignages impartiaux¹, accueillie avec faveur par la majorité de l'opinion publique. Melzi, après quelques semaines d'épreuve, se félicita, dans les notes qu'il consacrait à ses collaborateurs, d'avoir trouvé en lui « des talents distingués, l'habitude des affaires, une conduite régulière, une probité irréprochable » ; il notait seulement que ses manières graves et réservées passaient pour de la hauteur de caractère et commandaient l'estime plus que la sympathie².

S'il avait su gagner la confiance de son chef, Villa n'avait pas tardé à s'attirer d'ardentes inimitiés, principalement parmi les partisans de l'ancien Comité de Gouvernement, qui ne lui pardonnaient, ni de les avoir autrefois combattus, ni de leur faire une part insuffisante dans la distribution des emplois, ni de professer des opinions trop peu démocratiques à leur gré. Ne pouvant au début le condamner sur ses actes, ils lui firent un procès de tendance, en lui attribuant des sentiments austrophiles que trahissaient, d'après eux, ses relations intimes avec le marquis d'Adda, gendre d'un Khevenhüller, sa correspondance suivie avec son compatriote Landriani, fixé à Vienne, et enfin sa reconnaissance avouée à l'égard de son ancien bienfaiteur, le comte de Wilczek, autrefois gouverneur autrichien de la Lombardie³. Ces accusations parvinrent jusqu'à Paris, où elles étaient inspirées et propagées par Sommariva, l'un des anciens membres du Comité de Gouvernement⁴. Marescalchi,

1. Dépêches de Taglioretti, ministre de Suisse, du 13 mars 1802 (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391), et de CATTANEO, ministre de la République Ligurienne, du 11 avril (Arch. Gênes, *Corr.* Milan, 27).

2. Notes de Melzi sur les nouveaux ministres, 26 avril 1802. Arch. Vienne, 17.

3. Dépêche de Moll du 12 mai 1802. Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1802.

4. Marescalchi à Melzi, 6 avril 1802. Arch. Vienne, 30.

en signalant ces intrigues à Melzi, lui écrivait avoir reçu lui-même de Milan une lettre contenant ce passage : « La nullité du Ministre de l'Intérieur surpasse l'imagination ; toutes les affaires relevant de son Département sont arrêtées. » Plus tard il rapportait encore le bruit d'après lequel le Ministre de l'Intérieur négligeait son travail pour passer ses nuits au jeu, laissant ses bureaux dans le plus fâcheux état de désorganisation ¹.

Passionnément dénigré à Paris, Villa était vigoureusement défendu à Milan par Melzi, dont il importe de reproduire le témoignage, pour placer la défense à côté de l'accusation.

« Accablé par une masse énorme d'affaires de détail, Villa, écrivait le Vice-Président, est forcé de se trouver en retard, et l'on crie à l'inaction lorsqu'il travaille depuis la pointe du jour jusqu'à minuit ². » — « Je vous répète que Villa et ses chefs de service travaillent à se tuer. Vous êtes tous loin de vous faire une idée du désordre dont nous avons hérité ici, et vous ne pouvez par suite comprendre ni mesurer le labeur qui en était la conséquence ³. » — « Villa est accusé de hauteur, de lenteur et d'aristocratie. Sans doute il a un sentiment élevé de lui-même, mais ce qu'on prend pour de la hauteur n'est qu'une certaine gravité dans les manières, habitude naturelle à un magistrat, posé dans son faire comme dans sa démarche. Il peut paraître lent, mais certainement il ne reste pas en arrière ; sentant le poids de la responsabilité, se l'exagérant même, cela gêne un peu tous ceux qui voudraient profiter de la surprise pour se donner de l'influence. Quant à l'aristocratie, on dira que ses liaisons, ses idées, ses habitudes l'y ramenaient ; mais l'on ne pourra pas nier qu'il a servi constamment la République avec zèle comme un autre, qu'il a souffert toutes les humiliations de la part des Autrichiens, qu'il sert avec fidélité le Gouvernement actuel et l'on serait même injuste de ne pas remarquer que non seulement dans les nominations en général il s'est montré à l'égard des partis tout à fait impartial, mais que, même autour de lui, il a voulu conserver les patriotes exaltés en d'autres temps. Il faut donc conclure que Villa mérite toute la confiance par ses sentiments, sa capacité, sa probité et son zèle... Je conçois qu'il serait possible de substituer dans ce Ministère quelqu'un d'une activité plus entrepre-

1. Marescalchi à Melzi 27 avril et 11 juin 1802. Arch. Vienne, 30.

2. MELZI, II, 25.

3. Melzi à Marescalchi 18 juin 1802, Arch. Vienne, 2.

nante, mais on aurait de la peine à le remplacer pour les qualités solides et essentielles ¹. »

Les polémiques auxquelles donnait lieu la gestion de Villa furent bientôt interrompues par un événement inattendu. Surmené par le travail, il fut frappé d'une attaque d'hémiplégie (mars 1803) qui le força d'abandonner les affaires et le conduisit au tombeau, après une année de maladie (21 mars 1804). Lors de ses funérailles, célébrées en grande pompe à l'église des Capucins, un chroniqueur milanais annonçant sa mort résumait ses qualités en cette courte oraison funèbre : « homme d'une probité singulière, d'une intégrité incorruptible, d'un talent et d'une expérience peu commune en fait de jurisprudence et de politique : ennemi déclaré des cabales, loyal et désintéressé ². »

On a vu plus haut comment Felici le remplaça au Ministère de l'Intérieur.

SPANNOCCHI

Parmi les ministres de Melzi, celui de la Justice, Spannocchi est un de ceux dont la physionomie a le moins de relief et dont la vie nous est le plus mal connue. Etranger par sa carrière à la politique, étranger même par sa naissance à l'État qu'il servait, il fut exclusivement un spécialiste et un fonctionnaire, que sa science juridique fit appeler passagèrement dans les conseils du gouvernement.

Né à Sienne d'une famille noble, et de bonne heure signalé comme jurisconsulte, il dut à sa précoce réputation d'être appelé à Milan par le comte de Firmian pour y faire partie du Sénat, haute cour de justice analogue aux Parlements français ; lors de la suppression de ce corps (1782), il entra naturellement dans ceux qui s'en partagèrent les attributions, d'abord

1. MELZI, II, 39.

2. Chronique milanaise (manuscrite) du chanoine MANTOVANI (Bibliothèque Ambrosienne de Milan), à la date du 19 avril 1804.

dans le Tribunal de première instance, puis dans le Tribunal d'Appel. — Fidèle à sa vocation, il concourut après l'invasion française à fixer l'organisation judiciaire de la Cisalpine, dans laquelle il reçut des fonctions analogues à celles qu'il occupait sous l'ancien régime. Président du Tribunal d'Appel de Milan (14 août 1797), il fut nommé peu après juge au Tribunal de Cassation (10 novembre), reprit, après quelques mois d'interruption, son siège, qu'il avait dû quitter au moment de l'invasion autrichienne (26 juin 1800) et l'échangea dans les derniers mois de la seconde Cisalpine contre le poste de Grand-Juge, c'est-à-dire de chef suprême de l'ordre judiciaire. A Lyon, où son origine étrangère l'avait empêché de paraître, Bonaparte n'eut qu'à le maintenir en charge pour en faire un Ministre de la Justice (27 janvier 1802).

Sa nomination fit généralement bon effet, car il avait une réputation bien établie de magistrat capable. Seuls les patriotes intransigeants lui reprochèrent d'avoir servi le gouvernement autrichien, près duquel deux de ses frères étaient encore employés¹. A part cette réserve, il possédait l'estime de tous les partis par ses connaissances, ses talents et surtout son désintéressement².

On dut malheureusement constater bientôt que son activité ne répondait pas à ses bonnes intentions. Au début, on attribuait à sa circonspection sa lenteur à réformer le personnel de son Ministère et à pourvoir à la composition des Tribunaux établis par la Constitution. Dès le mois de novembre 1802, Melzi signalait à Paris cette inactivité, qu'il l'attribuait à la santé chancelante de Spannocchi³. Ce dernier

1. Dépêche de Taglioretti 20 mai 1802. Arch. Berne, 3391, *Corr.* Milan, 1802.

2. Marescalchi à Melzi 26 avril 1802, Arch. Vienne 17. Quelques mois plus tard le Vice-Président traçait encore de lui ce portrait : « Spannocchi est un homme respectable par sa probité, ses principes et ses lumières. Lui seul a témoigné d'abord d'une grande répugnance à se charger du fardeau de ce Ministère. Il connaissait trop l'état affligeant dans lequel se trouvait l'administration de la justice dans tous les départements... Sa santé est faible et l'homme est fatigué... il s'accuse déjà comme accablé par sa besogne ordinaire. » MELZI, II, 45.

3. Melzi à Marescalchi 5 et 11 novembre 1802. Arch. Vienne, 19. Les motifs de la disgrâce de Spannocchi semblent donc fort clairs, bien que son biographe CASINI (p. 293) les tienne pour obscurs et peu connus.

d'ailleurs, se rendant compte de sa décadence physique, demandait sa mise à la retraite ¹. Décidée en principe dès 1803, elle fut précipitée par la transformation de la République en royaume. Lorsque Napoléon vint à Milan pour se faire couronner et donna audience aux corps constitués (mai 1805), il aurait, d'après la légende, fait remarquer au ministre de la Justice que son administration était trop coûteuse. Celui-ci lui ayant répliqué ingénument que le ministre de la Guerre dépensait bien davantage, l'Empereur lui aurait tourné le dos en prononçant à mi-voix le mot d' « Imbécile ». — Le 9 juin 1805, un décret remplaçait Spannocchi par Luosi et le mettait en retraite avec une pension de 15.000 livres. Il rentra dès lors dans la retraite et vécut jusqu'à sa mort dans sa propriété de Modonella ².

VENERI

Veneri, Ministre du Trésor, sortait comme Vaccari du duché de Modène. Comme Spannocchi, il appartient à cette catégorie de spécialistes, qui, sans jouer un rôle politique de premier plan, durent à leurs connaissances techniques d'être toujours employés dans l'administration, et devinrent les serviteurs les plus utiles du régime français.

Né à Reggio le 19 avril 1741, Antonio Veneri y mena d'abord l'existence d'un petit propriétaire foncier, vivant de l'élevage et du produit de ses terres; en même temps, il s'adonnait à des études de science financière qui lui attirèrent une précoce renommée et firent de bonne heure recourir à ses services. A Modène il fut mis par le duc à la tête de l'administration de l'*Annone*, mais dut quitter son poste à la suite d'accusations qu'expliquaient peut-être ses idées libérales, et dont une enquête officielle fut impuissante à établir le bien fondé. Sa réputation ne devait d'ailleurs pas en souffrir, car en 1785

1. Note de Melzi à Napoléon sur les ministres, juin 1805. A Fiv 1709.

2. Il avait été nommé membre de l'Institut italien le 6 novembre 1802.

il se vit appelé à Parme pour y réorganiser la comptabilité du duché.

Lors de l'invasion française, il joignit ses efforts à ceux de cette bourgeoisie éclairée qui prit la tête du mouvement révolutionnaire émilien pour le modérer et le diriger, et il figura comme représentant de sa ville natale au congrès de Reggio, au Corps législatif cispadan, puis au Corps législatif cisalpin, où il donna sa démission le 11 février 1798, presque aussitôt après avoir été nommé (9 novembre 1897). — La réaction austro-russe le fit rentrer dans une retraite dont il ne devait sortir qu'à l'établissement du régime constitutionnel. Il ne fut pas envoyé à la Consulte de Lyon¹, mais il y recueillit les suffrages de plusieurs députés, qui le portèrent sur les listes de candidatures présentées à Bonaparte pour les nominations aux hautes charges de l'Etat². Cette désignation lui valut d'abord d'entrer au Corps législatif lors de sa formation (25 janvier 1802), puis d'échanger bientôt ce poste contre un portefeuille ministériel. Lorsqu'après quelques tâtonnements l'administration des finances eut reçu sa forme définitive, il fut nommé par Bonaparte, qui l'avait distingué, au Ministère du Trésor (20 avril), destiné à doubler celui des Finances, et dont la création représente une des innovations les plus heureuses du régime napoléonien.

Il devait occuper ces fonctions pendant plus de neuf années. Lors de sa nomination, Melzi le représentait comme particulièrement apte à les remplir par son zèle, son désintéressement et ses lumières³; après l'avoir vu à l'œuvre, le Vice-Président s'exprimera sur son compte en termes encore plus élogieux : « Il faut rendre cette justice au Ministre Veneri pour la conduite extrêmement exemplaire qu'il a tenue, pour son grand attachement au gouvernement, pour son zèle et pour sa prudence. Et il est inutile de dire qu'après tout cela il est parfaitement au niveau de sa besogne⁴ ». En 1805 enfin, au

1. C'est à tort que CASINI (p. 295) l'y fait figurer.

2. CODRONCHI, *op. cit.*, p. 735.

3. Notes de Melzi sur les nouveaux ministres, 26 avril 1802. Arch. Vienne, 17.

4. MELZI, II, 44.

moment de quitter le pouvoir, Melzi rendra encore hommage à la conduite irréprochable et aux rares qualités d'administrateur de Veneri.

Ainsi recommandé à Napoléon, celui-ci conserva sa place lors de la transformation de la République italienne en royaume, et il y ajouta les faveurs accordées aux meilleurs serviteurs du régime : la Grand-Croix de la Couronne de Fer (20 février 1809), le titre de comte (12 avril), l'entrée au Sénat (10 octobre). Il fût parvenu à la même longévité ministérielle que son collègue et collaborateur Prina, si son administration n'avait fini par prêter à quelques critiques. En 1811 il touchait à la soixantaine et commençait à se ressentir des fatigues de l'âge. On lui reprochait de la lenteur dans l'expédition des affaires, un peu de désordre dans ses bureaux, une crédulité exagérée, des scrupules excessifs¹. Il dut donc quitter le Ministère du Trésor (9 juillet 1811), où le remplaça Birago, mais il le reprit deux ans plus tard (5 novembre 1813), quand l'incapacité de ce dernier eut fait regretter sa présence.

Président du Sénat en 1814, il se vit appelé par ses fonctions à jouer un rôle qui dépassait de beaucoup la mesure d'activité et d'initiative dont son âge et son caractère le rendaient capable. Lors de la séance du 17 avril, où furent examinées les propositions du Vice-Roi Eugène, et qui décida du sort de la domination napoléonienne en Italie, il se contenta d'assister en témoin passif à des délibérations qu'il aurait dû diriger et ne sut rien faire pour déjouer les manœuvres des partisans de l'Autriche. Cette attitude ne semblait pas d'ailleurs dictée par un calcul personnel, car il rentra dans la vie privée après la chute du régime qu'il avait servi, et mourut à Milan le 20 février 1820.

Administrateur avant tout, Veneri était resté pendant tout le temps de sa vie publique confiné dans ses fonctions financières ; du moins les avait-il remplies de manière à gagner l'estime de tous, et à mériter même les éloges d'un critique aussi

1. Notes manuscrites de Custodi. Bibl. Nat., vol. 1559, f° 341.

sévère que Foscolo. Coraccini semble l'avoir justement apprécié en le définissant « homme intègre et propre à ses fonctions par l'esprit d'ordre qui le caractérisait¹ ». Les détails biographiques les plus complets que nous possédions sur lui se trouvent dans les notices de Cantù² et de Casini³.

PRINA

En 1805, au moment où il s'apprêtait à laisser au prince Eugène l'administration du royaume d'Italie, Napoléon lui présentait, en termes presque identiques dans ses *Instructions* et dans sa correspondance, le plus précieux des collaborateurs qu'il lui destinait : « Il n'y a ici qu'un homme essentiel, le Ministre des Finances. C'est un travailleur, qui connaît bien sa partie⁴ ». — « Le Ministre des Finances est le seul homme de sens et de caractère⁵ ». Sous cette forme sommaire et un peu brutale, cette appréciation résume en deux mots une vérité qu'a confirmée l'histoire. Par l'importance de son rôle comme par ses éminentes qualités de cœur et d'esprit, Prina semble hors de pair parmi ses collègues, et seul digne parmi eux d'échapper à l'oubli où sont tombées leurs physionomies un peu effacées. Homme d'Etat, ses remarquables capacités financières lui ont permis de pourvoir, sans faiblir pendant douze années, à toutes les créations et à toutes les entreprises napoléoniennes. Homme de devoir, il a compromis sa santé, puis sacrifié sa vie au service de l'Etat. Enfin sa mort tragique a fait de lui le martyr du régime dont il avait été le principal soutien.

Alors que tant de comparses de ce régime ont trouvé leur apologiste, une vie si riche en œuvres et en exemples n'a inspiré jusqu'ici aucune étude d'ensemble et n'a été encore

1. CORACCINI, p. CXXXI.

2. *Cronistoria dell' Indipendenza italiana*, I, 420.

3. CASINI, p. 295.

4. *Corr.* IX, n° 8852.

5. *Corr.* X, n° 9048.

étudiée que partiellement, dans les tristes incidents qui en marquèrent la fin. Elle se prête peu en effet à la biographie, et pour une double raison. D'une part Prina, ayant vécu isolé, sans famille, absorbé tout entier par sa tâche professionnelle, s'est si intimement identifié et confondu avec elle que chez lui l'homme ne semble pas avoir d'existence distincte de celle du fonctionnaire. A ce titre il appartient à l'histoire générale bien plus qu'à l'histoire biographique, et la suite des comptes rendus financiers, véritables modèles du genre, qu'il adressait annuellement à l'Empereur, représenterait le meilleur résumé de sa vie ¹. D'autre part, les documents personnels manquent pour préciser et faire revivre les traits de sa physionomie, car ils ont disparu après sa mort, lorsque ses assassins saccagèrent entièrement sa maison et détruisirent ses archives privées.

Il ne reste de lui que quelques lettres ou mémoires, déposés, ainsi que quelques notes de ses admirateurs, à la bibliothèque communale de sa ville natale, où je les ai consultés. M. Pellini les a récemment publiés, en les reliant par un commentaire biographique ², et en les complétant par un essai sur la jeunesse de Prina ³. C'est au moyen de cette double notice qu'il est possible de fixer avec plus de précision qu'on ne l'a fait jusqu'ici les étapes de la carrière du ministre des Finances et les cadres de sa vie administrative.

Né à Novare le 20 juillet 1766, Giuseppe Prina était le second fils d'un notaire qui appartenait à une vieille famille patricienne. Après s'être fait remarquer par la précocité de son intelligence au collège des Jésuites de Monza, où il passa ses premières années (1777-1783), il se distingua également à l'Université de Pavie, où il fit son droit (1783-1787) et ter-

1. Ils étaient imprimés chaque année à l'Imprimerie Royale. Quelques exemplaires s'en trouvent aux Archives Nationales, AF IV 1708 et 1709.

2. *Giuseppe Prina, Documenti inediti raccolti per cura di* SILVIO PELLINI, Novare, 1900. L'ouvrage se compose d'une préface, d'un certain nombre de fragments inédits, accompagnés chacun d'un commentaire, et enfin (pp. 124-131) d'une bibliographie très complète.

3. SILVIO PELLINI, *La giovinezza di Giuseppe Prina*, Novare, 1901.

mina les études les plus brillantes par une thèse dont la soutenance prit les proportions d'un véritable évènement scolaire. Son diplôme le destinait naturellement au barreau ; il s'y fit d'abord inscrire dans sa ville natale, mais y renonça au bout de deux ans pour les fonctions publiques, qui offraient à sa pauvreté des moyens d'existence plus assurés et à son ambition plus de perspectives d'avenir. Il débuta au service de l'Etat comme substitut du Procureur général de Turin, d'abord en qualité de surnuméraire (1791), puis avec une rétribution (1794).

Un Mémoire rédigé en 1795 sur la politique étrangère de la Sardaigne attira sur lui l'attention de la Cour, mit en relief l'étendue de sa compétence et lui valut d'être désigné (29 avril 1797) pour prendre part aux travaux de la commission chargée de tracer, après l'armistice de Cherasco, les nouvelles frontières communes avec la France. — Le zèle qu'il apporta à remplir cette mission, sa réputation naissante d'homme d'État, l'universalité présumée de ses connaissances administratives le firent appeler l'année suivante à des fonctions toutes différentes. Après avoir servi l'état comme juriste, puis comme diplomate, il se vit confier l'administration supérieure des Finances, avec les titres successifs de *Primo Ufficiale* (13 juillet 1798) puis de *Consigliere Reggente* (23 novembre 1798) c'est-à-dire de Ministre. C'était là un poste de confiance, au moment où le Trésor sarde, épuisé par les exigences pécuniaires des armées françaises, ne pouvait suffire à ses obligations. Dans ces tristes conjonctures, Prina fit de son mieux pour parer au déficit, qu'il tenta de conjurer par quelques initiatives hardies, telles que la vente des biens du clergé et l'établissement d'impôts somptuaires. Il ne s'honora pas moins par sa fidélité à la dynastie qui l'avait distingué. Quand Charles-Emmanuel eut été contraint d'abdiquer, il voulut le suivre dans sa disgrâce, donna sa démission (décembre 1799) et se retira dans sa ville natale où il reprit son métier d'avocat, sans accepter d'autres charges que l'exercice de quelques magistratures locales.

Après l'entrée des Austro-Russes à Turin, il refusa sa réinté-

gration dans son ancien poste, offerte alors à tous les fonctionnaires royaux. Il ne sortit de son abstention que l'année suivante, lorsque le Gouvernement provisoire constitué en Piémont après le retour des Français (20 juin 1800) eut fait appel à son dévouement en le priant de présider comme ministre à l'administration des Finances (30 août 1800). Dans le court exercice de ces fonctions, il n'eut guère que le temps de prouver avec éclat son désintéressement, d'abord en renonçant spontanément, en considération de la détresse du Trésor, à la moitié de ses maigres appointements (7 octobre 1800), puis en donnant presque en même temps sa démission, après que son pays natal eut été détaché du Piémont pour être réuni à la Cisalpine (septembre). Cette dernière résolution peut être regardée comme une réponse anticipée à ceux qui devaient l'accuser d'avoir poussé à la réunion du Novarais par intérêt personnel, dans l'espoir de trouver plus facilement à satisfaire son ambition à Milan qu'à Turin ¹.

Loin de chercher à profiter de cet événement, il rentra dans la retraite, persista à se soustraire aux offres de places qui lui étaient adressées, et ne réapparut dans la vie publique que pour se rendre à la Consulte de Lyon, aux délibérations de laquelle il prit part comme délégué de la municipalité de Novare ². Dans cette assemblée, il ne joua d'abord qu'un rôle assez effacé, puisqu'il ne figura, ni parmi les membres du Comité des Trente, ni sur la liste des candidats proposés par cette commission pour occuper les hautes fonctions de l'Etat. Toutefois sa supériorité finit par s'affirmer et s'imposer pendant les derniers jours de la session. Lors de la séance finale du 26 janvier, il se vit désigné pour prendre la parole au nom de ses compatriotes novarais, et clôtura les travaux de la Consulte par un discours de remerciements à Bonaparte. Il lui fut ainsi donné d'inaugurer par la parole l'établissement du régime auquel il allait consacrer ses capacités financières.

1. BOTTA notamment a recueilli cette accusation dans sa *Storia d'Italia dal 1789 al 1814*, Livre XX.

2. Voir dans l'ouvrage cité de PELLINI (p. 79), une curieuse lettre de Prina (datée du 29 janvier 1802) sur les deux dernières séances de la Consulte.

Il revenait de Lyon avec le simple titre de membre du Collège des *Dotti*, mais il y avait fixé l'attention du maître¹ par la clarté de son esprit, la solidité de ses connaissances, la brièveté de ses réponses, en un mot par les qualités qui manquaient le plus à la plupart de ses compatriotes. Aussi ne devait-il pas demeurer longtemps sans emploi. Un mois après son retour (28 février 1802), Melzi l'appelle à faire partie de la « Direction générale » de trois membres, chargée de réorganiser les finances². Mais aussitôt après, Bonaparte intervient pour rappeler au Vice-Président qu'un service aussi important exige un chef unique et qu'un seul homme dans la République semble capable de le diriger³. Le 20 avril suivant, un décret fait de cette suggestion un fait accompli⁴. Prina reçoit le ministère des Finances douze années, jour pour jour, avant la date où il ne le quittera qu'avec la vie.

Dès son entrée en fonctions, il se montra à ses contemporains et à ses chefs tel qu'il devait leur apparaître jusqu'à la fin de la domination napoléonienne : infatigable à la tâche, inaccessible aux tentations de plaisir ou d'argent, intègre dans le maniement des deniers publics, ingénieux à trouver toujours de nouvelles ressources pour le Trésor. Sa qualité dominante semble avoir été, avec une compétence technique étendue et indiscutée, une puissance de travail dont l'abus inspira un instant quelques inquiétudes pour sa santé et dont il savait communiquer la contagion à son entourage. Si son activité se relâcha quelque peu avec les progrès de son œuvre, elle ne devait jamais se démentir. La studieuse monotonie de son labeur ne fut interrompue que par quelques voyages de service entrepris : en 1807 à Varsovie pour soumettre à Napoléon un projet de réforme des monnaies ; en 1809 (7 déc.-14 fév. 1810)

1. Avant de partir de Lyon, Bonaparte avait invité Prina à dîner et eu avec lui une conversation de trois heures.

2. *Foglio Ufficiale della Repubblica Italiana*, 1802, p. 20.

3. « Je n'attends pas un bon résultat de votre projet d'un conseil de finances au lieu d'un ministre. Il y a dans l'administration une portion d'exécution qui ne peut être gérée par un Conseil.... Pourquoi ne nommeriez-vous pas le ministre Prina de Novare? » MELZI, II, 17.

4. *Bollettino delle Leggi*, 1802, p. 100.

et en 1811 (2 janv.-15 mai) à Paris pour lui présenter le budget. Le premier de ces déplacements présenta les fatigues et la rapidité d'une véritable expédition guerrière. Parti de Milan le 4 décembre 1806, Prina arriva le 2 janvier suivant à Varsovie, en plein hiver, après avoir visité en cours de route les établissements financiers de Munich, Leipzig et Berlin, mais sans jamais s'être arrêté pour dormir. Son voyage de retour (18 février-13 mars) fut encore plus précipité ¹.

S'il se dépensa sans compter pour satisfaire Napoléon, Prina fut au moins récompensé du dévouement le plus complet par la faveur la plus éclatante. Outre les dignités communément accordées aux hauts fonctionnaires (Grand-Croix de la Couronne de Fer, titre de comte, entrée au Sénat), il se vit attribuer la plus haute récompense que l'Empereur pût réserver à ses serviteurs : il fut, avec Melzi et le duc Litta, le seul Italien décoré du Grand-Aigle de la Légion d'honneur. A ces distinctions s'ajoutèrent pour lui d'abondantes libéralités : en 1807, à Varsovie, une tabatière en or et une garniture de diamants, d'une valeur de 20.000 francs ; l'année suivante, à Milan, une gratification extraordinaire de 50.000 francs ; enfin, en vertu d'un décret spécial, une pension viagère de 20.000 francs, qui vint grossir son traitement de ministre. Grâce à la simplicité de sa vie, il put ainsi amasser une fortune dont la calomnie exagéra l'importance, mais dont l'origine était irréprochable.

Cependant, s'il se vit honoré et distingué par son maître, il fut loin d'inspirer les mêmes sentiments à ses compatriotes, naturellement portés à ne le juger qu'en contribuables, et à ne voir en lui qu'un exacteur. Son rôle n'était pas de nature à le rendre sympathique et son impopularité s'accrut vers la fin du régime en proportion des charges fiscales que les dépenses croissantes de l'Etat et de la guerre le forçaient de rendre chaque jour plus pesantes. On le rendit bientôt responsable, non seulement de l'aggravation des impôts, mais encore de toutes les misères qui marquèrent les derniers mois de la domination napoléonienne.

1. Ce voyage a fait l'objet d'une note intéressante de Frulli, compatriote de Prina, reproduite par PELLINI, p. 93.

Cette réputation le destinait à devenir, en cas de revers, le bouc émissaire des colères populaires. En 1814, après l'armistice conclu par le prince Eugène avec les Autrichiens (16 avril), lorsque quelques nobles lombards eurent décidé d'intimider ses partisans par un mouvement dans la rue, Prina apparut comme une proie toute désignée aux vengeances des paysans à leur solde qu'ils avaient introduits à cet effet dans Milan. Averti des haines amassées sur son nom et des périls que courait sa sécurité, il refusa de désertir son poste, et répondit simplement à ceux qui l'en pressaient : « Si je fuyais, je ne serais pas Piémontais. »

Il devait succomber le lendemain à sa fidélité au devoir, au cours de l'une des plus tristes scènes dont fasse mention l'histoire de Milan. Dans la matinée du 20 avril, par un temps pluvieux, une foule agitée de gens du peuple et de paysans remplit les rues de la ville. Ils se portent d'abord au Palais du Sénat, dont ils interrompent la séance par leurs menaces ; puis ils se dirigent soudainement vers la demeure de Prina, y pénètrent à l'instigation de meneurs inconnus, avant qu'il n'ait eu le temps de fuir, l'en arrachent de vive force et le traînent dans les rues où, après une interminable agonie de quatre heures, il succombe enfin aux coups dont ils l'accablent et dont la plupart, portés avec des parapluies, n'étaient pas mortels. Les autorités chargées du maintien de l'ordre restaient impuissantes ou inertes. A l'assassinat de Prina succède le pillage de sa maison, où ses agresseurs espéraient découvrir des trésors, mais ne trouvent à s'approprier que ses effets personnels. Ainsi périt, par la main de ses compatriotes, le seul homme d'Etat digne de ce nom que le royaume d'Italie eût donné à la domination napoléonienne ¹.

Pour exposer son œuvre après avoir retracé sa vie, il faudrait refaire toute l'histoire financière du régime français. Sans

1. Le récit le plus clair et le plus impartial de la journée du 20 avril se trouve dans CUSANI, *Storia di Milano*, VII, 75 seq. Une note publiée par M. PELLINI, pp. 108-114 y ajoute quelques détails nouveaux. Les questions de responsabilité soulevées par le meurtre de Prina ont inspiré de nombreuses brochures de polémique, dont on trouvera également la liste dans la bibliographie de Pellini, pp. 124-131.

entrer dans cette étude, qui demanderait de longs développements, on peut du moins préciser l'importance de son rôle et les principaux traits de sa physionomie d'après les appréciations concordantes de ses contemporains.

Les premières en date sont celles de Melzi, qui ne l'avait pas choisi, mais qui, après l'avoir vu à l'œuvre pendant un mois, s'exprimait sur son compte, dans une lettre à Marescalchi (26 avril), en ces termes flatteurs :

« Esprit des plus prompts, vues étendues, beaucoup de connaissances théoriques et pratiques, caractère résolu et supérieurement doué pour diriger les subalternes. Il a des ennemis et cela n'a rien de surprenant, car il unit à une véritable supériorité de talents une grande liberté de langage. Je le regarde comme le principal fondement des espérances que nous avons de réorganiser les finances. Tous ceux qui ont servi sous ses ordres ou qui ont eu, soit à traiter avec lui, soit à voir ses travaux, en ont conçu la même idée ¹. »

Quelques jours plus tard (15 mai), Melzi précise et motive le même jugement dans une lettre à Bonaparte.

« Quant à Prina, dit-il, il est Piémontais, et c'est ici un grand tort ; il est sec et tranchant dans sa manière de faire, il est étranger à tous les rapports de faveur qui existaient dans son ministère : tout cela doit contribuer à ce qu'on ne l'aime pas, et qu'on agisse en conséquence. Au reste, il me paraît avoir précisément les qualités et les défauts qui conviennent pour la besogne du jour, qui est celle de monter la machine pour qu'elle puisse marcher et l'organiser de manière à garantir ses effets ². » — « Sa manière sèche et tranchante, écrira encore Melzi (15 octobre), son activité extrême, même dans les détails, l'ont rendu nécessairement incommode à beaucoup de personnes... Voilà de grandes raisons pour faire crier. Le fait est qu'il a fait beaucoup d'ouvrage et qu'il en a préparé encore plus... l'ouvrage est vaste et demande de la constance et de l'activité. Prina a bien ces qualités, mais il faut avouer que son état de santé est menaçant au point qu'il me donne de la peine ³. »

1. Note de Melzi sur les nouveaux ministres, 26 avril 1802. Arch. Vienne, 17.

2. MELZI, II, 25.

3. MELZI, II, 43.

La physionomie de Prina apparaît ici, marquée en quelques traits rapides, avec les éclatantes supériorités qui la distinguent et les rares insuffisances qui la déparent ; Melzi d'ailleurs attachait beaucoup plus d'importance aux unes qu'aux autres. Napoléon, ainsi qu'on l'a vu plus haut, renchérit encore sur ces éloges et représentera comme le seul homme essentiel du royaume le ministre dans lequel il voit le plus sûr instrument de ses desseins.

Aux témoignages des chefs d'état dont Prina était le subordonné succèdent, après 1814, les appréciations des hommes de sa génération qui l'avaient vu à l'œuvre et pouvaient le juger avec le recul du temps. Sous l'impression laissée par son impopularité et sa mort tragique, ils rendent hommage à ses mérites, mais ils insistent assez longuement sur les lacunes de son caractère et de son système. On retrouve la trace de ces préventions dans les livres de deux hauts fonctionnaires qui, après avoir servi le régime napoléonien, en sont devenus les historiens. Le premier et le plus autorisé, Giuseppe Pecchio, ancien auditeur au Conseil d'Etat, écrivit en 1826, dans son exil de Londres, un essai sur l'administration financière du royaume d'Italie. Après en avoir exposé les rouages et les résultats, il traçait en terminant ce portrait de l'homme qui l'avait dirigée¹ :

« Esprit clair, alerte dans les discussions, écrivain énergique, Prina devait plaire à un souverain guerrier, ennemi des longues méditations et désireux d'avoir à son service d'anciens serviteurs de la royauté. Aussi fut-il choisi en 1802 pour régir nos finances. Il porta dans sa charge l'éloquence, l'esprit de chicane et de détail, la ponctualité d'un homme de loi, sans atteindre au talent plus rare et plus précieux du législateur. C'était un orateur rapide et séduisant, plus apte pourtant à formuler des propositions qu'à les défendre. Il aurait convaincu plus souvent le Conseil d'Etat par sa faconde, si ses motions n'avaient été presque toujours odieuses. Doué de peu de facilité pour découvrir des expédients d'un effet immédiat et utile, il n'en était que plus porté à traduire littéralement pour notre royaume les lois françaises... Le Conseil d'Etat combat-

1. PECCHIO, *Saggio storico sulla Amministrazione finanziaria dell' Ex-Regno d'Italia*. Londres, 1826, pp. 96-99.

tait souvent ses projets de loi ; mais il déployait alors le texte de loi français et la vue de cette nouvelle Gorgone rendait le conseil muet. Incorruptible dans son administration, il se laissait aller pourtant à une autre sorte de corruption, celle des honneurs et des récompenses officielles, de sorte qu'en étouffant dans ses archives les réclamations des populations, il déposait en leur nom au pied du trône des hymnes de joie et de reconnaissance. Il semblait regarder la sensibilité comme indigne d'un homme d'Etat. Il était plein de douceur et de vertu dans sa vie privée, de courtoisie et de vivacité à la cour ; aussitôt rentré dans son cabinet, il se glaçait le cœur et affichait l'insensibilité d'un fermier général. Ce qui paraît le plus singulier en lui, c'est que, vivant dans un temps où l'on semblait attacher tant d'importance au bonheur du peuple, il oubliait complètement les sujets, pour ne reconnaître d'autre idole que le souverain. »

Ce jugement concorde dans ses grandes lignes avec celui que portait sur Prina un de ses anciens collègues, le marquis de Brême, ministre de l'Intérieur de 1806 à 1808. Dans une brochure écrite à propos de la publication de l'ouvrage de Coraccini, celui-ci rendait justice aux qualités privées de Prina : fidélité dans les amitiés, parfaite intégrité personnelle, conduite irréprochable, sincérité des convictions religieuses ; mais il jugeait avec sévérité l'homme public.

« Prina, écrivit-il, a eu certainement beaucoup d'ennemis qui se prévalurent d'une exaltation momentanée, organisée dans de tout autres vues, pour parvenir à leurs fins. Cet homme d'Etat aurait pu faire figure d'un Sully ou d'un Colbert : il préféra le rôle d'un Emeri, d'un Desmarests, d'un Terray, d'un Vasconcellos et il a fini comme ce dernier. Je n'examinerai pas s'il y fut contraint par les circonstances : on ne peut nier qu'il n'eût du goût pour cette subtilité financière dont il fit l'essai en Piémont — laquelle ne laisse pas d'exiger et de manifester une sorte d'esprit et de vues qui échapperaient à bien d'autres — et qu'il ne vidât avec une satisfaction évidente les poches des nobles et du clergé ; mais, avec des talents et des lumières très distinguées, beaucoup d'instruction et de pénétration, une facilité rare de bien parler et de bien écrire. ¹ »

1. ARBORIO DI GATTINARA DI BRÊME, *Observations sur quelques articles peu exacts de l'histoire de l'administration du Royaume d'Italie...* attribuée à un nommé M. Frédéric Coraccini, Turin, 1823, p. 60.

La sévérité de ces appréciations serait impressionnante si elles n'avaient été formulées dans des œuvres de circonstance, presque de polémique, et dans un temps où le souvenir des haines soulevées par Prina était encore vivant dans toutes les mémoires. Les accusations dirigées contre lui et recueillies par Brême et Pecchio ont été heureusement corrigées et mises au point par un homme placé dans de meilleures conditions de compétence et de sérénité d'esprit : le baron Custodi, d'abord employé à la Direction des Domaines, puis collaborateur immédiat de Prina comme chef de Division (1806) et Secrétaire Général du Ministère des Finances. Son témoignage présente d'autant plus de garanties d'objectivité que d'ordinaire il se montre plus enclin à la malveillance qu'à l'admiration à l'égard de ses contemporains, ainsi qu'on a pu le constater à propos de Melzi ; d'autre part, il a consigné ses impressions dans des fragments écrits pour lui-même, longtemps après les événements, et sans intention apparente de les livrer à la publicité. Dans les pages qu'il consacre à son ancien chef, il cède sans doute à son habitude de relever malicieusement les faiblesses privées des hommes publics ; mais il lui rend justice sur les points essentiels, en le disculpant du double reproche qui lui avait été adressé d'avoir manqué à la fois d'indépendance de caractère et d'esprit en se montrant un serviteur trop complaisant de Napoléon et un imitateur trop fidèle des lois françaises.

« Le ministre des Finances, écrit Pecchio, connaissait à fond les littératures italienne et latine ; grâce à sa mémoire, il leur empruntait des citations qu'il plaçait avec opportunité dans ses discours. Doué d'une grande facilité naturelle de parole, il s'exprimait avec clarté et précision, aussi bien en français qu'en italien. Il écrivait avec une égale facilité dans les deux langues, mais en passant beaucoup de temps à modifier ensuite le fond et la forme de son premier jet. Les sérieuses études de droit auxquelles il avait dû se livrer en Piémont pour remplir ses anciennes fonctions étaient encore toutes fraîches dans son esprit, et il savait les utiliser pour traiter les affaires contentieuses. Quoiqu'il n'aimât pas à se livrer à un effort d'application intense et prolongé, il surmontait cette répugnance, bien qu'avec des plaintes et des contorsions,

quand il avait à examiner et à instruire une question importante ; et il savait en approfondir toutes les données avec ordre et perspicacité. Il travaillait beaucoup d'ordinaire, mais avait la faiblesse de vouloir représenter ce travail comme plus écrasant et plus prolongé qu'il ne l'était en réalité. Plus d'une fois en me rendant chez lui, j'apprenais par ses domestiques qu'il jouait au billard, et je le voyais ensuite venir à ma rencontre, la tête appuyée sur la main, dans l'attitude de la plus sérieuse méditation. De même, lorsqu'il se rendait au Conseil d'Etat réuni en présence du Vice-Roi, s'il avait par hasard dans les affaires à traiter un rapport écrit par lui-même, il en portait la minute avec lui pour faire étalage des travaux assidus dont la surcharge provoquait ses plaintes.

« Les finances italiennes, inexistantes au début, furent sa création ; avec une moindre fiscalité, elles auraient mérité le titre d'une œuvre scientifique, car elles avaient été élevées par leurs principes à la hauteur d'une science. Les règlements français sur les impôts indirects furent même améliorés dans leur application, au point de vue de l'ordre et de la simplicité. A tous les degrés de la hiérarchie, administrateurs et surveillants rivalisaient de zèle, à l'exemple et sur les instructions du ministre, pour rechercher l'économie et la régularité.

« Tout en se montrant très docile aux volontés du souverain, il ne perdait pourtant pas de vue dans ses projets la prospérité du pays et le souci d'en ménager les sources de richesse. Après avoir vu les produits agricoles s'avilir et se maintenir à bas prix, il reconnut l'impossibilité de maintenir sans dommage le taux de l'impôt foncier au niveau établi. En 1811, il proposa donc à l'Empereur de l'abaisser d'un quart, en proposant des réductions équivalentes sur les taxes indirectes. On convint que cette diminution aurait lieu dès que le produit des droits de consommation serait monté à 15 millions. Ce chiffre fut bien atteint dans les deux années suivantes ; mais l'Empereur, à la suite des désastres de Russie, ne voulut plus diminuer aucun des deux impôts... ¹ »

A la lumière de ces révélations, la physionomie de Prina apparaît comme dégagée en grande partie des nuages et des ombres qui l'assombrissaient aux yeux des contemporains, et comme plus humaine, plus sympathique même, que dans la légende attachée à son nom. Les traits principaux en ressortent

1. AUVRAY, pp. 114-115.

maintenant avec assez de netteté pour permettre un jugement d'ensemble. Ce jugement, on peut le demander à Stendhal, dont le regard perçant a su discerner les mérites et les défauts de Prina et dont le style lapidaire était propre à mettre dans un égal relief les uns et les autres :

« La France, a-t-il écrit, n'a rien produit d'égal à ce Piémontais dans l'art d'extorquer et de dépenser de l'argent au profit d'un despote. Cet homme a laissé de grands établissements, il avait du grandiose dans la tête. Il travaillait nuit et jour et volait peu ou point ¹. »

Il avait du grandiose dans la tête ! c'est là l'impression que doit retenir l'histoire : c'est par là que Prina, grand jusque dans ses défauts, mérite de rester à ses yeux comme la plus forte personnalité d'une génération stérile en caractères, en talents politiques et en vertus publiques.

TRIVULZI²

Dans l'entourage officiel de Melzi, la physionomie de Prina présente avec celle du ministre de la Guerre Trivulzi un contraste frappant. Le premier acquit promptement sur ses collègues une supériorité marquée ; le second encourut par son insuffisance une disgrâce que suivit une mort prématurée. L'un resta au pouvoir pendant douze années ininterrompues ; l'autre ne l'occupa qu'en passant, pendant trente mois.

Le marquis Alessandro Trivulzi, né à Milan en 1763, appartenait à cette vieille famille des Trivulzi qui remontait au ^{xiii}^e siècle, et dont le représentant le plus illustre avait, au ^{xvi}^e, reçu de ses contemporains le nom de « Grand ». Comme beaucoup de cadets de la noblesse, il embrassa les idées d'émancipation et d'égalité sociale qu'apportait l'invasion française. Comme son ami, le duc Serbelloni, il fut rapidement distingué et favorisé par Bonaparte, aux yeux duquel il avait

1. STENDHAL, *Rome, Naples et Florence* (3^e éd.), p. 40.

2. Son nom, comme celui de sa famille, est fréquemment écrit Trivulzio ; j'ai adopté l'orthographe de Trivulzi, parce que c'est celle qui figure sur les actes officiels.

le mérite d'un nom historique mis au service de la cause démocratique. Après l'avoir fait admettre, avec le grade de chef de bataillon, dans la Légion lombarde nouvellement formée (octobre 1796), celui-ci lui confiait, par un ordre exprès transmis à Berthier (15 janvier 1797), le commandement de la Garde Nationale milanaise réorganisée ; il le nommait ensuite adjudant-général à 24 ans et, quelques jours avant Campo-Formio (6 octobre 1797), l'appelait au quartier général, pour y faire à nouveau partie de l'armée active ¹.

Commencée sous ce patronage, la carrière improvisée de Trivulzi ne pouvait être que rapide. Pendant la campagne de 1799 il remplit auprès du général français Moreau les fonctions de chef d'Etat-major ; rejeté ensuite dans Gênes, où il commanda le corps de réserve pendant le siège, il se vit, après Marengo, récompensé de son dévouement par le grade de général de brigade et le poste de Premier Inspecteur Général de la Gendarmerie. Détourné un moment de ses occupations par un voyage à Lyon, où il fut envoyé à la Consulte comme notable de l'Olona, il eut ainsi l'occasion de se rappeler au souvenir du Premier Consul. Un mois après la clôture de cette assemblée, il était appelé au Ministère de la Guerre (26 février 1802) comme successeur de Tordorò.

Ce choix inattendu causa quelque surprise, car il n'était pas le plus ancien et ne passait pas, bien au contraire, pour le plus capable des généraux italiens. Il avait été désigné aux préférences de Bonaparte et de Melzi par ses états de service, par sa sûreté de caractère, par sa réputation, assez rare à cette époque, d'avoir fait toutes ses campagnes « sans voler une épingle ² » ; peut-être aussi par le désir d'éviter ses concurrents, Lechi et Pino, chefs de deux cabales qui divisaient profondément le corps d'officiers ³. Sa nomination fut d'ailleurs bien accueillie de l'opinion, qui avait redouté un moment le succès de la candidature du général français Vignolle ⁴ ; elle fit quelques

1. *Corr.* II, n° 1363 et III, n° 2283. Cf. CUSANI, *Storia di Milano*, V, 61.

2. Notes de Melzi sur les nouveaux ministres, 26 avril 1802. Arch. Vienne, 17.

3. MELZI, II, 42.

4. Dépêche de Taglioretti du 13 mars 1802. Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391.

envieux parmi ses collègues, et deux d'entre eux, Teulié et Polfranceschi, eux-mêmes anciens ministres de la Guerre, refusèrent d'abord de devenir ses collaborateurs en sous-ordre ; le premier ne s'y résigna que sur les instances pressantes de Melzi ¹.

Au début de ses fonctions, Trivulzi s'efforça d'ailleurs de justifier la faveur dont il était l'objet et de faire oublier par ses vertus morales l'insuffisance de ses talents professionnels. Le Vice-Président, qui reconnaissait les unes et ne se dissimulait pas les autres, ne tarissait pas en éloges sur son « désintéressement absolu » son « sentiment inaltérable de la justice », « sa probité, son zèle et son attachement ². » Il sut, par un mélange de fermeté et de douceur, se faire obéir sans se faire craindre, épurer ses bureaux sans causer trop de mécontentements, et réaliser, grâce à d'habiles concours, une foule de réformes de détail dans l'organisation administrative de la petite armée italienne. Malheureusement pour lui, une circonstance se présenta bientôt où les difficultés de sa tâche furent plus fortes que sa bonne volonté. Au printemps de 1803, lors de la guerre avec l'Angleterre, il eut à appliquer la loi de recrutement votée l'année précédente (13 août 1802) et à contraindre au service obligatoire une population pour laquelle le nom seul de soldat était un épouvantail. Retardées par une résistance passive universelle, les opérations de la levée durèrent plus de trois mois et le public en attribua la lenteur à son défaut d'énergie et d'activité ³. Il s'en laissa d'autant plus affecter qu'il n'avait jamais cessé de regretter ses anciennes fonctions d'Inspecteur de la Gendarmerie. Sorti découragé et discrédité de cette épreuve, il garda encore quelque temps son poste, parce que Bonaparte répugnait à des changements de personnel trop fréquents, et que d'autre part Melzi estimait « impossible de nommer aucun autre des généraux sans tomber plus

1. MARELLI, *Giornale storico* (chronique manuscrite de Milan conservée à la Bibliothèque Ambrosienne), 10 mars 1802.

2. MELZI, II, 41, 178, 188.

3. Dépêche de Taglioretti, 16 juillet 1803. A la même date (22 juillet), Trivulzi demandait sa retraite (Lettre de Melzi à Marescalchi du 22 juillet. Arch. Vienne, 21). Il était d'ailleurs devenu presque aveugle à la suite d'une chute de cheval.

mal¹. » Une intrigue de son collègue Pino vint précipiter la solution attendue. Nommé au commandement de la division italienne envoyée au camp de Boulogne, celui-ci se cassa la jambe au passage des Alpes, revint à Milan pour se soigner, et employa le temps de sa convalescence à briguer, avec le concours de Murat, le ministère de la Guerre. Un matin de septembre (1804), Melzi reçut, à sa grande surprise, un décret impérial daté d'Ostende (15 août) par lequel Trivulzi, remplacé par Pino à Milan, devait lui succéder à la tête de la division des côtes de l'Océan. Ce n'était donc pour lui qu'une demi-disgrâce.

Il n'eut d'ailleurs que le temps de prendre possession de son nouveau commandement. Appelé aussitôt après à Paris pour y assister au couronnement, il y fut retenu par Napoléon, y tomba malade et y mourut le 2 mars 1805, à l'âge de 32 ans.

Sur les instructions de l'Empereur, ses funérailles furent aussi somptueuses que ses goûts avaient semblé modestes. Elles furent célébrées par Caprara à la Madeleine, dont le fronton s'ornait d'une inscription latine composée par Foscolo, au milieu de 6.000 hommes de troupes rendant les honneurs, au bruit des salves d'artillerie, en présence d'un grand nombre de généraux français².

Son existence a été trop courte et trop vide d'événements pour tenter un biographe. Elle a fait l'objet d'une courte notice que lui a consacrée ZANOLI II, 424. Son portrait figure dans le COMANDINI, p. 119.

BOVARA

Parmi les ministères constitués par le gouvernement de Melzi, celui du Culte, créé un peu postérieurement aux

1. MELZI, II, 178.

2. On trouvera un récit détaillé de ses obsèques dans une lettre d'Antonelli à Consalvi (8 mars 1805) reproduite par THEINER, *Histoire des Deux Concordats*, II, 263. L'inscription de Foscolo est reproduite par ZANOLI, *Sulla Milizia cisalpino-italiana*, II, 424.

autres (1^{er} mai 1802), pour assurer l'application des lois ecclésiastiques adoptées à Lyon, devait être particulièrement difficile à pourvoir. Il représentait en effet, au moins pour tous les pays en dehors de l'ancienne Lombardie, une innovation passionnément combattue par le clergé, rebelle à l'idée de voir assimiler l'exercice du Culte à un service public; il ne pouvait être confié qu'à un homme familier à la fois avec les questions canoniques et avec les affaires d'administration. Les anciens serviteurs de la politique laïque de Joseph II présentaient seuls à cet égard les garanties nécessaires; ce fut sur l'un d'eux, Bovara, que tomba le choix du Vice-Président. Le ministre du Culte devait rester en place jusqu'à sa mort (1809), mais il vécut modeste et retiré, confiné dans ses fonctions spéciales; les détails même de sa carrière et de sa vie seraient restés inconnus, si sa qualité de sénateur ne lui avait valu, comme à Lambertenghi, l'honneur d'un éloge funèbre, prononcé lors de ses obsèques par un de ses collègues et publié ensuite en brochure ¹.

Doyen des ministres de la République Italienne, Giovanni Bovara était né à Malgrate (Lombardie) le 30 septembre 1734, d'une famille modeste. Il entra d'abord au Séminaire, puis dans la Congrégation des Oblats, enseigna de 1769 à 1773 le droit canon à l'Université de Pavie et fut aussitôt après nommé l'un des trois membres de cette fameuse *Giunta economale* ou Commission ecclésiastique qui prépara toutes les réformes de Joseph II relatives à la réduction des couvents et à l'administration des biens du clergé. En 1773, il traça dans un mémoire détaillé tout le programme de ces mesures ² et en 1777 il élabora également un plan de réforme de l'enseignement ecclésiastique.

Il garda ses fonctions jusqu'à la période révolutionnaire, pen-

1. « *Elogio del fu conte senatore Giovanni Bovara ministro del Culto... recitato dal conte Senatore Cavriani nella parrocchiale di San Marco*, Milan, De Stefanis, 1812. C'est de cette brochure, dont il existe un exemplaire à la Bibliothèque Nationale, dans la collection Custodi, que sont extraits la plupart des détails biographiques qui suivent.

2. On trouvera l'analyse de ce mémoire, ainsi que des détails sur les réformes qu'elles préconisaient, dans CUSANI, *Storia di Milano*, IV, 180 seq.

dant laquelle il semble s'être tenu complètement à l'écart de la vie publique ; son nom paraissait oublié quand Melzi dut chercher un ministre pour assurer l'application du régime religieux qu'avait approuvé la Consulte de Lyon. A qui confier ce poste délicat ? Bonaparte inclinait à choisir un évêque. Melzi réussit à lui démontrer qu'un membre de l'épiscopat ne serait pas suffisamment indépendant vis-à-vis de Rome et qu'il valait mieux nommer un membre de l'ancienne Commission ecclésiastique. Malgré son grand âge et ses attaches avec le gouvernement autrichien, Bovara eut naturellement la préférence comme le plus capable des trois ¹. « Giovanni Bovara, écrivait le Vice-Président pour justifier son choix, est un vétéran en matière ecclésiastique ; c'est un homme dont la réputation s'est soutenue pendant 24 années de carrière ; il est sans doute fatigué, mais non décrépité, et encore à la hauteur de la tâche à remplir ². » — « Quant aux affaires ecclésiastiques, ajoutait encore Melzi, il est impossible de trouver un ministre ailleurs qu'en Lombardie, parce qu'ailleurs il n'existait pas d'économat (c'est-à-dire de système juridique de tutelle des biens du clergé) et que par suite on ne pouvait former d'hommes compétents sur ses questions ³. »

L'opinion publique parut approuver la nomination de Bovara comme celle d'un homme capable et expérimenté ⁴. Bien qu'il montrât dans l'exercice de ses fonctions de la compétence et de la bonne volonté, il ne tarda pas à se ressentir des fatigues de l'âge. On l'accusa bientôt de craindre trop le travail et de se laisser mener par ses subalternes ⁵. Il conserva néanmoins une charge que personne n'était en mesure de lui disputer, y ajouta les dignités accordées aux autres ministres : Couronne de Fer, titre de comte (1808) et de Sénateur (10 octobre 1809). Il mourut le 13 octobre 1812, en laissant

1. Notes de Melzi sur les nouveaux ministres 26 avril 1802. Arch. Vienne, 17.

2. Melzi à Marescalchi 1^{er} mars 1802. Arch. Vienne, 17.

3. Melzi à Marescalchi 2 avril 1802. Arch. Vienne, 17.

4. Dépêche de Taglioretti du 9 mai 1802. Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391.

5. C'est du moins ce que rapporte le chroniqueur MANTOVANI, au 1^{er} janvier 1804. Mais son témoignage est un peu suspect, comme venant d'un ultramontain hostile à l'institution d'un Ministère du Culte.

une fortune réalisée avec les économies faites sur son traitement et destinée par son testament à des institutions charitables ou religieuses.

En annonçant son décès au Vice-Roi Eugène, alors en Russie, Melzi s'exprimait en ces termes : « V. A., qui connaît parfaitement combien de titres il avait à l'estime générale, se persuadera facilement qu'il nous laisse les plus vifs regrets ¹. »

1. MELZI, II, 342.

CHAPITRE V

LA CONSULTE D'ÉTAT

La Consulte d'Etat formait un grand Conseil de Gouvernement, dont les attributions étaient à peu près analogues à celles du Sénat français. Aux termes des décrets qu'il avait signés à Lyon (26 janvier)¹, Bonaparte y avait fait entrer Marescalchi, Serbelloni, Luosi Moscati, Paradisi, Costabili, Fenaroli, Containi, Caprara. Serbelloni mourut prématurément (7 mai 1802), sans avoir pu prendre possession de ses fonctions et fut remplacé par Guicciardi, dont on a lu plus haut la biographie, ainsi que celle de Marescalchi. Il ne reste donc à retracer que celle des six autres membres de la Consulte.

LUOSI

Giuseppe Luosi, appelé à fournir sous le régime français une brillante carrière administrative, pouvait passer pour un des types de cette catégorie de fonctionnaires dans laquelle on peut ranger également Guicciardi : doué de plus de souplesse que de constance, il devait mettre un rare esprit d'opportunité à pousser toujours sa fortune personnelle à travers tous les changements politiques dont la Révolution fut le signal.

La première partie de sa vie, d'ailleurs assez mal connue, ne semblait pas annoncer ses futures destinées. Né à la Mirandole (Duché de Modène) en 1755, il s'était préparé par de fortes études juridiques au métier de notaire et d'avocat, qu'il exerçait

1. *Bollettino delle Leggi*, 1802, p. 29.

avec distinction dans sa ville natale. L'à propos avec lequel il sut, lors de l'invasion française, attirer sur lui l'attention de Bonaparte, décida de sa carrière politique. Le 15 octobre 1796, ce dernier passait à la Mirandole pour se rendre au siège de Mantoue. Les notables de la localité tardant à aller le saluer, Luosi prit l'initiative de l'aborder en français et de se mettre à sa disposition. Interrogé aussitôt sur la topographie des environs de Mantoue, ainsi que sur l'administration et les dispositions du pays, il frappa son interlocuteur par la netteté de réponses auxquelles il avait eu l'art de mêler de délicates flatteries personnelles ¹. Pour ne pas laisser s'effacer cette impression favorable, il se rendit aussitôt après à Milan, où il reentra en relations avec le général en chef et gagna par de petits cadeaux les bonnes grâces de sa femme.

La formation d'une grande République dans le bassin du Pô lui fournit bientôt l'occasion de recueillir le fruit de ses démarches et d'exercer ses talents sur un plus vaste théâtre. Nommé d'abord député au Corps législatif, il reçut en même temps le ministère de la Justice (30 juin 1797) qu'il échangea contre un siège de Directeur (31 août 1798), lorsque le personnel politique de la Cisalpine fut renouvelé une première fois par l'ambassadeur français Trouvé. — Deux mois plus tard (19 octobre), à la suite d'un coup d'état en sens inverse du premier, le général Brune le mit en demeure d'abandonner ses fonctions. Sa dignité lui eût commandé de protester contre cette brutale sommation ou au moins de n'y obéir que par la force. Il eut la faiblesse d'y souscrire contre la promesse de retrouver son ancien portefeuille ministériel, et la déception de voir ensuite lui échapper la compensation offerte ². Mais quelques

1. Cette conversation est rapportée tout au long, sous le numéro XI, dans la série des petits mémoires manuscrits qu'un certain *Allimani* de Novellara, près Mirandole avait rédigés sur l'histoire de sa ville natale pendant la période française, et qui se trouvent maintenant à la *Bibliotheca Estense* de Modène. Toutefois la précision excessive de certains détails rend cette relation d'autant plus suspecte que l'auteur n'assistait pas à la scène, et n'était qu'un témoin de seconde main. Il m'a donc paru prudent de ne pas la reproduire, malgré l'intérêt qui s'attache aux moindres entretiens de Napoléon, et de n'en retenir que le sens général.

2. David (secrétaire de Légation française à Milan) à Talleyrand, 10 brumaire an VII-31 octobre 1798. Aff. Etr., *Corr. Lomb.*, 56, fo 543.

semaines plus tard (14 décembre), quand un nouveau revirement de la politique française eut provoqué l'envoi à Milan de l'ambassadeur Rivaud, chargé de reprendre l'œuvre de Trouvé, Luosi rentra naturellement dans le Directoire cisalpin, avec lequel il devait fuir Milan devant l'invasion autrichienne et aller passer plus d'une année dans l'exil de Chambéry.

Il n'avait pu se mêler aussi activement aux luttes des partis sans s'exposer à leurs attaques. Dans un mémoire imprimé à Paris en 1799, un agent français, Mengaud, ne voyant dans Luosi qu'un protégé de son ennemi Rivaud, le dénonçait comme « aristocrate par système, gonflé de vanité puérile », laissant mourir son père de faim pendant qu'il vivait dans l'abondance à Milan, jouant le rôle de mari complaisant, homme d'une extrême immoralité¹ : portrait dont l'esprit de parti avait évidemment noirci les couleurs, mais dont certains traits répondaient à la réalité.

Après être rentré en Lombardie à la suite de l'armée française, Luosi bénéficia très largement des réparations accordées aux serviteurs fidèles de la cause révolutionnaire. D'abord membre de la Consulte législative constituée après Marengo pour régir provisoirement le pays (22 juin 1800), il était envoyé l'année suivante à l'assemblée de Lyon, où il fit partie de ce Comité des Trente, qui présenta aux députés la candidature de Bonaparte à la présidence². Il entra aussitôt après (26 janvier 1802) à la Consulte d'Etat. En 1805, il se voyait à quelques jours d'intervalle appelé, d'abord au Conseil d'Etat comme président de la section de Législation (9 mai), puis au ministère de la Justice (9 juin) qu'il avait précédemment occupé sous la Cisalpine et qu'il conserva cette fois jusqu'en 1814. A ce titre il ajouta successivement ceux de grand dignitaire de la Couronne de fer (16 avril 1806), de commandant de la Légion d'honneur, de comte du Royaume, de membre

1. *Tableau des événements politiques et militaires arrivés dans la Cisalpine depuis un an* par MENGAUD, Paris, prairial an VII, note 8.

2. Dans les listes de présentation aux emplois publics dressées par cette Commission, Luosi est proposé (par 15 voix contre 8) pour le Ministère de la Justice, qu'il devait occuper plus tard (CODRONCHI, *op. cit.*, p. 735).

du Sénat (7 février 1810) et de membre de l'Institut (25 décembre 1810). Aucun peut-être des hauts fonctionnaires italiens n'avait, à part Prina, accumulé sur sa tête un aussi grand nombre de dignités, exercées sans interruption pendant un plus long délai.

Sa valeur personnelle justifiait-elle la persistance d'une faveur aussi éclatante ? Ses mérites de jurisconsulte semblent, au témoignage de ses contemporains, hors de conteste et hors de pair. Destiné à exercer ses fonctions dans une période d'intense activité législative, alors qu'il fallait traduire et adapter en hâte à l'Italie les codes français que Napoléon avait décidé d'y introduire, il s'acquitta de cette tâche difficile d'une façon aussi satisfaisante que le permettaient les circonstances et mérita notamment des éloges par sa rédaction du Code criminel, reconnue pour son œuvre propre.

L'homme ne paraît malheureusement pas avoir été chez lui à la hauteur du magistrat. Il affligeait ses amis par une nonchalance trop habituelle ¹, faillit encourir en 1805 la disgrâce impériale par des histoires de femmes ², et s'attira les railleries des Milanais par des dépenses disproportionnées à ses ressources. Lors d'une fête somptueuse donnée au ministère de la Justice en 1807, un mauvais plaisant écrivit sur la porte cette épigramme : « Luosi ne fait pas ce qu'il doit, mais doit tout ce qu'il fait ³. » Il affectait enfin des raffinements de mise analogues à ceux qui faisaient alors en France la réputation et le ridicule de Cambacérès, et défrayait la chronique scandaleuse par ses écarts de conduite. D'après un rapport de police adressé après la Restauration au gouvernement autrichien ⁴, il avait conservé à plus de 50 ans toute la coquetterie de la jeunesse, passait plusieurs heures par jour à sa toilette, était devenu par ses histoires galantes la fable du public ⁵, et employait

1. Lettre de Francesco Valdrighi à son frère Luigi du 10 mars 1804 (*Archivio di Stato* de Modène, dossier Valdrighi).

2. *Ibid.* 9 août 1805.

3. Chronique MANTOVANI, 18 février 1807.

4. Rapport de police (anonyme) du 4 août 1814. Arch. Vienne, Int., 1764.

5. On trouvera un échantillon dans les *Memorie del conte Leopoldo Cicognara*, publiés par MALAMANI, I, 283.

comme secrétaire et factotum un ancien prêtre, Compagnoni, dont l'esprit dépassait la moralité.

En 1814, il garda un instant ses fonctions sous le gouvernement provisoire qui succéda d'abord à la Vice-Royauté d'Eugène de Beauharnais. N'ayant pas réussi à se les faire confirmer par le gouvernement autrichien, il se retira de la vie publique et vécut dans la retraite à Milan, où il ne devait mourir que le 1^{er} octobre 1830.

Deux notices biographiques lui ont été consacrées : l'une par son ami Compagnoni sous ce titre : *Brevi Memorie sulla vita e sui fatti di Giuseppe Luosi* (Milan, Società tipografica dei classici italiani, 1831), et l'autre, un peu postérieure, par son compatriote modénais Pellegrino Papotti (*Notizie sulla vita e fatti del conte G. Luosi della Mirandola*, Modène, Tipografia camerale, 1836).

MOSCATI

Sans jouer jamais un rôle politique important, Moscati ne cessa d'occuper les plus hauts emplois de l'Etat, non seulement sous la République italienne, mais encore pendant toute la durée de la domination napoléonienne en Italie. C'était exclusivement un savant, que rien ne destinait à devenir un homme d'Etat, et dont les succès politiques s'expliquent par la sincérité de ses convictions démocratiques, par son attachement personnel à Bonaparte, enfin par le lustre que sa réputation pouvait apporter au régime.

Fils lui-même d'un célèbre anatomiste, Pietro Moscati, né à Milan en 1739, suivit d'abord la carrière paternelle et, après de fortes études médicales à Padoue, Pavie, Bologne et Pise, obtint à l'âge de 30 ans une chaire dans la première de ces Universités. En 1772, il passa comme chirurgien au Grand Hôpital de Milan, dont il devint le directeur en 1785, et où il acquit la réputation de l'un des premiers praticiens de son temps. Destitué de son poste pour ses idées libérales ¹, il se trouvait au moment de la

1. ROTA, *L'Austria in Lombardia e la preparazione del movimento democratico cisalpino* (Milan, 1911), p. 176.

Révolution tout disposé à en adopter les principes. Lors de l'invasion, il sut gagner l'estime de Bonaparte, qui témoignait des égards particuliers aux représentants des sciences ou des lettres italiennes, et entra à ce titre dans le premier Directoire de la République Cisalpine, formée en juillet 1797. Il n'occupa d'ailleurs ces fonctions que d'une manière éphémère : dès le 13 avril 1798, il était contraint de se retirer, sur les sommations du général Brune, commandant de l'armée d'occupation, probablement pour avoir adressé à Paris des représentations au sujet de l'énormité des charges financières imposées à son pays. Quelques jours auparavant (17 mars), il avait précisé, dans une lettre à Merlin de Douai, le principe de sa conduite, et les raisons de son attitude politique : « Médecin de profession, assez connu en Italie, je me suis mêlé du gouvernement à cause de l'attachement, je dirai même de l'admiration que j'avais conçue pour le général en chef Bonaparte¹. »

La part que Moscati avait prise au mouvement et au gouvernement révolutionnaire lui valut d'être compris, lors de la réaction austro-russe, dans les persécutions qui atteignirent beaucoup de patriotes. Arrêté l'un des premiers, il fut déporté avec eux aux bouches de Cattaro, puis à Peterwardein et rendu à la liberté après le traité de Lunéville.

La dureté de ce traitement immérité appelait des réparations : elles ne furent pas ménagées à Moscati. Se trouvant encore en captivité, il avait été inscrit dans la composition de la Consulte Législative provisoire instituée à Milan après Marengo : il se vit ensuite convoqué à Lyon d'où il revint avec le titre de Consulteur d'Etat (26 janvier 1802). Il sembla d'ailleurs n'apprécier guère que le côté honorifique de ses nouvelles fonctions et réserver pour son ancienne profession toute l'activité d'un esprit que l'âge commençait à éprouver. D'une part, il fut appelé en consultation à Vienne au chevet de l'archiduc Charles par l'archiduc Ferdinand, l'ancien gouverneur de la Lombardie autrichienne. D'autre part, Marescalchi, appréciant son rôle politique, lui reprochait de n'avoir « pas une once de cervelle » et

1. Lettre à Merlin de Douai du 27 ventôse an VI-17 mars 1797. A FIII, 71.

de se laisser gouverner par un amour-propre presque maladif¹. Lors des négociations préliminaires à la transformation de la République en royaume, il joua comme Consulteur un rôle assez équivoque, votant toutes les motions demandées par Napoléon, mais se vantant auprès de l'envoyé autrichien de l'indépendance de son attitude².

Il n'eut d'ailleurs pas à se plaindre du nouveau régime, dont l'avènement fut pour lui l'origine de nouvelles faveurs. Nommé membre du Conseil d'Etat en mai 1805, il fut aussitôt après (7 juin) appelé à des fonctions qui semblaient lui convenir particulièrement, et il devint le premier titulaire de la Direction générale de l'Instruction Publique instituée auprès du ministère de l'Intérieur. Il n'occupa d'ailleurs ce poste que deux ans, son âge avancé lui ayant commandé la retraite en 1807. S'il se retira pour toujours de la politique active, il vit s'accumuler sur sa tête les distinctions honorifiques. Grand dignitaire de la Couronne de Fer dès le 16 avril 1806, bientôt après Commandant de la Légion d'Honneur, comte du Royaume (1808), sénateur (19 février 1809), Membre de l'Institut National réorganisé (25 décembre 1810), il reçut d'un pouvoir qu'il servait avec conviction des faveurs dont il devait avoir l'occasion de se montrer reconnaissant. Lors de la fameuse séance du Sénat (17 avril 1814) où se décida le sort de la Lombardie, il se joignit à ceux de ses collègues qui auraient voulu conserver

1. Lettre de Marescalchi à Melzi du 7 avril 1803. (Arch. Vienne, 8). Moscati s'était d'ailleurs toujours distingué par la singularité des doctrines qu'il professait, si on le sortait de sa spécialité. En 1770, il avait lu à une séance inaugurale de l'Université de Pavie une dissertation qui fit grand bruit et où il préconisait pour l'espèce humaine le retour à l'habitude de marcher à quatre pattes ! Voir sur ses excentricités, CUSANI, *Storia di Milano*, IV, 207 et 211.

2. Le 18 mai 1804 la Consulte d'Etat Italienne avait décidé en séance secrète de céder aux suggestions venues de Paris et d'offrir le trône de Lombardie à Napoléon, mais moyennant certaines garanties financières et politiques. Quelques jours après, Moscati rencontrant l'envoyé autrichien à Milan, le baron de Moll, lui faisait, au moins à en croire ce dernier, d'assez singulières confidences sur les incidents de cette séance : « Si je pouvais parler, lui déclarait-il, vous vous persuaderiez que nous avons tenu un langage dont un ministre autrichien n'aurait pu que se réjouir. D'ailleurs, les désirs de l'Autriche ne peuvent en cette circonstance être bien différents des nôtres... Les admirateurs les plus zélés de Napoléon ne peuvent nier sa nullité en matière de finances et les énormes frais de son système d'administration sont de nature à effrayer. » Dépêche de Moll du 12 juillet 1804. Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1804.

l'indépendance du royaume d'Italie sous le sceptre d'Eugène. Après la ruine de ses espérances, il se confina dans une retraite studieuse, adonné tout entier aux études qui avaient fondé sa réputation de savant, mais fidèle à ses anciennes convictions d'homme d'Etat. D'après un de ses biographes, il avait dans son cabinet de travail, au-dessus de sa cheminée, un magnifique portrait de Napoléon, avec cette inscription en lettres d'or : *Erit ille mihi semper Deus* ¹. Il vécut jusqu'à 85 ans, entouré de l'estime publique, et mourut à Milan le 18 janvier 1824, laissant à ses contemporains le souvenir de l'un des meilleurs médecins de son temps. Sa carrière politique avait surtout servi à illustrer par un exemple éclatant le prix que Napoléon attachait à entourer son trône des grands noms de la science italienne.

PARADISI

Giovanni Paradisi, le plus éminent sans conteste des membres de la Consulte, semble avoir joué dans la République Italienne, puis dans le royaume d'Italie, un rôle moral supérieur à ses fonctions officielles. Sans être jamais ministre, ni occuper même les plus hautes charges de l'Etat, il exerça par la supériorité de son esprit, la variété de ses aptitudes et l'habileté de sa conduite une influence qui fit de lui l'un des personnages les plus représentatifs du régime français, et lui valut une renommée plus durable que celle de beaucoup de ses collègues.

Ses débuts dans la vie furent d'ailleurs facilités par la réputation de son père, Agostino, connu déjà comme poète. Lui-même, né à Reggio le 15 novembre 1760, se distingua dès sa jeunesse par des dispositions également précoces pour l'étude des sciences et pour celle des lettres. Cette universalité de connaissances lui permit à la fois de publier un recueil de vers estimés et d'occuper une chaire de géométrie.

L'invasion française va l'arracher à ses travaux et tourner désormais vers la politique l'activité de son esprit. On le voit

1. Biographie MICHAUD article *Moscati*.

dès lors figurer au premier rang de toutes les manifestations destinées à fonder un nouvel ordre de choses en Émilie. En juillet 1796, il se fait envoyer au quartier général de Bonaparte pour lui demander, au nom de ses compatriotes, son appui contre leur souverain le duc de Modène. Après la fuite de ce dernier, il préside le congrès de Modène (octobre), où se décide l'union fédérative des gouvernements provisoires de l'Émilie, et prend part à celui de Reggio (27 déc. 1796-9 janv. 1797) où ils se fondent en une République unitaire cispadane. Lors des remaniements territoriaux qui suivent les préliminaires de Léoben, le rôle prépondérant qu'il avait su prendre dans son pays d'origine lui échoit dans la République Cisalpine, nouvellement formée. Il en devient (30 juin 1797) l'un des premiers Directeurs. — Dans l'exercice de ces importantes fonctions, il ne tarda pas à encourir l'inimitié des partis extrêmes, moins encore par sa modération que par un souci trop visible de les ménager tous. Les réactionnaires le représentaient, par la plume d'un de leurs pamphlétaires, comme « versatile, hypocrite, intrigant, assez habile pour paraître successivement républicain aux patriotes, oligarque aux nobles et bon chrétien aux prêtres ¹. » Les patriotes de leur côté lui reprochaient de ne pas les soutenir, même de les persécuter, d'entretenir des correspondances secrètes avec les cours de Turin, Parme et Florence, de chercher à concentrer entre ses mains l'autorité qu'il aurait dû partager entre ses collègues. Les représentants du gouvernement français enfin ne pouvaient lui pardonner son opposition au traité d'alliance humiliant et onéreux imposé à la Cisalpine par le Directoire de Paris. Pour le punir de son attitude, le général Brune, commandant l'armée d'occupation, le fit venir chez lui et exigea sa démission immédiate (13 avril 1798) ². Rentré à Modène, Paradisi ne fut troublé dans sa retraite que lors de l'invasion de 1799 ; il refusa de fuir à l'approche des armées alliées et se livra volontairement au

1. *Lettere cisalpine* (pamphlet réactionnaire anonyme paru à Pesaro, an X), p. 7.

2. « J'étais chez le citoyen Sopransi, où se trouvaient plusieurs patriotes, lorsque ce ministre vint annoncer cette nouvelle. Leur allégresse fut générale... Ils accusent Paradisi et Moscati d'avoir entretenu des correspondances secrètes avec les cours de

gouvernement ducal restauré, qui lui fit expier par une détention de quelques semaines son rôle dans le mouvement révolutionnaire.

Après cette brève éclipse, sa carrière politique se rouvrit au retour des Français pour ne se fermer qu'en 1814. Dès l'entrée de Bonaparte à Milan, il était nommé (22 juin 1800) l'un des neuf membres de la Commission de gouvernement chargée d'exercer provisoirement le pouvoir exécutif dans la Cisalpine rétablie. En 1802, il prenait part à la Consulte de Lyon, où les suffrages de ses collègues¹, comme l'ardeur de son zèle à soutenir la candidature du Premier Consul à la Présidence le signalèrent à l'attention de ce dernier. Récompensé de son attitude par son entrée à la Consulte d'Etat (26 janvier 1802) et plus tard à l'Institut National (6 novembre), n'espérait-il pas une récompense plus haute de son dévouement ? Il semble avoir regretté de ne pas obtenir, au lieu d'une dignité surtout honorifique, un poste de ministre où ses qualités auraient trouvé un emploi plus actif. Déçu dans cet espoir, il chercha du moins à se faire par ses relations personnelles une situation morale en rapport avec ses ambitions. Il prit dès ce moment l'attitude qu'il devait conserver pendant toute la durée du régime, et que des témoignages d'origine très diverses peuvent servir à caractériser.

Voici d'abord celui d'un de ses amis et compatriotes de Modène, François Valdrighi : « Comme tu le sais, écrit ce dernier à son frère (17 mai 1802)², Paradisi est toujours négligé et paresseux, toujours plongé dans les mathématiques, toujours entouré de courtisans de lettres qui lui font oublier, sans qu'il s'en aperçoive, les devoirs de l'amitié et de

Turin, de Rome et de Florence. Ils les accusent d'avoir persécuté tous les républicains et d'avoir opprimé et trompé leurs collègues pour concentrer dans leurs mains toute l'autorité. » Lettre de David (secrétaire de Légation française à Milan) à Talleyrand du 25 germinal an VI-14 avril 1798. Aff. Etr. Corr. Lomb., 56, fo 112.

1. Nommé l'un des premiers membres de la Commission des Trente (chargée de présenter des listes de candidats au choix de Bonaparte) il fut proposé le troisième par celle-ci pour faire partie du Grand Conseil ou Consulte d'Etat. (CODRONCHI, *op. cit.*, p. 734).

2. *Archivio di Stato* de Modène, dossier Valdrighi.

la bonne éducation. » De son côté Melzi se plaint à plusieurs reprises dans sa correspondance de le voir grouper autour de lui tous les mécontents et diriger contre le pouvoir une sourde guerre d'épigrammes et de sarcasmes¹. La malveillance du Vice-Président exagérait peut-être ces accusations : elles valurent à Paradisi un renom de duplicité assez durable pour que Stendhal ne crût pouvoir le comparer qu'à Talleyrand, dans les rapprochements qu'il se plaisait à établir entre les hommes d'Etat français et italiens². D'après Foscolo enfin, toujours sévère jusqu'à l'injustice envers ses contemporains, la réputation de Paradisi aurait été très supérieure à ses mérites : malgré ses prétentions à l'universalité, il n'était regardé comme un poète que par les mathématiciens et comme un savant que par les hommes de lettres ; malgré le mépris qu'il affectait pour les flatteurs dont il s'entourait, son attitude aurait abouti à rendre les littérateurs méprisables en sa personne aux yeux de Bonaparte³.

Ces critiques ne l'empêchèrent pas de pousser sa fortune sous le royaume d'Italie. Il reçut en 1805, outre les distinctions honorifiques communément accordées aux autres Consultants (Grand Croix de la Couronne de Fer et Commanderie de la Légion d'honneur), la Direction Générale des Ponts et Chaussées instituée auprès du Ministère de l'Intérieur ; c'était un grand service public auquel le gouvernement napoléonien attachait une importance particulière et désirait imprimer une impulsion vigoureuse. Préparé à ce poste de confiance par ses études passées et ses connaissances techniques, Paradisi l'occupa avec distinction et ne l'abandonna que pour entrer au Sénat en 1809. Il reçut la présidence de ce corps (9 mars) ainsi que celle de l'Institut national réorganisé (décembre 1810). Il se partagea désormais entre ces deux fonctions qui répondaient au double penchant de son esprit. Comme homme de lettres, il était, avec ses compatriotes Veneri, Vaccari et Valdrighi, le chef d'un cénacle fermé qui prétendait à une sorte de dictature intellec-

1. Lettre de Melzi à Marescalchi du 17 septembre 1802. Arch. Vienne, 18.

2. STENDHAL, *Rome, Naples et Florence* (3^e éd.), p. 290.

3. Cité par TIVARONI. *Storia critica del Risorgimento*, II, 229.

tuelle sur les hommes et les choses de la littérature contemporaine ; ne dédaignait pas de jouer à l'occasion le rôle de poète officiel des fêtes de la cour ¹. Comme homme politique, il témoignait au gouvernement établi un dévouement qui paraissait sincère, et à ses compatriotes modénais une partialité assez exclusive pour exciter de nombreuses jalousies ².

En 1814, il présidait la fameuse séance du Sénat du 17 avril. Il chercha sans y réussir à faire triompher les propositions d'Eugène, et s'honora au moins par sa fidélité au régime auquel il devait son élévation. Quand la cause napoléonienne fut définitivement perdue, il se retira dans sa ville natale sans rien demander au gouvernement ducal restauré. Se consolant des déceptions de la politique par les joies de la famille et les délassements de l'étude, il devait y mourir le 21 août 1826. Sa vie a fait l'objet d'un éloge historique de PUGLIA (inséré dans les Mémoires de l'Académie de Modène, 1862. t. IV) ³. Il peut être considéré comme le plus brillant représentant de cette pléiade d'administrateurs que les anciens Etats de Modène avaient donnés au Royaume d'Italie.

COSTABILI-CONTAINI

Tandis que Luosi, Moscati et Paradisi ont joué un rôle de premier plan dans l'histoire du régime français, soit par leur valeur personnelle, soit par l'importance des fonctions dont ils furent revêtus, leurs collègues Costabili, Fenaroli et Caprara n'ont pas laissé de trace dans l'histoire et n'ont été tirés un instant de l'obscurité que par la nécessité de représenter au sein de la Consulte les régions dont ils étaient originaires.

1. Dépêche de Marcacci (chargé d'affaires de Suisse) du 28 février 1810. Arch. Berne, 556.

2. LEZAT DE PONS, *Etude sur l'Histoire de la Lombardie dans les trente dernières années*, p. 16. On trouve dans cette brochure de nombreux détails sur le rôle joué par Paradisi dans les journées d'avril.

3. Une notice biographique plus courte, mais complète et critique, a été consacrée à Paradisi par A. LUMBROSO, dans le 2^e fascicule de ses *Miscellanea napoleonica* (Modène, 1896, pp. 91-97). Le portrait de Paradisi figure dans COMANDINI, I, 536.

Le marquis Giovanni-Giambattista Costabili-Containi appartenait à une vieille famille de Ferrare; il naquit dans cette ville le 29 janvier 1756. Sous l'ancien régime, il mena la vie oisive des grands propriétaires, sans autre occupation que la gestion de ses immenses domaines et l'exercice de quelques charges municipales. En 1796, il fut envoyé comme député de Ferrare au Congrès de Reggio; l'année suivante (2 août 1797), Bonaparte le désignait pour compléter le premier Directoire cisalpin, composé jusqu'alors de deux Milanais, d'un Bergamasque et d'un Modénais, et où l'on voulait faire entrer un représentant des provinces pontificales. Costabili donna d'ailleurs sa démission dès le 10 juillet 1798, sur les instances de l'ambassadeur français Trouvé, qui préludait ainsi à sa réforme constitutionnelle. Il n'accepta le ministère des Finances, offert comme compensation, que pour démissionner au bout de quelques jours, et retourna vivre sur ses terres, où il resta jusqu'en 1802, sans autre incident qu'une relégation temporaire à Legnago, lors de la réaction austro-russe. Il rentra dans la vie publique comme député à l'Assemblée de Lyon, où il représenta le Bas-Pô comme notable, et où il obtint, sans l'avoir sollicité, le poste de Consulteur d'Etat.

Bien que Melzi le représentât comme un excellent fonctionnaire, homme de tête et de caractère, bien considéré parmi ses collègues, Costabili ne tarda pas à prendre sa charge en dégoût. Sa présence à Milan devint de plus en plus rare, et il annonça même en 1804 l'intention de donner sa démission¹. Il en fut empêché par les changements qui s'accomplirent dans la République Italienne. Maintenu malgré lui dans la carrière des honneurs, il passa d'abord au Conseil d'Etat (9 mai 1805) et reçut successivement la Grand'Croix de la Couronne de Fer (16 avril 1806) la décoration de commandant de la Légion d'honneur, la place d'Intendant Général des Biens de la Couronne, enfin un siège au Sénat (1809), dont il fut le Trésorier. En 1814, la chute du régime lui permit de réaliser enfin ses rêves de retraite et de retourner dans sa ville natale, pour s'y livrer tout

1. Lettres de Melzi à Marescalchi des 23 juin et 11 juillet 1804. Arch. Vienne, 8.

entier à ses goûts de collectionneur. Devenu aveugle en 1835, il ne mourut que le 17 mars 1841. Bien que sa vie ait fait l'objet d'une biographie complète ¹, son nom n'a été sauvé d'un oubli total qu'en raison de ses relations avec le poète Monti, qui était un de ses correspondants et l'a nommé souvent dans ses lettres. A côté des ambitieux avides d'emplois, il a représenté sous le régime français le type — presque aussi répandu parmi les riches propriétaires — des indifférents qui préféraient les douceurs de l'existence privée aux émotions et aux profits de la politique.

FENAROLI

Fenaroli est l'un des personnages les moins connus du régime napoléonien, sous lequel il ne cessa pourtant d'occuper de hautes dignités. Les rares renseignements que l'on possède sur lui doivent être vérifiés avec d'autant plus de soin qu'il avait trois frères, dont l'aîné joua comme lui un rôle politique.

Né à Brescia, en 1759, d'une riche famille noble, Giuseppe Fenaroli appartenait à cette aristocratie de Terre-Ferme qui, supportant impatiemment son exclusion des emplois sous la domination vénitienne, profita de l'invasion française pour secouer le joug de la Métropole. La part que Fenaroli avait prise à ce soulèvement fut l'origine de sa fortune politique. Après avoir été nommé député de la Mella au Conseil des Juniori, lors de la formation du Corps Législatif cisalpin (9 novembre 1797), il en fut éliminé lors de la réforme de Trouvé (août 1798) et rentra dans la vie privée. Ce fut son frère aîné Antonio qui le remplaça dans la vie publique, fut élu membre du Directoire (14 décembre 1798) mérita les éloges de Faypoult et de Monti ², mais donna quelques jours

1. Ou plutôt d'un éloge historique composé après sa mort sous ce titre : *Elogio storico del marchese G. B. Costabili Containi, Ferrarese, scritto dal avvocato Giuseppe Petrucci*, Novi, 1841. Les éditeurs des lettres de Monti ont consacré à son correspondant Costabili une courte notice biographique. (MONTI, *Lettere*, I, 253).

2. « On a fait hier un Directeur dont tout le monde s'accorde à dire du bien. Il se nomme Fenaroli (Antonio). C'est un homme connu et fort riche. » Lettre de Fai-

après sa démission, au témoignage de ce dernier, « par une lettre si bêtement écrite qu'elle fit rougir les patrons même de sa candidature ¹ ». Giuseppe lui-même ne paraît pas avoir eu une valeur intellectuelle très supérieure à celle de son aîné, car il est défini par l'auteur d'un pamphlet anti-révolutionnaire comme « ne connaissant rien et ayant beaucoup de prétentions ² ».

D'autres témoignages postérieurs devaient confirmer, au moins en partie, la sévérité de ces appréciations. A la Consulte de Lyon, où il siégea comme notable de la Mella et fit partie du Comité des Trente, Fenaroli se vit distingué par Bonaparte moins pour ses mérites que pour son origine, sa fortune et ses opinions. « Lorsque j'écrivis les noms de Fenaroli et de Caprara sous la dictée du Consul, écrira plus tard Melzi, ce fut en ces termes que j'entendis motiver leur nomination : il faut les placer dans la Consulte d'Etat, puisqu'ils ne savent ni lire, ni écrire³. » Dans cette dernière assemblée, Fenaroli encourut le reproche de s'absenter trop souvent sous des prétextes de santé et d'employer ses périodes d'assiduité à intriguer pour se former un parti⁴. Grâce à la protection impériale, il n'en fut pas moins inscrit, lors de la transformation de la République en Royaume, parmi les Grands Officiers de la Couronne (comme Grand Majordome). Nommé successivement Grand Dignitaire de la Couronne de Fer, comte et sénateur, il se retira après 1814 dans sa ville natale, où il mourut en 1825. Coraccini le dépeint en trois mots comme un homme « froid, méticuleux, et circonspect ⁵ ». Cette absence d'abandon explique peut-être en partie la sévérité des jugements portés sur lui par ses contemporains.

poult du 15 décembre 1798, reproduite dans les *Mémoires* de LAREVELLIERE-LÉPEAUX, III, 478. « *Habemus pontificem*. Fenaroli est directeur. Ce n'est pas l'ancien représentant, mais Antonio, l'aîné des quatre frères. J'en entends dire du bien de tous côtés, par la raison qu'il est l'antipode de son frère. » Lettre de Monti à Costabili du 15 décembre 1798. MONTI, *Lettere*, I, 321.

1. MONTI *Lettere*, I, 323.

2. *Lettere cisalpine*, p. 9.

3. Lettre de Melzi à Marescalchi, 15 novembre 1804. Arch. Vienne, 26.

4. Lettre de Melzi à Marescalchi, 18 juin. 1802, Arch. Vienne, 17.

5. CORACCINI, p. 210.

CAPRARA

Le nom de Caprara a été éclipsé par celui de son oncle, le cardinal-archevêque de Milan, avec lequel il a été parfois confondu. Lui-même, né à Bologne en 1755, dut à l'ancienneté de sa famille de devenir à sa majorité sénateur de sa ville natale. Avidé de changements, d'honneurs et d'émotions, il se jeta avec ardeur dans le mouvement révolutionnaire. Lors de l'arrivée des Français, on le voit successivement : se faire envoyer par le Sénat en mission auprès du vainqueur de Lodi (12 mai 1796) ; aller à la rencontre d'Augereau, commandant de l'avant-garde française, pour lui souhaiter la bienvenue et rentrer à ses côtés en ville (19 juin) ; réserver dans son palais une réception somptueuse à Joséphine, qui passait par Bologne en revenant de la Toscane (juillet) ; porter au camp de Bonaparte, en compagnie de Marescalchi, quelques réclamations de ses concitoyens ; présider à l'organisation de la Garde Nationale ; se faire de nouveau le guide du Général en chef lors de son second passage à Bologne (février 1797) ; s'employer enfin avec zèle à la réduction du nombre des couvents¹. Toutes ces manifestations d'une activité un peu agitée et d'un dévouement sans réserves aux idées nouvelles eurent l'avantage de fixer pour toujours sur lui l'attention de Bonaparte : ce souvenir devait le suivre et le protéger pendant toute sa carrière.

Sous la première Cisalpine, il ne semble pas avoir exercé d'autres fonctions que celles de Commissaire du Directoire dans son pays d'origine². Pendant la réaction austro-russe, il expie par une détention temporaire à Palmanova sa participa-

1. Sur le rôle de Caprara à Bologne pendant cette période cf. UNGARELLI. *Bonaparte in Bologna* (Bologne 1911), pp. 28, 35, 58, 102, 131 et 182. Il semble s'être séparé de Marescalchi, avec lequel il collaborait étroitement au début, à la suite d'une querelle dans laquelle Monti lui attribue tous les torts. (MONTI, *Lettere*, I, 266).

2. D'après MONTI (*Lettere*, I, 292), il aurait été question de le nommer ministre à Gênes, quelques jours avant le coup d'état de Trouvé (août 1798). Mais il aurait repoussé cette offre, dans laquelle il ne voyait que le résultat d'un complot pour l'éloigner.

tion active au mouvement révolutionnaire¹. — C'est avec l'établissement de la République Italienne qu'il va monter au premier plan de la scène politique. Nommé membre de la Consulte d'Etat (26 janvier 1802), il s'y distingue d'abord, au témoignage de Melzi, sinon par ses capacités, au moins par son bon esprit et par un zèle au travail que dépare malheureusement un caractère difficile². Mais bientôt il se lie étroitement avec Murat³ et se révèle au Vice-Président comme un joueur incorrigible, dont il faut sans cesse payer les dettes pour éviter un scandale, et comme un intrigant toujours préoccupé de supplanter ses collègues ou de faire pièce au gouvernement⁴. A la fin de 1804, sa situation est délicate à Milan, où il a fait de nouvelles pertes au jeu, après avoir promis solennellement de ne plus s'y livrer. Il est heureux de s'en échapper pour se rendre à Paris, avec les autres membres de la Consulte convoqués par Napoléon à Paris. Toujours attentif aux occasions de jouer un rôle et de se donner de l'importance, il y excite par de nouvelles intrigues l'attention soupçonneuse de Melzi.

Ses fautes ne semblent pourtant pas nuire à sa fortune, ni empêcher, lors de la création du royaume d'Italie, sa nomination à la dignité de Grand-Ecuyer. Presque aussitôt après, ses embarras d'argent recommencent et ses dettes deviennent assez criardes pour attirer l'attention ; l'Empereur écrit à Eugène :

« J'achèterais volontiers le palais de Caprara ; quand il devrait m'en coûter quelques centaines de mille francs, j'en ferais volontiers le sacrifice, pour le retirer de l'abîme où il est. Je connais tous ses défauts ; je vous le recommande, car c'est l'un des premiers et des plus constants amis que j'ai eus en Italie⁵. »

1. Ces repréailles servirent d'argument à Bonaparte pour dénoncer avec fracas, lors de son retour en Italie, les cruautés du gouvernement autrichien, *Le Bulletin de l'armée de réserve* du 3 juin 1800 (*Corr.* ; V, n° 4864) contenait ces lignes : « Caprara, de l'une des plus riches et des premières maisons de l'Italie, est dans les fers. Il n'a jamais été membre d'aucune administration cisalpine : mais, sénateur à Bologne lorsque les Français y entrèrent, il fut de la partie du Sénat qui y appuya la cause de la liberté et de l'égalité. »

2. Lettre de Melzi à Marescalchi, 1^{er} mars 1802. Arch. Vienne, 17.

3. MURAT, II, 347.

4. Lettre de Melzi à Marescalchi, 13 mars 1804, Arch. Vienne, 24.

5. Napoléon à Eugène 23 mars 1806 (*Mémoires du prince Eugène*, II, 183).

Ces dernières lignes expliquent la continuation d'une indulgence qui ne devait pas se démentir envers un homme qui ne voulait pas se corriger. D'une part, en effet, l'on voit Caprara conserver ses hautes fonctions, en exercer toutes les prérogatives et en recueillir tous les honneurs, recevoir l'un des premiers la Grand' Croix de la Couronne de Fer, accompagner à diverses reprises (notamment en 1805 et 1811) le Vice-Roi à Paris, et entrer enfin au Sénat (1809). D'autre part, il ne semble pas avoir renoncé à des habitudes de prodigalité dont il était d'autant plus difficile de lui faire un grief qu'il savait s'en servir en adroit courtisan : la fête somptueuse qu'il offrit en 1809 à la Vice-Reine pour son anniversaire défraya longtemps la chronique mondaine de Milan ¹. « Jusqu'à un âge avancé, a écrit de lui Coraccini, il avait conservé l'ardeur et les goûts de la jeunesse ² ».

Il survécut peu à la chute du régime qu'il avait servi et mourut dans sa ville natale en 1817. Sa carrière politique avait surtout servi à montrer quelle fidélité reconnaissante Napoléon avait pour principe de garder à ses premiers partisans.

1. « Il avait fait construire un pavillon exprès dans son jardin pour cette fête. La société n'en était pas bien nombreuse, puisqu'on n'y comptait que 36 dames, mais toutes étaient arrangées avec beaucoup de goût et d'élégance et le coup d'œil en était charmant. » Dépêche de Marcacci, chargé d'affaires de Suisse, du 25 juin 1809. Arch. Berne, *Corr.* Milan, 555.

2. CORACCINI, p. 210. Dans sa biographie d'Aldini (I, 17), ZANOLINI trace (probablement d'après le témoignage de son père), un court portrait de Caprara qu'il dépeint comme « ayant gardé, à un âge avancé, l'habitude de sautiller en marchant, poussé par la vanité d'apparaître élancé et alerte comme un jeune homme. »

CHAPITRE VI

LES DIPLOMATES

Au moment où la seconde Cisalpine échangeait son nom contre celui de République Italienne, elle entretenait dans les pays voisins six agents chargés, avec des titres divers, d'y représenter ses intérêts : à Florence un chargé d'affaires, Tassoni, auprès du nouveau roi d'Etrurie ; à Gênes un « député », Cometti, auprès de la République Ligurienne ; à Berne et à la Haye, deux « agents diplomatiques », Venturi et Galdi, auprès des Républiques helvétique et batave ; à Parme, un « député », Scarabelli, auprès du duc ; à Turin enfin, un « Commissaire », Bossi, auprès du gouvernement provisoire du Piémont. — Après la Consulte de Lyon, Melzi aurait désiré accroître l'importance extérieure de la nouvelle République en ajoutant à ces agents des ministres dans les grandes capitales, et notamment à Vienne, Rome, Naples et Munich : mais le projet qu'il proposa à Bonaparte ne fut point agréé par celui-ci. Même réduit à l'effectif restreint qu'il avait sous la seconde Cisalpine et qu'il ne devait pas dépasser, le corps diplomatique italien renfermait quelques personnalités intéressantes, et dont les défauts même montraient la difficulté d'improviser, à l'extérieur comme à l'intérieur, un personnel de gouvernement.

TASSONI

Tassoni a été le plus connu, sinon le plus éminent des diplomates improvisés par la Cisalpine et la République Italienne. S'il ne s'est pas élevé au-dessus d'eux par ses mérites personnels, c'est au moins lui qui, au cours de la carrière la plus

variée, a occupé les postes les plus en vue et s'est trouvé mêlé aux affaires les plus importantes.

Né à Modène, d'une famille noble, le 20 mars 1759, Giulio Cesare Tassoni suivit d'abord dans son pays natal la carrière militaire, devient lieutenant (1778), puis capitaine dans la Garde ducale et joignit même à ces fonctions celles de chambellan de la princesse Mathilde d'Este. Sa fortune semblait ainsi attachée à celle de son souverain, auquel il devait offrir en 1796 de le suivre dans l'exil. — Ce sacrifice ayant été refusé, Tassoni changea brusquement de camp et devint, par intérêt ou faiblesse de caractère plus peut-être que par conviction, aussi ardent républicain qu'il s'était montré zélé courtisan. On le voit successivement présider à la plantation d'un arbre de la liberté à Modène, recevoir le titre d'Inspecteur général de la Légion cispadane, première troupe permanente formée après l'invasion, se faire nommer enfin par Bonaparte (9 nov. 1797) député du Panaro au Conseil des Juniors cisalpin, où Monti le signale comme s'étant laissé entraîner par un certain Cavedoni dans le « parti des fous », c'est-à-dire parmi les membres les plus exaltés de la gauche avancée ¹.

Compromis par ces exagérations dans cette assemblée, il crut prudent d'émigrer en 1799. A son retour en Italie, il obtint l'accès d'une carrière plus conforme à ses goûts que les agitations de la vie parlementaire, et où il devait trouver, à défaut de l'illustration, une honorable notoriété.

Nommé d'abord (octobre 1800) agent diplomatique à Gênes, il fut au bout d'un an (octobre 1801) transféré à Florence. Il y arriva le 27 décembre 1801, y échangea presque aussitôt son titre contre celui de « Chargé d'affaires de la République Italienne auprès du roi d'Etrurie », et remit au nouveau souverain, en audience solennelle (18 mars 1802), un exemplaire de la Constitution de Lyon ². Sa situation à la cour était assez délicate au début, car sa conduite pendant la Révolution lui

1. MONTI, *Lettere*, I, 300 (lettre du 24 août 1798). Les détails biographiques qui précèdent sont extraits d'une note de Marescalchi de mai 1805, AF IV 1709.

2. *Nouvelles politiques de Leyde*, n^{os} des 22 janvier et 13 avril 1802.

avait valu la réputation d'un jacobin, presque d'un traître à la cause des monarchies légitimes ; il représentait d'autre part un pays auquel les Toscans reprochaient, non sans quelque raison, de chercher un agrandissement au détriment de leur territoire. Tassoni réussit à désarmer en partie ces défiances. Bornant son rôle à renseigner exactement son gouvernement ¹ et à tenir à Florence un grand état de maison et un salon très fréquenté, il semblait ne chercher qu'à faire oublier les anciennes ardeurs du politicien par la correction un peu effacée du diplomate. Melzi, si peu indulgent d'ordinaire pour les anciens révolutionnaires, lui reconnaissait d'abord « des formes et de la bonne volonté » ² et plus tard « une conduite constamment honnête et sage, du bon sens et de l'application à ses devoirs. » ³. D'autre part, son collègue français à Florence, Beauharnais, se louait d'avoir trouvé en lui « aptitude, franchise et attachement vérifiable à la France » ⁴.

Lorsqu'au cours de son second voyage en Italie (déc. 1807), Napoléon, trompant les espérances milanaises, eut décidé de faire de la Toscane des départements français, la mission de Tassoni à Florence se trouvait désormais sans objet. Il se vit envoyé à Naples dès que l'annexion fut devenue un fait accompli (1809). Ce poste diplomatique était le plus important de ceux qu'avait conservés à cette date le royaume d'Italie. Tassoni y serait probablement resté jusqu'à la fin de la domination napoléonienne, sans une fâcheuse affaire à laquelle il se trouva mêlé malgré lui. Lors des réceptions des ministres étrangers par Murat, le 1^{er} janvier 1812, ceux de France et de Russie Durant et Dolgorouki en vinrent aux mains à la porte de la salle du trône pour se disputer la préséance. Par crainte des responsabilités, Tassoni, témoin de la scène, évita d'y intervenir ; et plus tard, lors de l'enquête ordonnée à ce sujet, il déclara n'en

1. CANTÙ reproduit dans son recueil (*Diplomatici*) une partie de sa correspondance diplomatique de Gênes (pp. 27 et 229-235) et de Florence (pp. 558-612). On trouve également un rapport intéressant de Tassoni dans P. MARMOTTAN, *Le royaume d'Etrurie*, p. 110.

2. Note, s. d., de Melzi en 1802. Arch. Vienne, 20.

3. MELZI, I, 569.

4. Lettre à Talleyrand du 18 mai 1805, citée par MARMOTTAN, *op. cit.*, p. 346.

avoir rien vu ¹. Il n'en fallut pas davantage pour attirer sur sa tête les foudres impériales car « ce n'était pas à lui, écrivait Napoléon, à rester neutre dans la circonstance où il s'agissait de la dignité de ma couronne » ².

Aussitôt destitué et invité à venir à Paris rendre compte de sa conduite, il obéit sans retard, mais sans rien négliger pour sa défense. Tandis qu'il se faisait donner par le Vice-Roi, lors de son passage à Milan, un certificat constituant un témoignage de satisfaction ³, tandis que sa femme, plus sensible que lui à la perte de son traitement, rédigeait pour l'Empereur un long mémoire justificatif ⁴, il multipliait à Paris des démarches que secondait la protection de son supérieur et ami le ministre Testi. Elles restèrent d'abord sans effet et même sans réponse, mais elles finirent par lui valoir, d'abord la promesse d'un poste de son grade à créer à Munich, puis la succession de Venturi, qui depuis longtemps demandait à être relevé de ses fonctions à Berne (mars 1813). En annonçant cette nomination à son gouvernement, Marcacci, chargé d'affaires suisse à Milan, représentait le nouveau ministre italien comme « réunissant à des talents beaucoup de douceur, d'amabilité et des manières agréables » et comme « fait pour se faire aimer ». De son côté Tassoni semblait, d'après le même témoignage, heureux d'occuper un poste en rapport avec la tranquillité de ses goûts ⁵.

La fatalité qui le poursuivait allait à Berne, comme à Naples ou à Florence, écourter sa mission. Après un séjour dans sa ville natale, il était parti pour son poste le 8 juillet 1813. Dès le mois de janvier 1814, les armées alliées envahissaient le territoire de la Confédération et Tassoni recevait du ministre d'Autriche

1. Cf. sur toute cette affaire MASSON, *Jadis*, 2^e série, pp. 216 à 235.

2. « Mon fils, j'ai destitué Tassoni, mon chargé d'affaires à Naples. Je donne ordre qu'il se rende à Paris pour rendre compte de sa conduite. S'il est aussi coupable que les apparences le font croire, j'en ferai un exemple sévère pour apprendre à des ministres qu'ils ne doivent point se séparer de ma cause pour suivre leurs passions et leurs intérêts. » Napoléon au prince Eugène 26 janvier 1812. *Corr.* XXIII, n° 17.007.

3. Lettre du prince Eugène à Marescalchi du 5 mars 1812. *Aff. Etr. Corr. Lomb.*, 63, fo 41.

4. Lettre de Jacob à Maret du 29 janvier 1813. *Aff. Etr. Corr. Lomb.*, 63, fo 195.

5. Dépêche de Marcacci du 17 avril 1813. *Arch. Berne, Corr. Milan*, 556.

à Berne l'ordre de le quitter pour aller exercer dans son pays les fonctions de diplomate *in partibus* ¹.

Sa carrière politique était encore interrompue, et cette fois pour toujours. Ne pouvant se résigner à cette idée, il eut la singulière inspiration de demander après 1814 du service au duc de Modène. Le sentiment de sa dignité et les souvenirs de 1796 lui déconseillaient pourtant une démarche vouée à un insuccès certain. Repoussé de ce côté, il obtint du moins du gouvernement autrichien une pension de retraite qu'il vint dépenser à Milan. Il devait mourir dans cette ville, le 14 décembre 1821, laissant à ceux qui l'avaient connu l'impression d'un homme doué de qualités aimables, mais dépourvu de fermeté d'âme et mal préparé par sa faiblesse de caractère à traverser les orages d'une révolution. Chevalier de la Couronne de Fer le 1^{er} mai 1805, il avait été créé baron du Royaume en 1808.

SCARABELLI-PEDOCCA

Si la carrière de Scarabelli-Pedocca a été longue et fournie, l'histoire de ses services extérieurs tient en quelques mots : soldat de métier, savant de vocation, diplomate d'occasion, il ne devait occuper à l'étranger qu'un seul poste, d'importance secondaire.

Né à Mirandola (duché de Modène) le 23 octobre 1742, d'une famille noble, Angelo Scarabelli-Pedocca entra en 1761 dans la petite armée modénaise et y acquit comme ingénieur militaire, pour la construction des fortifications et des routes, une réputation qui lui valut un rapide avancement. En 1783 il était général-major, en 1788 conseiller d'état, en 1791 gouverneur de Carpi ². Il occupait ce poste lors de l'invasion française et dut à une circonstance fortuite l'occasion de se faire remarquer de Bonaparte. Celui-ci descendit chez lui en venant de Livourne pour se diriger vers Mantoue, qu'il allait assiéger. Ses

1. Dépêche de Marcacci du 12 janvier 1814. Arch. Berne, *Corr.* Milan, 1926.

2. Rapport de Marescalchi à Napoléon, mai 1805, AF IV 1709.

yeux furent attirés dans la maison de Scarabelli par un magnifique plan de cette place, aux fortifications de laquelle son hôte avait été autrefois appelé à travailler. Il demanda et obtint la permission d'emporter un document aussi précieux pour ses opérations futures et en récompensa le possesseur en lui accordant le commandement de la première Légion cispadane, puis le grade de chef de brigade d'artillerie et enfin un siège au Corps Législatif cisalpin (1797) ¹. Scarabelli exerça même un instant la présidence de cette assemblée. Après la réaction, il fut envoyé comme « député » de la République à Parme, où il devait rester après la mort du duc (1803) mais où sa présence n'avait plus de raison d'être après la réunion à la France (1807). La ville lui plut assez pour qu'il y fixât sa résidence après sa retraite ; il y occupa ses vieux jours des études d'architecture militaire qui avaient absorbé sa jeunesse et mourut le 1^{er} mai 1811 ².

COMETTI

De tous les diplomates italiens, c'est celui dont la vie et la carrière nous sont le plus imparfaitement connues. On sait seulement que Gregorio Cometti était originaire de Bergame, où il vivait en simple particulier au moment de l'invasion française, et qu'il prit à la révolte de sa ville natale contre la domination vénitienne (1797) une part dont il fut récompensé par un poste à l'extérieur. D'abord secrétaire de la Légation, puis chargé d'affaires cisalpin à Berne en 1798, ensuite transféré à Paris (février 1799) ³ avec le premier de ces titres, puis à Gênes avec le second (octobre 1801), qu'il échangea en 1805 contre celui de Consul. Il devait rester dans la même résidence jusqu'en 1814 et rentrer ensuite dans la vie privée (1814). Dans

1. ZANOLI, I, 344.

2. Portrait dans COMANDINI, I, 432.

3. La lettre par laquelle Serbelloni, ambassadeur de la Cisalpine à Paris, notifie au Directoire français l'arrivée de Cometti est datée du 5 ventôse an VII et se trouve *Aff. Etr. Corr. Lomb.*, 57, fo 12.

les notes officielles qui lui étaient données en 1805, il était représenté comme « jeune sage, prudent et capable ¹ ».

VENTURI

Sujet du duc de Modène, comme Tassoni, Giambattista Venturi était né à Bibbiano près Reggio, en 1746, d'une famille d'ingénieurs. Destiné d'abord au sacerdoce, ordonné prêtre en 1769, signalé même par des succès comme prédicateur, il ne tarda pas à se consacrer tout entier aux études scientifiques dont il trouvait les traditions dans sa famille. Professeur de géométrie à Reggio en 1772, puis de physique à l'Université de Modène en 1773, il devint en même temps inspecteur des monnaies et ingénieur en chef du duché. — La Révolution vint troubler la tranquillité de son existence en faisant de lui le secrétaire du comte de San-Romano, que le duc de Modène Hercule III, à la veille d'être détrôné, envoyait auprès du Directoire français pour plaider sa cause. La mission ne pouvait avoir ni succès ni durée, mais Venturi en profita pour prolonger son séjour à Paris, où il se créa des relations dans le monde savant et fit même des lectures à l'Institut. De retour dans son pays, il y trouva accomplis des changements politiques dont il accepta ce qu'ils présentaient de compatible avec ses idées modérées et ses convictions religieuses. Il figura même comme député au premier Corps législatif de la Cisalpine (1797), mais démissionna au bout d'un an (août 1798) pour échanger son mandat contre une chaire de physique à Modène, sans tirer d'autre profit de cette brève incursion dans la vie politique qu'un emprisonnement passager lors de la réaction de 1799. Nommé au retour des Français professeur à l'Université de Pavie, il n'eut pas le temps de prendre possession de son poste,

1. Notices personnelles sur les diplomates ou candidats diplomates italiens AF iv 1708. Une autre note adressée par Marescalchi à Napoléon en mai 1805 (AF iv 1709) contient les données biographiques qui précèdent sur la carrière de Cometti. On trouve dans CANTÙ, *Diplomatici*, pp. 208, 235-40, quelques extraits de sa correspondance diplomatique en 1802, 1803 et 1805.

s'étant vu aussitôt après nommer agent diplomatique de la Cisalpine, d'abord à Turin où il ne fit que passer, puis à Florence, d'où il fut transféré à Berne, près de la République helvétique, dès 1801¹.

C'était sans doute le souvenir de son ancienne mission à Paris, joint à l'embarras de trouver des candidats plus qualifiés, qui l'avait fait introduire d'emblée dans une carrière pour laquelle il ne sentait pas plus de vocation qu'autrefois pour la vie religieuse. Le savant reparut toujours en lui dans le diplomate. Bien qu'il s'acquittât avec une extrême conscience des devoirs professionnels ou mondains de sa charge, bien qu'il envoyât à Milan une correspondance nourrie et intéressante, et qu'il eût réglé d'une façon satisfaisante des affaires assez délicates², il était toujours ramené par ses goûts et même ses désirs à ses études favorites. Il ne lui suffisait pas de suivre avec attention le mouvement intellectuel de la Suisse ; lors de la première formation de l'Institut italien, il demanda avec instance à en faire partie comme membre résident, s'estimant heureux d'abandonner ses 12.000 livres de traitement contre la modeste indemnité de 1.500 livres qui l'aurait attendu à Bologne³. Il ne réussit qu'à se faire nommer membre honoraire (6 avril 1803) et reporta dès lors ses ambitions sur une chaire à l'Université de Pavie. Après avoir paru disposé à satisfaire à son désir⁴, le Premier Consul se ravisa, le laissa à Berne, et n'utilisa ses connaissances spéciales que dans la commission réunie à Paris pour étudier les moyens d'établir en Italie l'unité des poids et des mesures. — En août 1813 enfin, Venturi, qui avait entre temps obtenu la Couronne de Fer (1^{er} mai 1806) et la Légion d'honneur, obtint la retraite à laquelle son âge lui donnait droit et qui fut fixée à 6.000 francs.

1. Rapport de Marescalchi à l'Empereur sur les diplomates italiens (Mai 1805, AF IV 1709).

2. On trouvera dans CANTÙ, *Diplomatici*, pp. 78-84, avec une brève notice biographique sur Venturi, des extraits de sa correspondance officielle et un résumé de ses services.

3. Le texte de sa demande, datée du 30 août 1802 et accompagnée de ses états de service, se trouve Arch. Vienne, 193.

4. Marescalchi à Melzi, 5 septembre 1804. Arch. Vienne, 8.

Il se retira à Reggio, où il occupa sa vieillesse à composer plusieurs mémoires sur des questions d'hydraulique ou d'histoire des sciences ¹. Il mourut le 10 septembre 1822, après avoir réalisé le type du savant égaré dans la politique, fourvoyé dans une carrière étrangère à ses habitudes et à son passé ².

BOSSI

Le corps diplomatique de la République Italienne fut complété en 1802 par un agent qu'elle entretenait, avec le titre de « Commissaire », auprès du gouvernement provisoire établi dans le Piémont après Marengo. Le titulaire de ce poste était Luigi Bossi, qu'il faut distinguer de ses contemporains et homonymes Giuseppe et Carlo Aurelio ³ ; il appartenait à la catégorie, si nombreuse à cette époque, des hommes de lettres que le régime français avait transformés en hommes d'Etat.

Né à Milan le 28 février 1758, d'abord étudiant en théologie et prêtre, il était en 1796 chanoine à Saint-Ambroise. Au moment de l'invasion française, il se jeta avec ardeur dans le mouvement révolutionnaire, fut nommé par Bonaparte député de l'Olonza au Conseil des Juniori cisalpin (9 novembre 1797), mais abandonna bientôt la vie parlementaire pour les emplois publics ; après un court passage aux Archives de l'Etat, il alla représenter la Cisalpine auprès de la République Ligurienne. Cette nomination ne lui apporta guère qu'un titre honorifique, car elle eut lieu peu avant la double disparition du gouvernement qu'il servait et de celui auprès duquel il était accrédité. Il avait quitté Milan quelques jours avant l'entrée des Autrichiens ; il arriva à Gênes au moment où allait commencer le siège

1. Liste de ses travaux dans CANTÙ, *Diplomatici*, p. 84.

2. On trouvera son portrait dans COMANDINI, I, 1179.

3. Giuseppe Bossi était un peintre de talent qui fut député à la Consulte de Lyon, membre de l'Institut National et secrétaire de l'Académie des Beaux-Arts à Milan. Avec Carlo-Aurelio Bossi, la confusion est d'autant plus facile que ce dernier était précisément l'un des membres les plus influents du Gouvernement provisoire piémontais, auprès duquel Luigi fut accrédité à partir de 1801.

fameux dont il partagea les épreuves et raconta les événements dans sa correspondance ¹.

Après le retour des Français, il fut envoyé à Turin, où il trouva un pays occupé par leurs armées, et un gouvernement national délibérant sous leur contrôle ; presque aussitôt après d'ailleurs, l'annexion militaire (avril 1801) puis politique (septembre 1802) du Piémont à leur République allait effacer même cette ombre d'autonomie. Dans ces conditions, sa besogne diplomatique se réduisait à régler d'infimes questions de frontières, de douanes et de passe-ports ; il chercha du moins à la relever jusqu'au rôle d'observateur politique, et adressa à Milan d'intéressantes informations sur les affaires du pays, comme sur les sentiments du parti qui désirait une union avec l'Italie ². Il conserva après 1805 des fonctions dont l'exercice représentait un anachronisme plus frappant à mesure que le Piémont entraît plus intimement dans les cadres politiques de l'Empire français. Aussi, lorsque le gouverneur-général Menou, dont il s'était d'ailleurs attiré l'inimitié ³, eut été remplacé en 1808 par un beau-frère de Napoléon, le prince Borghese, le poste de Bossi fut supprimé ⁴.

Pendant son séjour à Turin, il avait été nommé déjà membre de l'Institut National (6 avril 1803), auditeur au Conseil d'Etat (1805) et chevalier de la Couronne de Fer (1^{er} mai 1806). A son retour à Milan, il obtint de larges compensations à la perte de son poste diplomatique : la place de Préfet général des Archives, qui convenait à ses goûts et qu'il remplit avec distinction, celle d'Inspecteur général de l'Assistance Publique,

1. Il ne parvint à Gênes que le 1^{er} août 1799, ayant dû passer par Lyon et Marseille, à travers mille difficultés. Lui-même a raconté son voyage dans une lettre reproduite, avec quelques autres par CANTÙ, *Diplomatici*, p. 223. Dans la notice assez détaillée qu'il lui consacre dans le même ouvrage (pp. 27, 55-56), Cantù le signale comme ayant pris part à la Consulte de Lyon : il y a là une confusion évidente avec Giuseppe Bossi.

2. Cf. CANTÙ, *Diplomatici*, pp. 193-211, de larges extraits de sa correspondance.

3. « Le général Menou... disait hier hautement : Quand serons-nous débarrassés à Turin de ce mauvais homme de Bossi ? » Lettre du prince Eugène à Napoléon du 11 juin 1805 dans les *Mémoires du prince Eugène*, I, 124.

4. Marcelli, chargé d'affaires de Suisse à Milan, annonce cette suppression à la date du 20 juillet 1808. Arch. Berne, *Corr.* Milan, 555.

un siège au Conseil d'Etat, le titre de comte. En même temps, il s'abandonnait à sa vocation de polygraphe, et jusqu'à sa mort, survenue le 10 avril 1838, il exerça sur les sujets les plus variés les dons d'une incoercible facilité et d'une compétence un peu superficielle. Une histoire d'Italie en 20 volumes, une histoire d'Espagne, des traductions, un dictionnaire géologique, des études d'archéologie et d'histoire naturelle, des poésies diverses furent les fruits d'une activité intellectuelle à laquelle il put se consacrer sans partage à partir de 1814.

Bossi nous est surtout connu par ses écrits. Était-il aussi estimable comme homme que fécond comme publiciste ? On pourrait en douter en lisant les renseignements que le prince Eugène envoyait sur son compte à l'Empereur, sans en garantir d'ailleurs l'exactitude : « Sa réputation, écrivait le Vice-Roi, est des plus mauvaises : il a été prêtre, toujours dérangé dans ses affaires. M. Khevenhüller l'avait pris comme bibliothécaire et l'a renvoyé pour cause d'infidélité. Au commencement de la Révolution, il fit une banqueroute frauduleuse et se sauva à Venise. » — « Plus j'en prends de renseignements, plus je vois qu'on s'accorde à dire que c'est un homme de moyens, mais qui jouit de la plus mauvaise réputation. ¹ » Il est malheureusement difficile de contrôler à distance ces renseignements sur un fonctionnaire qui d'ailleurs n'a guère fait que passer, au cours d'une longue carrière littéraire, dans le service diplomatique.

GALDI

Galdi devait présenter au milieu du corps diplomatique italien cette particularité d'être aussi étranger au pays qu'il représentait qu'aux fonctions dont il se vit investi. Tandis que Marescalchi et Tassoni étaient des grands seigneurs, Venturi et Bossi des savants, Scarabelli un ancien officier et que tous

1. Lettres du prince Eugène à Napoléon des 11 et 20 juin 1805, dans les *Mémoires du prince Eugène*, I, 124 et 170.

étaient nés à l'intérieur des frontières de la Cisalpine, Matteo Galdi venait des Etats napolitains et s'était distingué comme publiciste politique avant d'entrer dans une carrière où il devait porter les qualités les plus brillantes de son ancienne profession.

Né en 1766 au village de Coperchia près de Salerne, destiné d'abord au barreau, il chercha de bonne heure un emploi à une ardente imagination, que secondait une grande facilité de plume, et il fit ses débuts littéraires en écrivant un poème apologétique en l'honneur de la maison de Bourbon, au temps des réformes libérales de Tanucci. La contagion des idées et des exemples qui venaient de Paris le fit changer de sentiment et de langage après 1789. Il attaqua dans des pamphlets d'une extrême violence le gouvernement de Ferdinand et de Marie-Caroline ; impliqué en 1794 dans un complot contre leur dynastie, il ne put échapper aux poursuites qu'en se réfugiant en France, où le manque de ressources le força à s'engager dans l'armée. Parvenu au grade de capitaine, il entra en 1796 à Milan avec l'armée de Bonaparte. Son origine italienne le fit aussitôt appeler à une mission de confiance ; il dirigea, sous les ordres de l'adjudant général Landrieux, un bureau secret institué pour préparer l'insurrection des Etats vénitiens de Terre-Ferme contre la Métropole¹. Il quittait en même temps le métier des armes pour entreprendre une carrière de publiciste plus en rapport avec ses aptitudes comme avec son talent.

Il ne tarda pas à s'y distinguer comme le défenseur et le précurseur de l'idée unitaire. En octobre 1796, l'Administration générale (ou gouvernement provisoire) de la Lombardie avait mis au concours la question de savoir « lequel des gouvernements libres convient le mieux à l'Italie. » Alors que beaucoup de ses concurrents semblent pencher pour la solution fédéraliste, Galdi publie à cette occasion une brochure (*Necessità di stabilire una Repubblica italiana*), où il préconise la formation, au moyen des territoires conquis par la France, d'une répu-

1. LANDRIEUX, *Mémoires* (Paris, 1893), I, 321 et CUSANI, *Storia di Milano*, V, 19.

blique unique, destinée à s'étendre ensuite au reste de la Péninsule¹. La même conception inspire le programme du *Giornale dei Patriotti d'Italia*, dans lequel Galdi prêche (20 janvier 1797) « la concorde, le sacrifice des haines locales, et la réunion en un seul corps politique des membres séparés de la nation. » Après avoir publié deux brochures d'un intérêt moins actuel, (*Osservazioni sulla Costituzione elvetica* et *Vicende del Teatro italiano*, Milan, 1797) il revint encore sur la même idée dans un ouvrage plus développé (*Rapporti politico-economici fra le nazioni libere*, Milan, 1798), qui parut assez important pour être traduit à Paris par Couret-Villeneuve². S'abandonnant à ce penchant pour la spéculation qui caractérisait ses compatriotes napolitains, et que lui-même portait jusqu'au goût de la prédiction et de la chimère, Galdi y étudie, pour un avenir encore lointain, les rapports futurs de la France et de l'Italie unifiée ; il les associe indissolublement l'une à l'autre par un traité d'alliance perpétuelle dont un aérorage commun de 12 membres, siégeant en Corse, surveillera l'application. Rapprochées par la similitude de la forme politique, ces deux nations se partageront la maîtrise de la Méditerranée, le monopole du commerce du Levant, la colonisation même de l'Afrique du Nord et grouperont autour d'elles l'Espagne, la Hollande et la Turquie dans une ligue contre les grandes puissances, prélude de la paix perpétuelle qu'elles feront régner en Europe.

Tout en s'abandonnant à ces rêves d'avenir, Galdi se trouvait forcément mêlé aux luttes des partis, très ardentes sous la première Cisalpine, et entraîné à des polémiques de presse dont la violence répugnait à son caractère. Il éprouva bientôt le dégoût de cette existence et chercha à s'y soustraire en sollicitant un poste à l'étranger. Il obtint (janv. 1799) celui d'Agent diplomatique de la Cisalpine à la Haye³. Il ne devait pas y

1. Voir sur cette brochure d'ANCONA, *Varietà storiche e letterarie*, II, 316.

2. Paris Baudouin, 1^{er} prairial an VI. Un exemplaire de cette brochure se trouve inséré Aff. Etr. Corr. Lomb., 56.

3. Rivaud (ambassadeur français à Milan) annonce cette nouvelle à Serbelloni (ambassadeur Cisalpin à Paris) dans une lettre datée du 10 pluviôse an VII-29 janvier 1799. (Arch. Vienne, 44). C'est donc par suite d'une erreur de date que les éditeurs des lettres de Monti ont classé à l'année 1797 (décembre) la lettre par laquelle

rester moins de dix ans, car il y était protégé par son éloignement même contre les révolutions et les changements de personnel dont son pays était le théâtre.

Il y trouva l'occasion de faire apprécier ses talents. Dans ses notes, il était représenté par son chef hiérarchique comme peu agréable au gouvernement batave, qui se souvenait peut-être de ses antécédents, mais comme servant bien et écrivant des rapports qui pouvaient passer pour des modèles ¹. Le publiciste politique survivait d'ailleurs en lui dans le diplomate, et tout en remplissant les devoirs de sa charge, il n'oubliait pas ses études de prédilection. Outre sa correspondance régulière, il adressa au ministre des Relations extérieures à Milan (1805) un vaste mémoire où l'on retrouve ce goût pour les grandes conceptions et ce don de seconde vue qui semblaient, bien plus que le souci des réalités courantes, la véritable marque de son esprit ².

Ce mémoire était divisé en quatre parties : 1^o sur la marine italienne ; 2^o sur la maîtrise de la Méditerranée ; 3^o sur les colonies en Egypte, en Syrie et dans l'Archipel ; 4^o sur la diffusion de la civilisation dans les pays orientaux. Il y proclamait la mission maritime de l'Italie et, revenant à son projet favori, lui assignait la tâche d'ouvrir à la colonisation et au commerce, d'accord avec la France, toute l'étendue de côtes comprise entre la Syrie et le détroit de Gibraltar. C'était là le programme qui devait être formulé, plus ou moins explicitement, par Mazzini et trouver une réalisation partielle un siècle plus tard.

En 1808 la suppression de sa Légation força Galdi à quitter la Hollande. De retour à Milan, il y fit imprimer encore deux ouvrages où il résumait les observations recueillies au cours de sa mission : 1^o *Saggio sul commercio d'Olanda* et 2^o *Quadro politico delle Rivoluzioni delle Provincie Unite della Repubblica*

ce dernier apprend à son ami Costabili la nomination de Galdi (MONTI, *Lettere*, I, 270). — Avant son départ, Galdi avait retracé dans une lettre à Cacault (Aff. Etr. Corr. Lomb., 55, f^o 83) un intéressant tableau de la situation générale de l'Italie.

1. Notes (s. d.) sur les diplomates italiens. AF IV 1708.

2. Ce mémoire se trouve Arch. Vienne, 145.

Batava e dello stato attuale d'Olanda (Milan, 1809, 2 vol. in-8.)
Puis il retourna dans son pays d'origine où le roi Murat mit à profit ses talents en lui confiant d'abord une Préfecture, puis la Direction de l'Instruction Publique.

Rentré dans la vie privée en 1815, il n'en sortit plus que lors de la révolution de 1820 pour présider la Chambre des représentants convoquée après l'avènement du régime libéral. Mais il mourut presque aussitôt (21 octobre 1821).

CHAPITRE VII

LES GÉNÉRAUX

S'il était difficile au régime napoléonien d'improviser des diplomates, il semblait plus malaisé encore de former des généraux, puisqu'il n'existait avant 1796 de troupes vraiment nationales que dans le duché de Modène. La plupart des chefs de l'armée italienne en 1802 étaient entrés dans ses rangs comme volontaires à sa formation (1796) et en six années avaient franchi ou plutôt sauté tous les degrés de la hiérarchie militaire. Quatre d'entre eux peuvent être considérés comme particulièrement représentatifs, et méritent une étude à part, comme résumant les traits caractéristiques et surtout les défauts de la collectivité : c'étaient Pino, Teulié, Lechi et Fontanelli.

PINO

Par la rapidité de son avancement, les succès constants de sa carrière, l'éclat des honneurs et des dignités dont il s'est vu comblé, Pino a été la personnalité la plus en vue, sinon la plus éminente et surtout la plus estimable du corps d'officiers généraux italiens ; il ne peut sans doute en être considéré comme le type, car il a été inférieur à la moyenne par un manque de caractère et une absence de sens moral que met en lumière le simple récit de sa vie, mais il a incarné certaines des qualités et surtout des imperfections communes à beaucoup de ses collègues.

Né à Milan, le 1^{er} octobre 1767, d'une famille de banquiers aisés, Domenico Pino avait eu une jeunesse orageuse, que la passion du jeu et des femmes jetait dans de continuels

embarras pécuniaires. Il se trouvait en Suisse où il fuyait les poursuites de ses créanciers ¹, et il accourut en hâte à Milan quand l'invasion française, inaugurant un nouvel ordre de choses, lui offrit l'occasion d'un passé à effacer et d'une existence à refaire. Ses goûts le portaient vers la carrière militaire, si favorable aux jeunes gens de bonne famille et de bonne volonté en temps de révolution : il en franchit au pas de course les différentes étapes. Improvisé chef de bataillon le 1^{er} octobre 1796, à son entrée dans la Légion Lombarde, il parvenait dès le 27 avril 1800 au grade de général de division ². Sa seule campagne avait été celle de 1799, où il avait joué dans la Romagne un rôle politique assez équivoque, paraissant incliner d'abord aux doctrines unitaires et anti-françaises de la « Société des Rayons » fondée par son ami Lahoz, puis se ressaissant pour aller s'enfermer à Ancône avec les troupes du général Monnier, et se comporter vaillamment à leurs côtés. En 1801, il commandait une division cisalpine envoyée en Toscane contre les Napolitains de Damas et s'y distingua par plusieurs actions d'éclat.

La guerre finie, il revint à Milan, où la vie oisive de garnison devait devenir fatale à une nature désordonnée comme la sienne. Faute de trouver un élément à son activité un peu agitée, il se lança à corps perdu dans l'intrigue et dans le jeu. Désireux de se mettre en avant par tous les moyens, il cherche à gagner la faveur de Murat, auquel il vient s'offrir, d'abord pour conduire un régiment italien à Saint-Domingue ³, puis pour aller révolutionner le royaume de Naples ⁴; desservi par les officiers français, qui le représentent comme « le coryphée et le point de ralliement des indépendants » ⁵, il rencontre de ce côté des préventions très longues à surmonter ⁶.

1. Notes de CUSTODI. Bibl. Nat., Mss. ital., 1559, f^o 59.

2. Etats de service dans AF IV 1390.

3. MURAT, II, 320.

4. MURAT, II, 334.

5. Lettre du commandant Noré-Pontevès au général Verdier, 30 juin 1803. Arch. Guerre, *Corr. Armée d'Italie*, 1803.

6. Avec sa versatilité ordinaire, Murat semble avoir souvent varié sur le compte de Pino. Il le représente d'abord (II, 286) comme ennemi des Français, par opposition à

Il n'a garde pourtant de négliger Melzi, qui possède à ses yeux l'avantage de tenir les clefs des caisses publiques. Il obtient de lui (déc. 1802) 200.000 livres pour payer des dettes de jeu, en sollicite aussitôt après (janv. 1803) 120.000 autres comme avance remboursable sur un héritage prochain et, à force de quémander, trouve moyen d'en toucher 81.462 pendant la seule année 1803, à titre de traitement ou de gratifications extraordinaires¹. Sorti pour un temps de sa détresse financière, il se voit peu après l'objet d'une faveur précieuse pour son avenir. Le Vice-Président, qui conserve sur lui des illusions destinées à bientôt disparaître, l'envoie en mission à Paris, et le présente en ces termes à Marescalchi :

« Quant à Pino, je dois vous prévenir que depuis quelques mois il a témoigné au gouvernement et à moi un attachement assez marqué pour mériter toute votre attention : et de fait, bien que fruste et léger de cervelle, il a bon cœur ; il peut être séduit et dévoyé, mais je le crois incapable d'une mauvaise action. Je vous le recommande donc, et vous engage à profiter de l'occasion pour lui donner de bons conseils². »

Parti de Milan le 29 juin, Pino rejoignit le Premier Consul à Gand (14 juillet 1803), l'accompagna pendant sa tournée en Belgique, gagna sa confiance en l'accablant de protestations de dévouement, et revint à Milan (20 sept.) après avoir réussi à lui suggérer l'envoi au camp de Boulogne d'une division italienne placée sous son propre commandement : « J'ai été fort aise de revoir ici le général, écrivait (5 sept.) Bonaparte à Melzi³. Il se rend en Italie, plein de zèle pour organiser la division. » Plus sceptique, le Vice-Président jugeait ce zèle un peu encombrant, et inspiré peut-être par le désir de trouver en Angleterre le moyen de payer les dettes nouvelles que Pino laissait à son départ de Milan⁴.

Lechi ; il déclare ensuite (II, 321) avoir fait prendre sur son compte des informations qui sont toutes favorables et le regarder même (II, 335) comme le seul général italien qui soit ami des Français.

1. Lettre de Melzi à Marescalchi, 27 janvier 1804. Arch. Vienne, 8.

2. MELZI, II, 565,

3. MELZI, II, 185.

4. « Le général Pino s'est tellement monté la tête pour cette expédition qu'il s' imagine, je crois, aller à la conquête du Mexique ou du Pérou. Il achète des mai-

Ces espérances furent bientôt dissipées par un accident vulgaire. Le général se cassa la jambe au passage des Alpes, dut revenir pour se faire soigner, passa le temps de sa convalescence à intriguer pour remplacer Trivulzi au ministère de la Guerre et finit par se faire nommer à ce poste par décret impérial du 13 août 1804. Melzi, à l'insu duquel cette décision avait été prise, ne put réprimer un mouvement d'indignation, dont il exposa en ces termes les raisons à l'envoyé autrichien, Moll :

« Après avoir tracé à Napoléon le portrait sincère du général Pino, soldat, mais dans le sens de grenadier, non dans celui de capitaine, joueur, dissipateur, banqueroutier, homme immoral, ennemi de l'ordre et de l'exactitude, sans talents et sans connaissances dans la partie administrative de son métier, et par conséquent, nul à tous égards pour le ministère de la Guerre, après un tel portrait, dis-je, je ne devais certainement pas m'attendre à le voir nommer tout d'un coup à cette place sans même me consulter... Trivulzi doit maintenant recevoir les ordres du mauvais garnement qu'il commandait hier encore ¹. »

Il convient sans doute de faire la part de l'amour-propre froissé dans la sévérité de ces appréciations, et de les mettre au point au moyen du témoignage plus désintéressé du Ministre de la Guerre français, lorsqu'il proposa Pino pour la Légion d'honneur. « Il a le caractère militaire, aime son métier, est brave et déterminé. Il est meilleur en guerre qu'en paix, car il manque de jugement, et penche pour le parti révolutionnaire » ². Ce qui semble toutefois hors de conteste, c'est l'incapacité de Pino comme administrateur. Dès 1806, le Vice-

sons, parle d'immeubles... et voudrait emmener avec lui toute sa division depuis le dernier tambour jusqu'au général. » MELZI, II, 602. « Pino écrivait encore Melzi à Marescalchi à cette occasion (5 nov. 1803. Arch. Vienne, 22) a besoin d'être continuellement tenu sur la ligne droite, parce qu'il a une tête très légère et accessible à toutes les impressions. »

1. Dépêche de Moll du 6 sept. 1804. Melzi écrivait encore à Marescalchi (5 juil. 1804), au moment où la nomination de Pino n'était pas encore un fait accompli : « Pino est une tête folle telle qu'il n'y en a pas de pareille... il n'a jamais reconnu ni loi ni règlement et il suffisait qu'il se trouvât dans un département pour vouloir faire tout à sa tête. » Arch. Vienne, 25.

2. Arch. Guerre. *Corr.* Armée d'Italie 1804. Propositions du 10 août.

Roi Eugène signalait son insuffisance en transmettant à Napoléon une nouvelle demande d'argent, destinée à éteindre 300.000 francs de dettes ¹. L'Empereur paya ², mais saisit l'occasion (mars 1806) pour donner un successeur (Caffarelli) au ministre de la Guerre, qui reçut en compensation (10 fév.) le titre honorifique, mais bien rétribué, de Premier capitaine de la Garde Royale et la Grand Croix de la Couronne de Fer (20 fév.), ajoutée à celle de Grand Officier de la Légion d'honneur. Par la suite, les traitements et les dotations devaient s'accumuler sur la tête de Pino pour atteindre à la fin du régime le total de 145.500 francs ³.

Son remplacement comme ministre le rendit à sa véritable vocation. Il demanda aussitôt un poste actif aux armées : « Je n'ambitionne, écrivait-il à l'Empereur, que de verser jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour prouver combien je suis pénétré de reconnaissance et du plus respectueux dévouement ⁴ ». — A partir de ce moment, Pino, réalisant ses désirs, ne quitta guère les champs de bataille. En 1807, on le trouve d'abord en Allemagne, où il succède à Teulié à la tête de la division qui assiège Colberg. Après la prise de cette place, il ramène sa troupe en Italie et fait à Milan une entrée triomphale (28 fév. 1808), dont il prend soin d'ailleurs de fixer le souvenir par un tableau de grandes dimensions, commandé au peintre Bosio ⁵. Il part aussitôt après (sept.) pour la Catalogne, où il restera trois ans. Pendant cette guerre cruelle, où tant d'autres succombèrent à des tentations d'arbitraire ou d'argent, il eut le mérite, assez surprenant chez lui, de se signaler par des traits de désintéressement, et d'acquiescer parmi ses ennemis une telle réputation d'humanité que

1. Lettre d'Eugène à Napoléon 17 mars 1806 (AF IV 1684). Cette lettre ne figure pas dans les *Mémoires du prince Eugène*.

2. Napoléon à Eugène, 23 mars 1806. *Corr.* XII, n° 10.012.

3. Voir le détail de ces sommes dans TIVARONI, *Storia critica del Risorgimento*, II, 285.

4. Pino à Napoléon, 1 oct. 1806. Arch. Guerre, *Corr.* Armée d'Italie, 1806.

5. Ce tableau se trouve maintenant au *Museo del Risorgimento* à Milan. Stendhal, qui l'admira en 1818 dans la villa du général à Oggiono, en a laissé la description et la critique. (*Journal d'Italie*, éd. Arbelet, p. 371.)

les Anglais, s'étant emparés de ses équipages, les renvoyèrent quand ils en connurent le possesseur. — Au printemps de 1812 enfin, il se met en route pour la Russie à la tête d'une belle division, dont les fatigues réduisent promptement l'effectif, mais dont la valeur impétueuse décide du gain de la bataille de Malojaroslawetz (24 octobre). Il rapporte de l'expédition, avec une blessure reçue dans cette dernière bataille, des ressentiments naissants contre son chef, le Vice-Roi Eugène, qui ne semblait pas apprécier à leur valeur ses talents militaires et qui manifestait à l'égard des Français de son corps d'armée une préférence injurieuse pour l'élément italien¹. Le malentendu continua, en s'aggravant, pendant les campagnes de 1813 et de 1814. Dans l'une, Pino ne fut pas envoyé en Allemagne et dans l'autre il ne reçut qu'un commandement secondaire sur les derrières de l'armée (6 oct. 1813).

Il se trouvait à Milan lors de la chute de Napoléon et de l'armistice de Schiarino-Rizzino (16 avril), dont le Vice-Roi comptait profiter pour faire demander par ses administrés aux puissances alliées le maintien de la souveraineté italienne. Fidèle à son passé, Pino commença par solliciter et par obtenir du prince une dernière gratification de 50.000 francs² : après quoi il reprit aussitôt son indépendance d'action. « Ayant découvert le plan du Vice-Roi, il donna l'alarme et signa le premier la déclaration du 19 à la Maison de Ville de Milan : « Point de Vice-Roi ! » qui fut suivie dans deux heures par 8.000 signatures. C'est, (ajoutait l'auteur de ces renseignements), un homme dont on peut tout faire si l'on sait le cajoler³ ». Son rôle dans les derniers jours de la domination napoléonienne a été très discuté et présente encore quelques points obscurs⁴. Ce qui semble établi, c'est que l'opinion publique l'accusait

1. LEZAT DE PONS, *Etudes sur l'histoire de la Lombardie dans les toente dernières années*, pp. 13-16.

2. LEZAT DE PONS, p. 60.

3. Rapport de police autrichien, du 22 juillet 1814. Arch. Vienne, Int. 595.

4. Cette question a été longuement étudiée par ZANOLI (II, pp. 441-445) qui se borne à rapporter les témoignages favorables ou défavorables à Pino ; elle a fait l'objet d'un travail récent de SILVIO PELLINI, *Il generale Pino e la morte del ministro Prina*, Novare, 1907

couramment de s'être vendu aux Autrichiens¹ ; c'est qu'à la veille de l'émeute du 20 avril, prévue et même annoncée par la voix populaire, il éloigna à dessein de Milan les seules troupes qui eussent été en mesure d'y maintenir l'ordre, écouta avec complaisance des cris de « Vive Pino ! », qui n'étaient sans doute pas entièrement spontanés, et évoqua avec intention, dans ses entretiens particuliers, l'exemple de soldats couronnés, tels que Napoléon et Bernadotte ; c'est que le lendemain 21 il se promena dans les rues en grand uniforme, comme pour provoquer des manifestations en sa faveur ; c'est qu'enfin dans la journée du 24, après le départ d'Eugène, il se déroba aux propositions de quelques-uns de ses compagnons d'armes, qui l'adjuraient de défendre à leur tête l'indépendance italienne contre les envahisseurs². — Quand cette cause eut été définitivement perdue par son refus, il accepta de l'Autriche le grade de feld-maréchal-lieutenant, se rendit à Vienne (juillet 1814) et s'offrit spontanément pour jouer vis-à-vis de la nouvelle domination un rôle d'informateur qui touchait de bien près à celui de délateur³. En ayant été d'ailleurs insuffisamment récompensé, il prit presque

1. Stendhal (*Journal d'Italie*, p. 371) rapporte ce bruit comme un fait acquis. Le jour même de l'émeute du 20 avril Melzi écrivait d'autre part au Vice-Roi : « Le général Pino et le chevalier Fagnani marquent beaucoup dans tout ce mouvement. S'ils pouvaient être éloignés d'une manière quelconque, ce serait un bien, surtout pour le premier ». MELZI, II, 439.

2. ZANOLI, *Sulla milizia cisalpino-italiana*, II, 309 et LEZAT DE PONS, pp. 74-75, 78, 91-92.

3. La lettre suivante (en français) que Pino envoyait le 18 juillet 1816 à la Direction de police à Vienne semble suffisamment transparente à cet égard : « Quoique en mon particulier je n'aie pas à me louer des administrations italiennes, néanmoins je veux encore rendre des services importants à mon pays et au gouvernement. Je vous prévien donc que plusieurs individus napolitains et romains parcourent l'Italie, poussés par le parti anglais, afin d'organiser une nouvelle insurrection. *Vous n'ignorez pas que dans d'autres circonstances je n'ai pas manqué de vous prévenir bien avant des orages qui se préparaient.* » Cette dernière phrase semble caractéristique si l'on songe qu'elle fut écrite au moment des procès de Mantoue, alors que divers compagnons d'armes de Pino étaient poursuivis pour avoir ourdi une conjuration militaire contre la domination autrichienne. En transmettant la lettre précédente au Ministère de l'Intérieur, la Direction de Police y ajoutait ce commentaire (22 juillet 1816) : « Cette lettre ne fait que confirmer ce que nous savons d'ailleurs ; mais par ses liaisons anciennes et militaires, ce général peut en savoir davantage que nous, Je tâcherai de l'engager à suivre l'affaire. Il est bon diable et voudrait se faire du mérite. » Arch. Vienne, Int., 595.

aussitôt sa retraite, et ne songea plus qu'à jouir de la fortune que lui avait valu son mariage avec une riche veuve (1808)¹. Il acheta à Oggiono et à Cernobbio deux magnifiques maisons de campagne où il entassa des objets d'art et des tableaux commémoratifs de ses exploits. Stendhal, qui alla en 1818 le visiter dans la première, le représente comme « assez beau, mais peu général » et d'« une générosité étonnante »². Il mourut avant d'avoir atteint la soixantaine, le 29 mars 1826. Sa vie qui fut l'objet d'un éloge funèbre prononcé aussitôt après son décès³, a été assez longuement racontée dans l'ouvrage de Lombroso (p. 126-174) sur les généraux italiens⁴.

TEULIÉ

Par son caractère et son existence, Teulié occupe une place tout à fait à part au milieu de ses collègues italiens. C'est d'abord le seul d'entre eux qui ait été tué à l'ennemi avant d'avoir pu donner sa mesure et peut-être révéler ses faiblesses : cette fin prématurée l'a entouré du prestige poétique qui s'attache aux destinées brutalement interrompues et lui a valu d'être comparé à Desaix⁵. Il rappelle d'autre part les généraux français de la première époque de la révolution par une ardeur de convictions, une noblesse de caractère et une simplicité de mœurs qui font de sa figure l'antithèse vivante de celles d'un Pino ou d'un Lechi.

Il ne semblait pas destiné à la carrière où il devait s'illustrer.

1. Dans une dépêche du 20 juillet 1808 (Arch. Berne, *Corr. Milan*, 555), le baron Marcacci, annonce ce mariage et ajoute que la fiancée de Pino, veuve d'un marquis Calderari, était une ancienne ballerine qui avait dansé autrefois à Milan sous le nom de *Pelosina*.

2. *Journal d'Italie*, p. 371. « Un officier qui avait tout perdu en Espagne venant implorer son secours, il lui dit : « *Per Dio, non ho danaro per aiutarli, ma prendi e fa danaro* ». Et il lui donna des effets précieux, entre autres une paire de pistolets qui lui avaient coûté 10.000 francs. »

3. *Discorso funebre pronunciato dal signor barone Ferdinando Porro... sulla bara che chiudeva il cadavere del tenente maresciallo Domenico Pino*, Lugano, 1826.

4. LOMBROSO (GIACOMO). *Biografie dei primarii generali ed ufficiali, la maggiore parte italiani, che si distinsero nelle guerre napoleoniche...* Milan, 1847.

5. STENDHAL. *Rome, Naples et Florence* (3^e éd.), p. 291.

Né à Milan la même année que Bonaparte (3 février 1769), il commençait, après de solides études à Pavie, à s'y distinguer comme avocat, quand la Révolution, dont il adopta les principes avec enthousiasme, lui fit quitter le barreau pour les camps. Nommé d'emblée chef de bataillon de la Garde Nationale milanaise (26 septembre 1796), il prit d'abord une part prépondérante à la réorganisation de ce corps, sous le nom du duc Serbelloni dont il était l'aide-de-camp¹ ; il sentit alors s'éveiller sa vocation militaire, entra dans la Légion lombarde et se signala presque aussitôt, soit dans les opérations contre les troupes pontificales (janvier 1797), soit dans la répression de la révolte de Vérone (avril). Adjudant-général en 1798, il faisait campagne en 1799 dans les Marches, d'où il fut rejeté sur Rome, bloqué au Château Saint-Ange, forcé de capituler avec la garnison du général Garnier, et enfin transporté en France ; il y prit, sous les ordres de Lechi, le commandement en second de la Légion Italique avec laquelle il revint en Italie. Le grade de général de brigade, obtenu quelques jours après Marengo (5 juillet 1800), fut la récompense de sa belle conduite.

En raison de la confiance qu'il inspirait, il se vit bientôt appelé, de préférence à d'autres collègues plus anciens que lui, au ministère de la Guerre (22 avril 1801), où il succéda à Bianchi d'Adda et à Polfranceschi dans la tâche ingrate de réorganiser en armée régulière les bandes qui formaient alors les seules forces militaires de la Cisalpine. Il se mit à l'œuvre avec ardeur, rétablit la discipline, fit publier des règlements calqués sur les modèles français, institua la gendarmerie, créa un collège d'orphelins militaires et un bureau topographique, veilla au paiement de la solde arriérée² et déploya une telle activité qu'un document officiel français lui reconnut plus tard le mérite d'avoir préservé l'armée de la dissolution. Ses services ne prévalurent malheureusement pas sur les inimitiés qu'il s'était attirées. Son intégrité gênait Sommariva, l'indigne

1. CUSANI, V, 61.

2. On trouvera dans ZANOLI, *Sulla milizia cisalpino-italiana*, I, 333, un résumé de son œuvre comme Ministre de la Guerre.

chef du gouvernement d'alors, qui refusait par intérêt de le seconder dans sa lutte contre les fournisseurs véreux. D'autre part, ses efforts pour dégager les troupes cisalpines de la tutelle un peu humiliante où les tenait le corps d'occupation lui valut l'hostilité du général en chef français, Brune. Il donna donc sa démission dans une lettre (28 juillet 1801) dont la dignité de ton reflétait la noblesse de sa nature :

« Comme citoyen et comme soldat, disait-il, je devais beaucoup à mon pays. Dans ma courte carrière ministérielle, j'ai eu le temps de mettre au service de la nation la pureté de mes principes et le zèle de mes services. Ma présence ultérieure au ministère mettrait l'intérêt général en contradiction avec mon intérêt privé. Le Général en chef me voit de mauvais œil à mon poste. J'y renonce pour le bien de mes concitoyens ¹. »

Sous le gouvernement de Melzi, Teulié, pourvu du commandement d'une brigade à Pavie, resta fidèle à son passé et à ses idées. Son indépendance de caractère déplaisait à Murat, qui, ne pouvant le compter parmi ses flatteurs, le représentait à Bonaparte comme « prenant à tâche de faire détester les Français » et obtenant à ce titre la faveur de Melzi ². Quant à ce dernier, peu suspect de complaisance envers un général « jacobin », il savait au contraire reconnaître les qualités comme les défauts de Teulié, sur lequel il portait le jugement suivant :

« Il a de la probité, des talents et connaît la partie. S'il est vrai qu'il a été très chaud, s'il est vrai que sa tête donne toujours dans l'exagération, il l'est aussi qu'il s'est bien comporté dans ces temps-ci, quoique n'aimant pas le système actuel. J'ajoute qu'il y a plus à compter avec cette espèce d'hommes bien décidés pour leurs principes que sur ceux qui ne tiennent aux partis que par des vues particulières. Je me flatte de ramener Teulié à un parfait accord entre sa conduite et ses devoirs ³. »

1. Le texte de cette lettre a été publié pour la première fois par CANTÙ, *Diplomatici*, p. 49.

2. MURAT, II, 280.

3. MELZI, II, 75.

La réalisation de cette espérance devait être ajournée par une malheureuse affaire, qui fut grossie à dessein par Lechi pour perdre son rival Teulié et par Murat pour amener la démission du Vice-Président. Le général avait eu l'imprudence de répondre par un accusé de réception banalement élogieux à l'envoi d'une pièce de vers dans lesquels son ami, le capitaine Ceroni déplorait l'asservissement de l'Italie en termes assez durs pour la France et son chef. Il n'en fallut pas plus pour qu'il fût arrêté par l'ordre de Murat et, après 24 jours de détention, destitué par un décret de la Consulte d'Etat (11 avril), sur les instructions venues de Paris ¹.

Un mérite comme le sien ne pouvait longtemps rester inutilisé dans une République qui comptait si peu de bons généraux. Aussi, quand il fut question d'envoyer une division italienne au camp de Boulogne (septembre 1803), Melzi eut l'heureuse inspiration de le proposer, et Bonaparte la sagesse de l'accepter pour le commandement d'une brigade ². En fait, il devait avoir toute la division sous ses ordres, puisque son chef Pino dut rétrograder au début de l'expédition et que Trivulzi, successeur de ce dernier, ne fit qu'une apparition au camp de Boulogne. Les rares qualités dont fit preuve Teulié dans ses fonctions, sous les yeux mêmes de l'Empereur, amenèrent promptement un retour de fortune en sa faveur. En août 1804, il est proposé pour la Légion d'honneur avec cette mention : « Soldat par hasard, enthousiaste de son métier. Du zèle et de la bravoure. Préféré des soldats, malgré la discipline sévère qu'il leur impose. Tête chaude, mais honnête et cultivé ³. » En février 1805, il est nommé général de division. Peu après, l'Empereur le fait inviter à son couronnement à Milan. S'il passe l'année 1806 à garder avec ses troupes le camp de Boulogne abandonné, il est bientôt appelé (novembre 1806), sur sa demande, à la Grande Armée, traverse le Hanovre avec sa division, que grossissent

1. Cf. sur toute cette affaire, PINGAUD, *Bonaparte Président la République Italienne*, pp. 141-160.

2. MELZI, *Mem.*, II, 191.

3. Propositions pour la Légion d'honneur, 10 août 1804. (Arch. Guerre, *Corr. Armée d'Italie*).

certain corps français, et vient assiéger la petite place de Colberg en Poméranie. Il avait conduit les premières opérations de l'investissement avec assez de bravoure et d'habileté pour recevoir une lettre d'éloges de Napoléon (7 avril)¹, et se voir décerner la Commanderie de la Couronne de Fer, quand il fut frappé d'un boulet, au cours d'un violent bombardement (14 juin). Il mourut après six jours de souffrances héroïquement supportées, emportant les regrets de ses troupes, l'admiration de ses compagnons d'armes, l'estime même de l'adversaire. Tandis que le commandant de la place assiégée faisait saluer ses funérailles par des salves d'artillerie, un officier français placé sous ses ordres devait lui consacrer dans ses souvenirs cette courte oraison funèbre : « Le général Teulié, âgé seulement de 34 ans², joignait à un physique fort agréable et à des manières parfaites de grands talents militaires et une bravoure remarquable. Sa sollicitude pour les troupes qu'il commandait le fit justement regretter³. » Ses restes furent transportés à Milan et sa biographie écrite par Jacopetti. Au témoignage de ceux qui l'avaient approché, sa simplicité de goûts, son irréprochable intégrité, sa sobriété de paroles, son extérieur grave et réfléchi contrastaient avec les allures de la plupart de ses collègues et achèvent de compléter sa physionomie de républicain de la première heure, resté jusqu'au bout fidèle à son idéal.

LES LECHI

L'armée italienne compta parmi ses généraux trois frères Lechi⁴, Giuseppe, Angelo et Teodoro, de fortune diverse et de mérite inégal : la carrière du premier fut la plus rapide, celle du

1. Le texte en est donné par LOMBROSO, p. 88, mais ne figure pas à la *Correspondance officielle*.

2. Il en avait en réalité 40.

3. D'ESPINCHAL, *Souvenirs militaires*, I, 31. Cf. également le *Mémorial* de NORVINS (III, 372) qui assista comme gendarme d'ordonnance aux débuts du siège et parle du « brave général Teulié ».

4. C'est là l'orthographe la plus généralement adoptée; mais le nom était écrit Lecchi dans les documents officiels et dans les signatures des intéressés.

second la plus obscure, celle du troisième la plus longue et la mieux remplie.

Originaires de Brescia, ils appartenaient à la petite noblesse de Terre-Ferme, restée rebelle à la domination de Venise, qui les écartait des honneurs et des emplois. Leur père, Faustino, était au dire de Stendhal « ce fameux comte Lechi, dont les folies d'amour et de jalousie ont été remarquées, même à Venise ¹. » Il n'eut pas moins de 19 enfants, dont 7 fils ; parmi les quatre filles qui survécurent, se trouvait la comtesse Gherardi « l'être le plus séduisant et le plus beau que l'on ait jamais vu peut-être » et dont les charmes, célébrés avec enthousiasme par Stendhal ², devaient conquérir les généraux Petiet et Murat.

L'aîné des fils, Giuseppe, était né à Brescia le 17 décembre 1767 ³. Cédant à une vocation militaire qu'il ne pouvait satisfaire dans sa patrie, il entra tout jeune au Theresianum de Vienne, et servit d'abord comme officier autrichien. Revenu dans sa ville natale, il songea à profiter de l'invasion française pour la soustraire au joug de Venise et, dans la nuit du 17 au 18 mars 1797, donna le signal du soulèvement qui devait avoir pour résultat de la réunir à la République lombarde, puis à la Cisalpine : ce fut le point de départ d'une rapide fortune. Son titre d'ancien officier lui valut le commandement de la Légion formée par les Brescians après leur libération ; il prit à cette occasion le grade de général de brigade, avec lequel il fut admis après Campo-Formio dans l'armée cisalpine. Il fit en cette qualité la campagne de 1799, et passa ensuite en France où Bonaparte lui confia (28 mars 1800) la mission de réunir en une « Légion Italique » tous les Italiens réfugiés. Il conduisit cette troupe dans la Lombardie recouvrée et obtint presque aussitôt après le grade de général de division.

Arrivé en quatre années au sommet de la hiérarchie militaire, il semblait n'avoir plus rien à désirer. Une ambition agitée, à

1. STENDHAL, *Vie de Napoléon*, p. 140 ; cf. *Rome, Naples et Florence* (3^e éd.), p. 49.

2. STENDHAL, *Vie de Napoléon*, p. 140.

3. et non en 1756, date donnée par CASINI, *Fonti per la Storia della Consulta di Lione*, p. 246.

laquelle se mêlaient d'autres passions moins avouables, allait le jeter dans de continuelles intrigues et le pousser à des entreprises où il cherchait un autre profit que la gloire des armes. Son rôle politique commence à la Consulte de Lyon, à laquelle il est convoqué comme notable de la Mella, et d'où il sort comme membre du Collège des *Possidenti* et du Corps Législatif. Aussitôt après, il travaille à se former un parti et une clientèle dans le corps d'officiers¹. Pour supplanter son rival Teulié, il postule ensuite le Ministère de la Guerre, grâce à l'appui de l'ancien triumvir Sommariva, qui prétend avoir ses entrées auprès de Joséphine. N'ayant pu y parvenir, il se rabat sur la Légation de Naples, qu'on s'apprête à pourvoir :

« S'il se met dans la diplomatie, écrit Marescalchi en annonçant cette nouvelle, attendez-vous, mon cher Melzi, non seulement aux embarras qu'il vous causera pendant son séjour à Naples, mais encore à ne plus avoir de tranquillité jusqu'à ce que vous l'ayiez nommé à Vienne et à Paris. Je connais cet homme sous toutes ses faces². »

Bonaparte ne veut pas entendre parler de ce projet, Melzi au contraire inclinerait à l'adopter, non pour satisfaire Lechi, mais pour l'éloigner ; car, dit-il « cet homme avide et ambitieux n'est environné que des plus mauvaises têtes, et ne formera jamais qu'un obstacle, et un embarras très grave³. » Plus tard, le Vice-Président le représente encore comme « immoral, cupide, intrigant, vénal, sans mœurs, autoritaire », tellement redouté qu'un employé du ministère de la Guerre n'ose lui réclamer des sommes indûment perçues, par crainte d'une vengeance ou d'un assassinat⁴.

Rencontrant la défiance du chef de l'Etat, Lechi se retourne alors vers Murat, qui vient de rentrer à Milan à la tête du corps d'occupation, et auprès duquel lui donnent accès ses fonctions de commandant de Place. Il n'a pas de peine à le circonvenir en le comblant de flatteries, en se faisant passer pour

1. MELZI, II, 140.

2. MELZI, I, 582.

3. MELZI, II, 76.

4. Dépêche de Moll du 31 mars 1803. Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1803.

« dévoué à toute outrance » ¹ à Bonaparte, en préconisant une annexion à la France, en lui dénonçant des complots imaginaires contre la domination française ². Toutes ces intrigues aboutissent à l'affaire Ceroni, qu'il a machinée pour amener la chute ou la démission de Melzi, et que la fermeté de Bonaparte finit par retourner contre ses auteurs. Lechi n'en retire d'autre avantage que de se voir déplacé et envoyé en province, malgré les protestations de Murat, malgré une lettre de justification envoyée directement au Premier Consul ³.

Il va bientôt trouver à l'extérieur, avec des occupations plus dignes d'un général, des occasions de se livrer impunément à ses penchants. Lors de la rupture avec l'Angleterre, il obtient sans peine (mai 1803) le commandement de la division italienne adjointe au corps de Gouvion Saint-Cyr, chargé d'aller occuper les côtes du royaume de Naples. Il passe la frontière avec ses troupes, qu'il fait cantonner dans les Pouilles. Il y est à peine établi qu'il devient (7 octobre) le héros d'une affaire où il joue un rôle au moins équivoque. Il est accusé par le capitaine napolitain Marulli d'avoir proposé à Acton son concours pour chasser les Français de l'Italie et pour la placer sous le sceptre de Ferdinand IV. Lui-même, averti de cette dénonciation, accourt à Milan pour parer le coup et cherche à se disculper en prétendant avoir écouté et même encouragé son tentateur à parler, afin de l'amener à se découvrir davantage ⁴. Heureusement pour lui, le Premier Consul se refuse à prendre au sérieux ces « pitoyables intrigalleries » ⁵. Ce qui semble plus positif, ce sont les cruautés et les exactions qu'on lui reproche. Un milicien napolitain fusillé sans raison ni jugement ⁶, un prêtre assassiné parce que sa collection d'antiquités excite d'ar-

1. MURAT, II, 280.

2. « C'est Lechi qui m'instruit de tout ». MURAT, II, 286.

3. Lettre de Lechi au Premier Consul du 4 avril 1803. Arch. Guerre, *Corr.* Armée d'Italie, 1803.

4. Sur toute cette intrigue, restée d'ailleurs assez obscure cf. MELZI, II, 621-623 ; et les lettres de Cacault, ambassadeur de France à Naples, des 16 sept., 17 oct., 6 et 30 déc. 1803 (*Aff. Etr., Corr.* Naples, 129).

5. *Corr.*, VIII, n° 7252.

6. *Correspondance inédite de Marie-Caroline avec le marquis de Gallo* (Ed. Weil), II, 491.

dentes convoitises, la municipalité de Bitonto frappée d'une contribution de 5.000 ducats et forcée de déclarer par écrit n'avoir rien versé ¹, des cantons entiers menacés d'occupation militaire et admis à s'en exempter à prix d'argent ², tels sont, choisis entre mille, les faits qui provoquent les incessantes réclamations adressées à Bonaparte par Gallo ou par Alquier. Exagérées peut-être à dessein, ces plaintes devaient bien avoir quelque fondement, car elles continuèrent quand Joseph fut monté sur le trône de Naples. Interrogé au sujet de Lechi, celui-ci répondit « qu'à la vérité le général avait fait des affaires d'argent, mais que sa conduite avait tout effacé » ³. L'aveu ne pouvait être plus explicite.

Rappelé à Milan en 1807, Lechi ne fit qu'y passer, et fut ensuite envoyé en Espagne, comme commandant de la division d'occupation qui se joignit aux troupes de Duhesme (février 1808) pour occuper Barcelone et la Catalogne. Il y conduisit une guerre de sièges assez ingrate, mais dans un pays reculé, qui lui offrait plus d'occasions encore qu'à Naples de succomber à ses tentations d'argent et à ses caprices d'arbitraire. S'il se conduisit avec bravoure, s'il repoussa même avec décision une tentative de corruption du général espagnol Vivès, qui lui offrait un million pour livrer Barcelone ⁴, il pressura si durement la population de cette ville qu'il y gagna le surnom de « nouveau Verrès » et que le scandale de ses exactions finit par parvenir jusqu'à Paris. Résolu à décourager ses imitateurs par un exemple éclatant, Napoléon le fit arrêter (3 octobre 1810) comme prévenu de concussion et transférer à l'Abbaye (22 novembre 1810) ⁵. Renvoyé d'abord par la Cour de Cassation

1. Marescalchi à Melzi, 19 juil. 1804. Arch. Vienne, 8.

2. Rapport d'Alquier du 23 nov. 1804. Aff. Etr. Corr. Naples, 129.

3. Lettres d'Eugène à Napoléon, 7 août 1806 (*Mémoires du prince Eugène*, III, 112).

4. Le texte des lettres échangées à cette occasion est reproduit dans la notice de LUMBROSO indiquée plus loin.

5. Sur la réputation de Lechi en Espagne, et sur les faits qui provoquèrent la mesure de rigueur dont il fut l'objet, on trouvera des détails circonstanciés dans l'ouvrage de CONARD, *La captivité de Barcelone* (Paris, 1909) particulièrement pp. 125 à 130, 314 à 321, 401 à 403. Son arrestation fit grand bruit à Milan, mais parut n'y surprendre personne. « Elle est l'objet de toutes les conversations, écrivait à ce propos le prince Eugène à l'Empereur (16 nov. 1810). Il n'est pas jusqu'aux sous-officiers et soldats

devant le juge d'instruction de la Seine (6 juin 1811), il évita par décision du Conseil privé sa mise en jugement, fut enfermé comme prisonnier d'Etat dans une maison de santé de Chaillot, et se vit relâché le 30 octobre 1811, à la suite de la lettre suivante de Napoléon au ministre de la Guerre :

« Le général Lechi est depuis longremps en prison. Laissez-le sortir sans décision et donnez-lui un passe-port pour se rendre à Naples, où le roi de Naples consent à l'employer. Nous serons ainsi débarrassés d'un officier qui, d'un côté, a rendu de grands services, puisqu'il s'est déclaré le premier pour notre cause en Italie, mais qui de l'autre s'est couvert de tous les crimes à Barcelone. Trois ans de prison au secret lui serviront de punition ¹. »

Devenu ainsi général napolitain, Lechi suivit désormais la fortune de son nouveau maître, dont il semble avoir contribué à ébranler la fidélité à Napoléon. Il lui persuada en effet qu'il avait un grand rôle à jouer comme champion de l'indépendance italienne et qu'il n'avait qu'à se présenter comme tel pour trouver partout des partisans enthousiastes ²; en même temps Lechi travaillait à gagner à la cause du roi de Naples plusieurs de ses anciens amis et collègues de Milan, notamment Pino ³. En 1813 le moment lui parut venu de satisfaire ses ressentiments et de réaliser ses projets. Il commandait l'avant-garde de cette armée que Murat devait conduire contre les Autrichiens et qui finit par s'unir à eux contre Eugène. Il occupa Livourne et Florence, signa avec Fouché (24 février 1813) une convention pour l'évacuation de Rome par les troupes françaises, et arriva sur le Pô pour y apprendre la révolution de Milan (20 avril),

qui ont servi sous ses ordres qui ne s'entretiennent de lui dans les cafés, et d'une manière qui, malheureusement pour lui, est loin de lui être favorable. »

1. LECESTRE, *Lettres inédites de Napoléon*, II, n° 1241.

2. « Le roi (Murat) se promène seul et en calèche avec le général Lechi, récemment sorti des galères. Ce dernier a assuré au roi qu'il n'avait qu'à se présenter en Italie et qu'il y avait un très grand parti. Le roi répète avec beaucoup de complaisance que vous ne savez pas tout le mal que lui, roi, peut faire à V. M. en Italie. » Eugène à Napoléon le 20 déc. 1813. *Mémoires du prince Eugène*, IX, 494.

3. LEZAT DE PONS, *Etudes sur l'histoire de la Lombardie pendant les trente dernières années*, p. 26.

qui anéantissait ses espérances. Quand Murat recommença l'entreprise l'année suivante, Lechi était encore à ses côtés, notamment à la bataille de Tolentino où il semble avoir joué un rôle militaire assez médiocre. Après le départ et la mort de son bienfaiteur, il se retira dans sa ville natale, où il mourut le 9 juin 1836, laissant une réputation bruyante, mais équivoque, après s'être signalé par ses faiblesses privées bien plus que par ses talents militaires ¹.

Le second des généraux Lechi, Angelo, eut une carrière plus modeste, mais moins mêlée, qui se déroula d'ailleurs à l'ombre de celle de son frère. Après être entré comme lui dans l'armée à la suite de la révolution de Brescia, après avoir fait avec lui les campagnes de 1799 et de 1800, il devint son chef d'état-major en Espagne, sans partager toutefois ses erreurs ni sa disgrâce et, après son retour en Italie (1810) obtint, avec le grade de général de brigade, un commandement territorial où il termina sa carrière.

Sa renommée semble avoir été éclipsée entre celles de son aîné et de son cadet. Celui-ci, Teodoro, de beaucoup le plus jeune des généraux Lechi (il était né le 16 janvier 1788), entra dans la Légion bresciane à sa formation, devint chef de bataillon à 20 ans (4 juin 1798) et chef de brigade à 23 (3 janvier 1801), pour s'être signalé par des actes de valeur pendant la campagne du Tyrol ². La rapidité foudroyante de cet avancement se serait sans doute ralentie avec la fin de la période révolutionnaire s'il n'avait été envoyé à Paris (26 septembre 1803) pour y commander, avec le titre de colonel, le bataillon de grenadiers de la Garde Italienne, récemment formé à Milan et que le Premier Consul appelait à servir auprès de sa personne. Vivant sous les yeux du dispensateur suprême des faveurs, il devait être associé aux honneurs et aux profits de l'épopée impériale. — Sa situation lui procure d'abord l'avantage de prendre

1. Portrait dans COMANDINI, I, 630.

2. Etats de service dans LUMBROSO, p. 366.

part, aux côtés de la Garde impériale, à toute la campagne d'Austerlitz et d'en être récompensé par le grade de général de brigade et la commanderie de la Couronne de Fer (1806). De retour à Milan, il va guerroyer deux ans en Dalmatie avec Marmont, et il en revient en 1808 pour conduire l'infanterie de la Garde Royale sur les champs de bataille de 1809, y compris celui de Wagram. Il retire encore de cette campagne le titre de baron avec une dotation. Viennent ensuite pour lui deux années de garnison et de repos, écoulées à Milan dans les plaisirs de la société et les distractions de la galanterie, au milieu de conquêtes féminines que son physique avantageux lui rendait faciles ¹ ; Stendhal qui fait alors la connaissance du *Lovelace milanais* ne tarit pas en éloges sur son amabilité, son naturel parfait et son amour de la musique ². — Après cet intermède aux occupations guerrières, les événements le jettent au premier rang des luttes qui signalent la fin de la période impériale. C'est d'abord, en 1812, la campagne de Russie, d'où il rapporte, au prix de mille fatigues, les aigles de la Garde Royale, placée sous ses ordres. C'est ensuite celle de 1813-1814, au cours de laquelle l'armée du Vice-Roi, dont il commandait une division, dut reculer pied à pied des Alpes Carniques aux rives du Mincio. Après la chute de Napoléon et le départ d'Eugène, Lechi prépare avec plusieurs de ses anciens collègues une conjuration militaire pour chasser les Autrichiens et proclamer l'indépendance (octobre 1814). Dénoncé et arrêté avec eux avant d'avoir pu commencer l'exécution de ce projet, traduit devant une commission militaire (8 février 1816), condamné à deux ans de prison (17 septembre), il restera enfermé à Mantoue jusqu'en 1819, pour se retirer ensuite dans sa ville natale, puis à Milan (1844).

Sa carrière semblait terminée, comme celle de son aîné, avec la chute de la domination napoléonienne. Son extraordinaire longévité allait lui permettre d'en recommencer une autre, plus éphémère d'ailleurs, après trente années de retraite. En 1848,

1. CORACCINI, p. 211.

2. STENDHAL, *Journal d'Italie* (éd. Arbelet), p. 172.

le gouvernement provisoire formé à Milan, à la suite de l'expulsion des Autrichiens, recourut à son expérience militaire pour tenter de former en quelques semaines une armée lombarde. Agé alors de 62 ans, il avait perdu l'activité nécessaire pour accomplir une tâche à laquelle un jeune homme aurait à peine pu suffire. Il n'eut d'ailleurs que le temps de montrer sa bonne volonté, et fut heureux, quand l'annexion au Piémont eut été votée (mai) de déposer ses pouvoirs entre les mains du roi Charles-Albert. Il lui fit hommage à cette occasion des aigles qu'il avait autrefois rapportées de Russie¹ : unissant ainsi par un geste symbolique les souvenirs d'un passé glorieux aux espérances d'un meilleur avenir. Il devait également renouer les traditions napoléoniennes, en allant, au cours d'un voyage postérieur en France, saluer le Prince-Président, qui accorda au vieux serviteur de son oncle la croix de Commandeur de la Légion d'honneur (25 septembre 1852).

Après le retour des Autrichiens à Milan (1848), Lechi avait été forcé de se retirer à Turin et n'espérait plus guère, en raison de son âge, revoir sa ville natale ; sa robuste santé lui permit de résister aux fatigues de la vieillesse comme aux tristesses de l'exil, de voir la guerre libératrice de 1859 et de revenir à Brescia où il mourut en 1866, à 88 ans. La longue durée de son existence lui avait valu le privilège de jouer le rôle de trait d'union entre la génération qui avait préparé le Risorgimento et celle qui l'avait accompli². Sa vie a fait l'objet d'un ouvrage spécial de Giuseppe GALLIA (*Biografia del generale Teodoro Lechi*, Brescia, 1867) complété par une notice (*Il generale Teodoro Lechi da Brescia*), insérée par le baron LUMBROSO dans la *Rivista Storica del Risorgimento*, t. III, p. 349.

1. Elles ont été déposées et se trouvent encore actuellement à l'*Armeria reale* (Musée d'artillerie) de Turin.

2. Le même rôle échut également à son frère cadet Luigi né en 1785, et qui, après s'être adonné aux belles-lettres, fut membre du Gouvernement provisoire de Brescia en 1848, devint Sénateur du royaume d'Italie en 1860 et ne mourut qu'en 1867.

FONTANELLI

Dans la galerie des généraux italiens, la figure de Fontanelli, ainsi que celle de Teulié, s'oppose par un vigoureux relief à celles de Pino et de Lechi. Ceux-ci n'étaient que des soldats arrivés, n'ayant pour seul mérite que le courage personnel. Fontanelli possède sur eux cette supériorité d'avoir uni les vertus morales aux talents professionnels, le caractère à la valeur militaire, les qualités de l'administrateur à celles de l'homme de guerre. Il se distingue aussi de ses collègues en ce qu'il a représenté dans l'armée l'élément modénais, auquel appartenaient tant de hauts fonctionnaires de l'ordre civil, et dont il semble avoir personnifié les dons naturels.

Né à Modène le 18 novembre 1775, d'une famille noble, il paraissait destiné au métier des armes par la profession de son père, ancien ministre de la Guerre du Duc. Au début de la Révolution, dont il adopta les principes, il entra comme chef de bataillon dans cette « Légion italienne » dont le congrès réuni à Modène (octobre 1796) avait décidé la formation en même temps que l'union fédérative des gouvernements provisoires de l'Emilie. Après avoir fait ses débuts militaires en réprimant, avec autant de modération que de fermeté, une émeute rurale à Mirandola, il prit part successivement : aux opérations en Romagne contre l'armée pontificale (janvier 1797) ; à l'expédition des Iles Ioniennes, où il fit la connaissance d'Eugène de Beauharnais ; au siège d'Ancône, d'où il put s'échapper sans être fait prisonnier ; à la campagne de Marengo ; enfin à celle de Toscane (1800), où il tomba entre les mains des Autrichiens. Libéré à la paix, il reçut le commandement d'un régiment, puis la direction du personnel au ministère de la Guerre. Il passait dès ce moment pour un officier d'avenir ; après l'avoir signalé à Marescalchi comme le « meilleur » parmi ses collègues, Melzi voyait déjà en lui un candidat possible à la succession de Trivulzio :

« Parmi les chefs de corps, écrivait-il au Premier Consul, j'ai trouvé

que le chef de brigade Fontanelli réunissait à un degré distingué l'opinion générale... Il n'a pas tout à fait trente ans. Mais j'observe qu'il se faisait beaucoup respecter et se conduisait très bien à la tête de la Première Légère, qu'il avait lui-même organisée et disciplinée, de manière qu'elle passait pour le meilleur corps de chez nous et pour le mieux instruit. J'ai entendu le général Murat lui rendre cette justice ¹. »

Malgré ces témoignages favorables, Fontanelli avait une situation inférieure à celle de Pino, Teulié ou Lechi, et il y aurait peut-être longtemps végété si Bonaparte n'avait, à l'automne de 1803, manifesté le désir d'appeler à Paris, avec sa Garde italienne, un aide de camp italien pour faire le service auprès de sa personne. Le Vice-Président tint à désigner pour ce poste de confiance un homme sûr, capable à l'occasion de devenir son fidèle interprète auprès du Premier Consul : « Je vous expédie Fontanelli, écrivait-il à Marescalchi le 29 décembre 1803, c'est un officier de mérite très-versé dans son métier. Je vous préviens seulement qu'il est timide, et qu'en se présentant il a un certain air d'embarras ² ». Ces défauts extérieurs n'empêchèrent le nouvel aide de camp, ni de se distinguer par son application, ni même de se répandre dans la société parisienne ³. Sa fortune fut dès lors assurée ; il n'eut plus qu'à attendre, sans même devoir les provoquer, les marques répétées de la faveur impériale : en 1804 le grade de général de brigade, en 1805 les fonctions de gouverneur du Palais de Milan, en 1806 le commandement du régiment des vélites, en 1807 celui de la Garde Royale tout entière, en 1808 le titre de comte, qu'accompagna bientôt l'attribution d'un majorat de 10.000 livres. Noté, en 1806, par le Vice-Roi comme un officier de la plus grande valeur, « promettant beaucoup ⁴ », il débute la même année dans la grande guerre et commande une division de l'armée que le prince Eugène conduit des bords de l'Adige à ceux de la Raab. Peu après, le mouvement ascensionnel qui l'entraînait

1. MELZI, II, 178.

2. Melzi à Marescalchi 29 déc. 1803. Arch. Milan, 38.

3. Marescalchi à Melzi 12 janv. et 3 fév. 1804. Arch. Vienne, 30.

4. « C'est un des officiers de l'armée d'Italie qui donnent le plus d'espérances », écrira encore Eugène (*Mémoires du prince Eugène*, VI, 39).

sans se ralentir depuis huit ans le porte enfin jusqu'au sommet de la hiérarchie militaire. Le 10 août 1811, il reçoit le ministère de la Guerre, qu'il gardera jusqu'à la chute de la domination napoléonienne¹. Il exerce ses fonctions dans des circonstances délicates et doit diriger d'abord, en 1812, les immenses préparatifs militaires nécessités par l'expédition de Russie, puis, en 1814, les efforts désespérés tentés pour tirer de l'Italie épuisée une nouvelle armée à opposer à l'invasion. Entre temps, il va commander, en Allemagne, une division italienne (mai-novembre 1813) et prendre à la campagne d'été une part assez brillante pour mériter, avec les éloges personnels de l'Empereur² la Grand-Croix de la Couronne de Fer.

Les événements de 1814 vinrent interrompre sa carrière ; il n'avait que 39 ans. Après l'armistice de Schiarino Rizzino (16 avril) qui mit fin aux hostilités en Italie, il fut envoyé, avec Bertolotti, en mission à Paris, pour y demander, au nom de l'armée, le maintien du prince Eugène comme souverain indépendant, à la tête de l'État qu'il régissait en sous-ordre depuis 1805. On sait quel fut l'insuccès de cette tentative. Revenu à Milan, Fontanelli se rallia à la domination autrichienne, accepta le grade de feld-maréchal-lieutenant, et se déroba aux instances d'anciens officiers de l'armée italienne qui voulaient le mettre à la tête d'une conjuration militaire contre le nouveau régime. Devenu néanmoins suspect à Bellegarde, il fut appelé à Vienne (décembre), sous le prétexte d'y élaborer un projet d'organisation militaire du royaume lombard-vénitien, mais obtint bientôt l'autorisation de rentrer dans ses foyers près de Modène, où il séjourna quinze ans. Sa présence y ayant paru dangereuse après les mouvements révolutionnaires de 1831, il dut, par ordre du gouvernement autrichien, venir s'établir à Milan, théâtre de ses grandeurs passées. Il y finit tristement ses jours, en 1837, accompagné à sa dernière demeure par le feld-maréchal Radetzki.

1. Son œuvre comme administrateur est résumée dans l'ouvrage déjà cité de ZANOLI, II, 335.

2. « Vous avez actuellement à la tête de la division italienne un excellent général de division, le général Fontanelli ». *Corr.* XXV, n° 20.090.

Son principal biographe Jacopetti a tracé de lui le portrait suivant, dont la pompe un peu académique laisse pourtant apercevoir les principaux traits de la physionomie du modèle :

« Fontanelli avait une haute stature, un extérieur avantageux, une attitude pleine de dignité, un regard tranquille et pénétrant, le visage empreint d'une douce mélancolie. Il se distinguait encore par une parole rare et mesurée, un maintien réservé, des manières courtoises, une sobriété extrême, un tempérament calme, une magnificence touchant à la prodigalité, un esprit élevé et méditatif, une grande prudence, une modestie innée accompagnée du dédain de la louange, une parfaite intégrité, un cœur intrépide, mais ouvert aux affections de la famille et de l'amitié. »

La vie de Fontanelli a fait l'objet de trois ouvrages principaux : 1° *Biografia del conte Achille Fontanelli...*, scritta dal maggiore JACOPETTI (son ancien aide de camp), Milan, Borroni e Scotti, 1843, qui constitue la principale source pour l'étude de sa vie ; 2° *Elogio del Conte Achille Fontanelli dedicato à S. M. Vittorio-Emanuelle*, Modène, Vincenzi, 1879 ; c'est le résumé en une centaine de pages de l'ouvrage de Jacopetti, 3° *Vita e campagna del generale Achille Fontanelli* par Stefano MAINONI : étude parue dans la *Rivista militare italiana* (année 1883, tome III, pp. 247-305)¹. On trouvera reproduits dans COMANDINI le portrait (p. 497) et les armes (p. 698) de Fontanelli. Son fils aîné, dont la biographie a été écrite par RONCAGLIA, prit part au mouvement national de 1848 et commanda pendant la campagne de Novare (1849) un régiment de volontaires modénais, incorporé dans l'armée sarde.

1. Cf. également une notice détaillée sur Fontanelli dans l'ouvrage du commandant WEIL, *Joachim Murat, roi de Naples*, V, 504.

LIVRE II

LES FRANÇAIS

En dehors du personnel national qui administrait, sous la présidence de Bonaparte, la République italienne, trois Français furent appelés à intervenir, comme acteurs ou comme témoins, dans ses destinées. Un diplomate, Jacob, chef de division au Ministère des Relations extérieures, fut officiellement chargé de ses rapports avec la France ; un militaire, Murat, résida dans sa capitale, en 1802 et 1803, comme commandant en chef de l'armée d'occupation ; un ancien journaliste et fonctionnaire, Méjan, assista, en 1805, à sa transformation en royaume et arriva à Milan avec le Vice-Roi Eugène dont il était le Secrétaire des commandements et l'homme de confiance. Tous trois consignèrent le résultat de leur mission ou de leurs observations dans des rapports détaillés, que l'on peut considérer comme des documents précieux pour l'étude de la domination napoléonienne pendant la première période de son histoire.

JACOB

Bien que Marescalchi eût directement accès auprès du Premier Consul, le Ministre des Relations Extérieures Talleyrand était l'intermédiaire officiel entre la République italienne et le gouvernement français ; comme il se trouvait trop absorbé par la grande politique et trop indolent pour suivre le détail des affaires de Milan, il déléguait ce soin à l'un de ses chefs de division, Jacob. Ce fut donc à celui-ci qu'il appartint de les traiter, de renseigner son chef sur la suite qu'elles comportaient,

et de donner même d'utiles conseils à Marescalchi, par lequel il n'était jamais consulté sans profit ¹.

Aucun des collaborateurs de Talleyrand ne semblait mieux convenir à ce rôle de spécialiste des affaires italiennes. Il avait appris à les connaître par un long séjour au-delà des Alpes ; diplomate de carrière, ou au moins de la carrière révolutionnaire, il appartenait à la catégorie de ces fonctionnaires modestes, mais précieux, que recommandent l'utilité plus encore que l'éclat de leurs services. Né à Sisteron, le 28 mai 1750, Jean Jacob avait commencé, ainsi que Portalis, son compatriote de Provence, par entrer dans la carrière diplomatique, comme Secrétaire de Légation auprès de la République de Venise. Il devait y rester plus de quatre ans. Ses fonctions devinrent fort délicates après l'invasion française, mais lui valurent d'attirer l'attention de Bonaparte, qui, dès le 17 mai 1796, écrivait à son chef Lallement : « Si le citoyen Jacob ne vous est pas indispensable à Venise, envoyez-le ici ; je l'enverrai dans le Milanais pour l'administration du pays ² ». Ce projet n'eut pas de suite, mais Jacob reçut un autre poste de confiance ; il alla à Turin comme chargé d'affaires, et il eut en cette qualité à négocier le traité d'alliance et de neutralité imposé au roi de Sardaigne (déc. 1796) ³. Après un an de séjour dans ce pays (oct. 1796-oct. 1797), il passa à la Légation de Florence, d'où il devait revenir à Paris, en juillet 1799. Quand Reinhard, qui l'avait distingué, réorganisa le ministère des Relations Extérieures, il l'appela à diriger la seconde division politique de son Département (sept. 1799). Après la Consulte de Lyon enfin, Talleyrand, qui lui témoignait la même estime, adjoignit à ses attributions les affaires de la République italienne.

Il eut, en cette qualité, à assister de ses bons conseils Marescalchi dans toutes les questions de quelque importance ; il fut appelé également à remplir, à Milan, deux missions de confiance. La première fois, c'était au printemps de 1803, au

1. Lettre de Marescalchi à Melzi, 10 sept. 1804. Arch. Vienne, 8.

2. *Corr.* I, n° 441.

3. *Corr.* II, n° 1271.

moment où le Vice-Président et le général en chef Murat, brouillés à la suite de l'affaire Ceroni, se dénonçaient mutuellement à Paris. Pour se reconnaître au milieu de ces assertions contradictoires, le Premier Consul envoya Jacob faire une enquête sur place et transmettre à Melzi de nouvelles instructions. Malgré la courte durée de ce premier séjour (17 avril-1^{er} mai), Jacob vit beaucoup de monde, et commença à se renseigner sur l'état du pays. Il devait revenir encore à Milan dans la seconde quinzaine de novembre pour y établir avec Melzi le premier budget à présenter au Corps Législatif, conformément aux instructions consulaires. Il profita de ce second voyage pour compléter ses observations et jugea utile à son retour de les résumer dans un mémoire d'ensemble qu'il adressa le 3 décembre à Talleyrand. Ce rapport dont quelques passages seulement ont été cités¹, mérite d'être reproduit *in extenso*, car il n'est point de document plus sincère, plus véridique et plus impartial sur le fonctionnement de la République Italienne. Il est l'œuvre, en effet, d'un témoin expérimenté, familiarisé par son passé avec les milieux italiens, mais élevé par son éloignement et sa position au-dessus des passions locales. En voici le texte intégral :

Rapport du citoyen Jacob, de retour de Milan, sur la position des affaires dans la République italienne.

CITOYEN MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de vous rendre compte de l'objet principal de la mission dont vous aviez daigné me charger². Je dois encore, selon vos ordres, vous présenter les diverses observations que j'ai eu lieu de faire pendant mon séjour dans la République Italienne. Je n'ai point la présomption de vous en garantir la certitude ; et je sens même que j'ai pu me tromper. J'ose cependant vous dire que je me suis toujours enquis avec tout le soin dont j'étais capable. Aurais-je besoin d'ajouter

1. Notamment par M. DRIAULT, *Bonaparte en Italie*, p. 230.

2. L'établissement du budget.

que, quoiqu'il soit de mes remarques, je vais vous les rapporter sans dissimulation ni réserve.

En jetant un premier coup d'œil sur l'état des choses dans la République Italienne, on voit qu'elles marchent avec assez de régularité, et mieux peut-être que dans beaucoup de pays depuis longtemps constitués. L'ordre et la tranquillité règnent à peu près partout, et il est maintenant reconnu qu'il y avait beaucoup d'exagération en tout ce que l'on a dit sur la disposition des esprits dans les départements du Rubicon et du Reno¹. Les craintes que l'on a eues à ce sujet étaient surtout fomentées par les rapports des Sous-Préfets qui, soit par ignorance, soit pour se faire valoir à tout prix ou pour tout autre motif, présentaient tous les petits faits comme des symptômes de commencements de troubles et de séditions. C'est ce que j'ai appris du Cit. Felici, actuellement chargé du portefeuille de l'Intérieur.

Mais en regardant de plus près, et avec plus d'attention, l'on s'aperçoit bientôt que cette marche des affaires n'est ni aussi rapide, ni aussi assurée qu'elle pourrait l'être et qu'il y aurait lieu de le souhaiter. Les détails, dans lesquels j'entrerai tout à l'heure, vous en donneront plusieurs raisons particulières : je vais en indiquer ici trois générales.

La première est le peu d'intérêt que presque tous les individus, et même ceux qui occupent les premières places, paraissent prendre à la chose publique. Qu'on s'en entretienne avec eux, ils en parlent avec une froide indifférence, et comme s'il s'agissait des affaires d'un autre pays. Si parfois ils montrent quelque chaleur, ce n'est que lorsqu'il est question de quelque objet qui tient à leurs passions particulières. De là vient que presque personne ne fait le moindre effort pour le bien commun et que les plus zélés n'outrepassent pas la ligne stricte du devoir.

La deuxième raison est l'esprit départemental, qu'il sera bien difficile de détruire et qui est un résultat inévitable de la manière dont la République est composée. Les divers peuples, jadis indépendants et presque ennemis les uns des autres, qui se trouvent maintenant réunis sous un seul gouvernement, sont loin de se regarder comme formant une seule et même nation. Chacun d'eux ne considère que son propre intérêt et

1. A la suite de la rupture du traité d'Amiens, les manœuvres des agents anglais dans la Romagne avaient fait redouter un moment un soulèvement populaire dans le pays. Melzi (*Mem.*, II, 177) et Murat (*Lettres*, II, n° 1135) avaient dénoncé ce péril au Premier Consul qui s'empessa de les rassurer (*Corr.* VII, nos 6969 et 6986) en qualifiant même leurs craintes de « ridicules ». (*Corr.* VII, n° 6968).

ne considère en quelque sorte dans les autres que des rivaux dont la prospérité l'affligerait. On reproche aux Milanais, et peut-être avec quelque raison, de vouloir tout concentrer dans leurs murs. Mais on pourrait dire aux habitants des autres pays qu'il devraient mieux comprendre qu'on ne peut éviter d'avoir une ville centrale, et savoir mieux céder à cette nécessité¹.

Enfin la troisième raison est l'idée, généralement et fortement empreinte, que l'état actuel des choses ne peut pas longtemps subsister, et que les circonstances doivent amener bientôt des changements considérables. Tous ne les attendent pas avec les mêmes sentiments : les uns les appréhendent et les autres les désirent ; mais cette attente produit une incertitude, une anxiété d'autant plus grandes que personne ne peut dire ce que seront les changements que l'ont prévoit, et qu'à tout égard on est réduit à former cent conjectures différentes.

J'ai eu plusieurs fois l'occasion d'attaquer et de combattre cette idée : elle est trop bien établie pour que de simples raisonnements puissent même l'ébranler. D'ailleurs j'ai pu voir, et on m'a souvent déclaré, qu'elle influe plus ou moins sur toutes les résolutions, sur toutes les mesures, sur la conduite de ceux qui prennent part au gouvernement. Je crois pouvoir dire aussi que si leur marche paraît lente et incertaine, rien n'y contribue peut-être davantage.

Après ces remarques générales, permettez-moi, Citoyen Ministre, que j'entre dans quelques détails et que je vous expose ce que j'ai pu voir ou apprendre touchant les diverses autorités constituées.

Je n'ai rien à dire sur le Vice-Président. Vous connaissez ses talents, ses lumières, son désintéressement, son dévouement entier à la chose publique, toutes ces belles et aimables qualités morales qui le font également chérir et respecter. Je me permettrai seulement d'observer que ce dévouement si louable est peut-être excessif dans ses effets, et qu'il en résulte, sinon pour l'État, au moins pour lui, deux graves inconvénients.

Le premier est qu'il veut faire, et fait effectivement trop de choses par lui-même ; il ne se borne point à diriger, à ordonner ; il exécute, et son attention scrupuleuse s'étend jusqu'aux plus petits détails. Ainsi il épuise ses forces dans des travaux qu'il pourrait aisément laisser à d'au-

1. « Ce qui appartient au terrain de l'ancienne Lombardie, écrivait Melzi (*Mem.*, II, 51), souffre patiemment par l'effet de l'habitude, la dépendance naturelle de la Centrale. Tout le reste plus ou moins y répugne ; il travaille pour s'y soustraire de toute manière et tend visiblement au fédéralisme absolu. L'idée qu'il faut centraliser pour être fort n'entre pas dans les têtes. »

tres mains. C'est du reste ce que sa correspondance vous a souvent donné lieu de remarquer ¹.

Le deuxième est qu'il s'inquiète, il s'irrite, il s'effraye outre mesure des obstacles qu'il rencontre sur ses pas et de toutes les irrégularités qui se montrent dans diverses branches d'administration. Il tend à une perfection idéale qu'il n'est pas possible d'atteindre et il s'afflige de ne point y arriver. Ce sont là, je n'en doute point, les vraies causes de sa mauvaise santé. Comment ne serait-il pas malade, menant une vie toujours solitaire, toujours laborieuse, toujours mélancolique, sans diversion ni distraction quelconque ? J'ai pris la liberté de lui citer l'exemple du Premier Consul, qui, au milieu des occupations les plus nombreuses et les plus importantes dont jamais homme ait été chargé, sait trouver encore quelques moments pour des délassements également nécessaires au corps et à l'esprit. Il m'a répondu que pour lui il chercherait en vain à se distraire : car les affaires et les soucis le suivraient partout.

Je n'ai pas besoin non plus, Citoyen Ministre, de vous parler de la Consulte d'Etat ² : tous les membres vous en sont connus et je ne pourrais rien vous en apprendre que vous ne sachiez bien mieux que moi. Je me bornerai donc à vous dire que ce corps ne m'a point paru jouir à Milan de toute la considération dont il serait à désirer qu'il fût environné, et qui le mettrait à la portée d'influer utilement sur l'opinion publique. D'ailleurs ses membres sont souvent absents, dispersés ; l'un d'eux, le Cit. Containi, est même toujours resté dans sa patrie où il est chargé d'une inspection sur les eaux. Enfin quelques-uns se montrent peu amis du gouvernement : tel est en particulier le Cit. Paradisi.

Vous savez, Citoyen Ministre, que le Vice-Président a été longtemps peu satisfait du Conseil Législatif, de sorte qu'il avait proposé d'en

1. Melzi lui-même donnait de ce zèle excessif l'explication suivante : « Un des embarras les plus graves que je rencontre est celui de trouver des commis capables de faire de la bonne besogne... Ceux qui savent écrire n'ont pas la moindre teinture des affaires : ceux qui travaillent dans les affaires ne savent pas écrire. Jusqu'ici, je ne suis pas parvenu à m'entourer de personnes convenables à cet égard-là et j'en ai cependant tenté plusieurs ; et dans les occasions, il me faut travailler moi-même, quoique je n'aie jamais été écrivain. » MELZI, II, 50.

2. Dans la constitution italienne, calquée, à part quelques modifications de détail, sur celle de l'an VIII, la Consulte d'Etat, composée de huit membres nommés à vie par les Collèges électoraux, formait aux côtés du Président un grand conseil de gouvernement dont les attributions étaient à peu près analogues à celles du Sénat français. Pour Containi et Paradisi, cf. plus haut les notices individuelles qui leur sont consacrées.

réformer l'organisation. Il se plaignait du défaut de lumières dans quelques-uns des membres, du défaut de bonne volonté dans d'autres, et dans l'ensemble d'une sorte d'esprit d'opposition qui le mettait dans le cas d'avoir à lutter d'abord contre ceux qui devaient être ses collaborateurs ¹.

Heureusement ce fâcheux esprit s'est dissipé. Le Conseil s'est rapproché du Vice-Président et peut-être l'affaire du Cit. Cicognara et celle du Cit. Aldini n'y ont-elles pas peu contribué. Elles ont fait voir aux conseillers qu'ils n'étaient pas hors de toute atteinte, et que la lutte ne leur serait pas avantageuse ². Mais les autres sujets de plainte demeurent toujours.

Quoiqu'il y ait dans le Conseil des hommes qui ont la réputation d'être éclairés, le fait est que, soit par défaut d'usage et de connaissance des matières qui sont à traiter, soit par défaut de concert et d'intelligence, soit enfin par défaut d'activité ou d'application, le travail résultant de la réunion de ces mêmes hommes est généralement peu applaudi. Rarement même il est fait à temps ; et par exemple peu de lois étaient prêtes quand le Corps Législatif a ouvert ses séances. D'ailleurs, celles qui ont été présentées ont paru rédigées négligemment, et elles ont été encore plus médiocrement défendues.

Au surplus, je dirai que l'affaire du Cit. Aldini n'a fait sensation qu'un moment, et qu'on n'en parlait presque plus. Cet homme, jouissant de peu d'estime, a inspiré peu d'intérêt : l'on a même facilement supposé qu'il avait de grands torts qu'on ne connaissait pas, et que la prudence empêchait de divulguer.

Cette faiblesse du Conseil est devenue plus remarquable et plus fâcheuse par l'esprit d'opposition qui s'est manifesté dans le Corps Législatif. C'est vers ce corps que les ennemis du gouvernement ont dirigé

1. Ce projet de réorganisation figure, avec ses considérants, dans *Melzi*, II, 62 seq. Le Conseil législatif composé de dix membres nommés pour trois ans par le Président, devait jouer le même rôle que le Conseil d'Etat français. Chargé de rédiger et de soutenir les projets de lois à soumettre au Corps Législatif, il donnait ainsi l'impulsion première à toute la machine gouvernementale.

2. Cicognara avait été relevé de ses fonctions par un décret de la Consulte d'Etat du 11 avril 1803, pour avoir agréé l'hommage et encouragé la publication d'une poésie du capitaine Ceroni, jugée insultante pour Bonaparte et pour la nation française ; quant à Aldini, il s'était vu par un décret du Vice-Président (18 octobre 1803) suspendu de son emploi pour absences injustifiées et inexactitude constante dans le service. Sur ces deux affaires qui firent grand bruit, on trouvera des détails circonstanciés dans CICOGNARA, *Memorie*, I, 239 seq. et dans ZANOLINI, *Antonio Aldini ed i suoi tempi*, chap. XIV ; et dans PINGAUD, *Bonaparte Président de la République italienne*, livre IV, chap. v et viii.

toutes leurs menées et ils n'ont que trop bien réussi. Ils y ont trouvé des mécontents, des ignorants, des gens mal intentionnés et il a été facile de les émouvoir. C'est parmi les premiers qu'ont été choisis presque tous les orateurs¹, dont quelques-uns ont même naturellement la tête chaude et exaltée (et tel est par exemple le cit. Salimbeni)². En un mot, on a travaillé de manière que, sur environ 48 membres qui composent actuellement le Corps Législatif (car il est très incomplet), le gouvernement n'en a constamment que 13 pour lui³.

Peut-être il n'eût pas été difficile d'affaiblir cette opposition, et de gagner même les plus malveillants. Quelques faveurs, quelques promesses, quelques manières obligeantes auraient suffi pour cela. Mais le Vice-Président s'est fait une loi de n'employer aucun de ces moyens : son état de maladie l'en aurait encore empêché.

D'ailleurs, le système de travail laisse aussi un champ libre à l'opposition. Les lois se préparent par les ministres et par le Conseil, sans aucune communication préalable et familière, soit avec les orateurs, soit avec les autres membres du Corps Législatif, où elles sont portées toutes nouvelles, et sans que personne en ait eu la moindre connaissance. On peut croire même que les discussions régulières entre les conseillers et les orateurs sont fort imparfaites. J'en ai vu une preuve dans la séance du Corps Législatif à laquelle j'ai assisté. On s'est fort disputé sur une loi qui a été rejetée, et presque toute la dispute a roulé sur le sens que l'on devait donner à certains termes dont la vraie signification aurait dû être naturellement fixée et convenue entre les orateurs.

Cette séance m'a de plus offert un exemple de la faiblesse avec laquelle les conseillers défendent leur ouvrage. L'un a lu d'une voix faible, et que personne n'entendait, une dissertation très froide. L'autre a parlé d'abondance, mais n'a nullement traité ou éclairé la question.

Vous jugerez aisément, Citoyen Ministre, qu'un séjour de deux semaines n'a pu me suffire pour étudier et connaître les différents ministères. Je ne puis vous en donner ici que des idées vagues et générales.

1. Dans la Constitution Italienne, le rôle de contradiction légale attribué en France au Tribunat n'était pas exercé par un corps spécial, mais par une délégation du Corps législatif : « une Chambre des Orateurs » de 15 membres, que cette assemblée élisait dans son sein au début de chaque session.

2. Salimbeni appartenait au parti avancé et faisait au gouvernement une opposition acharnée, sur laquelle on trouvera des détails dans MELZI, II, 198, 599 et 605.

3. Même indication dans MELZI (II, 609), de qui Jacob tenait vraisemblablement ce renseignement. Jacob est d'ailleurs signalé par le Vice-Président (II, 610) comme ayant assisté à l'une des séances où l'opposition parut la plus acharnée.

Le Vice-Président m'a témoigné être fort satisfait de ceux du Culte et du Trésor Public. Il trouve que le travail s'y fait avec beaucoup de régularité et d'exactitude.

Il est fort content aussi du zèle et des lumières du ministre des Finances ; mais il n'approuve pas toutes ses idées et trouve qu'il y a beaucoup à faire pour cette branche de l'administration. En général on se plaint d'un système compliqué, qui marche difficilement. On accuse surtout celui des Douanes d'être très gênant et très dispendieux : on prétend que, pour empêcher la fraude, on dépense beaucoup plus que ne pourrait produire le paiement exact des droits établis.

Le ministère le plus critiqué est celui de la Guerre. Presque tout le monde en parle mal, et ces plaintes vont sans doute jusqu'à l'exagération et à l'injustice. C'est aussi ce que pense le Vice-Président, qui, à la vérité, n'en est pas fort satisfait, mais qui ne croit pas qu'il mérite tous les reproches dont on l'accable. Il sera du reste difficile d'y remédier. L'on manque d'hommes capables d'être employés utilement dans cette partie.

Quant au ministère de l'Intérieur, quelques conversations avec le cit. Felici m'ont mis à portée de m'en instruire davantage. Il y a trouvé assez de désordre et d'affaires arriérées. Le cit. Vismara, qui tenait le portefeuille¹ n'ayant pas une autorité qui pût en imposer, il s'y était introduit une sorte d'anarchie à laquelle le cit. Felici a commencé à remédier. Il a trouvé encore que la Police générale est assez mal organisée, et qu'elle s'occupe plus de détails inutiles que d'objets importants. Mais du reste il ne désespère pas de mettre bientôt ordre à tout cela, et j'ai été témoin de l'assiduité constante avec laquelle il s'y applique.

Je n'ai rien à vous dire du ministre de la Justice, dont personne à peu près ne parle, soit en bien, soit en mal, mais je placerai ici une remarque générale concernant tous les ministres et même les autres autorités. C'est qu'ils n'ont presque aucune relation, aucune communication les uns avec les autres, ni avec le Conseil, ni avec le Corps Législatif, qu'ils ne se voient que très rarement, par hasard, ou quand les circonstances l'exigent absolument. Il est facile de comprendre combien cela nuit à la marche aisée et prompte des affaires. Le Vice-Président l'a senti, et il a tenté plusieurs fois de mettre les diverses autorités et particulièrement les ministres un peu plus en rapports ; mais il n'y a pas réussi.

1. Vismara avait assuré l'intérim du ministère entre le départ de Villa et l'arrivée de Felici.

Cet isolement, cet éloignement réciproque est l'effet de plusieurs causes, parmi lesquelles il paraît qu'on peut compter surtout sur la modicité du traitement des ministres. Aucun n'est en état de faire la moindre dépense et d'inviter, de recevoir, soit ses collègues, soit les autres membres des autorités constituées ¹. Le Vice-Président le reconnaît, et il a pensé à y suppléer par des gratifications ; mais ce moyen est insuffisant, car personne ne se hasarde à dépenser sur la foi d'une indemnité incertaine.

Telles sont, citoyen Ministre, les principales observations que j'ai cru devoir vous présenter et qui, vu le court espace de temps que j'ai pour exécuter vos ordres, je n'ai pu rédiger que d'une manière bien imparfaite. J'entrerai, quand vous le trouverez bon, dans plus de détails sur tous les articles qu'il vous plaira de m'indiquer.

Agréez, je vous prie, l'hommage de mon respect.

JACOB.

Paris, le 3 décembre 1803.

MURAT

Si la République italienne possédait un gouvernement national ne relevant que du Premier Consul, son territoire restait néanmoins occupé, ainsi que celui du Piémont et de la Toscane, par des garnisons françaises placées sous les ordres d'un « Général en chef de l'armée d'Italie », résidant à Milan. Il avait été convenu à Lyon que les attributions de Murat, titulaire de ce poste au début de 1802, seraient désormais exclusivement militaires et se réduiraient au commandement des troupes. Il ne devait pas tarder de chercher à les élargir pour tenter de jouer un rôle politique ². Des raisons d'ordre divers se réunissaient pour l'y entraîner : l'exemple de ses prédécesseurs, qui,

1. Cf. MURAT, II, p. 302 : « ... La plupart des préfets vivent à l'auberge à six ou sept francs par jour. Quelle considération peut avoir d'après cela un gouvernement ! Les ministres vivent de même... »

2. Nommé à son commandement le 27 juillet 1801, Murat avait été presque constamment absent pendant la fin de l'année. Au retour de Lyon il ne séjourna à Milan que le temps nécessaire pour l'inauguration du nouveau gouvernement (31 janvier-17 mars 1802) et n'y revint pour s'y installer définitivement que le 19 octobre suivant.

sous la première et la seconde Cisalpine, avaient disposé en maîtres absolus du gouvernement, des institutions et des richesses du pays ; les sollicitations des généraux de son entourage, intéressés à prolonger le régime du bon plaisir ; la tentation de transformer en pouvoirs effectifs les honneurs extérieurs prodigués au beau-frère du Premier Consul ; la facilité de trouver dans les affaires de police et de garnison des prétextes à intervenir dans l'administration civile ; enfin et surtout, la vanité de tenir à Milan le rang d'un représentant diplomatique du gouvernement consulaire, et plus tard l'ambition de monter encore plus haut, soit comme successeur de Melzi à la tête de l'état italien, soit comme gouverneur de la Lombardie réunie à la France.

Ces tentatives d'empiètement sur le pouvoir civil ne pouvaient qu'être préjudiciables à la marche des affaires, et elles devaient amener des froissements continuels, suivis d'un conflit ouvert, entre le Vice-Président et le Général en chef ; mais elles n'ont pas été inutiles à l'histoire, car, pour les justifier, Murat se croyait obligé d'adresser à Paris une correspondance active, à la fin tellement surabondante qu'il se vit invité à la restreindre¹. Il y tenait son beau-frère informé des principaux événements de la vie politique italienne et lui en fournissait une version inspirée par le désir de représenter Melzi comme incapable, son entourage comme hostile aux Français et ses administrés comme soupirant après une annexion à la France. Toutes ces lettres, déposées aux Archives historiques de la Guerre² où je les ai consultées, ont été reproduites depuis dans la publication de M. Le Brethon, mais sans les rapports qui les accompagnaient et qui servaient à en établir les conclusions. Ce sont les deux principaux de ces rapports dont on trouvera le texte plus loin. Malgré leur caractère tendancieux, tous deux apportent une utile contribution à l'histoire du gouvernement de Melzi.

1. « Mon général, je garderai mes rapports pour moi, puisque vous me l'ordonnez, mais j'aurais peut-être dû m'attendre à recevoir un autre prix de mon zèle. » Lettre de Murat à Bonaparte du 16 août 1803 (MURAT, II, 469).

2. Armée d'Italie. *Correspondance*, Années 1802 et 1803.

Le premier, qui date probablement des premières semaines de l'année 1803 ¹ contient un tableau de l'esprit public dans les divers départements de la République Italienne. Cette division par régions fait supposer qu'il a été composé en réunissant les renseignements adressés à Murat par ses généraux, auxquels il venait précisément de prescrire (1^{er} décembre) la formation d'une police militaire secrète et l'envoi régulier à Milan de rapports sur les dispositions des populations vis-à-vis des Français ². D'autre part l'incorrection de certaines tournures de phrases ³ donne à penser que la rédaction proprement dite est l'œuvre d'un Italien, peut-être de Paleari, chargé de centraliser à Milan les renseignements obtenus des généraux, ou encore de l'abbé Greati, bibliothécaire du Brera, devenu rapidement le favori et l'homme de plume du général en chef. Quel que soit l'auteur du rapport, on peut lui reprocher d'en avoir considéré l'objet d'un point de vue à la fois trop restreint et trop partial ; dans l'esprit public du pays, il ne veut voir que l'animosité de ses habitants à l'égard des Français, et il cherche visiblement à montrer que le gouvernement n'a pas combattu cette antipathie, dont il exagère d'ailleurs l'étendue et la profondeur. Ces réserves faites, on doit reconnaître à son œuvre le mérite de nous fournir des renseignements précis et parfois des impressions justes, soit sur les caractères particuliers qui distinguaient les diverses populations italiennes, soit sur certaines causes d'insuccès de la politique suivie par Melzi.

PREMIER RAPPORT

L'Italie, divisée depuis longtemps en diverses petites souverainetés et devenue, pour ainsi dire, l'empire de la religion catholique dont elle est le centre, offre de nos jours, dans son ordre social, l'accroisse-

1. Il n'est pas daté et se trouve aux Archives de la Guerre dans une chemise portant cette mention au crayon : décembre 1802. Mais une lettre postérieure de Murat de février 1803, sans indication de jour (reproduite dans MURAT, II, 345) contient cette phrase « Je vous envoie le rapport sur l'esprit public » et n'est accompagnée d'aucune annexe. C'est vraisemblablement à elle qu'était joint le rapport en question.

2. Voir le texte de cette circulaire dans MURAT, II, 308.

3. En italiques dans le texte ci-dessous.

ment extraordinaire et dangereux de deux castes contraires à sa perfection, la noblesse et le clergé ; florissantes également par leurs immenses richesses et par leur nombre, elles enchaînent encore à leur existence dans ce double rapport une grande partie de la nation par les liens de la nécessité et de la superstition ; en sorte qu'elles exercent la plus grande influence sur l'esprit public, si même elles ne le déterminent pas. Intéressées au maintien des abus nobiliaires et des préjugés religieux qui sont la source de leur prospérité et de leur considération, elles sont essentiellement ennemies de tout ce qui tend à les détruire, et par conséquent des principes politiques proclamés par la nation française et propagés par elle sur le sol de l'Italie.

Telle sans contredit la première cause de cette aversion, presque générale aujourd'hui, qui attend le Français au pied des Alpes et le poursuit jusqu'à l'extrémité des Apennins ¹.

Cependant, lors de leur première arrivée dans ces contrées, les armées de la République trouvèrent un grand nombre de citoyens amis de leurs principes politiques, qui secondèrent leurs entreprises et partagèrent courageusement leurs disgrâces. On vit une partie de la nation concourir au succès de ses vainqueurs en conspirant elle-même pour se rendre libre. Par quelle fatalité cette classe d'hommes éclairés et philanthropes est-elle passée tout entière à des sentiments d'inimitié envers ceux qu'elle chérissait naguère comme des libérateurs et comme des frères ? Il ne faut chercher l'explication de cette funeste métamorphose que dans l'état politique actuel de ce pays. Quoiqu'il ne s'agisse ici que de la République Italienne, on peut juger par elle du reste de l'Italie.

Cette aversion dominante a néanmoins des modifications selon le caractère, les préjugés et les passions particulières des diverses populations de cette République. C'est pourquoi on ne peut connaître l'esprit public qu'en observant celui des départements qui le composent.

Sans doute, il est encore des citoyens sincèrement attachés aux Français et dévoués à leur intérêt ; mais ces exceptions précieuses sont aussi rares que difficiles à reconnaître.

DÉPARTEMENT DE L'OLONA. — Milan constitue presque à elle seule le département d'Olona. Cette ville, où une grande partie des richesses de l'Italie est venue s'absorber, la seule peut-être dans toute l'Europe

1. La force de ce sentiment est également constatée par Melzi (*Mem.*, II, 53 et 144) qui l'attribue seulement à d'autres causes et ne lui reconnaît qu'un caractère passif et inoffensif.

pour laquelle le fléau de la guerre ait été une source de prospérité, n'est pourtant pas amie des Français, ni du gouvernement républicain. On trouve la cause de cette disposition morale dans le grand nombre de familles nobles qui, par leurs vastes possessions et leur fortune colossale, tiennent une partie des citoyens dans leur dépendance. Cette classe puissante, sensible à la perte de ses privilèges et aux contributions qui l'ont frappée, est tout entière dévouée à l'Autriche. La foule des prêtres n'est pas moins contraire à l'esprit du gouvernement par sa répugnance naturelle à l'anéantissement des préjugés. Ces considérations suffiraient pour décider que le gouvernement républicain n'y a jamais été aimé.

Le Milanais est d'ailleurs d'une nature apathique, indolente, qui le rend exempt de toutes les passions véhémentes, en politique comme dans sa vie privée. Il passe sans murmure d'un joug sous un autre, et dort paisible dans le sommeil de la servitude¹. On peut donc assurer en quelque sorte qu'il ne se tramera jamais de projets révolutionnaires parmi les habitants de cette ville. Mais on ne doit pas penser avec la même sécurité de cette multitude d'étrangers qui y accourent et viennent même s'y établir de tous les points de l'Italie depuis qu'elle est la capitale de la République. Chacun d'eux y apporte ses préjugés, ses opinions et presque toutes ses passions effervescentes. C'est une portion de sa population qui peut exciter de justes craintes et qu'il est instant de surveiller aussi attentivement que la noblesse et le clergé. Cette surveillance doit être exercée avec autant d'adresse que de précaution. Quoique le mécontentement soit général à Milan, même parmi ceux qui ont à se louer de l'ordre actuel des choses, on peut être assuré de la tranquillité de cette ville, en y mettant une garnison française, et surtout quelques escadrons de cavalerie.

DÉPARTEMENT DE LA MELLA. — Brescia offre de même dans ses murs le tableau de l'esprit public de tout le département de la Mella. L'habitude du meurtre dans ces contrées sous l'ancien gouvernement, la multitude des assassins qui étaient à la solde des riches et des nobles pour l'assouvissement de leurs vengeances particulières, ont donné à ce peuple un caractère audacieux et sanguinaire. Il a vu avec plaisir la chute de son oligarchie, s'est livré avec transport au système de la révolution, a formé avec empressement une Garde Nationale, s'est enrôlé dans les

1. Cf. sur ces traits distinctifs du caractère milanais le portrait très fouillé qu'en a laissé l'économiste GIOJA dans son *Quadro politico di Milano* (Tome V des *Opere Minori*, pp. 96 et 112).

troupes de ligne ; mais ce zèle passager a moins été l'effet d'un attachement réel aux Français que le résultat de calculs d'intérêts sur son changement politique. Aussi, dès que cette partie de l'état vénitien fut réunie à la République Cisalpine, et depuis que cet état appartient à la République Italienne, cette espèce d'enthousiasme s'est éteint ; la Garde Nationale n'est plus fréquentée que pour la facilité de porter les armes, et de s'en servir au besoin. Les militaires de ce pays ont presque tous déserté de leurs drapeaux. En un mot, ce peuple se voit incorporé à regret à la République Italienne. Cette réunion, et les malheurs qui ont accompagné la guerre, l'ont indisposé contre les Français. Il n'est pas douteux qu'ils saisiront l'occasion de s'en venger, si elle leur est offerte, et il y a tout à craindre que les ennemis de la France ne fournissent des armes à ses haines. C'est là plus que partout ailleurs qu'on doit se garder d'une insurrection, d'autant plus funeste qu'elle entraînerait dans son tourbillon les dangereux habitants des vallées circonvoisines. Il existe aussi une chaîne de relations continues entre ce département et ceux du Crostolo, du Reno et du Rubicone, dont l'esprit public n'est plus favorablement disposé pour la France. Pour obvier aux dangers qui peuvent résulter de cet état de choses, il convient de mettre à Brescia une garnison française assez forte même pour porter des secours sur les divers points de la République dont la tranquillité serait menacée, de surveiller avec soin ses relations avec d'autres villes départementales, enfin d'observer scrupuleusement la conduite de certains Bressans, connus pour avoir changé de parti suivant les divers évènements survenus en Italie.

DÉPARTEMENT DU SERIO. — Le Bergamasque tient un peu du caractère bressan ; mais il est peut-être plus courageux et moins traître que lui. Son opinion lui est propre, il ne la vend point, comme celui-ci, au riche et au puissant ; c'est pourquoi il ne se prêtera pas aussi facilement à des insinuations séditeuses. Au surplus, si l'intérêt peut influencer sur l'esprit public d'un peuple, le citoyen de Bergame ne peut être l'ennemi de l'ordre actuel des choses. Sa ville y a gagné. Il s'en faut de beaucoup qu'on puisse en dire autant du reste du département, c'est-à-dire de l'Italien des vallées : il est, comme le Bressan, plus enclin à la révolution et au meurtre, et à la disposition de qui veut l'acheter. La ville de Bergame n'exige pas une grande surveillance pour y maintenir la tranquillité ; mais il est de la plus grande importance d'y prendre des mesures de sûreté contre les brigands qui peuplent les vallées.

DÉPARTEMENT DU LARIO. — Le département du Lario a peu souffert des événements publics ; ses habitants n'ont pas plus d'inclination que d'intérêt à s'en montrer les partisans ou les ennemis. Ils sont d'ailleurs aussi paisibles et aussi indifférents que les Milanais, dont le caractère leur est à peu près commun. Como, qui en est le chef-lieu, mérite pourtant la plus grande attention par son voisinage et ses rapports avec la Suisse, dont la sourde fermentation est plus à craindre encore dans les circonstances actuelles. C'est là, et dans la Valteline, que l'Autriche a souvent préparé ses opérations sur l'Italie, amassé des magasins d'armes, répandu des bruits alarmants. C'est enfin la voie journellement battue par ses espions et ceux de l'Angleterre : il serait bien à propos d'y établir une police assez vigilante et assez active pour écarter tout danger de la facilité des communications.

DÉPARTEMENT DE L'AGOGNA. — Le Département de l'Agogna n'offre point de caractère prononcé ; hors du cercle des événements qui se sont succédés dans la République, il n'a pu prendre aucune des teintes d'opinion qu'ils ont imprimées tour à tour. La nature de sa population se rapproche assez de celle de Milan, à l'exception pourtant du Vigevanasque, et plus encore de la Lomelline, où la fréquence des meurtres fait reconnaître trop souvent la perfidie piémontaise. En général, la réunion de ce pays à la République Italienne n'y a point déplu. Le Novarais s'en applaudit même, et s'est vu avec plaisir rendu à la patrie qui a fourni ses habitants et son caractère. Il aime assez le système et le gouvernement actuels, et ne montre point de haine contre la France. Comme tous les peuples de l'Italie, il ne serait point fâché de les voir repasser les Alpes et se tenir de l'autre côté. On a peu à redouter des mouvements d'insurrection dans ce département. L'explosion n'en serait dangereuse qu'autant qu'elle aurait des rapports avec le Piémont : il est très facile d'en prévenir les causes avec une police qui mérite la confiance du gouvernement.

DÉPARTEMENT DU RENO. — L'habitant de Bologne, chef-lieu du département, est peut-être de toute la République Italienne le plus enthousiaste des idées de liberté et d'indépendance, et en même temps le plus capable de nuire efficacement aux Français. Doué d'un esprit vraiment *patriotique*, il est à redouter surtout dans ses foyers. Fatigué du joug des prêtres et de ses dissensions municipales, il s'élança avec une sorte de délire à la rencontre des armées françaises. Son amour passionné pour la République se signala particulièrement dans la belle organisation de sa Garde Nationale. Cet enthousiasme fut extrême

alors qu'on proclama une République cispadane dont cette ville était la capitale. Il s'évanouit tout à coup avec la courte existence de cette République. Depuis lors, les esprits, revenus de leurs erreurs politiques, tournèrent toute leur activité vers la Garde Nationale et bornèrent leur rivalité à l'emporter sur Milan dans cette institution. On sait avec quelle énergie cette armée de citoyens repoussa les Autrichiens en l'an VII, et combien elle leur en imposait encore, lors même qu'ils étaient sous ses murs ; et après la rentrée des Français dans cette ville, la Garde Nationale fut aussitôt réorganisée plus admirablement encore qu'auparavant : tant cette institution entre dans le génie de ce peuple ! Vint ensuite le Gouvernement provisoire, sous lequel Bologne fut foulée du poids énorme des emprunts forcés, distribués dans la plus injuste des proportions. En même temps, la conduite irrégulière de quelques autorités civiles et militaires, enfin la désorganisation de la Garde Nationale y ont excité un mécontentement et une animadversion générale contre les Français, et la fermentation des esprits y était si violente au moment de la Consulte de Lyon qu'il ne manquait qu'un chef entreprenant pour faire éclater la plus dangereuse insurrection. Humiliée des avantages que Milan, sa rivale, a obtenus dans ce congrès, et piquée de la perte de sa considération, cette ville ne forme pour ainsi dire depuis deux ans qu'une population de mécontents. Il ne serait pas invraisemblable que les ennemis des Français, secondés par le caractère énergique et l'aigreur actuelle de ce peuple contre ces derniers, choisissent Bologne pour centre d'une insurrection générale sur toute la République. Mais autant cet événement serait à craindre, autant il est facile de le prévenir. Le peuple de ce département ne regrette pas son ancien gouvernement, il est pour la République et veut une constitution qui lui donne quelque considération et le rende indépendant. Sa haine contre les Français n'est point absolue, elle n'est que relative. Qu'on lui permette de relever la Garde Nationale, qu'elle soit considérée et protégée par les autorités militaires, que le gouvernement français distingue le département du Reno, et l'on peut être assuré qu'il restera sourd à toute séduction. Pour ne point compromettre sa tranquillité, il est à propos de mettre à Bologne une forte garnison française, qui se conduise avec prudence et modération, d'y exercer une police vigilante, mais qui ne soit point importune, et dont on n'aperçoive point la marche, d'en éloigner surtout l'étranger suspect et même l'indigence révolutionnaire sous des prétextes honorables.

Les relations de Bologne avec les autres départements ne méritent guère d'attention que du côté de la Romagne.

DÉPARTEMENT DU RUBICONE. — Cette partie de la République qui compose le département du Rubicone est habitée par le peuple le plus ennemi des Français et du gouvernement républicain. Son cœur est pour l'idole de la royauté ; il voit un dieu dans un empereur, un duc, un souverain : tel est le triste fruit des préjugés, de la superstition et de la profonde ignorance dans laquelle il croupit depuis des siècles. La férocité est compagne du fanatisme religieux, et cette disposition inhumaine s'est accrue de toutes les passions virulentes dont les anciennes divisions politiques de ce pays ont été les sources fécondes. Cette population n'est point sans un certain courage, mais ce courage est celui de l'assassin. Elle est haineuse, lâche et sanguinaire. Cet horrible caractère est aussi l'ouvrage de la foule de prêtres et de moines dont ces contrées fourmillent. On se rappelle ce qu'il en a coûté de ravages et de sang pour apaiser les fréquentes révoltes dont elles ont été le théâtre. Le dépouillement des églises, les exactions, les rapines exercées par le gouvernement provisoire, composé de gens du pays, et par un moine scélérat, son agent, lorsque la Romagne prit le nom de province de l'Emilie, n'ont pas peu contribué à y envenimer la haine contre les Français et le gouvernement républicain. Ce peuple ne connaît point de modération dans ses opinions : le petit nombre de patriotes qu'il présente est exagéré dans ses principes et n'y tient que par intérêt. Le reste est partisan fanatique du gouvernement d'un seul, pourvu qu'il soit de tout autre souverain que le pape, qui n'est guère aimé des prêtres.

L'ignorance est telle dans ces contrées qu'on a dû y envoyer des autres parties de la République beaucoup d'employés pour y compléter l'organisation des administrations civiles ; et, comme si l'esprit public n'y était pas déjà assez mauvais, on n'a nommé à ces emplois que des gens pour la plupart intrigants, vendus à l'intérêt et ennemis connus des institutions républicaines.

Heureusement ce département se trouve à l'une des extrémités les plus éloignées de la République, heureusement son ignorance empêche qu'il puisse influencer les autres départements. Une insurrection n'y serait pas alarmante, ni dangereuse par la contagion, on parviendrait bientôt à l'étouffer par la force des armes ; et c'est là qu'il serait vraiment essentiel d'établir un gouvernement militaire qui contienne par une discipline vigoureuse ce peuple indocile, que les derniers événements ont rendu encore plus méchant.

La République Italienne gagnerait sous tous les rapports si on retranchait ce département de son territoire pour l'en dédommager par quelque échange limitrophe.

DÉPARTEMENT DU PANARO. — L'habitant du département du Panaro est d'un caractère non moins dangereux et également ennemi de la France, surtout dans les cantons du Finalese, de la Mirandola et de la Garfagnana¹. C'est là que se sont manifestées les insurrections les plus violentes et les plus sanguinaires contre les Français. Le peuple de ces contrées ne manque pas d'une certaine audace, quand il est animé par l'intérêt et la vengeance. En général, les Français y sont abhorrés autant que les Autrichiens y sont aimés. Tout forfait peut y être acheté l'argent à la main. On sent combien il serait facile aux ennemis des Français de soulever contre eux cette nation meurtrière ; et une telle insurrection produirait sans doute des effets rapides et aurait les plus funestes conséquences. Il est urgent de penser à la prévenir.

Modène, chef-lieu de ce département, n'offre pourtant point les mêmes vices dans le caractère de ses habitants. En général, les Français et le gouvernement républicain n'y sont point aimés. Cette disposition contraire a son principe dans le naturel du Modénais, goûtant autrefois dans l'étude paisible des sciences une tranquillité, une aisance même, qui lui font regretter ses anciens ducs. Son attachement pour la maison d'Autriche est tel que, lors de l'invasion des Autrichiens, il a souffert sans se plaindre les avanies du gouvernement qui lui fut imposé au nom de son duc bien-aimé. Le retour des Français dans cette ville n'y a causé de joie qu'à quelques individus incarcérés. Modène est une des villes de la République où le mécontentement est le plus vif et le plus général, parce qu'elle a beaucoup souffert dans les mouvements politiques et n'a gagné aucun avantage de l'état de choses actuel. Si ces hommes éclairés sont exempts des préjugés et des passions du vulgaire, on ne peut douter que la République n'y ait encore des amis sincères. On peut avancer qu'il sera difficile d'exciter à quelque entreprise vigoureuse le quiétisme des Modénais, et qu'un escadron de cavalerie française suffit pour les maintenir dans la plus profonde tranquillité.

DÉPARTEMENT DU CROSTOLO. — Reggio, chef-lieu du département du Crostolo, est animé d'un esprit tout opposé à celui de Modène, soit parce que le peuple était naturellement ennemi du joug de cette dernière ville, soit parce qu'il a eu toujours à souffrir de leur haine pour lui et d'une oppression particulière. Doué d'ailleurs de la plus grande énergie de caractère, il a embrassé avec ardeur les premières idées de

1. Le Garfagnana comprenait les districts montagneux des Apennins ; le pays de Mirandole et de Finale étaient au contraire en plaine et confinaient au Ferrarais.

liberté et d'indépendance. Nulle part ailleurs les armées françaises n'ont été accueillies avec autant d'affection et servies avec plus de dévouement. L'hospitalité généreuse que beaucoup de Français ont trouvée dans ce pays pendant le séjour des Autrichiens dépose en faveur de son esprit public. Ils y seraient vus aujourd'hui avec la même bienveillance si on y faisait revivre les idées de démocratie et d'indépendance, et surtout l'institution de la Garde Nationale, dont les Reggians sont les plus zélés partisans. Ce n'est qu'en les flattant de ces espérances que les ennemis de la France peuvent s'y faire quelque parti ; autrement la cause des rois et de l'oppression leur sera toujours odieuse. Il conviendrait donc de prémunir ce peuple contre ce genre de séduction et de favoriser son génie, autant que peut le permettre le système politique de la France en Italie. Il serait aussi à propos d'exercer la plus grande surveillance sur ses relations avec Brescia, Bologne et Milan. Reggio a besoin d'une garnison française assez forte pour contenir les cantons de Massa et Carrara, où l'esprit public, influencé par les prêtres, est perverti. Le commandement de cette place doit être confié à un général prudent et populaire. Ces précautions sont suffisantes pour écarter toute inquiétude sur l'état de ce Département.

DÉPARTEMENT DU BASSO-PO. — Ferrare, chef-lieu du département du Basso-Pô, n'a pas montré dans les événements survenus en Italie un caractère assez prononcé pour qu'on puisse décider de l'esprit public qui y domine. Les Français et les institutions républicaines y ont été reçus sans goût comme sans aversion. Le peuple de prosélytes qu'ils y ont fait n'a pas été moins modéré que le petit nombre des partisans déclarés de la monarchie. Cependant, après la convention signée entre les généraux Brune et Bellegarde, ce peuple a semblé vouloir sortir de son indifférence et prendre de l'affection pour le gouvernement républicain. La Garde Nationale y était bien organisée et le service s'y faisait même avec zèle, lorsque la désuétude où on a laissé tomber ces gardes civiques est venue étouffer ce premier germe de patriotisme. Du reste cette ville, dont la population est si disproportionnée à son étendue, n'est guère à redouter, et l'insurrection dans ces contrées aurait peu ou point d'influence sur le reste de la République. Comme il y aura sans doute toujours garnison française, on est suffisamment assuré de la tranquillité de cette ville et de tout le département.

DÉPARTEMENT DE L'ALTO-PO. — La France, ni le gouvernement républicain, ne sont point aimés dans le département de l'Alto-Pô. Le

peuple y est dominé par les prêtres, et dévoué aux Autrichiens. C'est pourquoi l'on observe en lui une forte propension à l'insurrection. Cette disposition est fortifiée encore par le ressentiment des maux que ce pays a soufferts pendant la guerre. Cependant le mécontentement qui y domine n'est à craindre qu'autant que les troupes autrichiennes s'avanceraient de ce côté; mais Casal-Maggiore et tout son territoire nécessitent une surveillance particulière. Les habitants en sont méchants et plus enclins que tout le reste à la révolte. L'esprit public y est encore plus favorable aux Autrichiens. Il n'est pas moins essentiel d'y observer certains patriotes exaltés dont le caractère inquiet, bouillant et facile à séduire a besoin d'être contenu.

DÉPARTEMENT DU MINCIO. — Mantoue, et tout le département du Mincio, partage la même aversion contre les Français et la République; il a prouvé son attachement à l'Autriche par les troupes de révoltés qu'il a toujours fournies au service de ses armées. Ce pays d'ailleurs a souffert plus que tout autre du fléau de la guerre, dont il a été le principal théâtre. Les habitants sont à la disposition des prêtres et des nobles. Le peuple de Mantoue verrait démolir avec plaisir les fortifications de sa ville pour n'être plus exposé aux calamités d'un siège; mais les nobles et les prêtres, qui entretiennent toujours des relations avec la cour de Vienne, conservent encore l'espérance de lui appartenir. Cette ville s'est pourtant montrée généralement contente sous le commandement du général Miollis, sans doute à cause des honneurs qu'il a fait rendre à la mémoire de Virgile et de la bienveillance distinguée qu'il témoigne aux gens de lettres. Il avait su inspirer aussi à la jeunesse du goût pour la Garde Nationale, qui y était bien organisée; les fêtes républicaines qu'il y faisait célébrer semblaient ramener insensiblement les esprits. Aujourd'hui le mécontentement s'y est relevé en raison des causes qui l'ont provoqué.

Comme cette ville sera toujours gardée par les troupes françaises, on n'a pas lieu de s'inquiéter des suites de ce mécontentement. Au surplus, la population de ce département ne deviendrait dangereuse, comme celle de l'Alto-Pô, que dans le cas où l'approche de troupes autrichiennes viendrait l'encourager à l'insurrection.

Tel est dans la plus exacte vérité le triste tableau de l'esprit public dans la République italienne. Il est affligeant d'être forcé d'accuser de haine, d'ingratitude même, une nation dont la *patrie* est partout fumante du sang français versé pour sa liberté.

Qu'il soit permis d'exposer quelques-unes des causes de cette dispo-

sition morale, telle qu'on l'observe aujourd'hui. La certitude de leur activité suffirait pour démontrer la nécessité de leurs effets, si ces effets n'ont pas une réalité aussi frappante.

La nation italienne en général sympathise peu avec les autres nations de l'Europe, mais moins avec la nation française *de* toutes celles qui ont envahi son territoire ou en ont occupé une partie ¹. Celle-ci y a été de tout temps la plus mal considérée, et l'on peut même dire qu'elle y a toujours trouvé une aversion fortement prononcée contre elle. Cette aversion, devenue pour ainsi dire naturelle, pourrait bien être le fruit de guerres désastreuses que les fréquentes tentatives de la France sur ce pays y ont excitées. Quelle qu'en soit l'origine, il est certain qu'elle s'est accrue de nos jours, en raison des calamités qui ont accompagné la dernière guerre; car, en politique, le peuple ne juge des principes que par les résultats; il n'est donc pas étrange qu'il haïsse le gouvernement républicain, comme ceux qui l'ont établi.

Les prêtres et les nobles, plus puissants en Italie qu'en aucun autre état de l'Europe par leur nombre et leurs immenses richesses, nécessairement intéressés, comme il a été dit au commencement, à l'ignorance et à l'asservissement du peuple, fomentent de tous leurs moyens cette antipathie; c'est en vain que le gouvernement prétendrait se concilier jamais ces deux castes, essentiellement inconciliables avec ses principes. Cependant elles exercent la plus grande influence sur une partie considérable de la population des villes, sur toute celle des campagnes, par le double levier de la superstition et de l'intérêt, qui mettent ainsi toute la nation dans leur dépendance.

Cette universalité a cependant un certain nombre d'exceptions individuelles dans les villes seulement, formant la classe des patriotes. Cette classe même n'offre que très peu d'amis réels des Français, quoique professant généralement les mêmes principes politiques. La grande majorité, qu'on peut appeler patriotes italiens, veut l'indépendance de toute l'Italie et, sans consulter son impuissance actuelle à la conserver et à la défendre, elle voit également avec déplaisir les Français sur son territoire. Ce parti est d'autant plus dangereux qu'il est celui de tous les militaires italiens, et il s'accroît en raison de leur nombre chaque jour progressif; il est plus à craindre que l'aversion passive du reste des citoyens, parce qu'il forme parmi ses sectateurs un véritable esprit national, qui fait disparaître la trace de leurs anciennes divisions, et les

1. Cf. cette phrase de Bonaparte en parlant de l'Italie: « Un peuple foncièrement ennemi des Français par préjugé, par l'habitude des siècles, par caractère ».

réunit d'un bout à l'autre de l'Italie. Tant que la France aura un intérêt à tenir un pied au delà des Alpes, on ne peut veiller trop attentivement à réprimer les progrès de ce parti.

L'on est forcé aussi de convenir que le système d'amalgame introduit dans l'organisation du gouvernement actuel n'a pas rempli le but que l'on se proposait. Ceux qu'on a placés dans cette louable intention ne se sont pas dépouillés de leurs passions particulières, et les patriotes ne peuvent qu'être aigris de voir élevés aux emplois éminents des hommes constamment ennemis des vrais principes, et même du gouvernement dont ils sont les agents. Ceux-ci, par une raison nécessaire de prédilection et d'intérêt, ont appelé aux emplois inférieurs une foule de gens partisans de leur opinion : et l'amertume des mécontents s'est accrue dans les mêmes proportions.

Si le gouvernement *fût* entré dans les intentions pacifiques du sage législateur qui l'a créé, s'il eût étouffé des passions privées pour n'écouter que les sentiments qui doivent l'unir à la nation française, il aurait cherché à rectifier peu à peu les erreurs de ses partisans, en donnant lui-même l'utile exemple de cet attachement, en cherchant à détromper le peuple de l'ignorance qui lui fait imputer à la République Cisalpine les maux qu'il a soufferts, en le persuadant qu'ils ne sont que la suite inévitable d'une longue guerre, et que l'ordre actuel des choses est le plus propre à les réparer. On n'aurait point vu les généraux amis de la France éloignés des emplois, oubliés, avilis ¹, et les Français eux-mêmes, sous de faux prétextes de sûreté, n'auraient pas été traités avec une rigueur tyrannique, persécutés, poursuivis de gîte en gîte dans un pays dont ils ont si chèrement payé l'indépendance.

Après ce mémoire, une autre annexe à la correspondance de Murat mérite par sa longueur et son importance d'être reproduite, au moins partiellement : c'est celle qui était jointe à une lettre du 2 avril 1803, dont le début en annonçait l'envoi et en signalait même le principal défaut. « Le rapport que j'ai l'honneur de vous adresser, écrivait le général en chef au Premier Consul, m'a paru un peu exagéré, néanmoins je me décide à vous l'envoyer, vous le jugerez sans doute mieux que moi ² ».

1. Allusions probables au général Lechi ou au colonel Fontana, que Murat, dans ses lettres au Premier Consul, représentait comme persécutés à cause de leur dévouement aux Français. MURAT, *Lettres*, II, 280, 286 et 314.

2. MURAT, II, 373.

La rédaction de ce document s'inspire de certaines idées que Murat laissait complaisamment agiter et développer autour de lui, dans les premiers temps de son commandement. Accessible à toutes les influences, il s'était vu, dès son arrivée, entouré et circonvenu par des émigrés vénitiens, dont le plus marquant était le général Lechi. Désireux de rentrer dans leur patrie restée sous la domination autrichienne, ceux-ci n'avaient pas eu de peine à le gagner à un projet de conquête qui souriait peut-être à son ambition. C'est probablement dans leurs rangs qu'il faut chercher l'auteur anonyme du mémoire (en français) qu'on va lire et dont l'objet principal est de montrer la nécessité pour la République italienne de s'étendre par l'annexion de la Vénétie. Toutefois l'auteur ne touche ce point qu'en terminant ; il s'étend au contraire très longuement sur les considérations de politique intérieure qui justifient d'après lui la hardiesse de ses projets. Bien qu'il se propose, de son propre aveu, de soutenir une thèse bien plus que de procéder à une enquête, il est ainsi amené à tracer, lui aussi, un tableau complet de l'esprit public sous le gouvernement de Melzi. S'il se montre trop souvent prolix jusqu'au verbiage et diffus jusqu'à l'obscurité, du moins trouve-t-on dans son exposé des aperçus intéressants, des observations pénétrantes et justes, soit sur l'état des partis, soit sur les effets différents qu'a produits la révolution en France et en Italie, par suite de la diversité des milieux. J'ai cru pouvoir en retrancher sans inconvénient, au début les longueurs inutiles d'une entrée en matière un peu laborieuse, et à la fin les courtes pages consacrées au projet de soulèvement et de conquête de la Vénétie, qui appartient à l'histoire conjecturale.

DEUXIÈME RAPPORT

Vous désirez avoir par écrit les réflexions que j'ai faites plusieurs fois devant vous sur l'Italie en général et sur l'état de Venise en particulier. C'est d'autant plus volontiers que je me conforme à vos désirs que peut-être ainsi ma voix parviendra auprès de celui qui peut exaucer mes souhaits. Vous connaissez mes intentions, l'amour de la patrie m'anime, mais il ne m'aveugle point. Je vais considérer

l'état de Venise dans les rapports qui le lient à la puissance française...

Il n'est personne qui ignore les efforts que fait aujourd'hui l'Angleterre pour exclure les Français de l'Italie ; qui ne sache que ce pays est couvert, pour ainsi dire, d'émissaires ennemis ; que ces émissaires emploient tous les moyens possibles de séduction pour susciter des ennemis contre les Français ; que la disposition générale des esprits leur ouvre les plus funestes facilités ; qu'il existe dans la République italienne et en Helvétie des rassemblements de révolutionnaires qui se communiquent ; enfin que dans les circonstances actuelles, une infinité de motifs devrait exciter une surveillance active ; et cependant, par une étrange opposition de conduite, le gouvernement paraît ne pas même songer à ces dangers, dont la réalité est au moins probable. Les étrangers s'entassent dans la République, et particulièrement à Milan ; ils y entrent et en sortent au moyen des formalités les plus simples ; aucun n'en paraît suspect à la police, aucun n'y est surveillé pendant son séjour ; il n'y a pas de police dans la plupart des départements ¹.

D'après ces considérations sur l'esprit public et la conduite du gouvernement, on peut conclure en dernière analyse que généralement les Français ne sont pas aimés en Italie, que par conséquent ils n'y seront en sûreté qu'à l'abri de leur bouclier, que le gouvernement italien n'identifie pas réellement ses intentions et ses intérêts avec ceux du gouvernement français, et qu'aussi longtemps qu'il conviendra à ce dernier d'occuper ce pays, il doit s'y maintenir en force. Il convient pourtant de regagner les patriotes en leur donnant quelque considération, c'est le seul moyen de ne pas devoir tout à la puissance des armes.

On trouve encore quelques patriotes à Venise et à Gênes ; mais comme le peuple dans les contrées dépendant de ces capitales est presque en totalité animé d'un esprit contraire et ennemi des Français, il est facile de décider s'il est de l'intérêt de la France de réunir toute l'Italie en un seul État, et par la même raison de provoquer l'établissement de la conscription, ou de fomenter un esprit militaire dans la République italienne ².

1. L'auteur de ce mémoire semble ici montrer quelque injustice à l'égard du gouvernement de Melzi, qu'il accuse de négligence et qui, au contraire, ne cessait dans ses lettres au Premier Consul les dangers provenant pour la République, soit de la situation du reste de l'Italie (MELZI, II, 56, 76 et 99) soit de la présence d'un trop grand nombre de réfugiés politiques à Milan. (MELZI, II, 77 et 87).

2. Cette considération semble avoir frappé l'esprit impressionnable de Murat, qui

Les ennemis de la France, forcés de demander la paix, ont tenu dans leurs négociations l'hypocrite langage de la modération et de l'ordre. La paix a été conclue ; la modération a réuni tous les partis et l'ordre s'est rétabli. Mais ces partis sont-ils véritablement réconciliés et tranquilles ? Non : ils sont plus acharnés qu'auparavant, parce que la France, gouvernée par le génie qui l'a fait triompher, est plus puissante qu'elle ne l'a jamais été. C'est à sa puissance que l'on fait la guerre ; la révolution n'en fut que le prétexte, et si la guerre des armes est terminée, celle de l'intrigue, qui ramène la première, est plus active et plus cruelle qu'elle ne l'a jamais été jusqu'ici. Ces perfides amis de l'ordre mettraient volontiers encore une fois à feu et à sang l'univers entier, dans le seul espoir d'embraser la France.

L'Italie est le théâtre principal de cette guerre d'intrigues. C'est du sein du cabinet de ses souverains, jaloux de mériter les suffrages des autres cours, que l'on agite en tout sens la nation entière pour la soulever contre la France, et malheureusement les esprits italiens ne sont que trop disposés à seconder ce projet.

Il ne faut point se le dissimuler : la France ne se soutient en Italie que par l'ascendant de la force et non par le secours de ses partisans. Ils sont en petit nombre, les hommes prévoyants et fermes qui demeurent attachés à la France par sentiment de persuasion, et qui savent supporter avec courage les difficultés du moment, espérant que le temps et la sagesse amèneront une situation plus heureuse. La plus grande partie des Italiens n'écoutent que la voix du ressentiment, celle des préjugés. Irrités des espérances déçues et des pertes qu'ils ont éprouvées, attribuant aux hommes les fautes des événements et aux choses celles des abus, ils s'éloignent d'une nation qu'ils jugent mal, tandis qu'ils devraient s'y attacher et la seconder de tout leur pouvoir, s'ils entendaient mieux les intérêts de la politique et ceux de leur solide prospérité.

Cependant les ennemis de la France profitent de ces dispositions, ils les aigrirent et les convertissent en une haine déclarée contre la France : il ont un langage pour tous les partis et toutes les passions. Ils gagnent avec de l'or les âmes viles qui cherchent la fortune, les ambitieux par la perspective des honneurs, les hommes crédules et ignorants en flattant leurs préjugés. On promet le retour des anciens gouvernements

lors d'un premier essai de conscription (mai 1803) devait susciter des obstacles de toute sorte à la levée, et s'en faire un mérite auprès de Bonaparte. (MURAT, II, 399 et 413).

aux insensés qui n'ont pas perdu tout espoir, et l'on séduit les plus ardents et les plus honnêtes amis de leur pays par des promesses trompeuses d'indépendance et de liberté. Si l'on veut peindre la rapacité de la France, on exagère la ruine des fortunes ; si l'on veut la représenter perfide, on défigure sa conduite passée et l'on excite les méfiances sur ses intentions actuelles ; et, pour donner enfin à la haine que l'on fomenté toute l'énergie de la résolution, on la peint comme un volcan prêt à éclater et dont la terrible explosion doit répandre au loin d'incalculables désastres.

Ces bruits insidieux, propagés dans toute l'Italie par des émissaires anglo-autrichiens et accrédités par la perfide connivence d'ennemis intéressés, ont empoisonné presque tous les esprits. Le mécontentement, l'inquiétude, la crainte règnent dans toutes les âmes. Partout on est tourmenté du besoin de changer de position et de tenter un nouvel ordre de choses. L'éloquence des agitateurs, convertissant les apparences en raisons et en réalités, est parvenue à persuader aux Italiens que la France les a placés et se tient elle-même dans une situation violente.

Tel est maintenant l'état de l'opinion en Italie. Je l'ai peint avec vérité et comme je le vois. Si tout bon Italien doit le connaître pour sauver sa patrie de l'abîme où elle va s'engloutir, la France ne doit pas l'ignorer davantage, parce qu'elle est surtout intéressée à en prévenir les dangereuses conséquences.

La France n'a que deux moyens de se garantir des effets qui doivent suivre d'aussi funestes dispositions. Le premier est de maintenir constamment en Italie une force suffisante pour comprimer dans tous cas l'essor d'un premier mouvement. L'autre est de se concilier la prépondérance d'un parti dominant qui la dispense du besoin et de l'usage de la force coercitive. — Je ne parlerai pas du premier de ces moyens. Comme il ne peut soutenir les calculs de la prudence humaine et qu'il a contre lui les documents de l'histoire, je ne crois pas qu'il entre dans la sagesse ni dans les intentions de la France de l'employer.

Pour réussir dans le deuxième, il suffit, je pense, de suivre une voie toute opposée à celle que tient la faction ennemie. Elle fait mouvoir en même temps tous les partis, indifférente sur l'épouvantable choc qui suivra nécessairement quand les motifs de l'action combinée cesseront d'avoir lieu. La France au contraire doit se déterminer en faveur d'un seul parti, c'est-à-dire pour celui qui comparativement réunit la plus

grande somme de moyens et de forces, et qui se lie plus intimement à elle par sa conformité de principes avec le système actuel du gouvernement français. Elle doit le distinguer, se l'attacher, le diriger et le soutenir. Il ne s'agit plus maintenant que de le connaître.

Après avoir examiné avec la plus soigneuse attention les différents partis qui fermentent maintenant en Italie, nous pouvons nous en tenir aux résultats suivants.

Le parti religieux s'est extrêmement affaibli. Les anciennes habitudes ont perdu leur force et les prêtres leur crédit. Ce parti est inerte de sa nature et n'a aucun but déterminé, il sera toujours l'instrument utile de celui qui saura payer, ou flatter, ou punir les fanatiques qui le réveillent et le dirigent.

Le parti oligarchique, important par le nombre, est timide et faible par caractère ; il n'a d'autre force que celle d'une opposition sourde et couverte à tout ce qui a l'apparence du républicanisme. Ses inclinations le portent vers un ordre de choses qui flatte sa vanité, ordre qui ne peut plus exister, mais qu'il n'a point cessé de chérir, sans oser en espérer le retour. Essentiellement séparé du peuple, il cherche dans le parti religieux un moyen de s'en rapprocher, mais il n'y peut réussir, parce qu'il ne sait pas dissimuler le mépris qu'il a pour tous les deux ¹.

Il y a un troisième parti que j'appellerai du nom générique de républicain, et que je distingue fortement des scélérats qui déshonorent la patrie par les crimes de l'anarchie ou de ces imbéciles qui en contrefont les vertus pour en occuper les emplois, sans avoir les talents qui puissent les leur mériter, ni la noble ambition de la gloire qui les en rendrait plus dignes encore.

Je parle de ce parti républicain qui se dirige vers un gouvernement fondé sur les principes d'une sage représentation nationale, et qui aspire à une raisonnable indépendance politique. Ce parti existe : il est le produit spontané des lumières et de la révolution, fortifié par les événements et augmenté par la réflexion. Ce parti est le plus fort et le plus actif par le nombre des suffrages et par l'énergie du caractère ; il a des principes et un but formel, et il est véritablement dominant en Italie. C'est ce parti que la France doit connaître, distin-

1. Ce passage est à rapprocher du début du rapport précédent, dont l'auteur soutenait, avec plus de raison peut-être, que la noblesse et le clergé avaient gardé toute leur influence sur les masses et dirigeaient encore l'esprit public.

guer et s'attacher par tous les moyens de la politique et de la prédilection.

Quel qu'ait été le développement de la révolution en Italie, il est incontestable que sa première impulsion eut les mêmes principes que la révolution française, quoiqu'elle se soit terminée bien différemment. J'ai toujours observé que l'indépendance politique et une représentation nationale furent les principes moteurs originels et constants qui, à travers tous les efforts et toutes les horreurs des factions, conduisirent la France à la forme actuelle de son gouvernement ; et qu'il me soit permis de le dire, c'est en cela même que je vois l'apologie de la Révolution française et le fruit le plus glorieux que la France ait pu recueillir et se promettre de ses sacrifices et de ses prodiges.

Il est de l'essence des révolutions de décomposer les hommes et les choses pour les recomposer ensuite dans des formes analogues aux principes qui ont produit ces crises. Cette recomposition s'est opérée en France et c'est pour cela que l'on peut assurer que la Révolution y est entièrement terminée. On ne peut en dire autant de l'Italie. Cette recomposition homogène ne s'y est pas encore perfectionnée et l'effort des principes qui poussent sans cesse une révolution vers son but est celui qui fait nécessairement surnager le parti que j'appelle républicain. L'action de ces principes est si réelle que, si l'Italie était abandonnée à elle-même et pouvait se livrer à l'impulsion politique qui est maintenant la plus générale, elle adopterait entièrement la théorie du gouvernement représentatif. Le meilleur des gouvernements est celui où les meilleurs citoyens gouvernent. Cette grande vérité, fille des lumières et de l'expérience, est la devise du siècle de Bonaparte.

Cette nouvelle division de l'opinion devait nécessairement avoir lieu par la nature des choses, et deux faits nous prouvent qu'elle a nécessairement eu lieu.

Le premier fait est que les anciens gouvernements, presque tous oubliés, n'ont aucun parti ; ils n'ont que des réminiscences, nées du sentiment des maux présents, mais qui servent plus à accuser leurs faiblesses qu'à rappeler leur souvenir ¹.

Le second fait, plus important encore, est que parmi les gouvernements actuellement existants, celui qui obtient le plus les suffrages des Italiens est celui qui exprime le mieux à leur idée la forme d'une re-

1. Sur l'impopularité, ou au moins l'indifférence où étaient tombés les anciens gouvernements, on trouvera plus loin la même opinion exprimée dans le rapport de Méjan.

présentation nationale. Aussi, en même temps que l'on déteste le gouvernement napolitain, que l'on s'élève contre l'absurdité du gouvernement papal, que l'on méprise celui d'Etrurie, tous les regards en Italie se tournent, par un sentiment unanime de prédilection, vers la République italienne. Et pourquoi cette partialité en faveur de la République italienne ? Parce que, si je ne me trompe, d'après son organisation constitutionnelle, il semble que la révolution soit terminée dans la forme des principes qui l'ont fait naître ; parce qu'elle offre un gouvernement fondé sur la représentation nationale.

Cette propension générale, que je regarde comme un des signes caractéristiques de l'esprit dominant en Italie, doit encore être considérée par la France comme une base importante de la conduite qu'elle doit tenir, en cherchant à s'attacher le parti qui fait naître et maintient ces dispositions.

Je ne ferai pas une application générale des principes que je viens d'établir ; mais je me bornerai à présenter deux des conséquences qui me semblent les plus naturelles et qui sont intimement liées à mon sujet. La première est que l'esprit républicain ira croissant en Italie, à mesure que l'on verra s'accroître la prospérité de la République italienne. L'autre est que la France aura concilié en sa faveur l'esprit dominant de l'Italie, quand la République italienne sera en parfaite harmonie avec la République française.

Mais la République italienne offre-t-elle aujourd'hui l'aspect de cette prospérité séduisante ? Est-elle plus que les autres parties de l'Italie attachée d'esprit à la France ? Je ne déciderai point ces deux questions. Je me permettrai seulement de poser une observation.

L'attente des résultats du Congrès de Lyon s'était soutenue dans tous les esprits par les plus grandes espérances. La présidence du Premier Consul Bonaparte surpassa l'attente elle-même et fut accueillie avec enthousiasme. Le nom du citoyen Melzi était avec raison d'un heureux présage ; les élections des fonctionnaires furent généralement approuvées ; la constitution offrait en abstraction une contexture de pouvoirs bien combinée : enfin le gouvernement constitutionnel commença sous les plus favorables augures.

Mais l'observateur attentif ne put partager entièrement les communes espérances, ni se défendre de quelque appréhension. Il craignit que le système d'amalgame qui dirigeait les opérations de Lyon, et auquel on donnait à Milan plus de latitude encore, ne produisît un effet contraire à la sagesse de l'intention, et que les partis amalgamés, loin de se concerter et de fortifier le gouvernement par des efforts communs, ne

parvinssent à l'affaiblir par le choc de leurs principes différents et par l'opposition de leurs intérêts. Cette crainte est fondée sur la nature même des hommes et des choses ¹.

Il existe entre la France et l'Italie, entre les Français et les Italiens, une différence qu'il ne faut point perdre de vue pour ne pas enlever aux systèmes l'à propos qui est le premier élément de la bonne application. En France, presque tous les citoyens ont un intérêt général à soutenir la révolution et conséquemment le gouvernement actuel ; en Italie au contraire, cet intérêt ne touche qu'une partie des citoyens. Chaque Français est animé d'un esprit national qui facilite dans tous la direction vers un but commun ; en Italie, l'esprit public est plus provincial que national, plutôt senti par réflexion que par habitude, et il n'a d'autre force que celle qu'il tire naturellement de son existence. En France, la classe des ex-nobles joint à l'esprit national un certain point d'honneur qui tient lieu, je dirais presque, de toutes les vertus civiles ; en Italie, la noblesse n'a pas ce point d'honneur, ou le mêle avec l'esprit de parti. Un ex-noble en France, élevé à un emploi, sera forcé par l'honneur de remplir inviolablement son devoir ; un ex-noble italien trouvera dans son honneur même un prétexte plausible à le violer. Le noble français est attaché à sa nation ; le noble italien est attaché à son prince.

Cette différence morale entre les Français et les Italiens une fois reconnue, il est certain que le système d'amalgame ne devait pas recevoir la même application en France et en Italie. On devait l'étendre en France pour multiplier les forces d'union, et il fallait le restreindre en Italie pour ne pas rompre l'union des forces. Il en a été tout autrement. On a établi une majorité prise hors de la sphère des forces homogènes. On a appelé aux emplois d'anciens personnages influents, des impartiaux, des opposés, etc., ce qui ne s'est point fait en France, des ennemis déclarés du système républicain. Chaque parti a conservé ses maximes, chaque individu ses opinions, et tous ont pour principe ou pour habitude de contrarier de tout leur pouvoir les opérations du parti opposé. La divergence des esprits et des opinions, se portant dans les discussions, éloigne de plus en plus l'uniformité et la sagesse des délibérations. Ce défaut de l'individu se communiquant à l'autorité qu'il

1. Sur les difficultés particulières que présentait en Italie l'application du principe de l'amalgame, l'auteur se trouve en communauté d'idées, non seulement avec l'auteur du précédent rapport, mais encore avec Melzi lui-même, qui signale à plusieurs reprises, dans ses lettres à Marescalchi, les inconvénients de ce système.

exerce, rompt l'équilibre des pouvoirs, et cependant le gouvernement, sans ensemble, sans accord, sans plan convenu, sans but commun, sans forces combinées, est le jouet d'impulsions contraires ; et s'il marche et se soutient, il se soutient et marche par la seule habileté, par la seule force personnelle du Vice-Président, et plus encore par une des merveilles de la présidence du Premier Consul ¹. Achille qui lutte contre les flots du Xante irrité et qui, tout Achille qu'il est, a besoin pour se sauver du secours de Jupiter, est un emblème frappant et parfait de la situation du citoyen Melzi.

S'il est permis d'exposer sa manière de voir sur ce point, je pense que si l'on eût suivi d'autres principes et un plan d'élections plus adapté aux circonstances où se trouve l'Italie, on aurait obtenu des résultats infiniment meilleurs. Il convenait, à mon avis, d'asseoir la constitution sur une majorité prononcée de fonctionnaires et d'administrateurs républicains, de donner au gouvernement un esprit et une physionomie qui lui fussent propres et qui ne fussent pas empruntés au système dont on a aboli les principes. Il convenait d'établir un plan d'amalgame progressif pour les autres partis ; d'attendre que le temps et les circonstances fissent naître dans l'amour-propre des opposants le désir de participer à l'éclat des fonctions publiques ; en les appelant ainsi successivement au gouvernement, on ne serait pas tombé dans le grave inconvénient de l'assujettir à l'influence des hommes qui ne l'aiment pas. De cette manière le républicanisme, qui cependant cherche à s'établir, aurait conservé son éclat et son crédit ; on aurait donné au gouvernement un caractère de vérité et son énergie naturelle ; et la constitution, conséquente dans ses principes, dans ses institutions, dans les formes et dans les personnes, aurait commandé le respect et marcherait d'un pas ferme au but de sa prospérité.

En donnant au contraire la préférence à certaines classes privilégiées, à certains talents routiniers plutôt qu'à certains principes, on a irrité plutôt qu'humilié le parti républicain, on a fourni à l'orgueil des oligarques et au pédantisme de leurs affiliés le prétexte de croire qu'on a besoin d'eux et de leur système pour avoir un gouvernement solide ; on a aliéné les républicains et l'on a tari ainsi la seule source de force et d'activité qu'on puisse maintenant trouver en Italie, tandis que les

1. Melzi lui-même faisait la même constatation dans un rapport à Bonaparte « Il résulte de tout ceci, lui écrivait-il, qu'il y a bien assez de confiance en moi comme individu, mais trop peu comme gouvernement. C'est un bien sans doute que la confiance dans l'homme qui est à la tête des affaires, mais, si elle n'est que dans l'homme, le système est précaire comme lui. » MELZI, II, 50.

oligarques et les pédants se sont d'autant moins attachés au nouvel ordre de choses qu'ils avaient plus de motifs de se confirmer dans leurs anciens principes. Ainsi le gouvernement, déjà faible par l'éloignement de la majorité active, plus faible par l'opposition de la majorité dominante, et extrêmement affaibli par la lenteur des méthodes et par l'opposition des principes, ne peut offrir ni l'apparence de force, ni les fruits salutaires de la perfection constitutionnelle.

Je ne sais si je me trompe dans la préférence que j'aurais donnée au plan de réunion progressive des différents partis au parti républicain ; mais, connaissant les hommes et les choses dont je parle, j'ai lieu de croire que si on l'eût suivi, l'attitude politique de ce pays serait beaucoup mieux assortie au but de sa destination. Je vais établir un fait qui, sous le rapport de la morale, présente un phénomène difficile à expliquer, mais qui sous le point de vue politique trouve son explication naturelle dans les principes développés jusqu'ici. Il n'y a pas un honnête homme qui, en comparant les personnages des divers gouvernements que nous avons vus se succéder, abstraction faite des opinions et des talents politiques et sous le seul rapport de l'intégrité personnelle, il n'y a pas, dis-je, un honnête homme qui ne donne la préférence à ceux qui sont actuellement en place. Mais si, ne parlant plus des personnes, on compare gouvernement à gouvernement, il n'est personne qui ne puisse s'apercevoir que le gouvernement actuel est moins soutenu que les autres par l'opinion publique et qu'il est isolé, de manière à n'avoir aucun parti qui lui soit véritablement dévoué. La raison en est évidente : le gouvernement n'est point dans le sens de l'esprit dominant, tandis que les autres y étaient, quelles que fussent les personnes. Réunissez donc les personnes, les talents et l'esprit dominant, et vous obtiendrez tout.

Il n'est pas nécessaire que j'entre ici dans des détails sur ce vice radical du gouvernement italien, dans les différentes branches de l'administration civile, économique et militaire. Il n'est pas plus nécessaire que je décrive la situation dans laquelle se trouvent les esprits, séparés comme ils sont d'affection et d'inclination au gouvernement et soumis à des administrations radicalement mauvaises. Une telle situation peut facilement se concevoir.

J'observerai seulement que chacun, voulant se soustraire aux reproches qu'il peut avoir mérités dans le commun désordre, s'empresse d'attribuer ce désordre à une cause qui flatte l'amour-propre des uns, qui seconde les passions des autres, et qui sert à pallier les fautes de tous. Cette cause générale, les ennemis de la France s'efforcent de l'attri-

buer à la France même, et l'on peut croire que leurs efforts ne demeurent pas sans effet. Dans les autres parties de l'Italie, on accuse la France des maux que l'on souffre, et l'on a soin de les exagérer : on l'accuse de même des biens dont on ne jouit pas. Ces deux moyens conduisent également au même but, qui est de soulever les esprits contre la France, et il semble qu'on ne les emploie pas vainement.

En observant les mouvements secrets de tous les partis, les manœuvres que l'intrigue emploie pour les fomenter et les diriger contre la nation française ; en observant les fréquentes circonstances où cette agitation se manifeste, malgré les soins et les moyens de prudence que prodiguent les principales autorités pour l'apaiser, et pour rappeler les esprits à l'union, je ne crains point d'assurer que les choses sont dans une position telle qu'elles exigent de prompts remèdes de la part du Premier Consul.

Ennemi comme je le suis de tout changement de gouvernement, à cause des tristes effets qui suivent toujours cette instabilité, je prends la hardiesse de proposer un moyen, qui, en conservant les choses comme elles sont, pourrait cependant donner à la République une nouvelle attitude et un nouvel esprit qui, conciliant de plus en plus les esprits italiens, donnerait à l'Italie entière une nouvelle direction en faveur des intérêts de la France. Ce moyen consiste dans la réunion de l'état vénitien à la République italienne. Je prie mes lecteurs de suivre mes idées avant de me juger ¹....

MÉJAN

Jacob et Murat avaient, chacun à son point de vue, formulé leurs appréciations sur la République italienne, alors qu'elle commençait à s'asseoir et à s'organiser. Au moment où elle allait se transformer en royaume, un autre Français, appelé à remplir d'importantes fonctions dans le régime auquel elle faisait place, eut à son tour l'occasion de résumer dans un rapport d'ensemble les impressions qu'elle lui avait laissées. C'était le secrétaire donné par Napoléon au Prince Eugène, lorsque ce dernier vint à Milan (fév. 1805) pour y occuper les fonctions de Vice-Roi.

1. Le reste du mémoire contient un projet d'invasion des provinces vénitiennes.

Etienne Méjan, dont la carrière et le nom ¹ même présentent bien des côtés obscurs ² était né en février 1766 à Montpellier, où son père était médecin. Venu jeune à Paris, il y exerçait la profession d'avocat, lorsque la Révolution lui ouvrit une carrière de publiciste qui devait être l'origine de sa fortune.

Il commença par rédiger avec son ami Maret des comptes rendus des séances de l'Assemblée nationale dans un journal spécial appelé le *Bulletin*, passa de là au *Moniteur* et se fit remarquer par Mirabeau, dont il connut les idées et soutint la politique dans le *Courrier de Provence*. Après le 10 août il se sépara de Maret, qui s'inscrivit au club des Feuillants, tandis que lui-même entra aux Jacobins. Il abandonna sa plume sous la Terreur et ne la reprit que sous le Directoire au journal l'*Historien* de Dupont de Nemours. Il avait gagné entre temps la protection de Barras. Il s'était distingué pendant cette période de troubles par la modération de ses idées et la facilité de son caractère. Le 18 Brumaire lui ouvrit une nouvelle carrière. Frochot, qu'il avait connu chez Mirabeau, ayant reçu la préfecture de la Seine, il fut nommé par lui Secrétaire général de ce département (déc. 1799). L'année suivante, un heureux hasard lui permit d'attirer sur lui l'attention du Premier Consul. Son chef s'étant trouvé malade lors de l'affaire de la machine infernale, ce fut lui qui le remplaça pour aller porter aux Tuileries les condoléances et les félicitations du corps municipal. Sa harangue produisit sur Bonaparte une assez bonne impression pour que celui-ci demandât à Maret et reçût bientôt d'excellents renseignements sur l'orateur.

Quatre ans plus tard, Méjan devait bénéficier de ce souvenir. Quand Napoléon, devenu roi d'Italie, eut délégué son autorité

1. On trouve souvent son nom écrit Méjean dans les documents du temps et dans le *Mémoire* qu'on va lire. Mais lui-même signait Méjan : c'est également l'orthographe adoptée par l'*Annuaire officiel* du Royaume d'Italie.

2. En France la *Biographie des Contemporains* semble avoir été la source commune à laquelle tous les auteurs de dictionnaires postérieurs semblent avoir puisé leurs renseignements sur Méjan ; en Italie l'ouvrage souvent cité de CORACCINI (pseudonyme de son secrétaire français Lafolie) donne sur sa carrière et son caractère des détails circonstanciés et curieux.

3. HATIN, dans son *Histoire de la Presse*, V, 117, loue ses talents comme journaliste.

à un jeune prince de 24 ans, inexpérimenté et étranger au milieu italien, il jugea nécessaire de lui adjoindre un conseiller français, d'une capacité et d'une fidélité éprouvée. Son choix se porta sur Méjan, qui partit pour Milan avec le titre de Secrétaire des commandements du Vice-Roi. Il devait passer désormais le reste de sa vie près de la personne ou de la famille d'Eugène.

Il devint rapidement son homme de confiance, s'appliqua à le rester, acquit auprès de lui un crédit qui fit beaucoup de jaloux, mais qu'il réussit à maintenir à force de déférence et de souplesse, et reçut en faveurs le prix de ses qualités de courtisan. A ses fonctions primitives, qui lui valaient un traitement de 37.000 francs, il ajouta bientôt celle de Conseiller d'Etat (1806) le titre du comte de Royaume (1808) la croix d'officier de la Légion d'honneur et la Commanderie de la Couronne de Fer (21 avril 1813). Il demanda même et faillit obtenir en 1809 la place de Secrétaire d'Etat, la plus importante de l'ordre administratif. Vis-à-vis des Italiens, un peu choqués de ces faveurs prodiguées à un étranger, il tentait de faire oublier son élévation par l'intérêt qu'il portait à leur littérature et à leurs arts, par l'affabilité souriante de son accueil, par une obligeance qui, se dépensant trop souvent en paroles sans effet, l'avait fait surnommer « le grand prometteur ». — Sa vie s'écoula ainsi, facile et brillante, jusqu'à la campagne de Russie ; il y accompagna son maître, dont il partagea toutes les épreuves, eut la douleur d'y perdre un fils, et en retraça les péripéties dans des lettres envoyées régulièrement à Milan à son ami Paradisi et empreintes d'un incurable optimisme de commande : la retraite même de Moscou, si meurtrière pour les troupes italiennes, était représentée par lui comme un triomphe¹. Resté au quartier général du prince Eugène pendant les campagnes de 1813 et de 1814, il fut envoyé par lui à Milan le 17 avril 1814 pour tenter d'obtenir du Sénat un vote solennel en sa faveur. On sait quel fut l'échec de cette mission. Menacé lui-même par la foule qui

1. CORACCINI (p. 222) fait allusion à ces lettres et à l'effet qu'elles produisaient à Milan. J'en ai retrouvé le texte dans les archives de famille Paradisi et je les ai publiées dans la deuxième série des *Miscellanea napoleonica* du baron A. LUMBROSO, 1896 (pp. 101-149).

devait satisfaire sa colère sur le ministre Prina, Méjan retourna en hâte à Mantoue, puis partit pour la Bavière avec son maître. Il quittait l'Italie avec sa bibliothèque comme seule fortune, dans un état de médiocrité dont l'un de ses biographes fait honneur à son désintéressement ¹, mais qu'un autre, mieux en situation d'être bien informé, explique par sa prodigalité et son amour du luxe ².

Cette situation pécuniaire contribua sans doute à lui faire conserver ces fonctions auprès du prince Eugène, qui assura son sort, et après la mort de ce dernier (1824), auprès de sa veuve. Il s'éteignit à Munich le 19 août 1846, terminant dans un exil volontaire une existence commencée dans les agitations révolutionnaires et poursuivie dans les splendeurs d'une cour.

Il avait eu deux enfants, tous deux devenus officiers. Le cadet, lieutenant de lanciers, devait être tué à Polotsk ; l'aîné Maurice, parvenu jeune au grade de chef d'escadrons et aux fonctions d'aide de camp du Vice-Roi, fut blessé devant Moscou, mais put être évacué à temps sur l'Italie, où il fut nommé colonel. Après 1814, il partagea la fortune de son père et de son ancien chef, à l'entremise duquel il obtint même un grade de général à la suite dans l'armée bava-roise ; la veuve d'Eugène le choisit plus tard comme Grand Maître de sa cour. Resté néanmoins français de cœur, il tint à ce que son fils unique conservât la nationalité de son pays d'origine et revînt y servir comme fonctionnaire ³.

A considérer dans son ensemble, la biographie d'Etienne Méjan, il semble qu'elle nous présente l'image du modèle des courtisans et du plus fidèle des serviteurs. Il s'en faut pourtant que cette première impression réponde à la réalité. Comme celle de beaucoup de ses contemporains mêlés à la politique, la vie de Méjan présente un « envers » bien différent de sa façade officielle.

1. *Biographie des Contemporains*. Art. Méjan.

2. CORACCINI, p. 213.

3. Né à Milan le 1^{er} janvier 1814, celui-ci entra en 1837 dans la carrière diplomatique et mourut en 1874 à La Havane, où il était Consul Général de France.

On peut déjà le pressentir, en lisant les instructions rédigées par Napoléon pour le prince Eugène, lorsque ce dernier vint prendre possession de son poste. Elles contenaient au sujet de Méjan les réserves suivantes : « M. Méjan vous sera utile s'il ne cherche pas à gagner de l'argent, et il ne cherchera pas à gagner de l'argent s'il sait que vous regardez ses actions, et qu'une seule faute le perdrait dans mon esprit comme dans le vôtre. Il doit être bien payé, et avoir l'espoir de toute espèce d'avancement, mais il faut pour cela qu'il soit sur pied nuit et jour. S'il prend l'habitude de ne travailler qu'à des heures fixes et de s'amuser le reste du temps, il ne vous servira de rien. Vous aurez à réprimer en lui, comme dans les autres Français, la disposition qui les porte à dépriser le pays où ils sont, d'autant que la mélancolie s'y joindra, car le Français n'est bien nulle part ailleurs qu'en France ' ». C'était là un avertissement à Eugène bien plus qu'un acte d'accusation contre son secrétaire, dont Napoléon n'incriminait guère que les tendances.

L'Empereur aurait probablement parlé d'un autre ton s'il avait soupçonné qu'à l'instant même où il traçait ces lignes Méjan, auquel il ne trouvait guère à reprocher que des fautes vénielles, se préparait à tromper sa confiance et à se rendre coupable de ce qu'il considérait comme un crime irrémissible. Sa surprise eût égalé son indignation, s'il avait pu savoir que l'argent n'aurait pas de part dans une trahison que suffiraient à expliquer le souvenir d'anciennes amitiés, l'inquiétude de l'avenir, le désir de se préserver des suites d'un renversement de fortune. L'histoire du Premier Empire nous offre malheureusement plus d'un exemple de ces défaillances de conscience, aujourd'hui si difficiles à excuser et même à concevoir.

En 1805 le comte d'Antraigues, émigré français et ennemi irréconciliable du régime napoléonien, dirigeait à Dresde pour le compte de la Russie une agence d'espionnage ou plutôt de contre-espionnage destinée à connaître les secrets des-

seins et à déjouer les manœuvres de la politique française. La plupart des informations qu'il transmettait à Pétersbourg à ce sujet lui venaient d'un correspondant de Paris, dont les lettres ne permettent pas de percer l'incognito, mais montrent qu'il occupait dans le monde officiel une position assez élevée pour avoir les renseignements les plus confidentiels sur les dessous de la politique consulaire¹. Une lettre de ce correspondant à d'Antraigues (expédiée par lui à Pétersbourg où elle se trouve)² va nous faire connaître dans quelles circonstances et pour quelles raisons Méjan accepta de le seconder, au moins temporairement, dans sa besogne d'informateur.

Paris, 13 juin 1805,

(reçue à Pétersbourg le 4 août v. s.)

«... Savez-vous bien qui est secrétaire d'Eugène Beauharnais, savez-vous, Monsieur, qui est cet Etienne Méjan, fils d'un autre Jean-Etienne Méjan.... Celui-ci n'est autre que Coyny Moutiers³ de Montpellier, qui, en 1788 et 1789, était votre secrétaire lors de l'impression des premiers écrits qui firent votre publicité. Il prit le nom de Méjan dès le mois d'avril 1791, lorsqu'on fit reprendre les noms de famille et ne les plus quitter. Il s'est tiré adroitement de la Révolution, sans crimes ni noirceur, mais non sans faire sa fortune, qui pourtant n'a eu de principe que sous le Directoire. Barras y fut son protecteur. Tant il y a qu'il est très avant dans la confiance de Bonaparte, qui l'a placé seul de la France secrétaire du prince Eugène. C'est l'amie⁴ qui de sa campagne me rappelle tous ces faits que j'ignorais complètement. Alors

1. Sur l'activité de l'Agence de Dresde et sur la personnalité du correspondant de d'Antraigues (désigné toujours dans ses lettres par le terme générique de l'ami de Paris), on trouvera des détails dans L. PINGAUD, *Un agent secret sous la Révolution et l'Empire*, 2^e éd. pp. 229 à 258.

2. Aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères, *Corr.* de Dresde, année 1805, n° 201.

3. Il s'agit sans doute ici, comme l'indique le contexte, d'un nom de guerre que Méjan avait adopté comme publiciste.

4. La personne à laquelle il est fait allusion ici est une autre correspondante de d'Antraigues, désignée dans ses lettres sous le nom de l'« amie de Paris » ; également anonyme, mais très répandue, autant qu'on en peut juger par les détails qu'elle donne, dans la haute société consulaire, elle était en relations suivies avec l'« ami ».

j'ai voulu le faire sonder sans qu'il pût venir à moi dans aucun cas ; 'y ai employé Courtois, que vous connaissez et à qui j'ai fait donner une place à Turin bien sédentaire, convenable à son âge et à sa paresse ; mais le paresseux est d'une adresse incroyable pour ses amis. Il était à Milan et a si bien procédé que Méjean a reçu des nouvelles de son cher patron avec transport, prétendant qu'il s'est toujours vanté que c'est près de vous qu'il a pris les premières leçons de l'art d'écrire, dont au reste il n'a pas profité ¹. Il est riche de chez lui de 18 à 20.000 livres de rente, et sa place en vaut 37, mais il n'est pas content ; il frémit du pouvoir du lion déchaîné et tout franchement il voudrait l'ancien régime avec les profits du nouveau. Il est premier secrétaire d'Etat. Il consent avec joie à écrire à son cher patron tout ce qu'il saura.

« Voici ses conditions : 1° qu'il ne sera jamais de la part du patron question d'un présent, de quelque nature qu'il soit ; 2° Il ne sera jamais nommé à qui que ce soit et ces nouvelles seront pour le patron seul ; que, s'il en tire parti, il les attribuera à un autre qu'à lui ; 3° Il écrira de sa main les premières lettres pour que vous reconnaissiez que c'est Coyny qui est Méjan, puis cela sera écrit de main étrangère ; 4° Vous aurez dans le Vénitien quelqu'un à qui il pourra remettre les lettres, qui ne soit officier, militaire ou civil, un banquier, car cela ira par un autre banquier ; 5° Aucun raisonnement, mais seulement des faits comme une gazette ; 6° pour répondre et demander ce que l'on désire, on adressera les lettres du patron à cette adresse : « Al signor Casimiro Pancaldi, parrocco di Castel San Pietro, Mendrisio ². » sans autre adresse ; l'homme est à lui. Vous pouvez déjà écrire à cette adresse et donner les indications demandées ».

1. L'« ami de Paris » semble indiquer ici que Méjan aurait saisi l'occasion de renouer avec son ancien patron des relations interrompues depuis 1789. En réalité ces relations n'avaient jamais complètement cessé. Etant secrétaire du club des Jacobins en 1793, Méjan avait su dérober et faire passer à d'Antraigues, par l'entremise de Lizakiévitch, chargé d'affaires russe à Gênes, un plan de soulèvement en Petite Russie présenté à la Convention par un nommé d'Angely. L. PINGAUD, *Op. cit.*, pp. 108 et 247.

2. Mendrisio était une petite localité des bailliages tessinois située un peu au nord de Côme, à quelques kilomètres de la frontière lombarde, dans un pays de montagnes et en territoire neutre, et dans une situation qui se prêtait à la correspondance clandestine et à la contrebande. L'intermédiaire que désigne ici Méjan semble lui avoir été fourni par d'Antraigues, ce qui confirmerait l'existence de leurs relations antérieures. C'était en effet à Mendrisio que d'Antraigues s'était d'abord réfugié après son émigration (1790) et c'est précisément le curé de Castel San Pietro qui avait célébré son mariage clandestin avec la Saint-Huberty. L. PINGAUD, p. 87.

Il est probable que d'Antraigues mit à profit cette dernière indication aussitôt après avoir reçu la lettre qu'on vient de lire, car, lorsqu'il la réexpédia à Pétersbourg, elle était déjà accompagnée d'un premier rapport de Méjan. Deux autres devaient suivre, dont l'ensemble forme le « Mémoire sur l'Italie » dont on trouvera le texte ci-dessous. Le contenu comme la date de ce Mémoire indiquent suffisamment à quelles préoccupations il répondait et à quelles questions il avait pour objet de répondre. Il a été composé au moment où les projets de réorganisation territoriale de l'Italie tenaient une place prépondérante dans les négociations austro-russes qui venaient d'aboutir à la Convention de Saint-Pétersbourg (11 avril 1805), instrument essentiel de la troisième coalition. Comme un article secret de cette convention plaçait au premier rang des « principes d'après lesquels les hautes parties contractantes agiront dans l'exécution de leurs engagements » la « résolution de ne forcer en aucune manière l'opinion publique, soit en France, soit dans d'autres pays où les armées combinées pourraient porter leurs armes », les alliés avaient un intérêt majeur à connaître les dispositions des peuples dont il s'agissait d'accorder les vœux avec leurs propres convenances. C'est donc ce point que Méjan s'appliquera d'abord à éclaircir, et c'est ce qui fait d'abord la valeur documentaire de son travail. Il donnera ensuite, en prévision d'une guerre qui paraît inévitable, des renseignements militaires sur la situation des armées françaises en Italie ; c'est par là que ses renseignements dépasseront la portée et la gravité d'une simple indiscretion. Il sera enfin amené, pour expliquer ses défaillances, à faire sur lui-même des déclarations qui éclairent d'une lumière assez crue sa propre psychologie. Son mémoire enfin, écrit de prime-saut comme le montre la négligence de la rédaction, adressé à une personne dont il n'avait rien à craindre dans le présent, peu à espérer dans un avenir immédiat, présente des qualités de sincérité assez rares dans les documents historiques, presque impossibles à trouver dans les documents officiels. Bien que ses observations s'étendent, en dehors de la République ita-

lienne, au Piémont et à la Vénétie, j'ai cru devoir en reproduire le texte complet (à part quelques coupures indiquées en note), parce que les diverses parties en forment un ensemble dont elles ne peuvent être séparées ¹.

PREMIÈRE PARTIE

Reçue le 1^{er} août 1805.

Je n'ai jamais vu l'Italie avant ce premier voyage, ainsi je ne puis dire quels changements se sont opérés depuis que vous l'avez vue en 1797 jusqu'à ce jour. Je ne puis vous dire que ce que j'ai vu depuis mon arrivée, pendant mon voyage avec Bonaparte, et les deux que j'ai faits depuis son départ. A peine ai-je parcouru la Savoie ; je n'ai jamais été à Nice, aussi sur ces deux objets de vos demandes je suis encore obligé de ne rien dire, vu mon insuffisance.

Je prends l'Italie au Piémont ; dans le Piémont il faut distinguer l'esprit du peuple des campagnes et celui des villes. Le parti français est nul dans les campagnes ; le gouvernement français y est en horreur, on n'a pas cherché à l'améliorer faute de moyens, et le général Menou ne l'aurait pas fait, faute de talents, eût-il eu des moyens. Tout le monde convient que l'esprit des campagnes était plus favorable à la France du temps du Directoire que depuis son extinction. J'ai soigneusement vérifié la chose, et voici à quoi elle tenait. Le peuple était plus agité par une amélioration dans son sort. On le flattait 1^o d'une suppression totale des devoirs féodaux, 2^o de la suppression des dîmes, 3^o de la diminution des anciens impôts. Le peuple était remué dans les campagnes par des chefs jacobins, attachés à l'anarchie de la secte et ardents révolutionnaires, et c'est à l'activité de ces chefs que tenait principalement l'espèce d'émotion des campagnes. Dès le gouvernement consulaire, l'esprit de la politique française a changé, et la préparation au rétablissement de la monarchie et du pouvoir d'un seul a bientôt été annoncé par des effets très suivis et très brusques. Les agents de la France, formant le conseil de Menou, ont renvoyé de tout emploi tout ce qui tenait à la jacobinerie ; tous les orateurs de village ont été, ou

1. Ce mémoire dont la rédaction fut probablement interrompue arriva à St-Petersbourg en trois courriers, dont j'ai indiqué les dates d'arrivée. Les trois parties successives en sont cotées comme annexes aux dépêches de Dresde, numérotées 205, 212 et 213.

éloignés ou députés en France, ou convertis au parti dominant, et tous ces agitateurs de bonne foi ont disparu ; ceux qui sont restés ont été pour Bonaparte. Celui-ci, sentant la nécessité de faire quelque chose qui amorçât le peuple, a bien supprimé les droits féodaux, mais non les dîmes, et les impôts ont tout aussitôt dépassé d'un tiers au moins le profit que le paysan eût pu retirer des droits féodaux, de la sorte que dès 1803, le paysan qui payait sous les rois un louis d'impôt et 12 livres de droits féodaux, s'est trouvé payer de 50 à 60 francs d'impôts directs. En 1804 ont été mis les sols additionnels, ce qui a accru les 60 livres d'impôts de 1803 de 60 sols. En 1805 sont venues les dépenses locales d'une nouvelle administration infiniment plus chère, et l'impôt se porte en 1805, au mois d'août, à près de 100 à 110 livres pour celui qui sous les rois en payait 24 d'impôts et 12 de droits féodaux. L'esprit français, antipathique du piémontais, a accru la haine, et il en résulte que dans les campagnes le gouvernement actuel est odieux. Les moyens de corriger ce mal paraissent excessivement difficiles et les plus longues délibérations, le travail le plus sérieux ne présentent encore aucun remède correctif. Voici pourquoi.

Le nerf de la Révolution française manque en Piémont, ce nerf qui sans aucun effort attache dans toutes les campagnes une foule de partisans décidés à tout gouvernement établi à Paris, pourvu que ce ne soit pas l'ancien. Ce n'est nul autre que l'aliénation des biens du clergé, et de ceux des émigrés, à tout particulier qui a voulu en acquérir. D'abord les paysans sont ceux qui en France ont le plus morcelé les possessions des émigrés ; on les leur a détaillés à petits lots ; ces biens sont devenus leur patrimoine, ils les ont acquis à vil prix et aussi, quoique l'impôt soit énorme en France, ils trouvent encore du profit au marché qu'ils ont fait. Ils se sont attachés à ces biens volés, et la peur de les perdre a créé des défenseurs à toute révolution faite à Paris, pourvu qu'elle soit précédée de la promesse de maintenir en possession les acquéreurs de biens nationaux. Le Directoire a bien senti cette grande vérité, mais il n'a pu la mettre en œuvre, à son grand regret, parce que l'on n'a pas émigré en Piémont et que d'un autre côté, il eût été dangereux de dépouiller les églises de leurs biens. On l'a tenté pour des couvents, pour des biens des commanderies de Malte et Saint-Maurice, cela a bien réussi, mais cela a été borné, il a fallu s'arrêter là. Mais Bonaparte a reconnu, à son dernier voyage, la nécessité de créer des partisans à la nouvelle domination, et il a vu qu'il n'existait que le grand principe de la transfusion des propriétés, qui, d'un clin d'œil, affermit toute domination nouvelle par l'unique intérêt de ceux qui ont tout à gagner

d'elle et tout à perdre d'un retour. Il est parti dans la résolution de dépouiller le clergé et d'en vendre les propriétés, dût-on établir un impôt pour le solder. Car si l'impôt fait des mécontents, l'aliénation des biens produit, sans frais, les espions et les agents les plus vigilants qu'il soit possible d'imaginer. Je me suis étendu sur cet article, parce que voilà une des plaies les plus profondes et les plus générales de nos nouveaux établissements en Italie, et qui fait une différence totale avec les peuples des campagnes en France.

Les villes du Piémont sont partagées en deux partis très prononcés : l'un, qui veut les Français, parti agité ; l'autre, contraire, a peur et se tait, mais ce parti a plus d'énergie que n'en a le parti royaliste en France, parce qu'au total les royalistes piémontais sont franchement dévoués au roi ; les royalistes français sont bien les ennemis de Bonaparte, mais ils haïssent ou méprisent Louis XVIII, de sorte qu'ils veulent bien la ruine du pouvoir actuel, mais ne savent pas ce qu'ils voudraient à la place. Ce n'est pas ainsi en Piémont. Les campagnes veulent leur roi et ne s'en cachent pas, et dans les villes le parti qui le veut ne s'en cache pas davantage. Il n'y a enfin que deux partis à Turin par exemple ; l'un soutient Bonaparte, l'autre veut le roi de Sardaigne, au lieu qu'en France on sait ce que l'on ne veut pas, mais on ne sait pas ce que l'on veut.

Le parti qui veut les nouveaux changements ne se trouve que dans les villes du Piémont, et éminemment à Turin. Les villes sans commerce doivent être rangées au rang des campagnes. Après les avoir toutes parcourues depuis quatre mois, je n'ai pas trouvé une exception à cette règle. Les villes commerçantes ont d'autres mobiles, dont nous avons profité avec habileté. Dès que le Piémont eut été conquis, le Directoire le traita durement pour en enlever le numéraire nécessaire à la France. Puis il environna le pays d'un tarif de douanes qui en écrasait le commerce. Le Directoire fut sourd aux cris, aux réclamations ; la ville de Lyon se joignit au Piémont pour prouver que, ne pouvant se passer de ses soies, les tarifs des douanes lui en rendaient l'acquisition plus chère qu'en 1788. Le Directoire, qui le savait aussi bien que la ville de Lyon, ne fit aucune réponse, aucun changement, seulement il se détermina à acheter lui-même pour deux millions d'écus de soies et les revendit à Lyon exemptes des droits du tarif pour relever les manufactures. Le but de cette rigueur était le même qui s'exerce aujourd'hui en Suisse, celui de faire désirer la réunion par la nécessité du commerce, et d'acquiescer pour ainsi dire tous les négociants. Ce que le Directoire avait si habilement semé, Bonaparte l'a seulement recueilli.

Il a réuni le Piémont, annulé le tarif à l'étranger, et mis le pays sur le pied du territoire français ; aussitôt les soies se sont écoulées et tous les négociants sont devenus amis de la Révolution. Vous me direz que, les soies venant principalement de la campagne, ses habitants eussent dû partager les profits et les sentiments des citadins ; mais pour que cela arrivât, il eût fallu que les campagnes éprouvassent un profit comme l'éprouve le négociant des villes ; or, c'est ce qui n'est pas arrivé, puisque le Directoire, ayant épuisé le numéraire du Piémont, et les vexations individuelles ayant surtout écrasé les campagnes, le paysan, sans argent comptant, se trouve à la merci du négociant qui paye comptant et fait des avances, de telle sorte que, cette année, les soies dans les campagnes vont être vendues à un taux plus bas qu'en 1800, quoique le négociant de l'étranger en retirât 37 pour cent de bénéfice de plus qu'en 1800. En l'état où est le Piémont, ce mal a paru irrémédiable, si l'on ne jette 8 à 9 millions de numéraire dans le pays, ce que très sûrement l'on ne veut pas faire, à moins d'une paix générale.

A cette classe se réunit tout ce qui est employé dans les villes à l'administration, et qui serait sans espoir de l'être sous l'ancien gouvernement. A cette classe se réunit tout ce qui, de près ou de loin, a servi la révolution, et qui, sans être content du résultat, sent qu'il serait encore plus à plaindre sous l'ancien régime et avec le roi actuel, qu'on sait peu disposé à pardonner et assez vindicatif.

Le clergé est opposé à la France, excepté les nouveaux évêques, et ces nouveaux évêques sont sans influence dans les campagnes. L'armée piémontaise n'existe pas, mais ce qui la composait est très à craindre par sa haine violente contre la France, et en général les officiers, tous nobles ou censés tels, sont avec raison les êtres les plus suspects à la France, ceux sur qui s'exerce la police la plus sévère, parce que l'on est sans espoir de les ramener ; on l'a tenté tout à l'heure, et nous avons été trahis. Les généraux de cette ancienne armée sont des gens nuls, auxquels on n'attache aucun prix, ni aucune inquiétude. Le duché d'Aoste est la partie la plus décidément ennemie de la France, qui s'insurgerait au moindre mouvement ; mais on ferait mal de les exciter, si l'on n'était prêt à les soutenir, car Bonaparte, qui en déteste le peuple, a pris les résolutions les plus féroces contre eux dans ce cas là. Sûrement on peut demain les faire révolter, mais on ne les sauverait pas d'une extermination affreuse. Ainsi, tant qu'on n'aura pas de moyens à portée, l'humanité exige qu'on les laisse en paix.

Tel est en ce moment l'état de ce malheureux pays. Menou y est

détesté et méprisé¹. Nos agents civils ne sont pas aimés, mais ils se conduisent avec prudence et, par un bonheur inespéré, ils ne sont pas aussi pillards qu'ils l'ont été jusqu'en 1804, car la plupart ont été renvoyés et remplacés en général par des gens modérés. La police y est sévère, inquiète, tourmentante, et toute dans la main du militaire, et soumise presque en totalité aux tribunaux spéciaux, qui inspirent la plus grande terreur. Le pays d'ailleurs est chargé de troupes et le mouvement de ces troupes est une désolation locale. Les plaintes ici n'ont ni fin, ni terme, mais n'en sont que mieux fondées.

Le Piémont a été regardé avant le couronnement en Italie comme une réserve où l'on pourrait accumuler les troupes sans les faire passer par le Milanais, afin de ne pas effaroucher Vienne. On les y a entassées de telle sorte qu'en passant à Ivree, voici ce que j'y ai trouvé : 16 soldats par maison, l'un portant l'autre, et 267 prisonniers, citoyens d'Ivree, pour s'être plaints du logement des gens de guerre, ou avoir écrit au dehors ce qui se passait à Ivree. Eugène les fit mettre en liberté ; depuis, on a arrêté 80 personnes à peu près. Quelque affreux que soit ce séjour à présent, le changement et le remplacement a fait connaître un autre désespoir plus affreux, parce que les soldats français s'habituent, ou l'on s'habitue à eux, et ils deviennent plus commodes avec le temps ; mais les nouveaux arrivants sont toujours insupportables. A présent, on fait filer tous les jours vers l'Italie, et on remplace par les troupes venant de Savoie, de Suisse par le Valais. Le 2 août, il y avait dans le Piémont, au vrai, sur l'état ordonnancé par Menou pour les livraisons, 19.400 soldats, et une brigade entière de l'artillerie : ces troupes stationnées dans le Piémont proprement dit, à prendre depuis la Novalaise jusqu'à deux lieues en avant de Novare du côté de Milan, et en largeur depuis les monts au-dessus de Nice jusqu'à deux lieues et demie au-dessus de Varallo. Ces troupes sont toutes françaises sans aucun mélange. J'ignore ce qu'il y a en Savoie, je ne le sais que par ouï-dire, mais Menou a écrit à Eugène que le 21 juillet il y avait 16.000 hommes ; je ne le crois pas.

A l'instant j'ai interrompu ce travail ; je viens d'un conseil chez Menou, dont j'emporte demain les actes à Milan au Vice-Roi.

1. Le général Menou a exercé les fonctions de Gouverneur général du Piémont entre le départ de Jourdan (1804) et l'arrivée du Prince Camille Borghese (1808). Il était antipathique aux populations piémontaises par ses antécédents révolutionnaires, son caractère fantasque et son mariage avec une musulmane, qu'il avait épousée en Egypte.

Aussi, avant de partir, je vais, ayant du temps, vous dire ce que c'est ¹...

DEUXIÈME PARTIE ²

Reçue le 6 septembre 1805.

.... Tel est l'état du Piémont. Il est malheureux, il sent son malheur, mais il ne voit pas d'issue et il est fortement soumis au despotisme le plus militaire.

Passons maintenant à la Lombardie. Ici la France a incomparablement plus de partisans que dans le Piémont : c'est sans aucune comparaison, et je ne craindrais pas de me tromper en affirmant que le tiers des habitants est décidément pour la France. Les trois quarts des deux autres tiers sont pour une séparation de la France, mais surtout et avant tout pour repousser le gouvernement autrichien ; et le reste, composé d'êtres sans énergie, sans être pour l'Autriche, souffrirait pourtant son retour. Le gouvernement autrichien a laissé ici des souvenirs profonds, et qui, je ne sais comment, ont passé jusque dans les dernières classes, et ces souvenirs sont tous à son désavantage. J'ai cherché avec soin à quelle vue je devais attribuer cette haine, et je n'ai pas pu encore la découvrir. Car nous voyons que l'imposition n'était point intolérable, et était nécessairement bien répartie, le cadastre de ce pays étant dans sa perfection. Mais, autant que j'ai pu m'en apercevoir, l'Autriche se faisait détester par ses agents, la plupart allemands et l'archiduc Ferdinand y était tellement abhorré pour ses goûts du métier de marchand, d'accapareur de grains et de voleur impudent ³.

1. Il s'agit dans la dernière partie de la lettre d'un projet de reconstitution des anciennes légions polonaises, conçu par Berthier avec le concours de Dombrowski.

2. La première partie de cette lettre est remplie par des détails techniques sur l'état des caisses publiques en Piémont.

3. Il semble que la cause principale du ressentiment des Milanais contre leurs anciens maîtres ait échappé à Méjan, trop nouveau venu dans le pays, comme il l'avoue lui-même, pour en bien connaître l'esprit. En réalité les bons souvenirs du règne de Marie-Thérèse avaient été effacés par les abus, les excès et les rigueurs de toutes sortes qui marquèrent en 1799 le retour des armées autrichienne et russe. Sur les misères du pays pendant cette période on trouvera, avec chiffres à l'appui des précisions intéressantes dans l'ouvrage de circonstance que le gouvernement italien fit composer en 1805 par l'économiste MELCHIORRE GIOJA sous ce titre *I Francesi, I Tedeschi, I Russi in Lombardia, Discorso storico-popolare* (inséré au tome V des *Opere Minori* de GIOJA). Quant aux spéculations sur les blés que l'archiduc Ferdinand, dernier gouverneur autrichien en Lombardie, elles ne semblent pas avoir provoqué l'indignation à laquelle Méjan attribuait la rancune des Milanais contre l'Autriche. D'après Stendhal, le peuple les considérait même avec quelque indulgence.

Enfin je ne suis pas assez instruit encore pour remonter à la source, mais pour l'effet, il est tel que l'Autriche est généralement détestée dans le Milanais, que la haine est au comble à Milan ; mais elle est si prononcée partout que je suis sûr qu'un courrier qui voudrait seulement prendre des informations aux postes, en changeant de chevaux, s'en assurerait. Ainsi dans ce pays l'attachement à l'ancien gouvernement est nul, c'est le contraire du Piémont en Italie.

Les prêtres partagent cette haine, et la partagent vivement ; le règne de Joseph II a fait sur le cœur des prêtres une plaie incurable, ils croient qu'il avait le dessein de les voler, que ce dessein est celui de l'Autriche, et ils se trouvent mieux traités par le gouvernement actuel que par les Allemands. Voilà l'esprit général.

L'Autriche ne parviendra jamais à faire ici un mouvement en sa faveur, sur lequel on puisse compter. Car je crois très possible, en cas de succès, qu'elle puisse en exciter de partiels à force d'argent, dans les lieux que je désignerai ci-dessous.

Autant le Milanais se montre opposé au retour de l'Autriche, autant il paraît qu'il voudrait être attaché à un prince qui résidât à Milan et, s'il n'en pouvait obtenir un, autant il serait disposé à appartenir au roi de Sardaigne, devenu roi de Piémont. Le tiers de la population qui se prononce pour la France est pourtant bien éloigné de vouloir se soumettre à elle ; ce tiers abhorre l'état actuel, mais il s'y attache comme moyen de résister à l'Autriche, sans savoir ce qui résultera du conflit, mais espérant que l'issue en sera l'expulsion des Français, et un état indépendant pour la Lombardie. Ce tiers, que ses opinions attachent à la France, se compose de tout ce qui, dans les villes, veut être employé, de presque toute la noblesse, de tout ce qui s'est montré contraire à l'Autriche, et ce sont les plus énergiques et ceux à qui on confie tous les emplois.

Les prêtres sont tous sans exception opposés à l'Autriche, mais opposés à l'existence du Milanais comme État indépendant, parce qu'ils craignent ceux qui alors seraient à la tête de l'administration, et tous travaillent autant qu'ils le peuvent pour attacher le paysan à l'idée d'une réunion avec le Piémont : c'est là leur chimère, mais ils y travaillent avec zèle. Ils sont suspects à Bonaparte et ils le savent ; ils le détestent mille fois plus qu'on ne le déteste même en France.

Le Vice-Roi est détesté à Milan et inconnu ailleurs jusqu'à ce jour. Ce n'est pas sa faute, il est bon et généreux et voudrait fort être aimé ; mais il est vain, il est fat, méprisant, il est gêné excessivement dans tout ce qu'il peut faire et c'est là précisément qu'il pourrait trouver le

moyen de se faire aimer dans ce qui dépend de lui. Il est dur pour le militaire, il est l'objet d'une jalousie infernale, qu'il est loin de chercher à adoucir, il croit tout faire en donnant l'argent qu'il a. Mais, 1^o il n'en a pas assez pour faire effet. 2^o Il le donne aux gens qui le prennent, le déchirent ensuite et se moquent de ses grands airs et de sa vanité. C'est au point que je crains, et qu'il craint lui-même, s'il y avait des actions de guerre où il se trouvât, d'être tué par ses officiers, s'ils le peuvent impunément ; et cela est, je crois très vrai ; on ne lui a laissé que moi de Français, pour tenir la correspondance avec la France, et recevoir les instructions secrètes sur ce pays.

Je partage la haine qu'on lui porte, sans, je crois, la mériter. Mais je ne songe qu'à amasser de quoi vivre, et rentrer en France aussitôt ; et si la guerre a lieu, comme je ne me sens plus l'heureux militaire que vous-même avez connu, lors de l'arrestation de d'Espréménil, je reste à Milan, et si on nous chasse, bien habiles seront vos cosaques, s'ils me trouvent, je vous en réponds.

L'administration de Melzi est généralement chérie, malgré qu'il ait été forcé de capter les impôts et de faire de cruelles vexations, mais il est assez heureux 1^o pour que personne ne lui en impute le blâme, 2^o pour qu'on lui impute tous les adoucissements. Le public est juste sous ce second rapport et injuste pour le premier, car, pour plaire et se maintenir, c'est lui qui en tous temps a fourni à Bonaparte les moyens de pressurer son pays¹ ; c'est lui qui l'a guidé en tout, excepté toutefois pour la réunion de la couronne d'Italie. Il n'a pu, ni osé l'empêcher, mais il en a été dans le désespoir, parce qu'il visait à être chef du pays, et que tout au moins voulait-il être administrateur pendant la longue régence du fils du prince Louis. Cela a été rejeté, et Bonaparte lui a déclaré que, malgré les déclarations antécédentes, malgré l'Europe, jamais, de son vivant, il ne cesserait d'être roi d'Italie. Alors le désespoir l'a saisi, mais un désespoir accompagné de terreur. On l'a forcé à être Chancelier, mais [il] ne se mêle de rien ; on n'a aucune confiance en lui, on le guette à vue, et il veut se retirer tout à fait dès qu'il le pourra ; voilà un homme à acquérir pour l'Autriche elle-même ; quoiqu'il la déteste, cela est absorbé par une haine plus forte. C'est un homme d'un très grand talent, adoré en Lombardie, connaissant les forts et les faibles, et en état de faire tout ce que l'on peut désirer. Je l'aime et l'estime fort, je lui rends tous les services possibles et je

1. Melzi n'avait au contraire cessé de demander à Bonaparte un adoucissement aux charges fiscales qui pesaient sur la Lombardie. Voir sur ce point mon ouvrage sur *Bonaparte Président de la République italienne* (t. II, livre IV, chap. iv).

lui en rends d'essentiels pour sa sûreté. Je ne peux ni ne veux m'exposer à traiter avec ; lui il ne s'y fierait pas et pourrait me détruire, mais on doit traiter directement avec lui par quelqu'un de poids, par quelqu'un qu'il ait connu jadis, qui soit Milanais, en qui il pourra se confier ; mais on ne doit entamer cela que lorsque la guerre sera déclarée et qu'il croira à son existence, car à présent il n'y croit pas du tout, il méprise l'Autriche.

Le gouvernement actuel du Milanais et de tout le royaume d'Italie ne ressemble pas à celui du Piémont, surtout en finances. Cet article est traité en Piémont comme en France, avec la différence que ce pays est moins ménagé. En Italie, il y a deux classes distinctes, le gouvernement italien et la portion nécessaire pour les subsides dus à la France. Le gouvernement de tout ce que possédait l'Autriche en 1796 produisait, réduit en livres tournois, 8 millions ; sur ces huit millions, on prenait l'entretien de 18.000 hommes, et cela était consommé dans le pays ; bref, tous frais faits, l'Autriche retirait en droits additionnels réunis un revenu fixe de 3 millions nets de l'Italie. Maintenant l'impôt de cette même partie est porté à 12 millions, elle paie ses troupes nationales et son gouvernement excessivement cher. Mais, outre cet impôt que tout le monde peut connaître, le Milanais paie la solde l'habillement, l'entretien et l'équipement de toute l'armée française résidant dans son intérieur. Cela se paie par des additions sur l'impôt territorial, par des levées extraordinaires, par des transits de douane et par des ventes de biens dits nationaux. En outre ce pays fait chaque année des pertes extraordinaires, dont le capital est fourni par des extensions à l'emprunt national et l'intérêt par l'année d'après, par une extension de l'imposition directe. Voilà le vrai secret de l'état ici, la confusion nécessaire pour opérer le paiement dû à la France avec les impôts nécessaires au pays. Ce secret est un peu de la comédie, mais si on sait le fait, les détails sont inconnus ¹. Le résultat est que qui payait 24 livres d'impôt paie 70 à 80 en 1805.

Ces impôts très graves ne sont pas les vexations les plus intolérables aux paysans lombards. Ce qui est intolérable, ce sont les vexations des militaires français et italiens qui rongent tout chez le particulier, mangent son dîner, brûlent son huile, se servent de ses chevaux et lui arra-

1. Il n'y avait là nulle espèce de secret et Méjan semble ignorer que le budget était publié chaque année au *Bulletin des lois*. On y voit figurer pour 1804 une somme de 25 millions et demi payés à l'armée française pour son entretien (sur des dépenses totales de 90 millions). Cette contribution n'était pas payée non plus sur ressources spéciales, mais sur le budget commun.

chent autant d'argent qu'ils le peuvent. Melzi réprimait ces brigandages avec la plus grande rigueur et il était détesté du militaire et adoré du peuple. Bonaparte a changé ce système ; on veut avoir l'armée pour soi, et par elle gouverner le peuple. Le Vice-Roi a donc ordre de recevoir les plaintes, mais d'en soumettre la vérification en première instance aux militaires des états-majors et en dernière à la police intérieure : la première est toujours favorable au soldat et, si l'on vient à la seconde, il faut être dirigé par un homme de loi pour les actes à présenter, faire des frais, attendre un jugement qui n'arrive pas ; on se dégoûte et on souffre. C'est ce que l'on voulait et on peut se vanter d'y avoir complètement réussi.

Il n'y a pas 600.000 écus ce premier août dans les caisses du gouvernement, qui, depuis l'entrée de Bonaparte en Italie, a été tout à ses frais. Il n'y a encore aucun fonds additionnel pour la liste civile et pour 1805, les émoluments du Vice-Roi seront payés sur la recette ou sur les biens ecclésiastiques, où il est possible de trouver plus de ressources que dans les autres.

Le commerce va mal ; je ne suis pas encore assez habile pour en connaître toutes les raisons, mais mon consultant à cet égard, Marazzani, m'en a donné des raisons qui m'ont paru de la dernière évidence. Le gouvernement français, dès le moment de la conquête, n'a eu pour ce pays que le projet d'enlever ses capitaux disponibles pour les porter en France. Cette politique n'est pas seulement celle de Bonaparte, mais celle depuis le commencement de la révolution. On a tiré de la Lombardie depuis 1796 jusqu'au 18 Brumaire, époque du Consulat, 41 millions de livres milanaïses ¹, tant en fournitures et en métaux qu'en argent monnayé pour le gouvernement. Ajoutez-y les vols énormes, les contributions de guerre, la fourniture en denrées non payées, l'entretien des armées, le paiement du gouvernement, vous verrez que ce pays a été privé de ses capitaux disponibles ; et la rareté de l'argent était excessive le 18 brumaire. Depuis lors, il a encore payé davantage, mais il a moins souffert, en ce que Melzi y a établi la règle tant qu'il a pu : tout a été payé par impôt, et plus par emprunt forcé. L'égalité de répartition a rendu la charge moins cruelle, mais l'argent n'en est pas moins sorti. Le commerce s'est trouvé plus grevé par la privation successive du numéraire, et parce que quelques particuliers, en ayant conservé plus que les autres, le monopole s'est porté à un point intolérable. Les maisons riches de ce pays ont consacré ce qui leur restait de

1. La livre milanaise avait une valeur de 77 centimes.

fonds à l'accaparement des soies, et ont fait, par un gain d'un moment, tomber ce commerce et plonger leurs compatriotes dans la plus affreuse misère. Une grande d'Espagne, fort protégée de Madame Joséphine, amie intime de Madame Borghese, n'a pas eu honte, l'an XII, d'accaparer tous les fromages et d'exciter une espèce de révolte. La marquise C.... qui a du crédit comme ancienne m.... de Berthier, a acheté en l'an XII pour 600.000 livres de riz, avec une compagnie. Ainsi le commerce est ruiné par ces malheurs et par la manière dont le font ces vilaines gens ; il n'y a pas le plus petit sentiment de loyauté dans ce pays.

Il n'y a pas la moindre énergie, ni le moindre regret d'être à la France, mais, au premier succès, on passera ailleurs volontiers, pourvu que cela ne soit pas à l'Autriche. Il n'y a pas de révolte à craindre dans le plat pays, mais il en existe le péril dans le pays voisin de Bergame et Brescia, à commencer du pays appelé la Camonica. Le peuple y est féroce, dévot, et tient du caractère de ses voisins, les Bergamasques et Brescians, où les Français sont en abomination. Je n'ai pu encore savoir à quoi tient cette haine du diable qu'on nous porte. Le pays n'a pas été aussi taxé que le Piémont et le Milanais, et il n'était pas fort attaché à Venise. Nous avons fait ce qui dépend de nous pour nous attacher deux grandes familles, les Lechi et Martinenghi ; malgré cela, les préfets et sous-préfets, et le consultant Moscati, qui en revient, ont dénoncé ce pays au Vice-Roi comme rempli d'agents autrichiens et poursuivant dans son sein tous les germes d'un complot. Il est donc clair qu'on peut tirer parti de ce pays en cas de guerre... Le pays où Bonaparte est abhorré, c'est Pavie et le Pavesan ; il ne manquerait pas de se révolter, si nous étions mal traités, mais au total, c'est une haine sans moyens, et comme Bonaparte la connaît, il les écrase de toutes manières. Ces pays si mécontents, si remplis de sujets dangereux, sont cependant très essentiels pour nous, par leur voisinage. Ils touchent à la Valteline et au Véronais, où est notre première ligne de défense militaire. La Valteline est un pays vraiment scélérat. La France les a ôtés aux Grisons qu'ils détestaient et les a unis à l'Italie : ils sont à présent redevenus amis des Grisons, et nos ennemis. C'est un pays exécration, j'en parle *ex-professo*. J'y ai été ; à Chiavenna, à Bormio, j'ai failli il y a 16 jours y être assassiné, malgré mes quarante hommes d'escorte et surtout j'ai entendu de mes oreilles crier lors de la proclamation : *Alla Berlino il Corsicano !*¹ Nous y enverrons des garnisons considérables en

1. Aux galères le Corse !

temps de guerre, parce que ce pays nous cause toutes les inquiétudes possibles à cause de ses funestes dispositions. Le sieur Guicciardi, qui est dans le gouvernement, y était aimé et tout puissant, et il a encore quelque crédit dans les villes, mais il en a perdu dans les campagnes. Cependant c'est le seul qui connaisse ce pays maudit de Dieu, où il existe sûrement des partisans pour l'Autriche : chaque jour, nous recevons des dénonciations. C'est cela, et ce qui se passe à Vérone, qui engage le Vice-Roi à demander que Guicciardi soit fait ministre, ou directeur, en seul et sans consulte, de la police générale ; et il faudra bien le faire, car sans cela, en cas de guerre, la Valteline est très disposée à nous jouer un mauvais tour. Il y a peu de troupes, et hier on a résolu de les retirer jusqu'à Chiavenna, où on les réunit.

Vérone dans un autre sens nous cause des inquiétudes cruelles et, selon moi, encore plus fondées. Là ce ne sont pas les habitants, ce sont à présent de bons *coioni*, quoique j'aie failli être assassiné à Desenzano, et que les environs de Peschiera soient assez mauvais ; mais là, nous tenons les châteaux de Vérone, et là commencent la ligne et les garnisons françaises.

À Vérone, l'état-major de la place a reçu des commissaires de Saliceti pour tenir une intelligence à Venise ; j'ai été examiner leur travail et, malgré que les Autrichiens à Venise font tout pour nous donner des amis, je trouve là une foule de gredins, de voleurs, et pas un homme en état de mener les affaires. Je n'en ai fait changer aucun, car le parti dont je suis serait désolé que Bonaparte s'emparât de l'Europe, et bien aise qu'on le chassât d'Italie, où je forme mes plans pour m'établir moi-même, quoiqu'il arrive, si nous en sommes chassés. Je compte porter ma fortune à Livourne et m'y établir. Ainsi, d'après ce plan, je me conduis dans les vues du parti.

Nous avons des intelligences à Venise, mais nous n'avons pas de moyens décisifs pour le plan de Bonaparte. Son plan est, en cas de guerre, de marcher sur le Vénitien. Il s'attend à une bataille entre Vérone et Padoue ; s'il la gagne, il s'avance jusque sous Conegliano, c'est-à-dire qu'il s'attend encore à être arrêté au Tagliamento. C'est alors qu'il compte proclamer la résurrection du gouvernement vénitien, telle qu'elle a été arrêtée en 1801 à Paris avec Foscari, chef des mécontents¹. Le travail à cet égard a été arrêté à Milan, le jour même du couronnement. On espère que cette proclamation seule, après une victoire et lorsque nos troupes environnent la lagune, suffira pour

1. Sur cette négociation voir *Bonaparte Président de la République italienne*, II, 79.

porter les Vénitiens à un soulèvement dans Venise, et à forcer les Impériaux d'en déloger : et c'est de cette manière que l'on voudrait les en chasser, parce que, n'ayant pas une marine imposante, on pense qu'il est impossible de s'y prendre autrement avant qu'on ne soit maître de Trieste, et on voudrait avoir Venise avant.

Mais les partisans de ce complot pensent à présent qu'il devient impraticable, après nous avoir bercé pendant trois ans de son exécution. Ils prétendent que les Impériaux ont fortifié toutes les îles environnantes de Venise, y ont établi du canon à force, de manière à s'y retirer et tenir Venise en respect. Bonaparte, à qui il importe peu que Venise soit brûlée ou non, dit que cela ne peut empêcher le soulèvement. Ils répondent qu'ils n'en feront rien, parce que le peuple, dès qu'il verrait tirer contre la ville, les planterait là ; et ils exigent que nos troupes bordent la lagune depuis Malghera jusqu'à Ponte-Oscuro ; et qu'alors, la révolte éclatant, ils enverront des bateaux en quantité, pour que nos troupes y embarquent et viennent attaquer de vive force les îles principales. Ce projet paraît extravagant à Bonaparte, et il l'est, à ce que disent les gens de l'art, parce que le feu de ces îles détruirait bientôt nos embarcations. Cependant on a envoyé Prony lever les plans et examiner les lieux. On l'a arrêté ¹, mais on ne lui a rien trouvé qui inquiète nos partisans ; et c'est un homme ferme, qui ne les compromettra pas ; mais l'affaire en est là, on ne s'entend pas. »

TROISIÈME PARTIE

Reçue le 13 septembre 1805.

« Il faut convenir que l'Autriche s'est conduite follement avec ces gens-là. Leur premier grief est qu'on ne continue aucun secours aux familles nobles à qui on les aurait promis, le deuxième qu'ils n'ont aucun gouvernement ; le troisième qu'ils détestent les impériaux, et celui-là est bien réel. La première chose à faire, c'est de chasser de Venise tout ce qui est étranger, et de n'en faire venir autant pendant la guerre, car c'est là que sont nos agents. La 2^e, de chasser un sieur Rombenki, consul d'Espagne, mais plutôt que de le chasser, il faudrait le surveiller, car c'est lui qui, avec notre consul, protège nos agents. La 3^e, de s'in-

1. Au moment où Méjan écrivait ces lignes, Prony, Inspecteur général français des Ponts et Chaussées, venait en effet d'être arrêté par les Autrichiens (6 août).

former s'il n'y a pas là un nommé Fille, ancien consul, et de l'éloigner. La 4^e, de garnir les îles mieux qu'elles ne le sont et d'annoncer à la ville qu'elle est en cendres à la première révolte ; car c'est là 1^o ce qui effraie les révoltés, 2^o ce qui les prive, suivant eux, de toute assistance du peuple.

Nous venons d'envoyer un homme à Venise vérifier l'état des choses et nous attendons son retour. Mantoue est en état de défense, et sera si chargée de troupes que les dispositions sont indifférentes. Je n'ai pas vu la partie des États du Pape que nous avons prise, mais je la verrai ; on dit que le peuple y est très aigri, mais dans l'abattement, et que Bologne est tout français et Ferrare tout autrichien ; je n'en sais rien. J'ai vu Modène, le pays est à nous ; on nous y aime plus qu'en aucun autre endroit, parce qu'ils détestent le successeur de leur ancien duc¹ ; et tous m'ont dit hautement que, comme s'il y avait la guerre, il y reviendrait si nous étions chassés d'Italie, ils feraient tout pour nous : et cela m'a paru sincère ; le pays est ruiné, non moins que le reste de l'Italie².

A mon retour, j'ai vu en courant la Toscane, et remis une lettre à la reine, qui est une bonne femme en vérité. Oh ! dans ce pays, c'est indifférent, l'Autriche y est adorée, c'est-à-dire leur ancien duc, et cela partout dans les villages, dans les campagnes, aux portes même et à Florence. Personne ne s'en cache, pas même sous le nez de nos généraux, qui ne disent rien. Ces gens-là feraient tout pour lui, ils lui donneraient leur chemise, j'en ai été touché. J'en ai parlé à mon retour à Melzi qui lui-même, en détestant l'Autriche, m'en fait le plus grand éloge et qui m'a dit être l'ami de son ministre Manfredini. Cependant la reine est excellente, on l'aime, on la respecte, mais malgré cela on la chasserait pour leur bon duc : car voilà comment ils l'appellent, et pour nous ils nous ont en horreur. Aussi n'y a-t-il pas un soldat hors des

1. Le dernier duc de la maison d'Este, Hercule III, était mort en exil, ne laissant qu'une fille, Marie-Béatrice, mariée à l'archiduc Ferdinand d'Autriche, fils de l'empereur François 1^{er} : de ce mariage était né un fils François (1779-1847) unique héritier du duché et qui remonta en 1814 sur le trône de ses ancêtres. Sa conduite devait alors justifier les tristes préventions de ses futurs sujets.

2. Il semble que ces appréciations de Méjan sur l'esprit public des états modénais s'appliquent, moins à la capitale proprement dite, où l'ancienne dynastie n'était pas impopulaire, qu'à la ville de Reggio, qui en avait secoué le joug en 1796 sans attendre l'approche des troupes françaises, par un soulèvement spontané. Parmi les causes de l'attachement des Modénais à la domination napoléonienne, il convient de signaler l'avantage qu'ils trouvaient à être incorporés à un grand état, où ils pouvaient faire de brillantes carrières administratives ; la moitié des hautes fonctions étaient occupées par des Modénais dont la prépondérance excitait souvent les jalousies milanaïses.

villes, crainte d'assassinat. Et voilà ce qu'il y a de bien nécessaire, s'il y a la guerre : de promettre aux pays ce qu'ils désirent, et de ne pas annoncer aux autres ce qu'ils ne veulent pas. Promettez à la Toscane son bon duc ¹, et tous les vœux sont à vous. Dites-en autant à la Lombardie, et elle fera l'impossible pour nous ; dites-en autant à Modène et il nous offriront leur dernier écu.

C'est là ce que j'ai appris des nouvelles de Naples. On ne peut sauver ce pays d'une révolution, c'est impossible. Quel exécrationnel gouvernement ! La reine y est en horreur ; ce pays-là est perdu. Les événements pourront bien nous le prendre, mais nous le rendrons en chair à pâté. La reine se moque de nous avec ses moyens de nous exterminer ; elle n'en a aucun, c'est faux, c'est nous qui l'exterminerons d'un mot en laissant agir nos moyens. Je n'en sais que par ouï-dire, mais cela me paraît positif.

Un autre état bon pour les anciens chefs, c'est le Parmesan. Il faut qu'ils aient été de braves gens, car on les adore et on nous a en abomination. Ce pays ne peut rien, mais il ne fait rien pour nous qu'à la pointe de l'épée et sa réunion l'a mis au dernier désespoir ².

Nous avons, sans compter ce qui est en Piémont, mais comptant ce qui est à Naples, 60.000 hommes en Italie, y compris ce qui est depuis le Var. Il y a 35.000 hommes à l'armée nationale italienne, qui est très mauvaise, mais qui, placée avec les nôtres, marchera et fera nombre. Nous voulons nous emparer de tout le littoral et de l'Etat de Naples, et sûrement Jérôme sera roi de Naples, si le roi se retire en Sicile et ouvre le pays à l'Angleterre ³.

Voilà tout ce que je puis vous dire en si peu de temps, mais faites-moi des questions, et j'y satisferai de mon mieux.

1. Le « bon duc » dont il est question ici était Ferdinand III second fils de l'Empereur Léopold d'Autriche, souverain depuis 1790, détrôné en 1799, et auquel le traité de Lunéville avait enlevé ses états. Quant à la reine, c'était la femme du prince héritier de Parme, (roi d'Etrurie depuis 1801) et régente du pays depuis la mort de son mari (27 mai 1803). Sur l'histoire de la Toscane avant sa réunion à l'Empire, cf. MARMOTTAN, *Le royaume d'Etrurie* (Paris, 1896).

2. Les états de Parme, restés sans maître par la mort de leur dernier duc (9 octobre 1802), et administrés au nom de la France par Moreau de Saint-Méry venaient en effet d'y être réunis par décret du 21 juillet 1805 ; mais ils ne reçurent que le 30 mai 1808 leur organisation en département. Les prévisions que formulait en 1805 Méjan sur l'état d'esprit de ses habitants allaient être confirmées par la révolte rurale qui y éclata au début de 1806 et que Napoléon fit réprimer impitoyablement par Junot, nommé gouverneur général.

3. Ces lignes prophétiques (sauf en ce qui concerne la personnalité du futur roi) tendraient à montrer que le sort de Naples était décidé ou au moins prévu, dans la pensée de Napoléon, avant même les événements qui l'amènèrent à prononcer la déchéance de la dynastie des Bourbons.

CONCLUSION

Après avoir passé en revue les hommes qui furent associés, à des titres divers, au gouvernement de la République Italienne, il n'est pas inutile de dégager en terminant la conclusion de cette étude, en commençant par les Italiens.

I

Malgré leur diversité, ceux-ci se rapprochent par certains traits communs, d'où l'on peut tirer quelques indications générales sur leur recrutement, leur origine et leur valeur collective.

Parmi les raisons diverses qui ont déterminé leur choix, l'initiative consulaire semble avoir joué le premier rôle. Au cours de ses campagnes d'Italie, Bonaparte était forcément entré en contact avec les personnalités les plus considérables ou les plus ambitieuses des régions où le conduisait la guerre. Avec la sûreté de coup d'œil qui le caractérisait, il avait mesuré dans son esprit et enregistré dans sa mémoire le genre de services que chacun d'eux pouvait rendre à la chose publique et le degré de concours qu'on pouvait lui demander. Les impressions personnelles du vainqueur de 1797 inspirèrent dans une large mesure les préférences du législateur de 1802. C'est ainsi que Marescalchi, Paradisi, Luosi, Guicciardi, Moscati furent employés à Lyon pour avoir été autrefois distingués en Italie, que Melzi dut son élévation à l'effet qu'avaient produit, dès l'entrée des Français à Milan, la fermeté de son caractère et la sagesse de ses conseils ; et qu'enfin, à l'autre extrémité de la hiérarchie officielle, Scarabelli-Pedocca fit une modeste fortune diplomatique pour avoir attiré quelques instants, lors du siège

de Mantoue, l'attention du général en chef. — Une autre raison d'intérêt et de sentiment venait renforcer l'influence de ces impressions personnelles. Bonaparte avait pour maxime de défendre et de favoriser toujours, malgré leurs faiblesses, ceux qui s'étaient déclarés ses premiers partisans ¹. Ce fut en vertu de ce principe qu'il appela et devait maintenir dans l'un des premiers postes de l'État Caprara, dont les capacités ne pouvaient lui inspirer aucune illusion ², mais dont il se rappelait l'accueil à Bologne en 1796.

Quelle que fût l'étendue de son esprit, il ne pouvait toutefois prétendre à connaître personnellement assez de sujets de valeur pour remplir les cadres d'un gouvernement. Presque tous les hauts fonctionnaires qu'il ne désigna pas spontanément furent pris par lui, soit parmi les membres de la Consulte de Lyon, soit sur les listes de candidats que ceux-ci présentèrent à son examen, par l'entremise d'une commission tirée de leur sein et appelée le Comité des Trente. Cette constatation apporte une précision de plus sur le véritable rôle de cette assemblée. Le Premier Consul l'avait en réalité convoquée, non pour approuver, comme le prétendait la version officielle, une constitution dont le texte était arrêté d'avance, mais pour suppléer aux lacunes de sa propre expérience, entrer en contact avec les hommes représentatifs de la Cisalpine, s'informer auprès d'eux de ceux qu'ils tenaient pour les plus dignes et faire ainsi des nominations conformes à l'opinion de la majorité.

Le recrutement du haut personnel gouvernemental italien explique quelle en était la composition au point de vue social, politique, professionnel et géographique. Il avait été créé à l'image de la Consulte de Lyon dont il était sorti ; il en reproduisait les caractères distinctifs et comprenait les mêmes caté-

1. Voir à ce propos (MELZI, II, 162) sa lettre à Melzi (du 23 avril 1803) à propos de Cicognara qu'il avait dû faire expulser du Conseil Législatif : « Je ne laisse pas d'en être un peu peiné, car c'est un *des premiers hommes que j'ai employés en Italie* ; mais si l'assiette de sa tête se rétablit, il peut compter que j'oublierai tout, *par le même principe que je n'oublierai jamais qu'il a été utile au système dans les temps critiques.* »

2. On a vu plus haut (p. 127) comment il les appréciait.

gories, correspondant aux diverses forces sociales que Bonaparte voulait employer à la reconstruction de l'État. Il convient de rappeler à cette occasion que dans cette assemblée les anciennes classes dirigeantes étaient représentées par 123 notables ou grands propriétaires et 57 ecclésiastiques ; les idées révolutionnaires par les 35 membres de la Consulte législative et de la Commission de gouvernement chargés de régir provisoirement le pays après Marengo ; l'élément intellectuel par 35 délégués des Universités, écoles et sociétés savantes ; les intérêts locaux par 100 députés des départements, des grandes villes et des gardes nationales ; enfin les compétences techniques par les mandataires des tribunaux (41) de l'armée permanente (30) et des chambres de commerce (31).

L'importance relative de ces divers éléments et la trace des idées qui en ont déterminé la proportion se retrouvent dans la distribution des hautes charges de l'État. Une part prépondérante y est faite à la grande propriété et à la noblesse terrienne, écartées du pouvoir sous la première Cisalpine. Melzi, Guicciardi et Marescalchi dans le gouvernement Caprara, Containi et Fenaroli dans la Consulte, Trivulzi et Fontanelli dans l'armée ont été choisis en partie parce qu'ils portent des noms historiques, appartiennent à des familles nobles et représentent d'anciennes autorités sociales. Par ces choix, comme par le mécanisme de la Constitution, se traduit chez Bonaparte le désir d'importer en Italie ce régime de « gouvernement par les notables » dont il vient de faire prévaloir le type en France. — Par contre, il n'accorde qu'une part de pouvoir des plus restreintes aux républicains les plus ardents de la Cisalpine, aux agitateurs de la première heure, aux orateurs les plus exaltés du Corps législatif de 1797. Ceux qu'il choisit dans cette catégorie, tels que Caprara, Moscati, Tassoni ou Galdi, le sont malgré leurs opinions, non à cause de leurs opinions, parce qu'ils se sont assagis ou qu'ils présentent d'autres titres à la faveur consulaire ; et par là se consomme, à Milan comme à Paris, le divorce entre le pouvoir et le parti révolutionnaire. — La disgrâce des politiciens coïncide d'autre part avec l'avènement des spécialistes, auxquels ont été confiés les plus importants

des services publics : de Spannocchi qui n'est qu'un juriste, de Bovara qui n'est qu'un théologien, de Prina, éprouvé comme ancien fonctionnaire piémontais, de Villa, connu exclusivement comme avocat ; l'un d'eux est étranger au pays et presque tous le sont à la politique, et leur seul mérite réside dans leur compétence technique. Ces changements de personnes marquent la transformation d'un régime qui, après avoir été plus politique qu'administratif sous la révolution, va devenir plus administratif que politique pendant la période impériale.

Il convient enfin de noter, comme un trait particulier à la République italienne, l'importance qui y est laissée dans l'état aux savants et aux gens de lettres, à l'heure même où en France les « idéologues » se voient peu à peu éliminés du pouvoir. Ils formaient une députation à part à la Consulte ; ils recrutent exclusivement un des trois grands collèges entre lesquels la constitution partage la souveraineté. Ils fourniront aux hautes fonctions publiques un contingent nombreux et choisi dans la personne de Paradisi, appelé à la plus brillante fortune, de Moscati, dont la réputation de médecin représente le principal titre à siéger à la Consulte, de Venturi et de Galdi, qui regrettent dans la vie diplomatique les paisibles labeurs de la pensée. En témoignant cette faveur à l'élément intellectuel italien, il semble que Bonaparte cède d'abord au désir de passer pour le chef d'un gouvernement plus « éclairé » que les régimes précédents¹. Il est possible aussi qu'impuissant à trouver parmi ses collaborateurs l'expérience administrative, il ait au moins cherché en eux les « lumières » qui leur permettraient d'y suppléer ou même de l'acquérir.

De nos jours et avec le recul du temps, c'est cette composition sociale et politique du personnel gouvernemental qui

1. Cette préoccupation se traduit, dès le première entrée de Bonaparte à Milan, par les égards qu'il témoigna à l'astronome Oriani et par la lettre (24 mai 1796) qu'il lui écrivit. Elle contenait ce passage : « Les sciences, qui honorent l'esprit humain, les arts, qui embellissent la vie et transmettent les grandes actions à la postérité, doivent être spécialement honorés dans un gouvernement libre... Le peuple français ajoute plus de prix à l'acquisition d'un savant, d'un mathématicien, d'un peintre de réputation ou d'un homme distingué, quel que soit l'état qu'il professe, qu'à celle de la ville la plus riche et la plus populeuse. » (*Corr.*, I, n° 491).

nous paraît particulièrement intéressante à noter ; aux yeux des contemporains, dominés par les passions locales, elle présentait beaucoup moins d'intérêt que la répartition géographique des hautes charges de l'État entre les diverses régions de la République. Bien que Bonaparte eût pris soin de n'en favoriser aucune au détriment des autres et de donner à toutes des représentants dans les conseils du gouvernement, il n'avait pu mesurer exactement la part proportionnelle qui revenait à chacune, ni empêcher certaines d'entre elles de se trouver plus avantagées que ne le comportait leur importance relative. C'est ainsi que le Secrétaire d'État (Vaccari) que deux ministres ou assimilés sur sept (Veneri et Testi), deux Consultants sur sept (Paradisi et Luosi) et trois diplomates sur six (Tassoni, Scarbelli et Venturi) étaient originaires de l'ancien duché de Modène, c'est-à-dire d'un territoire dont la population représentait à peine le dixième de la population totale de la République. Les employés milanais, jaloux de maintenir la primauté de la capitale, dénonçaient à l'envie ces empiètements de la « faction d'Este » comme une tentative d'accaparement des fonctions publiques et comme le résultat de louches intrigues locales. En réalité, la prépondérance des Modénais s'expliquait par les qualités de prudence et de mesure dont ils avaient donné maintes preuves en 1796 et qui les rendaient propres à devenir d'excellents administrateurs. Ils avaient de plus sur les Lombards, les Romagnols ou les Vénitiens cette supériorité d'avoir possédé avant la Révolution un gouvernement national, et d'y avoir gagné une formation politique qui manquait forcément aux sujets de souverainetés lointaines ou étrangères.

Si maintenant, après avoir précisé l'origine de ce personnel gouvernemental, l'on cherche à mesurer la valeur moyenne des hommes qui le composent, l'impression dominante qu'ils donnent à l'esprit est celle de leur insuffisance. Si l'on met à Melzi en raison de son autorité morale et son rôle officiel, Marescalchi à cause de l'importance de ses fonctions et surtout Prina en considération de ses mérites d'administrateur, aucun d'eux ne s'élève au-dessus de la médiocrité générale et n'a laissé une empreinte durable sur les gens ou les choses de

son temps¹. On trouve chez la plupart d'estimables qualités privées, contrastant avec une absence presque complète de vertus publiques; des lumières et des talents, mais presque jamais de caractère; des connaissances souvent étendues, mais pas d'expérience politique; une aptitude particulière à suivre les événements au lieu de chercher à les conduire; une soumission passive au régime qu'ils servent sans illusion et abandonneront sans regret: en un mot des physionomies assez effacées au milieu desquelles on regrette de pas voir se dessiner assez de vigoureuses personnalités.

Si elles présentent peu de relief, leurs biographies toutefois ne sont pas sans intérêt ni sans importance pour l'histoire générale de la République italienne; elles nous montrent en effet par des exemples précis combien il était difficile, faute de caractères et de compétences, d'improviser un personnel gouvernemental dans un pays qui naissait seulement à la vie politique et que la Révolution avait brusquement fait passer des formes de l'ancien régime au type de l'état moderne.

II

Les témoignages des Français qui ont joué un rôle dans l'histoire de la République italienne présentent un autre genre d'intérêt, mais conduisent à des conclusions à bien des égards analogues. Ils servent d'abord à éclairer la physionomie de leurs auteurs: Jacob y apparaît comme un fonctionnaire consciencieux et clairvoyant, juge pénétrant et impartial des événements et des hommes; Murat — ou plutôt les agents anonymes dont il emprunte et dirige la plume — comme un observateur intéressé à pousser au noir une situation dont il

1. « Je vous le répète, écrivait Melzi quelques semaines après son entrée en charge, s'il y a pour moi quelque sujet de découragement, c'est en raison de l'extraordinaire défaut d'hommes de capacité et de bonne volonté. Le Premier Consul a pu voir par lui-même quelle inconsistance il a trouvée dans notre assemblée de Lyon. Soyez sûr qu'elle est à peu près la même en tout et pour tout. » Lettre de Melzi à Marescalchi du 3 novembre 1802. Arch. Vienne, 4.

espère devenir le sauveur ; Méjan enfin, comme un correspondant d'un pessimisme un peu forcé, par trop préoccupé peut-être de flatter ceux qu'il sert en dénigrant ceux qu'il trahit.

Malgré leurs différences d'origine et leurs divergences partielles d'appréciations, tous trois s'accordent sur certains points qui se dégagent de leurs relations avec assez de netteté pour pouvoir être considérés comme acquis à l'histoire. Ils reconnaissent en Melzi des vertus qui lui ont valu une universelle et légitime popularité parmi ses concitoyens, mais aussi des faiblesses de caractère et d'esprit qui le rendent inférieur à sa tâche. Ils se montrent justement frappés de la faillite de ce principe de l'« amalgame » qui lui a été imposé de Paris comme système de gouvernement, et qui, appliqué dans un milieu tout différent, a produit des résultats opposés à ceux qu'on en espérait. Ils sont unanimes à constater l'aversion qui règne dans le pays contre les Français et qui semble avoir gagné même leurs premiers partisans. Enfin, — et c'est par là que leurs observations fournissent la contre-épreuve de l'impression laissée par les biographies précédentes, — ils semblent chercher les principales causes des difficultés qu'éprouve la République italienne à s'asseoir et à progresser dans l'universelle médiocrité des hommes d'état appelés à en appliquer les institutions.

Vu le 16 décembre 1913.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

CROISSET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	Pages VII
BIBLIOGRAPHIE.....	XI

LIVRE I. — LES ITALIENS.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le Vice-Président</i>	3
CHAPITRE II. — <i>Le Ministre des Relations Extérieures</i>	39
Marescalchi.....	39
Felici.....	65
Lambertenghi.....	69
Testi.....	72
CHAPITRE III. — <i>La Secrétairerie d'Etat</i>	77
Guicciardi.....	77
Vaccari.....	82
CHAPITRE IV. — <i>Les Ministres</i>	86
Villa.....	86
Spannocchi.....	89
Veneri.....	91
Prina.....	94
Trivulzi.....	106
Bovara.....	109
CHAPITRE V. — <i>La Consulte d'État</i>	113
Luosi.....	113
Moscato.....	117
Paradisi.....	120
Costabili-Containi.....	124
Fenaroli.....	126
Caprara.....	128
CHAPITRE VI. — <i>Les Diplomates</i>	131
Tassoni.....	131
Scarabelli-Pedocca.....	135
Cometti.....	136
Venturi.....	137
Bossi.....	139
Galdi.....	141

CHAPITRE VII. — <i>Les Généraux</i>	146
Pino.....	146
Teulié.....	153
Les Lechi.....	157
Fontanelli.....	166

LIVRE II. — LES FRANÇAIS.

Jacob.....	171
Murat.....	180
Méjan.....	204
CONCLUSION.....	227

